

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 1940

[C — 2004/29137]

3 MARS 2004. — Décret organisant l'enseignement spécialisé (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Du champ d'application, des généralités et définitions*

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique à l'enseignement maternel spécialisé, primaire spécialisé, fondamental spécialisé et secondaire spécialisé organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté française.

Art. 2. § 1^{er}. L'enseignement spécialisé est destiné aux enfants et aux adolescents qui, sur la base d'un examen multidisciplinaire, effectué par les institutions définies à l'article 12 doivent bénéficier d'un enseignement adapté en raison de leurs besoins spécifiques et de leurs possibilités pédagogiques.

Ces enfants et adolescents sont désignés ci-dessous par l'expression "enfants et adolescents à besoins spécifiques".

§ 2. Il est organisé sur la base de la nature et de l'importance des besoins éducatifs et des possibilités psychopédagogiques des élèves et assure le développement de leurs aptitudes intellectuelles, psychomotrices, affectives et sociales tout en les préparant, selon les cas :

1. à l'intégration dans un milieu de vie ou de travail adapté;
2. à l'exercice de métiers ou de professions compatibles avec leur handicap qui rende possible leur intégration dans un milieu de vie et de travail ordinaire;
3. à la poursuite des études jusqu'au terme de l'enseignement secondaire supérieur tout en offrant des possibilités de vie active.

§ 3. Il comprend les divers types d'enseignement définis au chapitre II du présent décret.

§ 4. Il se caractérise par une coordination entre l'enseignement et les interventions orthopédagogiques, médicales, paramédicales, psychologiques et sociales d'une part et d'autre part par la collaboration permanente avec l'organisme chargé de la guidance des élèves telle que définie à l'article 3 de l'arrêté royal du 27 juillet 1971 fixant les modalités d'organisation, de la guidance des élèves fréquentant les établissements spécialisés.

Art. 3. § 1^{er}. L'enseignement spécialisé peut être organisé en écoles d'enseignement de plein exercice, en enseignement secondaire en alternance et en enseignement de promotion sociale.

L'enseignement spécialisé de plein exercice est organisé selon les modalités définies dans le présent décret. En outre, il peut être organisé selon les particularités de l'enseignement à distance, selon les particularités de l'enseignement à domicile définies au chapitre XI du présent décret ou selon les particularités de l'enseignement en immersion tel que défini à la Section 4 du chapitre IV et la Section 8 du chapitre V.

§ 2. Le Gouvernement détermine les titres requis des membres du personnel de l'enseignement spécialisé organisé ou subventionné par la Communauté française et les échelles de traitement de ce personnel.

§ 3. Le Gouvernement organise l'inspection éducative des instituts, des établissements d'enseignement spécialisé, des homes et des familles d'accueil.

Art. 4. § 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° établissement ou école : ensemble pédagogique d'enseignement spécialisé de niveau maternel, primaire et ou secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française, situé en un ou plusieurs lieux d'implantation placés sous la direction d'un même directeur.

2° bâtiment principal de l'école : le lieu d'implantation choisi par le pouvoir organisateur comme siège administratif de toute l'école;

3° implantation : bâtiment ou ensemble de bâtiments, situé(s) à une seule adresse où l'on dispense de l'enseignement maternel spécialisé et/ou primaire spécialisé et/ou de l'enseignement secondaire spécialisé;

4° centre d'observation : tout établissement d'enseignement spécialisé où, dans des cas exceptionnels, des enfants et/ou des adolescents à besoins spécifiques sont inscrits temporairement, dans le but de déterminer le type d'enseignement spécialisé qui leur convient;

5° niveau : structure de l'organisation de l'enseignement spécialisé, c'est-à-dire maternel, primaire et secondaire;

6° classe : ensemble d'élèves de l'enseignement maternel spécialisé, primaire spécialisé ou secondaire spécialisé placés sous la direction d'un titulaire de classe;

7° unité pédagogique : ensemble d'élèves relevant d'un même type ou de types d'enseignement spécialisé différents, regroupés de manière temporaire ou permanente, afin de recevoir, au sein d'une même école, une formation adaptée à leurs besoins éducatifs;

8° élève régulier : tout élève qui répond aux conditions d'admission et, s'il échet, de passage et qui suit les activités déterminées en fonction de ses besoins;

9° directeur : responsable d'une école maternelle, primaire, fondamentale ou secondaire d'enseignement spécialisé,

10° conseil de classe : ensemble des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel paramédical, psychologique et social et du personnel auxiliaire d'éducation qui a la charge de l'instruction et de l'éducation des élèves d'une classe déterminée et qui en porte la responsabilité. En réunion, il est présidé par le directeur ou par son délégué;

11° horaire hebdomadaire de l'élève : emploi du temps de l'élève précisant la nature des cours et/ou activités éducatives suivis ainsi que les lieux dans lesquels ils sont organisés;

12° horaire hebdomadaire de l'enseignant : emploi du temps de l'enseignant indiquant la nature et les lieux de ses prestations;

13° horaire hebdomadaire du membre du personnel non chargé de cours : emploi du temps du membre du personnel non chargé de cours indiquant les lieux de ses prestations;

14° nombre guide : nombre attribué par :

a) type, forme, niveau d'enseignement ou nombre d'élèves

b) catégorie de personnel permettant le calcul du capital-périodes d'un établissement d'enseignement spécialisé;

15° immersion dans l'apprentissage d'une langue : procédure visant à favoriser l'apprentissage d'une langue moderne en assurant une partie des cours de la grille horaire dans cette langue;

16° apprentissage par immersion en langue des signes : procédure visant à favoriser chez les enfants malentendants l'acquisition des compétences, notamment l'apprentissage de la lecture centrée sur la maîtrise du sens, en assurant une partie des cours de la grille horaire en langue des signes;

17° cours de langue et de culture d'origine, cours de sensibilisation à la langue et à la culture de pays ou de groupes, de pays ayant été à l'origine d'une importante émigration vers notre communauté, assuré dans la perspective d'une intégration en son sein;

18° moyens et techniques de communication : apprentissage de méthodes et de techniques contribuant à tisser le lien social entre les élèves de l'enseignement spécialisé et les personnes de leur environnement;

19° plan individuel d'apprentissage (P.I.A.) : Outil méthodologique élaboré pour chaque élève et ajusté durant toute sa scolarité par le Conseil de classe, sur la base des observations fournies par ses différents membres et des données communiquées par l'organisme de guidage des élèves. Il énumère des objectifs particuliers à atteindre durant une période déterminée. C'est à partir des données du P.I.A. que chaque membre de l'équipe pluridisciplinaire met en œuvre le travail d'éducation, de rééducation et de formation. L'élève et ses parents peuvent être associés à son élaboration;

20° intervention orthopédagogique : intervention préventive ou curative dans des situations d'apprentissage problématique et de souffrance psychique d'enfants et/ou d'adolescents en difficulté;

21° cours philosophiques : enseignement d'une des religions reconnues et de la morale non confessionnelle.

22° conseil de participation : conseil créé par l'article 69 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

23° chef de famille : les père, mère, le tuteur ou la personne à qui est confiée en droit ou en fait la garde d'un enfant ou d'un adolescent à besoins spécifiques.

24° institut d'enseignement spécialisé : tout établissement d'enseignement spécialisé organisé par la Communauté française auquel est annexé un internat.

25° home d'accueil : tout internat où des enfants et/ou des adolescents à besoins spécifiques sont hébergés en vue de leur permettre de fréquenter comme externes un établissement d'enseignement spécialisé.

26° famille d'accueil : toute famille qui accueille des enfants et/ou adolescents à besoins spécifiques en vue de leur permettre de fréquenter comme externes un établissement d'enseignement spécialisé.

2. Dans l'enseignement maternel et primaire spécialisé, on entend par :

1° enseignement maternel : enseignement dispensé aux élèves définis à l'article 13 et qui les prépare à l'enseignement primaire;

2° enseignement primaire : enseignement dispensé aux élèves définis à l'article 14 et qui les prépare à l'enseignement secondaire;

3° enseignement fondamental : enseignement dispensé aux élèves définis aux articles 13 et 14,

4° école maternelle : école de niveau maternel uniquement;

5° école primaire : école de niveau primaire uniquement;

6° école fondamentale : école de niveau maternel et de niveau primaire;

7° titulaire : instituteur qui assure les cours et les activités pédagogiques prévues à l'horaire des élèves à l'exclusion des cours spéciaux et des cours philosophiques et sans préjudice de l'article 22;

8° maître d'enseignement individualisé : instituteur primaire ou maternel qui assure les activités d'enseignement individualisé;

9° maître d'activités éducatives : instituteur primaire ou maternel, maître spécial d'éducation physique ou maître spécial de travaux manuels qui assure les activités éducatives;

10° maître de morale non confessionnelle : membre du personnel qui assure le cours de morale non confessionnelle;

11° maître de religion : ministre ou délégué d'un ministre d'un des cultes reconnus et chargé exclusivement du cours de la religion correspondante;

12° maître d'éducation physique : membre du personnel qui assure les cours d'éducation physique et/ou de psychomotricité;

13° maître de travaux manuels : membre du personnel qui assure les cours de travaux manuels;

14° maître de seconde langue : membre du personnel qui assure les cours de langue moderne;

15° grille horaire de la classe : liste des différents cours assurés hebdomadairement avec mention du nombre de périodes affectées à chacun;

16° degré de maturité : L'un des quatre degrés correspondant aux stades d'évolution de l'élève dans l'enseignement primaire :

a) pour les élèves atteints d'arriération mentale légère, de troubles instrumentaux, comportementaux, sensoriels et de handicaps physiques, ils sont définis comme suit :

- maturité I : niveaux d'apprentissages préscolaires;
- maturité II : éveil des apprentissages scolaires;
- maturité III : maîtrise et développement des acquis;
- maturité IV : utilisation fonctionnelle des acquis selon les orientations envisagées.

b) pour les élèves atteints d'arriération mentale modérée ou sévère, ils sont définis comme suit :

- maturité I : niveaux d'acquisition de l'autonomie et de la socialisation;
- maturité II : niveaux d'apprentissages préscolaires;
- maturité III : éveil des premiers apprentissages scolaires (initiation),
- maturité IV : approfondissements;

17° capital-périodes : nombre de périodes permettant d'organiser les activités pédagogiques, paramédicales, sociales, psychologiques permettant de répondre aux besoins spécifiques des élèves inscrits dans un établissement d'enseignement maternel, primaire ou fondamental spécialisé.

§ 3. Dans l'enseignement secondaire spécialisé, on entend par :

1° enseignement secondaire : enseignement dispensé aux élèves définis à l'article 15;

2° école secondaire : école de niveau secondaire uniquement;

3° directeur de classe : membre du personnel enseignant à qui est confié une mission d'écoute et de suivi d'une classe ou d'un groupe d'élèves. Il est une personne de référence pour l'élève, dans les démarches que ce dernier aurait à entreprendre, lorsqu'il est confronté à une difficulté liée à sa vie au sein de l'établissement;

4° forme d'enseignement : caractère général et objectifs de l'enseignement dispensé;

5° phase : durée requise pour que l'élève maîtrise les objectifs ou les référentiels des compétences fixés;

6° compétences-seuils : référentiel présentant de manière structurée les compétences dont la maîtrise à un niveau déterminé est attendue à la fin de chaque phase de l'enseignement spécialisé de forme 3,

7° compétence : aptitude à mettre en œuvre un ensemble organisé de savoirs, de savoir-faire et d'attitudes permettant d'accomplir un certain nombre de tâches;

8° secteur professionnel : ensemble d'éléments socioprofessionnels dans lequel se développent des activités éducatives et des apprentissages visant plus particulièrement la préparation à la vie professionnelle;

9° groupe professionnel : sous-ensemble d'un secteur professionnel. Le groupe professionnel développe une formation polyvalente;

10° métier : élément du groupe professionnel. Le métier développe une qualification professionnelle définie par le profil de formation spécifique;

11° profil de formation spécifique : référentiel présentant de manière structurée les compétences à acquérir en vue de l'obtention d'un certificat de qualification spécifique ou d'une attestation de compétences.

12° capital-périodes : nombre de périodes permettant d'organiser les activités pédagogiques, paramédicales, sociales, psychologiques, administratives et auxiliaires d'éducation permettant de répondre aux besoins spécifiques des élèves inscrits dans un établissement d'enseignement secondaire spécialisé.

Art. 5. L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents membres des personnels est épïcène, en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

CHAPITRE II. — *Des types d'enseignement spécialisé*

Art. 6. L'enseignement spécial se scinde en plusieurs types.

Chacun de ces types comporte l'enseignement adapté aux besoins éducatifs généraux et particuliers des élèves relevant de l'enseignement spécialisé appartenant à un même groupe, besoins qui sont déterminés en fonction du handicap principal commun à ce groupe.

Pour les personnes atteintes de handicaps multiples, le type d'enseignement spécialisé est déterminé, compte tenu des besoins éducatifs qui, eu égard à l'âge et aux capacités des intéressés, doivent être satisfaits par priorité.

Art. 7. Les types suivants d'enseignement spécialisé peuvent être organisés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française :

1° le type 1 d'enseignement spécialisé adapté aux besoins éducatifs des enfants et des adolescents atteints d'arriération mentale légère, ci-après dénommé le type 1;

2° le type 2 d'enseignement spécialisé adapté aux besoins éducatifs des enfants et des adolescents atteints d'arriération mentale modérée et/ou des enfants et des adolescents atteints d'arriération mentale sévère, ci-après dénommé le type 2;

3° le type 3 d'enseignement spécialisé adapté aux besoins éducatifs des enfants et des adolescents atteints de troubles structurels du comportement et de la personnalité, ci-après dénommé le type 3;

4° le type 4 d'enseignement spécialisé adapté aux besoins éducatifs des enfants et des adolescents atteints de déficiences physiques, ci-après dénommé le type 4;

5° le type 5 d'enseignement spécialisé adapté aux besoins éducatifs des enfants et des adolescents malades et/ou convalescents, ci-après dénommé le type 5;

6° le type 6 d'enseignement spécialisé adapté aux besoins éducatifs des enfants et des adolescents atteints de déficiences visuelles, ci-après dénommé le type 6;

7° le type 7 d'enseignement spécialisé adapté aux besoins éducatifs des enfants et des adolescents atteints de déficiences auditives, ci-après dénommé le type 7;

8° le type 8 d'enseignement spécialisé adapté aux besoins éducatifs des enfants atteints de troubles instrumentaux, ci-après dénommé le type 8.

§ 2. Toute modification de la typologie est soumise à l'avis préalable du Conseil Supérieur de l'enseignement spécialisé défini au chapitre XIV.

Art. 8. § 1^{er}. Le type 1 d'enseignement spécialisé est destiné aux élèves qui ne peuvent être compris parmi les retardés pédagogiques et pour lesquels l'examen pluridisciplinaire, visé à l'article 12, § 1^{er}, 1°, conclut à un retard et/ou un (des) trouble(s) léger(s) du développement intellectuel.

Leurs possibilités sont telles qu'ils peuvent acquérir des connaissances scolaires élémentaires, une habilité et une formation professionnelle qui permet de prévoir leur intégration dans un milieu socioprofessionnel ordinaire.

§ 2. Le type 2 d'enseignement spécialisé est destiné aux élèves qui ne peuvent être compris parmi les enfants et les adolescents visés à l'article 7, 1°, et pour lesquels l'examen pluridisciplinaire, visé à l'article 12, § 1^{er}, 1°, conclut à un retard et/ou un (des) trouble(s) modéré(s) et/ou sévère(s) du développement intellectuel.

Les possibilités constatées chez les enfants et les adolescents dont le handicap a pour origine l'arriération mentale modérée sont telles que, par une éducation sociale et professionnelle adaptée, on peut prévoir leur intégration dans un milieu socioprofessionnel adapté.

Les possibilités constatées chez les enfants et les adolescents dont le handicap a pour origine l'arriération mentale sévère sont telles que ceux-ci sont susceptibles d'être sociabilisés par des activités éducatives adaptées.

§ 3. Le type 3 d'enseignement spécialisé est destiné aux élèves pour lesquels l'examen pluridisciplinaire, visé à l'article 12, § 1^{er}, 1°, conclut à la présence de troubles structurels du comportement et/ou fonctionnels de l'aspect relationnel et affectivo-dynamique de la personnalité d'une gravité telle qu'ils exigent le recours à des méthodes orthopédagogiques et psychothérapeutiques.

§ 4. Le type 4 d'enseignement spécialisé est destiné aux élèves handicapés physiques autres que ceux visés aux § 5, 6 et 7 du présent article et pour lesquels l'examen pluridisciplinaire visé à l'article 12, § 1^{er}, 1°, conclut à leur inaptitude à fréquenter l'enseignement ordinaire et dont l'état nécessite le recours à des soins médicaux et paramédicaux réguliers et à l'emploi de méthodes orthopédagogiques.

§ 5. Le type 5 d'enseignement spécialisé est destiné aux élèves qui, atteints d'une affection corporelle et/ou mentale sont pris en charge, par une clinique ou par une institution médico-sociale organisée par la Communauté française ou reconnue, à l'exclusion des colonies scolaires.

Ce type d'enseignement est organisé en étroite collaboration avec l'école ordinaire ou spécialisée dans laquelle l'élève est inscrit. Seule l'école d'origine est habilitée à délivrer les certificats, diplômes ou attestations concernant ces élèves.

§ 6. Le type 6 d'enseignement spécialisé est destiné aux élèves qui, pour cause de cécité ou d'amblyopie, nécessitent régulièrement des soins médicaux et paramédicaux et/ou l'emploi de méthodes orthopédagogiques.

§ 7. Le type 7 d'enseignement spécialisé est destiné aux élèves qui, pour cause de surdité ou d'hypoacousie, nécessitent régulièrement des soins médicaux et paramédicaux et/ou l'emploi de méthodes orthopédagogiques.

§ 8. Le type 8 d'enseignement spécialisé est destiné aux élèves pour lesquels l'examen pluridisciplinaire visé à l'article 12, § 1^{er}, 1°, conclut que, tout en ne manifestant pas de troubles de l'intelligence, de l'audition ou de la vision, ils présentent des troubles qui se traduisent par des difficultés dans le développement du langage ou de la parole et/ou dans l'apprentissage de la lecture, de l'écriture ou du calcul et dont la gravité est telle que, dans un premier temps, une intervention particulière dans le cadre de l'enseignement ordinaire ne peut suffire.

Art. 9. Les types 1 et 8 d'enseignement spécialisé ne sont pas organisés au niveau de l'enseignement maternel spécialisé.

Le type 8 n'est pas organisé au niveau de l'enseignement secondaire spécialisé.

Art. 10. Après avis motivé du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé visé à l'article 170, le Gouvernement peut organiser ou subventionner des Centres d'observation. Ceux-ci dispensent un enseignement assimilé administrativement au type 3 d'enseignement spécialisé.

CHAPITRE III. — Des conditions d'admission et de maintien

Art. 11. 1. Les avantages du présent décret sont réservés aux élèves âgés de deux ans et six mois au moins et de vingt et un an au plus, sans préjudice des articles 13 et 15.

§ 2. Dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, en ce qui concerne les conditions d'admission, les conditions d'âge sont identiques à celles fixées par l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

Art. 12. § 1^{er}. L'inscription des enfants et des adolescents dans un établissement, une école ou un institut d'enseignement spécialisé est subordonnée à la production d'un rapport précisant le type d'enseignement spécialisé qui correspond aux besoins de l'élève et qui est dispensé dans cet établissement, cette école ou cet institut.

Ce rapport est établi :

1° pour les types 1, 2, 3, 4 et 8, sur la base d'un examen pluridisciplinaire effectué par un centre psycho-médico-social, par un office d'orientation scolaire et professionnelle ou par tout autre organisme offrant les mêmes garanties en matière d'orientation scolaire ou professionnelle, organisés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française. Une liste de ces organismes est établie annuellement par le Gouvernement et communiquée aux instituts, établissements et écoles d'enseignement spécialisé ainsi qu'aux commissions consultatives de l'enseignement spécialisé.

Les conclusions de cet examen pluridisciplinaire, consignées dans un rapport d'inscription, résultent de l'interprétation et de l'intégration des données fournies par :

- l'examen médical;
- l'examen psychologique;
- l'examen pédagogique;
- l'étude sociale.

2° pour les types 5, 6 et 7, sur la base d'un examen médical dont les conclusions sont consignées dans un rapport d'inscription et qui est effectué :

- a) pour le type 5, par un pédiatre ou le médecin référant du service de pédiatrie, de l'établissement de soins ou de l'institution de prévention;
- b) pour le type 6, par un médecin spécialiste en ophtalmologie,
- c) pour le type 7, par un médecin spécialiste en oto-rhino-laryngologie.

§ 2. Le Gouvernement prend toutes les mesures nécessaires en vue de rendre possible la guidance permanente des élèves de l'enseignement spécialisé.

Cette mission est confiée aux organismes et personnes visées au présent article.

§ 3. Si un élève qui a quitté l'enseignement spécialisé sollicite sa réinscription dans l'enseignement spécialisé dans un délai de moins de deux ans, un nouveau rapport d'inscription ne doit pas être nécessairement établi. Néanmoins, à la demande du directeur de l'établissement d'enseignement spécialisé, un rapport succinct sera fourni par le centre psycho-médico-social de la dernière école fréquentée par l'élève.

Art. 13. § 1^{er}. Les enfants peuvent être inscrits comme élèves réguliers dans l'enseignement maternel spécialisé sur la base d'un rapport délivré conformément aux dispositions de l'article 12 dès qu'ils atteignent l'âge de 2 ans et 6 mois et jusqu'au moment où ils atteignent, au plus tard le 31 décembre de l'année en cours, l'âge de 6 ans.

Ils peuvent néanmoins être admis jusqu'au moment où ils atteignent l'âge de 7 ans au plus tard le 31 décembre de l'année en cours, sur la base d'un avis motivé joint au rapport d'inscription.

§ 2. A titre exceptionnel, nonobstant les dispositions prévues à l'article 14 et sur la base d'un avis motivé commun du conseil de classe et de l'organisme chargé de la guidance, les élèves peuvent être maintenus dans l'enseignement maternel spécialisé après les vacances d'été de l'année au cours de laquelle ils atteignent l'âge de six ans. Ce maintien ne peut être renouvelé qu'une seule fois.

§ 3. Le Gouvernement peut autoriser l'accès à l'enseignement spécial de type 7 avant deux ans et six mois à un enfant malentendant ou sourd, lorsqu'un rapport émanant d'un service d'aide précoce ou d'un centre d'audiophonologie établit l'absolue nécessité de la scolarisation.

Art. 14. § 1^{er}. Les enfants peuvent être inscrits comme élèves réguliers dans l'enseignement primaire spécialisé sur la base d'un rapport d'inscription délivré conformément aux dispositions de l'article 12 :

1° après les vacances d'été de l'année au cours de laquelle ils atteignent l'âge de six ans;

2° s'ils atteignent, au plus tard le 31 décembre de l'année en cours, l'âge de treize ou quatorze ans, sur la base d'un avis motivé joint au rapport d'inscription.

§ 2. A titre exceptionnel et dans l'intérêt de l'enfant, si les conditions prévues à l'article 1^{er}, § 4 de la loi du 29 juin 1983 relative à l'obligation scolaire sont respectées, le Gouvernement peut autoriser un élève à fréquenter l'enseignement primaire spécialisé dès l'âge de 5 ans.

§ 3. A titre exceptionnel, nonobstant les dispositions prévues à l'article 15 et sur la base d'un avis motivé commun du conseil de classe et de l'organisme chargé de la guidance, les élèves peuvent être maintenus dans l'enseignement primaire spécialisé après les vacances d'été de l'année au cours de laquelle ils atteignent l'âge de treize ans. Ce maintien ne peut être renouvelé qu'une seule fois.

Art. 15. § 1^{er}. Les enfants et les adolescents peuvent être inscrits comme élèves réguliers dans l'enseignement secondaire spécialisé sur la base d'un rapport d'inscription délivré conformément aux dispositions de l'article 12 :

1° après les vacances d'été de l'année au cours de laquelle ils atteignent l'âge de treize ans;

2° sur la base d'un avis motivé du conseil de classe joint au rapport d'inscription après les vacances d'été de l'année au cours de laquelle ils atteignent l'âge de douze ans;

§ 2. Les élèves âgés de plus de vingt et un ans, dans l'enseignement de forme 3, qui commencent la troisième phase pour la première fois peuvent également être inscrits comme élèves réguliers dans l'enseignement secondaire spécialisé.

§ 3. Le Gouvernement peut autoriser le maintien au-delà de 21 ans d'un élève engagé dans un cycle de formation conduisant à l'obtention d'un certificat de qualification ou d'un certificat d'enseignement secondaire inférieur équivalant au certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré.

§ 4. Le Gouvernement peut autoriser le maintien au-delà de 21 ans d'un élève qui ne peut être pris en charge par une entreprise de travail adapté ou un centre d'hébergement ou un centre de jour, à condition que le coût de l'accueil ne soit pas mis à charge du budget de la Communauté française, sans qu'il soit pour autant dérogé à l'obligation de gratuité.

§ 5 La limite d'âge de 21 ans ne s'applique pas aux élèves à besoins spécifiques inscrits dans un enseignement spécialisé en alternance tel que prévu à l'article 3 du présent décret.

CHAPITRE IV. — *De l'organisation de l'enseignement maternel spécialisé et/ou primaire spécialisé*

Section 1^{re}. — De l'horaire des élèves dans l'enseignement maternel

Art. 16. L'enseignement maternel spécialisé est dispensé à raison de vingt-huit périodes hebdomadaires de cinquante minutes réparties sur neuf demi-jours. L'horaire des élèves est continu. Il comprend au minimum une récréation de quinze minutes le matin et une interruption d'une heure entre les activités de la matinée et celles de l'après-midi.

Art. 17. Dans chaque établissement d'enseignement spécialisé organisant de l'enseignement maternel, sont assurés conformément à la Section 10 du présent chapitre, la prise en charge des élèves qui nécessitent une aide individuelle particulière et/ou l'accueil, l'observation et la prise en charge temporaire de nouveaux élèves. Ces tâches sont assurées par un maître d'enseignement individualisé.

Section 2. — De l'horaire des élèves dans l'enseignement primaire et de leur encadrement

Art. 18. L'enseignement primaire spécialisé est dispensé à raison de vingt-huit périodes hebdomadaires de cinquante minutes, réparties sur neuf demi-jours. L'horaire des élèves est continu. Il comprend au minimum une récréation de 15 minutes le matin et une interruption d'une heure entre les activités de la matinée et celles de l'après-midi.

Art. 19. Le Gouvernement pour l'enseignement de la Communauté française, chaque pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, organise la grille-horaire.

Art. 20. Par classe, il est organisé deux périodes hebdomadaires d'activités physiques et sportives. En outre, une, deux ou trois périodes d'activité psychomotrice ou sportive peuvent être organisées. Ces périodes sont assurées par un maître d'éducation physique ou par le titulaire s'il est porteur du certificat de capacité aux fonctions de maître d'éducation physique dans les écoles primaires.

Art. 21. Le cours de travail manuel est assuré par un maître de travaux manuels ou par le titulaire ayant les titres requis.

Art. 22. Dans les établissements d'enseignement libre confessionnel, le cours de religion peut être assuré par le titulaire. Dans ce cas, celui-ci cède deux périodes de la grille-horaire à un autre enseignant. Les deux périodes cédées ne peuvent être ni le cours de langue moderne, ni le cours d'éducation physique.

Dans les établissements d'enseignement libre non confessionnel qui n'organisent que le cours de morale non confessionnelle, le cours de morale non confessionnelle peut être assuré par le titulaire. Dans ce cas, celui-ci cède deux périodes de la grille-horaire à un autre enseignant. Les deux périodes cédées ne peuvent être ni le cours de langue moderne, ni le cours d'éducation physique.

Le pouvoir organisateur qui recourt à la faculté visée aux alinéas 1 et 2 est tenu d'informer le Gouvernement selon les modalités que celui-ci détermine, des périodes de titulariat cédées.

Art. 23. Tous les cours de la grille horaire sont attribués, dans le respect de l'article 30, selon les cas à un titulaire, à un maître d'enseignement individualisé, à un maître d'activités éducatives, à un maître de cours d'éducation physique, à un maître de travaux manuels, à un maître de langue moderne, à un maître de morale non confessionnelle ou à un maître de religion.

Le directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, transmet au Gouvernement, selon les modalités que celui-ci détermine, l'horaire hebdomadaire des élèves. L'horaire hebdomadaire des élèves indique les noms des membres du personnel qui dispensent les différents cours.

Art. 24. Dans chaque établissement d'enseignement spécialisé organisant de l'enseignement primaire, la prise en charge des élèves qui nécessitent une aide individuelle particulière et/ou l'accueil, l'observation et la prise en charge temporaire de nouveaux élèves, sont assurés dans les limites du capital-périodes utilisable. Ces tâches sont assurées par un maître d'enseignement individualisé.

Section 3. — Des conditions de passage de l'enseignement fondamental spécialisé vers l'enseignement fondamental ordinaire

Art. 25. § 1^{er}. Un élève régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement fondamental spécialisé peut être inscrit dans l'enseignement fondamental ordinaire sur décision de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, à la condition toutefois d'avoir obtenu un avis de l'organisme chargé de la guidance des élèves de l'établissement spécialisé concerné.

§ 2. Sans préjudice de l'application des articles 130 à 158, l'année d'études à laquelle l'élève peut accéder est déterminée par l'équipe éducative de l'établissement d'enseignement ordinaire dans le respect de la réglementation en vigueur dans l'enseignement ordinaire.

Section 4. — De l'apprentissage par immersion

Art. 26. § 1^{er}. Sur demande du directeur, après avoir pris l'avis du conseil de participation, le Gouvernement peut autoriser une école de la Communauté française à organiser certains cours et activités pédagogiques de la grille-horaire en langue des signes ou dans une langue moderne autre que le français.

Dans l'enseignement subventionné, le Gouvernement peut autoriser un pouvoir organisateur à assurer dans une ou plusieurs des écoles ou implantations qu'il organise certains cours et activités pédagogiques de la grille-horaire en langue des signes ou dans une langue moderne autre que le français. La demande est accompagnée de l'avis du conseil de participation.

Lorsqu'une école ou une implantation organise l'apprentissage par immersion, celui-ci est intégré dans le projet d'établissement.

Les cours de religion et le cours de morale non confessionnelle ne peuvent être dispensés en immersion.

§ 2. Dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et dans les communes visées à l'article 3 de la loi du 30 juillet 1963, la langue moderne dans laquelle peut être organisée l'immersion dans l'apprentissage d'une langue est le néerlandais.

Dans la région de langue française, à l'exception des communes visées à l'article 3 de la même loi, la langue moderne dans laquelle peut être organisée l'immersion dans l'apprentissage d'une langue est l'anglais, le néerlandais ou l'allemand.

Dans une école ou une implantation pratiquant l'immersion dans l'apprentissage d'une langue, celle-ci ne peut être réalisée que dans une seule langue.

§ 3. Dans les écoles ou implantations pratiquant l'immersion dans l'apprentissage d'une langue, le cours de langue moderne est intégré dans la partie de la grille-horaire réalisée en immersion.

§ 4. Les dispositions prévues aux paragraphes précédents ne sont pas applicables aux élèves relevant de l'enseignement spécialisé de type 7.

Toute école organisant un enseignement de type 7 est tenue de mettre en place un projet en langue des signes qui figure dans le projet d'établissement. Dans le cadre de ce projet, tout élève relevant de l'enseignement de type 7 peut bénéficier au minimum de 2 périodes hebdomadaires d'immersion en langue des signes. Celles-ci sont assurées par un instituteur maternel/primaire chargé des cours en immersion.

L'immersion en langue des signes n'exclut ni l'étude ou l'immersion en français oral ni l'étude du français écrit.

Section 5. — De la sanction des études

Art. 27. Lorsque le Conseil de classe constate que les compétences acquises sont équivalentes à celles prévues par le décret du 19 juillet 2001 portant confirmation des socles de compétences visées à l'article 16 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre et organisant une procédure de dérogation limitée, le certificat d'études de base est délivré à l'élève qui a terminé avec fruit.

Art. 28. Tout élève quittant l'établissement a droit à une attestation de fréquentation délivrée par le directeur conformément au modèle fixé par le Gouvernement.

Section 6. — De l'horaire des enseignants dans l'enseignement maternel

Art. 29. § 1^{er}. Les instituteurs maternels, les maîtres d'activités éducatives et les maîtres d'enseignement individualisé à prestations complètes assurent 24 périodes de cours par semaine.

§ 2. Après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionnés par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionnés par la Communauté française, le directeur dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné peut charger les instituteurs maternels d'assurer la surveillance des élèves 15 minutes avant le début des cours et 10 minutes après leur fin sans que la durée totale de leurs prestations de cours et de surveillance ne puisse dépasser 1 560 minutes par semaine.

La durée annuelle totale des prestations comprenant à la fois les cours, les surveillances et les périodes de conseil de classe ne peuvent dépasser 962 heures par année scolaire.

La durée des prestations est réduite à due concurrence lorsque l'instituteur ne preste pas un horaire complet. Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, une prestation à mi-temps équivaut au résultat de la division par deux du nombre de périodes requises pour une prestation complète.

§ 3. Les titulaires, les maîtres d'activités éducatives et les maîtres d'enseignement individualisé sont tenus d'accomplir en supplément de leurs périodes de cours :

1° 2 périodes de conseil de classe par semaine si leurs prestations sont comprises entre 13 et 24 périodes;

2° 1 période de conseil de classe par semaine si leurs prestations sont comprises entre 7 et 12 périodes.

En deçà de 7 périodes par semaine, leurs obligations se limitent à la transmission des informations utiles au bon déroulement du conseil de classe.

4. Les temps de préparation des leçons, de correction des travaux, de documentation et de mise à jour personnelle ne sont pas compris dans les maxima visés aux §§ 1^{er} et 2.

Ils relèvent de l'organisation personnelle de travail des membres du personnel.

Le directeur, le pouvoir organisateur et l'inspection peuvent se faire produire les documents attestant de la préparation des cours et activités qui y sont liées.

Section 7. — De l'horaire des enseignants dans l'enseignement primaire

Art. 30. § 1^{er}. Les instituteurs, les maîtres de cours spéciaux, les maîtres de seconde langue, les maîtres de morale non confessionnelle et de religion, les maîtres d'enseignement individualisé et les maîtres d'activités éducatives à prestations complètes assurent 22 périodes de cours par semaine.

§ 2. Après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionnés par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionnés par la Communauté française, le directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné peuvent charger les titulaires, les maîtres d'enseignement individualisé, les maîtres d'activités éducatives, les maîtres de cours spéciaux, les maîtres de seconde langue, les maîtres de morale non confessionnelle et de religion d'assurer la surveillance des élèves 15 minutes avant le début des cours et 10 minutes après leur fin sans que la durée totale de leurs prestations de cours et de surveillance ne puisse dépasser 1560 minutes par semaine.

La durée totale des prestations visées à l'alinéa 1^{er} est réduite à due concurrence lorsque le titulaire, le maître d'enseignement individualisé, le maître d'activités éducatives, le maître de cours spéciaux, le maître de seconde langue ou le maître de morale non confessionnelle et de religion ne preste pas un horaire complet.

§ 3. Les titulaires, les maîtres d'enseignement individualisé, les maîtres d'activités éducatives, les maîtres de cours spéciaux, les maîtres de seconde langue, les maîtres de morale non confessionnelle et de religion sont tenus d'accomplir en supplément de leurs périodes de cours :

1° 2 périodes de conseil de classe par semaine si leurs prestations sont comprises entre 12 et 22 périodes;

2° 1 période de conseil de classe par semaine si leurs prestations varient de 7 à 11 périodes; En deçà de 7 périodes par semaine, leurs obligations se limitent à la transmission des informations utiles au bon déroulement du conseil de classe.

Sans préjudice du § 2, alinéa 2, la durée annuelle totale des prestations comprenant à la fois les cours, les surveillances, les périodes de conseil de classe ne peuvent dépasser 962 heures par année scolaire.

§ 4. Les temps de préparation des leçons, de correction des travaux, de documentation et de mise à jour personnelle ne sont pas compris dans les maxima visés aux §§ 1^{er}, 2 et 3.

Ils relèvent de l'organisation personnelle de travail des membres du personnel.

Le directeur, le pouvoir organisateur et l'inspection peuvent se faire produire les documents attestant de la préparation des cours et activités qui y sont liées.

Section 8. — De l'horaire des directeurs

Art. 31. Le directeur est présent pendant la durée des cours.

En outre, le directeur est présent au moins 20 minutes avant le début des cours et 30 minutes après leur fin.

Lorsque les nécessités du service, notamment les contacts avec leur pouvoir organisateur, le tiennent éloigné de l'école, le directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, désigne, avec son accord, un membre du personnel enseignant pour le remplacer.

En fonction du nombre d'élèves, le directeur exerce une charge d'enseignement ainsi que précisé à l'article 41. Le directeur n'est pas tenu d'exercer une charge de cours durant les deux premières années à dater de l'ouverture d'un nouvel établissement ou s'il assure aussi la direction d'un internat.

Section 9. — Du Conseil de classe et de son fonctionnement

Art. 32. § 1^{er}. Le Conseil de classe est l'ensemble des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel paramédical, psychologique et social et du personnel auxiliaire d'éducation qui a la charge de l'instruction et de l'éducation des élèves d'une classe déterminée et qui en porte la responsabilité.

Le conseil de classe se réunit au moins une fois par trimestre, dans le respect des articles 29, 30 et 101.

§ 2. L'organisation des classes et la délivrance du Certificat d'études de base sont des missions propres au Conseil de classe.

§ 3. Les missions du conseil de classe assisté de l'organisme chargé de la guidance des élèves sont les suivantes :

1° élaborer et ajuster pour chaque élève, un plan individuel d'apprentissage qui coordonne les activités pédagogiques, paramédicales, sociales et psychologiques;

2° évaluer les progrès et les résultats de chaque élève en vue d'ajuster le plan individuel d'apprentissage;

3° conformément aux articles 13, § 2, et 14, § 3, prendre des décisions en ce qui concerne le maintien dans un niveau d'enseignement déterminé;

4° conformément au chapitre X, proposer l'intégration d'un élève dans l'enseignement ordinaire et émettre un avis motivé sur l'opportunité de son intégration. Si cet avis est positif, assurer la gestion du projet d'intégration;

5° réorienter des élèves vers une classe différente en cours d'année scolaire;

6° prendre les décisions relatives au passage vers l'enseignement secondaire.

Les avis motivés et les décisions du conseil de classe et de l'organisme de guidance figurent sur un document unique.

§ 4. Le directeur ou son délégué préside le conseil de classe. Dans un établissement qui comprend les niveaux primaire et secondaire, le directeur du primaire ou son délégué préside les conseils de classe.

Les réunions sont organisées de façon à ce que chaque membre puisse assurer ses prestations telles que définies aux articles 29, 30 et 101.

L'horaire des Conseils de classe est soumis à la consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionnés par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionnés par la Communauté française.

§ 5. Les membres du Conseil de classe assurent la gestion hebdomadaire du plan individuel d'apprentissage de chacun de ses élèves durant les périodes de conseil de classe prévues dans leur grille-horaire. Le titulaire rédige, pour chaque réunion du conseil de classe relatif à ses élèves, un procès-verbal qui établit entre autres :

1° la classe;

2° la date, l'heure de début et de fin de la réunion;

3° le nom des membres présents et leur signature;

4° le rapport des points traités;

5° les décisions prises.

Tous les documents relatifs au conseil de classe restent en permanence à l'établissement, à la disposition de l'inspection et du service de vérification de la Communauté française.

§ 6. Toutes les décisions du conseil de classe sont prises collégalement. Le conseil de classe tend à rallier l'unanimité. Les autres règles de délibération sont prévues dans le règlement des études. Les personnels éducatif et paramédical siègent avec voix consultative pour toutes les matières visant l'évaluation certificative.

§ 7. Les constats, informations, interventions présentés lors d'une réunion du conseil de classe ont un caractère strictement confidentiel. La communication de ces données à des personnes extérieures au conseil de classe requiert l'autorisation du chef d'établissement.

Les décisions du conseil de classe sont communiquées à l'élève, à ses parents, ou à la personne investie de l'autorité parentale par le chef d'établissement ou par son délégué selon les modalités fixées par le règlement des études.

§ 8. Selon les modalités fixées par le règlement des études, un conseil de classe exceptionnel peut être organisé pendant les périodes de cours lorsqu'une décision urgente doit être prise à propos d'un élève.

Section 10. — Du calcul de l'encadrement et de son affectation

Art. 33. Le volume des emplois organisés dans les établissements de la Communauté française, et celui qui fait l'objet de subventions-traitements dans les établissements subventionnés sont déterminés chaque année scolaire et pour chaque établissement selon les normes contenues dans le présent décret.

Les élèves pris en considération pour les normes ci-après sont ceux qui sont considérés comme élèves réguliers conformément aux dispositions des articles 12, 13 et 14.

Art. 34. Le volume des emplois dans les fonctions de recrutement du personnel enseignant des niveaux maternel et primaire organisés ou subventionnés par la Communauté française est fixé dans les limites du capital-périodes qui est attribué à chaque établissement.

Le capital-périodes se calcule en divisant par un nombre guide le produit obtenu par la multiplication du nombre d'élèves pris en considération dans chaque type d'enseignement, par le nombre de périodes hebdomadaires organisées.

Le capital-périodes est constitué par le total des périodes de 50 minutes dont bénéficie l'établissement pour assurer l'enseignement aux niveaux maternel et primaire. Ce capital-périodes est fixé annuellement, par établissement, pour l'année scolaire considérée.

Deux périodes hebdomadaires sont décomptées du capital-périodes par classe maternelle organisée.

Art. 35. Pour l'application de l'article 33, alinéa 2, sont pris en considération :

1° pour les types 1, 2, 3, 4, 6, 7 et 8, le nombre d'élèves réguliers inscrits le 15 janvier précédent;

2° pour le type 5, le nombre déterminé par la moyenne des présences des élèves réguliers :

a) durant l'année scolaire précédente, si ce type d'enseignement était organisé pendant cette durée;

b) dans les autres cas, durant les 30 premiers jours à compter à partir du début de l'année scolaire ou à partir de la mise en place de ce type d'enseignement.

Art. 36. § 1^{er}. Un nouveau calcul de l'encadrement est réalisé le 1^{er} octobre si la population scolaire du 30 septembre a varié d'au moins 5 % par rapport à celle du 15 janvier précédent.

§ 2. Dans le courant de l'année scolaire, un capital-périodes peut être recalculé et utilisé, chaque fois que la population scolaire augmente d'au moins 10 %, par rapport à celle qui a servi la dernière fois de base pour la détermination de ce capital-périodes.

Pour ce nouveau capital-périodes, sont pris en considération les élèves satisfaisant à l'article 33, alinéa 2.

§ 3. Pour les types d'enseignement 1, 2, 3, 4, 6, 7 et 8, cet accroissement n'est pris en compte que si l'augmentation du nombre d'élèves pendant 10 jours de classe consécutifs correspond au moins à 10 %.

§ 4. Pour le type 5, cet accroissement est déterminé par la moyenne des présences pendant une période d'au moins vingt jours de classe consécutifs.

Art. 37. Dans le cas de circonstances particulières, le Gouvernement peut accorder des dérogations aux normes contenues dans le présent décret.

Ces dérogations ne peuvent pas correspondre par réseau d'enseignement à plus de 0,25 % du nombre total de périodes qui était utilisable l'année scolaire précédente pour chaque réseau d'enseignement.

Art. 38. § 1^{er}. Dans l'enseignement fondamental spécialisé, les fonctions de recrutement sont attribuées aussi bien à temps plein qu'à temps partiel.

§ 2. Le capital-périodes de l'établissement est la somme des quotients obtenus par type d'enseignement. Seul ce total est arrondi à l'unité supérieure.

Les nombres guides par type d'enseignement sont fixés comme suit :

1° types d'enseignement 1 et 8 : nombre guide 9 pour les 49 premiers élèves; nombre guide 10 à partir du 50^e élève;

2° types d'enseignement 2, 3 et 4 : nombre guide 6 pour les 34 premiers élèves; nombre guide 7 à partir du 35^e élève;

3° type d'enseignement 5 :

a) organisé dans une école pour enfants malades : nombre guide 9 pour les 49 premiers élèves; nombre guide 10 à partir du 50^e élève;

b) organisé en hôpital et/ou dans une institution médicale reconnue : nombre guide 6 pour les 34 premiers élèves; nombre guide 7 à partir du 35^e élève;

4° types d'enseignement 6 et 7 : nombre guide 5 pour les 34 premiers élèves; nombre guide 6 à partir du 35^e élève.

§ 3. Un groupe doit, lors de sa constitution, compter un nombre d'élèves inférieur au double du plus petit nombre guide attribué au type d'enseignement dont relèvent ces élèves.

Si des élèves de plusieurs types d'enseignement sont regroupés, le nombre d'élèves doit être inférieur au double du plus petit nombre guide attribué à l'un des types d'enseignement représentés.

Art. 39. Les périodes de conseil de classe font partie du capital-périodes.

Art. 40. Par établissement, une fonction de directeur est créée ou subventionnée.

Art. 41. § 1^{er}. Le directeur exerce une charge d'enseignement :

- complète, si le nombre d'élèves pris en considération est inférieure à 20;
- de 16 périodes, si le nombre d'élèves pris en considération est compris entre 20 et 39;
- de 8 périodes, si le nombre d'élèves pris en considération est compris entre 40 et 59.

Ces périodes font partie du capital-périodes.

§ 2. Le directeur n'est pas tenu par une charge d'enseignement si le nombre d'élèves pris en considération est égal ou supérieur à 60.

§ 3. Si le nombre d'élèves au 15 janvier tombe en dessous de 60, le directeur reste déchargé d'enseignement durant toute l'année scolaire suivante

§ 4. L'organisation de la charge du directeur peut être modifiée chaque fois que le capital périodes est recalculé.

Art. 42. Le nombre de groupes pour les cours de religion ou de morale non confessionnelle est déterminé sur la base du nombre total d'élèves du cours le plus suivi, divisé par le nombre guide du type d'enseignement comme déterminé à l'article 38, § 2.

Art. 43. Les périodes des cours de religion ou de morale non confessionnelle les moins suivis ne font pas partie du capital-périodes.

Art. 44. Le nombre de périodes restantes après imputation au capital-périodes des périodes attribuées à chaque membre du personnel enseignant des niveaux maternel et primaire, conformément aux règles énoncées dans la présente Section, constitue le reliquat.

CHAPITRE V. — *De l'organisation de l'enseignement secondaire spécialisé*

Section 1^{re}. — De l'organisation de l'enseignement secondaire spécialisé

Art. 45. Dans l'enseignement secondaire spécialisé, peuvent être organisées, suivant les types d'enseignement spécialisé et selon les possibilités des élèves, les formes d'enseignement suivantes :

1° l'enseignement secondaire spécialisé d'adaptation sociale ci-après dénommé : enseignement secondaire spécialisé de forme 1;

2° l'enseignement secondaire spécialisé d'adaptation sociale et professionnelle ci-après dénommé enseignement secondaire spécialisé de forme 2;

3° l'enseignement secondaire professionnel spécialisé ci-après dénommé enseignement secondaire spécialisé de forme 3;

4° l'enseignement secondaire général, technique, artistique et professionnel de transition ou de qualification ci-après dénommé enseignement secondaire spécialisé de forme 4.

Art. 46. § 1^{er}. L'enseignement secondaire spécialisé de forme 1 vise à donner aux élèves une formation sociale rendant possible leur intégration dans un milieu de vie adapté. Cette forme d'enseignement peut être de type 2, 3, 4, 5, 6 ou 7 d'enseignement spécialisé organisée en commun ou séparément.

§ 2. L'enseignement secondaire spécialisé de forme 2 vise à donner aux élèves une formation générale, sociale et professionnelle rendant possible leur intégration dans un milieu de vie et de travail adapté. Cette forme d'enseignement peut être de type 2, 3, 4, 5, 6 ou 7 d'enseignement spécialisé organisé en commun ou séparément.

§ 3. L'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 vise à donner aux élèves une formation générale, sociale et professionnelle rendant possible leur intégration dans un milieu de vie et de travail ordinaire. Cette forme d'enseignement peut être de type 1, 3, 4, 5, 6 ou 7 d'enseignement spécialisé organisé en commun ou séparément.

§ 4. L'enseignement secondaire spécialisé de transition de forme 4 prépare à la poursuite des études jusqu'au terme de l'enseignement secondaire supérieur tout en offrant des possibilités d'entrer dans la vie active. L'enseignement secondaire spécialisé de qualification de forme 4 prépare à l'entrée dans la vie active tout en permettant la poursuite des études jusqu'au terme de l'enseignement secondaire supérieur.

Cette forme d'enseignement peut être de type 3, 4, 5, 6 ou 7 d'enseignement spécialisé organisé en commun ou séparément et n'est pas accessible aux élèves atteints d'arriération mentale.

Section 2. — De l'horaire des élèves

Art. 47. § 1^{er}. L'enseignement secondaire spécialisé visé à l'article 45, 1^o, 2^o et 3^o est dispensé à raison de trente-deux à trente-six périodes hebdomadaires de cinquante minutes, réparties sur neuf demi-jours.

Pour des raisons pratiques, après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionnés par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionnés par la Communauté française et après consultation du conseil de participation, une dérogation peut être accordée par le Gouvernement pour répartir l'horaire hebdomadaire sur dix demi-jours.

§ 2. L'enseignement secondaire spécialisé visé à l'article 45, 4^o, peut organiser de 2 à 4 périodes d'accompagnement spécialisé au-delà de la grille de référence.

Pour des raisons pratiques, après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionnés par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionnés par la Communauté française et après consultation du conseil de participation, une dérogation peut être accordée par le Gouvernement pour répartir l'horaire hebdomadaire sur dix demi-jours.

§ 3. Tout établissement organisant un enseignement de type 7 est tenu de mettre en place un projet en langue des signes qui figure dans le projet d'établissement dans le cadre de ce projet, tout élève inscrit dans l'enseignement de type 7 de forme 3 ou 4, peut bénéficier de 4 périodes hebdomadaires de langue des signes.

L'emplacement de ces quatre périodes peut s'inscrire librement dans la grille-horaire ou s'organiser en immersion.

L'immersion en langue des signes n'exclut ni l'étude ou l'immersion en français oral ni l'étude du français écrit.

Section 3. — De l'enseignement secondaire spécialisé d'adaptation sociale - Enseignement de forme 1

Art. 48. L'enseignement secondaire spécialisé de forme 1 est organisé en une seule phase qui s'articule autour du projet d'établissement.

Il contribue à l'éducation des élèves en assurant le développement optimal de leurs aptitudes pour favoriser leur épanouissement personnel et leur assurer une autonomie la plus large possible. Des stages peuvent être organisés au cours de l'année scolaire selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 49. Tout élève quittant l'établissement a droit à une attestation de fréquentation délivrée par le chef d'établissement selon le modèle fixé par le Gouvernement.

Section 4. — De l'enseignement secondaire spécialisé d'adaptation sociale et professionnelle Enseignement de forme 2

Art. 50. L'enseignement secondaire spécialisé de forme 2 est organisé en deux phases qui s'articulent autour du projet d'établissement.

La première phase donne la priorité aux objectifs de socialisation et de communication liés notamment à l'émergence d'aptitudes professionnelles et à l'expression du projet personnel.

La seconde phase poursuit les objectifs de socialisation et de communication de la première phase en mettant l'accent sur les activités éducatives et d'apprentissage visant la préparation à la vie sociale et à la vie professionnelle.

Dans chaque phase, les activités éducatives sont développées à travers une pédagogie concrète et fonctionnelle qui facilite simultanément l'acquisition des compétences de base aux niveaux cognitif, psychomoteur et socio-affectif, et des capacités d'ordre professionnel et créatif.

Art. 51. Le conseil de classe assisté de l'organisme chargé de la guidance détermine, pour chaque élève, la durée respective de chaque phase.

Le conseil de classe peut le cas échéant délivrer le certificat d'études de base. Il s'aligne sur les obligations prévues pour la forme 3.

Art. 52. Durant la seconde phase, des stages peuvent être organisés au cours de l'année scolaire selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 53. Tout élève quittant l'établissement a droit à une attestation de fréquentation scolaire précisant les compétences acquises. Cette attestation est délivrée par le directeur conformément au modèle fixé par le Gouvernement.

Section 5. — De l'enseignement secondaire professionnel spécialisé - Enseignement de forme 3

Art. 54. § 1^{er}. L'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 est organisé en trois phases qui s'articulent autour du projet d'établissement.

La première phase comporte :

1° un temps d'observation, dans un ou plusieurs secteurs professionnels d'une durée maximale d'une année scolaire;

2° une approche polyvalente dans un secteur professionnel d'une durée maximale d'une année scolaire sauf avis motivé du Conseil de classe.

La deuxième phase vise une formation polyvalente dans un groupe professionnel d'une durée maximale de deux années scolaires sauf avis motivé du Conseil de classe.

La troisième phase débouche sur une qualification professionnelle dans un métier du groupe professionnel suivi par l'élève durant la 2^e phase. Sa durée variera en fonction de la spécificité du profil de formation visé à l'article 47 du décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

§ 2. Les différentes phases comprennent des cours réservés à la formation générale et sociale d'une part et des cours réservés à la formation professionnelle d'autre part. Le Gouvernement fixe le volume horaire en tenant compte des exigences suivantes :

- la première phase comporte au moins 13 périodes de cours réservés à la formation générale et sociale;
- la deuxième et la troisième phase comportent au moins 9 périodes.

§ 3. A l'issue de la troisième phase, l'élève obtient, pour autant qu'il ait acquis les compétences reprises dans un profil de formation spécifique visé à l'article 47 du décret du 24 juillet 1997 précité, un certificat de qualification dans un métier.

§ 4. La réussite de la troisième phase de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 est sanctionnée par un certificat d'enseignement secondaire inférieur équivalant au certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré.

Art. 55. § 1^{er}. Cette forme d'enseignement est organisée en secteurs professionnels. Ceux-ci engendrent des groupes professionnels qui eux-mêmes conduisent à des métiers.

Les modalités de concordance entre les secteurs professionnels, groupes professionnels et métiers sont fixées par le Gouvernement.

§ 2. Pendant les deuxième et troisième phases de la formation, des stages sont organisés au cours de l'année scolaire. En cas de force majeure et dans l'intérêt de l'élève uniquement, après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionnés par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionnés par la Communauté française, ils peuvent être organisés durant les congés scolaires en excluant les vacances de juillet et août, moyennant l'accord du Conseil de classe et de l'inspection qui s'assure du suivi du stage.

Art. 56. Au cours de la première phase, un élève peut être admis ou orienté dans un secteur professionnel, sur proposition du conseil de classe assisté de l'organisme chargé de la guidance des élèves et avec l'accord des parents, de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève majeur.

Le passage à la deuxième phase nécessite une attestation de réussite de la première phase. Cette attestation est établie sur la base de la décision du conseil de classe fondée notamment sur l'acquisition des compétences-seuils. Le modèle de cette attestation est fixé par le Gouvernement.

En deuxième phase, les modalités de passage d'un élève d'un secteur professionnel à un autre sont déterminées par le Gouvernement et tiennent compte des compétences-seuils acquises par l'élève.

Le passage à la troisième phase nécessite une attestation de réussite de la deuxième phase. Cette attestation est établie sur la base de la décision du conseil de classe fondée notamment sur l'acquisition des compétences-seuils. Le modèle de cette attestation est fixé par le Gouvernement.

La troisième phase accueille l'élève dans un métier du groupe professionnel dans lequel il a obtenu l'attestation de réussite de la deuxième phase.

L'élève est autorisé à présenter l'épreuve de qualification, dès que le conseil de classe constate qu'il a atteint les compétences définies par le profil de qualification applicable à l'élève.

Art. 57. Dans l'enseignement de forme 3 :

1° la réussite de la première phase est sanctionnée par une attestation de réussite dans un secteur professionnel;

2° la réussite de la deuxième phase est sanctionnée par une attestation de réussite dans un groupe professionnel;

3° la réussite de la troisième phase est sanctionnée par un certificat de qualification dans un métier quand l'élève a acquis les compétences reprises dans un profil de formation spécifique visé à l'article 47 du décret du 24 juillet 1997 précité. Ce certificat de qualification est délivré par un jury de qualification.

Il est complété, le cas échéant, par un certificat d'enseignement secondaire inférieur équivalant au certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré délivré par le Conseil de classe;

4° tout élève quittant l'établissement sans avoir obtenu un certificat de qualification a droit à une attestation de compétences acquises et une attestation de fréquentation délivrée par le directeur conformément au modèle fixé par le Gouvernement;

5° le conseil de classe délivre le certificat d'études de base fin juin quand il estime que les compétences nécessaires ont été acquises en mathématique et en français.

Art. 58. Le jury de qualification est composé de membres du conseil de classe élargi à des membres extérieurs à l'établissement. Parmi les membres du conseil de classe figurent, obligatoirement, le titulaire de classe, les professeurs de cours techniques et de pratique professionnelle et au minimum un professeur de cours généraux. Il est présidé par le directeur ou son délégué.

Les membres extérieurs à l'établissement sont choisis en raison de leurs compétences professionnelles dans la qualification qu'il s'agit de sanctionner.

Le nombre des membres extérieurs à l'établissement doit être inférieur à celui des membres du conseil de classe.

Art. 59. Au terme de la troisième phase, la délivrance du certificat de qualification de la forme 3 d'enseignement secondaire spécialisé, dont les modalités sont fixées par le Gouvernement, s'appuie sur la vérification des compétences terminales notamment lors de l'épreuve de qualification et des stages.

Art. 60. Les procès-verbaux des décisions du jury sont signés par tous les membres du jury et conservés pendant trente ans.

Art. 61. Le certificat de qualification, le certificat d'enseignement secondaire inférieur équivalant au certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré et les attestations sont établis conformément aux modèles fixés par le Gouvernement.

Art. 62. Les programmes de la forme 3 d'enseignement, fixés ou approuvés selon le cas par le Gouvernement sont établis pour ce qui est des activités et des matières conformément aux référentiels des compétences dans le respect des profils de formation visés à l'article 47 du décret du 24 juillet 1997 précité.

Section 6. — De l'enseignement secondaire général, technique, artistique et professionnel, de transition ou de qualification - Enseignement de forme 4

Art. 63. L'enseignement secondaire spécialisé de forme 4 est soumis en ce qui concerne les structures et la sanction des études, aux mêmes dispositions légales et réglementaires que l'enseignement secondaire ordinaire de type 1. Toutefois le Gouvernement peut accorder une dérogation à l'obligation d'effectuer le 1^{er} degré en 3 ans maximum, et ce en raison des difficultés spécifiques de l'élève.

Art. 64. L'enseignement spécialisé de forme 4 utilise soit les programmes de l'enseignement ordinaire, soit les programmes adaptés approuvés par le Gouvernement sur proposition de la Commission des programmes visée aux articles 17, 27, 36 et 50 du décret du 24 juillet 1997 précité.

Section 7. — Des conditions de passage de l'enseignement secondaire spécialisé vers l'enseignement secondaire ordinaire

Art. 65. § 1^{er}. Un élève régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement secondaire spécialisé peut être inscrit dans un établissement d'enseignement secondaire ordinaire après demande écrite des parents, de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève majeur, à la condition toutefois d'avoir obtenu un avis motivé de l'organisme chargé de la guidance des élèves de l'établissement spécialisé concerné et l'avis favorable du conseil d'admission de l'école d'accueil tel que visé à l'article 7 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

§ 2. Sans préjudice de l'application des articles 130 à 158, les passages de l'enseignement spécialisé à l'enseignement ordinaire doivent s'opérer dans le respect des conditions d'admission fixées par l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité.

Dans des cas individuels et exceptionnels, le Gouvernement peut, à la demande du directeur s'appuyant sur un avis motivé du conseil ou jury d'admission, dispenser des conditions fixées aux articles 9 à 15 et 36 à 39 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité, les élèves qui veulent passer de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4 à l'enseignement secondaire ordinaire.

Art. 66. Les élèves issus de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 1 et de forme 2 ne sont pas concernés par le passage vers l'enseignement secondaire ordinaire, sauf dérogation accordée par le Gouvernement, dans des cas exceptionnels, sur demande introduite par le chef d'établissement de l'enseignement secondaire ordinaire, après avis de l'organisme chargé de la guidance des élèves et de l'inspection de l'enseignement spécialisé.

Section 8. — De l'apprentissage par immersion

Art. 67. § 1^{er}. Sur demande du directeur, après avoir pris l'avis du conseil de participation, le Gouvernement peut autoriser une école de la Communauté française à organiser certains cours et activités pédagogiques de la grille-horaire en langue des signes ou dans une langue moderne autre que le français.

Dans l'enseignement subventionné, le Gouvernement peut autoriser un pouvoir organisateur à assurer dans une ou plusieurs des écoles ou implantations qu'il organise certains cours et activités pédagogiques de la grille-horaire en langue des signes ou dans une langue moderne autre que le français. La demande est accompagnée de l'avis du conseil de participation.

Lorsqu'une école ou une implantation organise l'apprentissage par immersion, celui-ci est intégré dans le projet d'établissement.

Les cours de religion et le cours de morale non confessionnelle ne peuvent être dispensés en immersion.

§ 2. Dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et dans les communes visées à l'article 3 de la loi du 30 juillet 1963 la langue moderne dans laquelle peut être organisée l'immersion dans l'apprentissage d'une langue moderne est le néerlandais.

Dans la région de langue française, à l'exception des communes visées à l'article 3 de la même loi, la langue moderne dans laquelle peut être organisée l'immersion dans l'apprentissage d'une langue moderne est l'anglais, le néerlandais ou l'allemand.

Dans une école ou une implantation pratiquant l'immersion dans l'apprentissage d'une langue, celle-ci ne peut être réalisée que dans une seule langue.

§ 3. Dans les écoles ou implantations pratiquant l'immersion dans l'apprentissage d'une langue, le cours de langue moderne est intégré dans la partie de la grille-horaire réalisée en immersion.

§ 4. Les dispositions prévues aux paragraphes précédents ne sont pas applicables aux élèves relevant de l'enseignement spécialisé de type 7 pour lequel l'organisation de l'immersion relève de chaque pouvoir organisateur.

Section 9. — De l'horaire des enseignants

Art. 68. Dans l'enseignement secondaire spécialisé du degré inférieur :

§ 1^{er}. Les professeurs de cours généraux, les professeurs de cours généraux chargés des cours en immersion, les professeurs de cours philosophiques et les professeurs de cours spéciaux à prestations complètes assurent 22 à 24 périodes par semaine en ce compris les heures de cours, de conseil de classe, de travail en équipe, de direction de classe, et de guidance-recyclage.

§ 2. Les professeurs de cours techniques et de pratique professionnelle en coupe-coûture et en économie domestique à prestations complètes assurent :

1° 24 à 28 périodes par semaine dans l'enseignement secondaire spécialisé de formes 1, 2 et 3 en ce compris les heures de cours, de conseil de classe, de travail en équipe, de direction de classe;

2° 22 à 24 périodes par semaine dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4 en ce compris les heures de cours, de conseil de classe, de travail en équipe, de direction de classe;

§ 3. Les professeurs de cours techniques des spécialités autres que celles citées au paragraphe 2, à prestations complètes assurent :

1° 24 à 28 périodes par semaine dans l'enseignement secondaire spécialisé de formes 1, 2 et 3 en ce compris les heures de cours, de conseil de classe, de travail en équipe, de direction de classe;

2° 22 à 24 périodes par semaine dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4 en ce compris les heures de cours, de conseil de classe, de travail en équipe, de direction de classe;

§ 4. Les professeurs de pratique professionnelle à prestations complètes assurent :

1° 24 à 28 périodes par semaine dans l'enseignement secondaire spécialisé de formes 1, 2 et 3 en ce compris les heures de cours, de conseil de classe, de travail en équipe, de direction de classe;

2° 22 à 24 périodes par semaine dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4 du 1^{er} degré en ce compris les heures de cours, de conseil de classe, de travail en équipe, de direction de classe;

3° 30 à 33 périodes par semaine dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4 du 2^e degré en ce compris les heures de cours, de conseil de classe, de travail en équipe, de direction de classe.

Ils sont habilités à enseigner les cours techniques afférents à leur discipline, pour autant que toutes les dispositions statutaires soient respectées et que cela n'entraîne pas de dépenses supplémentaires pour le budget de la Communauté française.

§ 5. Les temps de préparation des leçons, de correction des travaux, de documentation, de mise à jour personnelle ne sont pas compris dans les maxima visés aux §§ 1^{er}, 2, 3 et 4. Ils relèvent de l'organisation personnelle de travail des membres du personnel.

Le directeur, le pouvoir organisateur et l'inspection peuvent se faire produire les documents attestant de la préparation des cours et activités qui y sont liées.

Art. 69. Dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4 du degré supérieur :

§ 1^{er}. Les professeurs de cours généraux, les professeurs de cours généraux chargés des cours en immersion, les professeurs de cours philosophiques et les professeurs de cours spéciaux à prestations complètes sont tenus d'assurer 20 à 22 périodes par semaine en ce compris les heures de cours, de conseil de classe, de travail en équipe, de direction de classe, et de guidance-recyclage.

§ 2. Les professeurs de cours techniques et de pratique professionnelle en coupe-coûture et en économie domestique à prestations complètes assurent : 24 à 28 périodes par semaine en ce compris les heures de cours, de conseil de classe, de travail en équipe, de direction de classe.

§ 3. Les professeurs de cours techniques des spécialités autres que celles citées au 52, à prestations complètes assurent : 20 à 22 périodes par semaine en ce compris les heures de cours, de conseil de classe, de travail en équipe, de direction de classe.

§ 4. Les professeurs de pratique professionnelle à prestations complètes assurent : 30 à 33 périodes par semaine en ce compris les heures de cours, de conseil de classe, de travail en équipe, de direction de classe.

Ils sont habilités à enseigner les cours techniques afférents à leur discipline, pour autant que toutes les dispositions statutaires soient respectées et que cela n'entraîne pas de dépenses supplémentaires pour le budget de la Communauté française.

§ 5. Les temps de préparation des leçons, de correction des travaux, de documentation et de mise à jour personnelle ne sont pas compris dans les maxima visés aux § 1, 2, 3 et 4. Ils relèvent de l'organisation personnelle de travail des membres du personnel. Le directeur, le pouvoir organisateur et l'inspection peuvent se faire produire les documents attestant de la préparation des cours et activités qui y sont liées.

Section 10. — Des fonctions de sélection

Art. 70. Dans la catégorie du personnel directeur et enseignant, les fonctions de sélection de sous-directeur et de chef d'atelier peuvent être organisées ou subventionnées.

Art. 71. Un emploi de sous-directeur est organisé ou subventionné dès la rentrée, si le nombre d'élèves inscrits au 15 janvier de l'année scolaire précédente est au moins égal à 300.

Art. 72. § 1^{er}. Un emploi de chef d'atelier peut être organisé ou subventionné chaque fois que le nombre de périodes de pratique professionnelle atteint 210 périodes.

Toutefois l'emploi n'est créé définitivement que si la norme est atteinte durant deux années scolaires consécutives.

§ 2. Un emploi de chef d'atelier peut être maintenu si le nombre total de périodes atteint au moins 180 périodes.

Les emplois suivants peuvent être maintenus pour autant que le nombre de périodes de pratique professionnelle soit au moins égal à 360 périodes pour deux emplois et à 540 périodes pour trois emplois.

Au-delà du troisième emploi, une tranche supplémentaire de 210 périodes est requise pour chaque nouvel emploi.

§ 3. Si ces minima de 180, 360 ou 540 périodes ne sont pas atteints pendant deux années scolaires consécutives, les emplois sont supprimés au 1^{er} septembre qui suit la deuxième année en sursis.

§ 4. L'horaire des chefs d'atelier est de 30 à 33 périodes de 50 minutes.

Art. 73. L'organisation ou le subventionnement des emplois de sous-directeur ou de chef d'atelier peut être modifié chaque fois que le capital-périodes est recalculé.

Section 11. — Des fonctions de promotion

Art. 74. Dans la catégorie du personnel directeur et enseignant, les fonctions de directeur et de chef de travaux d'atelier peuvent être organisées ou subventionnées.

Art. 75. Le directeur est déchargé de cours, dès la rentrée scolaire si le nombre d'élèves régulièrement inscrits au cours de l'année scolaire précédente est au moins égal à 90.

Pour ce calcul, les élèves à prendre en considération dans les formes 1 et 2 d'enseignement sont multipliées par 1,33.

Dans le cas où le nombre d'élèves n'atteint pas 90, le directeur est chargé de deux périodes de cours par tranche complète de 9 élèves en moins.

Ces périodes sont prélevées sur le capital-périodes.

Le directeur n'est pas tenu d'exercer une charge de cours durant les deux premières années à dater de l'ouverture d'un nouvel établissement ou s'il assure aussi la direction d'un internat.

Art. 76. L'organisation ou le subventionnement des emplois de directeur peut être modifié chaque fois que le capital-périodes est recalculé.

Art. 77. Un emploi de chef de travaux d'atelier peut être organisé ou subventionné chaque fois qu'existent trois emplois de chef d'atelier.

L'horaire des chefs de travaux d'atelier est de 30 à 33 périodes de 50 minutes par semaine. L'organisation ou le subventionnement des emplois de chef de travaux d'atelier peut être modifié chaque fois que le capital-périodes est recalculé.

Section 12. — Des heures de conseil de classe, de travaux d'équipe, de direction de classe, de recyclage ou de guidance

Art. 78. § 1^{er}. Les périodes de direction de classe, de conseil de classe, de travail en équipe, de guidance ou de recyclage sont constitutives de la charge des professeurs au même titre que les périodes de cours.

Même s'il exerce des charges dans plusieurs établissements, un même professeur ne peut totaliser au maximum qu'une période de direction de classe, deux périodes de conseil de classe et travail d'équipe et une période de guidance ou recyclage.

§ 2. Les professeurs sont tenus de participer aux conseils de classe et de travailler par équipe. Une période leur est attribuée si leurs prestations sont égales ou inférieures à une demi-charge.

Deux périodes leur sont attribuées si leurs prestations sont supérieures à une demi-charge.

§ 3. Les professeurs de cours généraux, de cours spéciaux et de cours philosophiques titulaires d'une fonction à prestations complètes qui exercent au moins 60 % de leur charge dans l'enseignement secondaire spécialisé peuvent se voir attribuer une période consacrée à la guidance ou au recyclage.

Art. 79. Les chefs d'atelier sont tenus de participer aux conseils de classe des groupes d'élèves des secteurs professionnels relevant de leurs compétences.

Les chefs de travaux d'atelier peuvent participer aux conseils de classe.

Art. 80. § 1^{er}. Le conseil de classe est composé de l'ensemble des membres des personnels directeur et enseignant, auxiliaire d'éducation, paramédical, psychologique et social qui ont la charge de l'instruction, de l'éducation et de la formation d'un groupe d'élèves et qui en portent la responsabilité.

§ 2. Les missions propres au conseil de classe sont les suivantes :

- 1° organiser les groupes d'élèves et les unités pédagogiques;
- 2° décider de l'inscription des élèves dans une des formes d'enseignement secondaire spécialisé;
- 3° donner pour chaque élève un avis motivé en ce qui concerne le passage d'une forme d'enseignement à une autre;
- 4° fixer pour chaque élève la durée des phases d'enseignement dans le respect de l'article 56 du présent décret;
- 5° délivrer les titres sanctionnant les études à l'exception du certificat de qualification qui est délivré par le jury de qualification;
- 6° donner un avis sur le passage d'un élève d'un secteur professionnel à un autre;
- 7° donner son accord pour l'organisation d'une période de stage pendant les congés scolaires conformément à l'article 55, § 2 du présent décret.

§ 3. Les missions du conseil de classe assisté de l'organisme chargé de la guidance des élèves sont les suivantes :

- 1° élaborer et ajuster pour chaque élève, un plan individuel d'apprentissage qui coordonne les activités pédagogiques, paramédicales, psychologiques et sociales;
- 2° évaluer chaque élève de façon formative et continue en ce qui concerne le savoir-être et le savoir-faire transversal en vue d'ajuster le plan individuel d'apprentissage;
- 3° conformément au chapitre X, émettre un avis motivé sur l'opportunité de l'intégration d'un élève dans l'enseignement ordinaire. Si cet avis est positif, assurer la gestion du projet d'intégration.;
- 4° émettre un avis motivé sur l'opportunité d'orienter un élève vers l'enseignement ordinaire;
- 5° émettre un avis motivé en ce qui concerne le maintien dans un niveau d'enseignement déterminé.

Les avis motivés du conseil de classe et de l'organisme chargé de la guidance des élèves figurent sur un document unique.

§ 4. Le directeur ou son délégué préside le conseil de classe. Les réunions sont organisées de façon à ce que chaque membre puisse assurer ses prestations telles que définies aux articles 68, 69, 78, 79, 80, § 2 et § 3, 101 et 114.

L'horaire des Conseils de classe est soumis à la consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionnés par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionnés par la Communauté française.

§ 5. Le directeur de classe assure la gestion hebdomadaire du plan individuel d'apprentissage de chacun de ses élèves durant les périodes de conseil de classe prévues dans sa grille horaire. Il rédige, pour chaque réunion du conseil de classe relatif à ses élèves, un procès-verbal qui établit entre autres :

- 1° la classe;
- 2° la date, l'heure de début et de fin de la réunion;
- 3° le nom des membres présents et leur signature;
- 4° le rapport des points traités;
- 5° les décisions prises.

Tous les documents relatifs au conseil de classe restent en permanence à l'établissement, à la disposition de l'inspection et du service de vérification de la Communauté française selon leurs compétences respectives.

§ 6. Toutes les décisions du conseil de classe sont prises collégalement.

Le conseil de classe tend à rallier l'unanimité.

Les règles de délibération sont prévues dans le règlement des études.

Les personnels éducatif et paramédical siègent avec voix consultative pour toutes les matières visant l'évaluation certificative.

§ 7. Les constats, informations, interventions présentés lors d'une réunion du conseil de classe ont un caractère strictement confidentiel. La communication de ces données à des personnes extérieures au conseil de classe requiert l'autorisation du directeur.

Les décisions du conseil de classe sont communiquées à l'élève, à ses parents, ou à la personne investie de l'autorité parentale par le directeur ou par son délégué.

§ 8. Selon les modalités fixées par le règlement des études, un conseil de classe exceptionnel peut être organisé pendant les périodes de cours lorsqu'une décision urgente doit être prise à propos d'un élève.

Art. 81. Les périodes de travail en équipe peuvent être organisées en équipes disciplinaires ou en équipes interdisciplinaires.

Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le choix du thème des travaux est établi par consensus entre l'inspecteur, le directeur et les membres des personnels.

Art. 82. Le nombre de périodes attribuables en dehors du capital-périodes pour les directions de classe s'obtient en divisant par 12 le nombre total d'élèves régulièrement inscrits le 15 janvier de l'année scolaire précédente. Ce nombre de périodes peut être modifié chaque fois que le capital-périodes est recalculé.

Art. 83. Les périodes de recyclage-guidance doivent permettre de répondre :

- 1° à un besoin de soutien d'un élève ou de plusieurs élèves,
- 2° à la mise en place de projets nés à l'initiative de l'équipe éducative,
- 3° à la diffusion, à l'intention des collègues, des apports pédagogiques et/ou méthodologiques reçus par l'un d'eux lors d'une formation en cours de carrière.

Art. 84. Le Directeur est responsable de la réalité des prestations relatives à l'utilisation pédagogique des périodes de direction de classe, de conseil de classe, de travail en équipe et de recyclage-guidance. Il veille à la cohérence et à la qualité des travaux réalisés.

Il tient l'ensemble de ces documents à la disposition des inspecteurs et des vérificateurs de la Communauté française.

Section 13. — Du calcul de l'encadrement du personnel directeur et enseignant et de son affectation

Art. 85. Le volume des emplois organisés dans les établissements de la Communauté française, et celui qui fait l'objet de subventions-traitements dans les établissements subventionnés sont déterminés chaque année scolaire et pour chaque établissement selon les normes fixées par le présent décret.

Les élèves pris en considération pour les normes ci-après sont ceux qui sont considérés comme réguliers conformément aux dispositions de l'article 15.

Art. 86. 1. Le volume des emplois dans les fonctions de recrutement du personnel enseignant du niveau secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française est fixé par un capital-périodes. Ce capital-périodes est fixé annuellement par établissement, pour l'année considérée.

§ 2. Le capital-périodes se calcule en divisant par un nombre guide le produit obtenu par la multiplication du nombre d'élèves pris en considération par type et pour chaque forme d'enseignement par le nombre de périodes hebdomadaires organisées. Si, le nombre d'heures de cours hebdomadaires organisées diffère par grille-horaire, le calcul se fait par grille-horaire et est totalisé pour l'ensemble de la forme concernée.

§ 3. Le capital-périodes attribué à un établissement est égal à la somme des résultats obtenus par type et pour chaque forme d'enseignement. Seule cette somme est arrondie à l'unité supérieure.

Art. 87. Pour l'application de cet article sont pris en considération

1° pour les types 1, 2, 3, 4, 6 et 7 le nombre d'élèves réguliers inscrits le 15 janvier précédent.

2° pour le type 5, le nombre déterminé par la moyenne des présences des élèves réguliers :

a) durant l'année précédente, si ce type d'enseignement était organisé pendant cette durée;

b) dans les autres cas, durant les 30 premiers jours à compter à partir du début de l'année ou à partir de la mise en place de ce type d'enseignement.

Art. 88. § 1^{er}. Un nouveau calcul de l'encadrement est réalisé le 1^{er} octobre si la population au 30 septembre a varié d'au moins 5 % par rapport à celle du 15 janvier précédent.

Pour ce nouveau capital-périodes, sont pris en considération les élèves satisfaisant à l'article 85, alinéa 2.

§ 2. Dans le courant de l'année scolaire, un capital-périodes peut être recalculé et utilisé, chaque fois que la population scolaire augmente de 10 % par rapport à celle qui a servi la dernière fois de base pour la détermination de ce capital-périodes.

Pour les types 1, 2, 3, 4, 6 et 7 d'enseignement, cet accroissement n'est pris en compte que si l'augmentation du nombre d'élèves pendant 10 jours de classe consécutifs correspond au moins à 10 %.

§ 3. Pour le type 5 d'enseignement cet accroissement de 10 % doit être déterminé par la moyenne des présences pendant une période d'au moins 20 jours de classe consécutifs.

Art. 89. § 1^{er}. Dans le cas de circonstances particulières, le Gouvernement peut accorder des dérogations aux normes contenues dans le présent décret.

§ 2. Ces dérogations ne peuvent pas correspondre par réseau d'enseignement à plus de 0,25 % du nombre total de périodes utilisables l'année précédente à chaque réseau d'enseignement.

Art. 90. Les fonctions de recrutement peuvent être attribuées aussi bien à temps plein qu'à temps partiel.

Art. 91. § 1^{er}. Les nombres guides par forme et par type d'enseignement sont fixés comme suit :

1° Enseignement de type 2 et de forme 1 : 6

2° Enseignement de type 3 et de forme 1 : 6

3° Enseignement de type 4 et de forme 1 : 6

4° Enseignement de type 5 et de forme 1 : 5

5° Enseignement de type 6 et de forme 1 : 5

6° Enseignement de type 7 et de forme 1 : 5

7° Enseignement de type 2 et de forme 2 : 7

8° Enseignement de type 3 et de forme 2 : 7

9° Enseignement de type 4 et de forme 2 : 6

10° Enseignement de type 5 et de forme 2 : 5

11° Enseignement de type 6 et de forme 2 : 5

12° Enseignement de type 7 et de forme 2 : 5

13° Enseignement de type 1 et de forme 3 : 7

14° Enseignement de type 3 et de forme 3 : 7

15° Enseignement de type 4 et de forme 3 : 6

16° Enseignement de type 5 et de forme 3 : 5

17° Enseignement de type 6 et de forme 3 : 5

18° Enseignement de type 7 et de forme 3 : 5

19° Enseignement de type 3 et de forme 4 : 5

20° Enseignement de type 4 et de forme 4 : 5

21° Enseignement de type 5 et de forme 4 : 5

22° Enseignement de type 6 et de forme 4 : 5

23° Enseignement de type 7 et de forme 4 : 5

§ 2. Le regroupement d'élèves ne peut donner lieu à la constitution de "groupes" ou "classes" comptant plus d'élèves que le double du nombre guide. Si des groupes d'élèves de différents types d'enseignement sont réunis, le nombre guide le plus élevé est pris en considération.

Pour les regroupements d'élèves de forme 3 et de forme 4, le nombre-guide le moins élevé est pris en considération.

Art. 92. La charge d'enseignement que doit exercer le directeur fait partie du capital-périodes.

Art. 93. Les périodes attribuées aux professeurs de religion et de morale non confessionnelle lorsque les cours dont ils sont chargés ne sont pas le cours philosophique le plus suivi ne font pas partie du capital-périodes.

Art. 94. Le nombre de groupes pour les cours de religion ou de morale non confessionnelle est déterminé sur base du nombre total d'élèves du cours le plus suivi, divisé par le nombre guide par type et par forme d'enseignement comme déterminé à l'article 91.

Art. 95. § 1^{er}. Les prestations des membres du personnel directeur et enseignant titulaires d'une fonction de promotion ou de sélection ne font pas partie du capital-périodes.

§ 2. Les périodes de conseil de classe, de direction de classe, de travail en équipe, de guidance et de recyclage attribuées dans le cadre des règles énoncées aux articles 78 et 82 ne font pas partie du capital-périodes.

Art. 96. Après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionnés par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionnés par la Communauté française, vingt-quatre périodes-professeurs au maximum peuvent être consacrées à un encadrement supplémentaire, à raison de l'équivalent d'un emploi à prestations complètes de surveillant-éducateur ou d'assistant social, pour assurer un encadrement éducatif et social si et seulement si ce prélèvement n'entraîne pas de mise en disponibilité par défaut d'emploi ou une perte partielle de charge.

Le transfert de périodes-professeurs visé à l'alinéa 1^{er} cesse d'être facultatif dans le chef de l'établissement qui y a recouru pendant trois années scolaires consécutives pour créer une fonction supplémentaire de surveillant-éducateur ou d'assistant social à prestations complètes.

L'alinéa 2 cesse d'être applicable à la fonction d'assistant social ou à celle de surveillant-éducateur lorsque le membre du personnel concerné est mis à la retraite, démissionne ou bénéficie d'un changement d'affectation ou d'une mutation.

Pour l'application des dispositions statutaires, il n'est en aucun cas opéré de distinction entre les surveillants-éducateurs et/ou les assistants sociaux selon que la fonction qu'ils exercent est créée ou subventionnée en vertu de l'alinéa 2 ou en vertu des chapitres VI ou VII du présent décret.

Aucune nomination ou engagement à titre définitif ne peut être accordé dans un emploi à prestations incomplètes créé sur base de l'alinéa 1^{er}.

Art. 97. Dans chaque établissement d'enseignement secondaire spécialisé sont assurés, dans les limites du capital-périodes utilisable et après avoir organisé tous les cours prévus aux grilles-horaires des élèves, l'accompagnement à l'intégration, l'accueil, l'observation et la prise en charge temporaire des nouveaux élèves, l'accompagnement d'élèves en difficulté momentanée, la médiation et/ou la coordination pédagogique. Ces tâches peuvent être assurées par un ou plusieurs membres du personnel enseignant du niveau secondaire dans le respect des règles statutaires.

Art. 98. Le nombre de périodes restantes après imputation au capital-périodes des périodes attribuées à chaque membre du personnel enseignant de niveau secondaire, conformément aux règles énoncées dans la présente Section, constitue le reliquat.

CHAPITRE VI. — *Du personnel paramédical, social et psychologique*

Section 1^{re}. — De l'horaire du personnel paramédical, social et psychologique

Art. 99. Les logopèdes assurent 30 à 32 périodes de 50 minutes par semaine. Les kinésithérapeutes, les puériculteurs et les infirmiers assurent 32 à 36 périodes de 50 minutes par semaine. Les assistants sociaux et les psychologues assurent 36 à 38 périodes de 50 minutes par semaine.

Art. 100. § 1^{er}. Les périodes consacrées au conseil de classe et au travail en équipe sont comprises dans les prestations telles que définies à l'article 99.

2. Le travail en équipe permet la coordination et l'échange d'informations entre les différents membres de l'équipe paramédicale, sociale et psychologique.

En vue de leur participation au conseil de classe, une partie de ce temps est réservée à la préparation de ces réunions et à la rédaction ou l'ajustement du plan individuel d'apprentissage des élèves dont ils ont la charge.

Art. 101. Les membres du personnel paramédical, social et psychologique sont tenus d'accomplir :

1° 2 périodes de conseil de classe et de travail en équipe par semaine s'ils exercent une charge complète.

2° 1 période de conseil de classe ou de travail en équipe par semaine s'ils exercent une demi-charge.

En deçà d'une demi-charge, leurs obligations se limitent à la transmission des informations utiles au bon déroulement du Conseil de classe.

Section 2. — Du calcul de l'encadrement du personnel paramédical, social et psychologique et de son affectation

Art. 102. § 1^{er}. Dans les établissements d'enseignement spécialisé, la catégorie du personnel paramédical comprend les fonctions d'infirmier, de kinésithérapeute, de logopède et de puériculteur.

La catégorie du personnel social comprend la fonction d'assistant social.

La catégorie du personnel psychologique comprend la fonction de psychologue.

§ 2. Le volume des emplois du personnel paramédical, du personnel social et du personnel psychologique dans les établissements d'enseignement spécialisé est déterminé selon les normes fixées par le présent décret.

§ 3. Les élèves pris en considération pour les normes ci-après sont ceux qui, régulièrement inscrits le 15 janvier précédent, sont considérés comme élèves réguliers conformément aux dispositions des articles 12, 13, 14 et 15.

§ 4. Les élèves pris en charge par les Services d'Aide à l'Intégration de la Région wallonne ou les services d'accompagnement de la Région de Bruxelles-Capitale sont comptabilisés au même titre que les autres élèves externes.

Art. 103. Sans préjudice à l'article 102, § 4 et par dérogation à l'article 102, § 3 ne sont pas pris en considération les élèves qui, soit :

1° sont inscrits dans un internat, un semi-internat, un service résidentiel, ou un centre d'hébergement;

2° suivent un enseignement spécialisé dispensé à domicile;

3° séjournent dans une institution médicale ou un hôpital et fréquentent l'enseignement de type 5 sauf dérogation accordée par le Gouvernement pour des élèves externes en raison de leur handicap;

4° sont soumis, pendant les heures d'ouverture de l'établissement scolaire, à des traitements thérapeutiques ou de revalidation effectués par des personnes dont l'emploi n'est pas organisé ou subventionné par la Communauté française.

Les élèves visés au 1° de l'alinéa 1^{er} pour lesquels l'école a introduit une demande motivée à l'Administration peuvent être comptabilisés après décision du Gouvernement.

Art. 104. Le volume des emplois du personnel paramédical, du personnel social et du personnel psychologique organisés ou subventionnés par la Communauté française dans les établissements d'enseignement spécialisé est fixé par un capital-périodes. Ce capital-périodes est fixé annuellement par établissement, pour l'année scolaire considérée.

Pour obtenir le nombre de périodes attribuées pour les élèves d'un même type fréquentant le même niveau, on multiplie le nombre d'élèves par un nombre guide.

Le capital-périodes attribué à l'établissement est la somme des produits obtenus arrondie à l'unité supérieure.

Les fonctions de recrutement peuvent être attribuées aussi bien à temps plein qu'à temps partiel.

Art. 105. Un nouveau calcul de l'encadrement est réalisé le 1^{er} octobre si la population scolaire du 30 septembre a varié d'au moins 5 % par rapport à celle du 15 janvier précédent.

Dans le courant de l'année scolaire, le capital-périodes peut être recalculé et utilisé chaque fois que la population scolaire augmente d'au moins 10 % par rapport à celle qui a servi la dernière fois de base pour la détermination du capital-périodes correspondant.

Cet accroissement n'est pris en compte que si l'augmentation du nombre d'élèves correspond, pendant 10 jours de classe consécutifs, à au moins 10 %.

Art. 106. Dans le cas de circonstances particulières, le Gouvernement peut accorder des dérogations aux normes contenues dans le présent décret.

Ces dérogations ne peuvent pas correspondre, par réseau d'enseignement, à plus de 0,25 % du nombre total de périodes utilisables l'année scolaire précédente pour chaque réseau d'enseignement.

Art. 107. Les nombres guides sont déterminés comme suit :

- 1° dans l'enseignement du type 1 du niveau primaire : 1;
- 2° dans l'enseignement du type 1 du niveau secondaire : 0,5;
- 3° dans l'enseignement du type 2 du niveau fondamental : 3,9;
- 4° dans l'enseignement du type 2 du niveau secondaire : 1,5;
- 5° dans l'enseignement du type 3 du niveau fondamental : 0,7;
- 6° dans l'enseignement du type 3 du niveau secondaire : 0,3;
- 7° dans l'enseignement du type 4 du niveau fondamental : 5;
- 8° dans l'enseignement du type 4 du niveau secondaire : 3,5;
- 9° dans l'enseignement du type 5 des niveaux fondamental et secondaire : 1;
- 10° dans l'enseignement du type 6 du niveau fondamental : 1,7;
- 11° dans l'enseignement du type 6 du niveau secondaire : 1,5;
- 12° dans l'enseignement du type 7 du niveau fondamental : 2,9;
- 13° dans l'enseignement du type 7 du niveau secondaire : 1,6;
- 14° dans l'enseignement du type 8 du niveau primaire : 1.

Art. 108. Le nombre de périodes restantes après imputation au capital-périodes des périodes attribuées à chaque membre des personnels paramédical, social et psychologique, conformément aux règles énoncées dans le présent chapitre, constitue le reliquat.

CHAPITRE VII. — *Du personnel administratif et auxiliaire d'éducation*

Section 1^{re}. — De l'horaire du personnel administratif et auxiliaire d'éducation

Art. 109. Dans les établissements d'enseignement fondamental spécialisé organisés par la Communauté française, les correspondants-comptables assurent soit 38 heures de prestations par semaine si l'école compte au moins 100 élèves au 15 janvier précédent soit 15 heures de prestations par semaine si l'école compte moins de 100 élèves à cette même date.

Art. 110. Dans les établissements d'enseignement secondaire spécialisé organisés ou subventionnés par la Communauté française, les membres du personnel auxiliaire d'éducation assurent 36 heures de prestations par semaine. Les membres du personnel administratif assurent 38 heures de prestations par semaine.

Section 2. — Des fonctions organisées dans l'enseignement fondamental

Art. 111. Dans la catégorie du personnel administratif, la fonction de correspondant-comptable est organisée dans les établissements organisés par la Communauté française.

Selon les disponibilités budgétaires, le Gouvernement détermine annuellement, le pourcentage d'emplois de correspondant-comptable qui peut être organisé selon les normes déterminées à l'article 109, dans l'enseignement subventionné.

Dans une école organisée par la Communauté française comptant moins de 100 élèves, si dans le courant de l'année scolaire ce nombre devient égal ou supérieur à 100, pendant 10 jours de classe consécutifs, le correspondant-comptable assure 38 heures de prestation par semaine.

Section 3. — Des fonctions organisées dans l'enseignement secondaire

Art. 112. Dans la catégorie du personnel administratif, les fonctions de commis-dactylographe et de rédacteur peuvent être organisées.

Dans la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation les fonctions de surveillant éducateur, d'éducateur-économiste et de secrétaire de direction peuvent être organisées.

Section 4. — Du calcul de l'encadrement du personnel administratif et auxiliaire d'éducation et de son affectation, dans l'enseignement secondaire

Art. 113. § 1^{er} Le volume des emplois du personnel administratif et du personnel auxiliaire d'éducation dans les établissements de la Communauté française et celui qui fait l'objet de subventions-traitements dans les établissements subventionnés d'enseignement spécialisé, à l'exclusion des internats et des semi-internats, est déterminé, dans chaque établissement et pour chaque année scolaire, selon les normes fixées par le présent décret.

§ 2. Ces fonctions peuvent être attribuées aussi bien à temps plein qu'à temps partiel.

§ 3. Les élèves pris en considération pour les normes ci-après sont ceux qui sont considérés comme élèves réguliers conformément aux dispositions des articles 12, 13, 14 et 15 et régulièrement inscrits le 15 janvier précédent.

Art. 114. Le volume des emplois dans les fonctions des personnels administratif et auxiliaire d'éducation organisés ou subventionnés par la Communauté française est fixé par un capital-périodes. Ce capital-périodes est fixé annuellement par établissement, pour l'année considérée.

Art. 115. Les périodes attribuées à l'éducateur-économiste ne sont pas imputables au capital-périodes.

Art. 116. § 1^{er}. Les emplois de surveillant-éducateur, de secrétaire de direction et du personnel administratif, organisés ou subventionnés dans l'enseignement secondaire spécialisé, sont comptabilisés dans un capital-périodes constitué en multipliant par 38 le nombre guide atteint selon la grille de répartition suivante :

- 1° 80 élèves : 1
- 2° 160 élèves : 2
- 3° 240 élèves : 3
- 4° 320 élèves : 4
- 5° 400 élèves : 5
- 6° 500 élèves : 6
- 7° 600 élèves : 7
- 8° 760 élèves : 8
- 9° 920 élèves : 9
- 10° 1 080 élèves : 10
- 11° 1 240 élèves : 11
- 12° 1 400 élèves : 12
- 13° 1 560 élèves : 13
- 14° 1 720 élèves : 14

Par tranche entière supplémentaire de 160 élèves, le nombre guide est augmenté de 1.

§ 2. Les emplois sont attribués dans l'ordre des nombres guides au personnel remplissant la fonction de surveillant-éducateur. Par établissement les emplois suivants, à horaire complet, doivent être attribués

1° à la fonction de commis-dactylographe par la transformation du 3^e et/ou du 14^e emploi;

2° à la fonction de rédacteur par la transformation du 8^e et/ou du 11^e emploi.

§ 3. Après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionnés par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionnés par la Communauté française, par établissement l'emploi suivant, à horaire complet, peut être attribué à la fonction de secrétaire de direction par la transformation du 4^e emploi.

Art. 117. Un nouveau calcul de l'encadrement est réalisé le 1^{er} octobre si la population scolaire du 30 septembre a varié d'au moins 5 % par rapport à celle du 15 janvier précédent.

Dans le courant de l'année scolaire, le capital-périodes peut être recalculé et utilisé chaque fois que la population scolaire augmente d'au moins 10 % par rapport à celle qui a servi la dernière fois de base pour la détermination du capital-périodes correspondant.

Cet accroissement n'est pris en considération que si l'augmentation du nombre d'élèves correspond, pendant 10 jours de classe consécutifs, à au moins 10 %.

Art. 118. Dans le cas de circonstances particulières, le Gouvernement peut accorder des dérogations aux normes contenues dans le présent décret.

Ces dérogations ne peuvent pas correspondre par réseau d'enseignement à plus de 0,25 du nombre total de périodes utilisables l'année précédente pour chaque réseau d'enseignement.

Art. 119. Le nombre de périodes restantes après imputation au capital-périodes des périodes attribuées à chaque membre des personnels administratif et auxiliaire d'éducation, conformément aux règles énoncées dans le présent chapitre, constitue le reliquat.

CHAPITRE VIII. — *Du nombre de jours de classe dans l'enseignement spécialisé*

Art. 120. Le Gouvernement fixe annuellement les jours de classe et les jours de congé. Le nombre de jours de classe annuel est de 182 jours. Toutefois, le Gouvernement peut le fixer à 181 ou 183 jours.

Le Gouvernement peut prévoir des jours de congé de réserve à disposition des pouvoirs organisateurs.

Art. 121. Dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3, les cours peuvent être suspendus afin d'organiser des épreuves d'évaluation, les délibérations des conseils de classe et les rencontres avec les parents pendant 15 jours au maximum sur l'année.

Dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, les cours peuvent être suspendus afin d'organiser des épreuves d'évaluation, les délibérations des conseils de classe et les rencontres avec les parents pendant 15 jours au maximum sur l'année au premier degré, pendant 25 jours au maximum au deuxième degré, pendant 25 jours au maximum au troisième degré.

Art. 122. Les cours sont suspendus pendant six demi-jours maximum afin de permettre aux membres du personnel de participer aux formations organisées dans le cadre du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière.

Tous les membres du personnel en activité sont tenus d'assister à une des formations visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 123. Lorsqu'il n'existe pas de congé de réserve et qu'une festivité locale rend impossible la tenue des cours un jour réservé à la classe, le pouvoir organisateur est tenu d'organiser une des journées visées à l'article 122 pendant un jour de congé des élèves. Il en informe le Gouvernement suivant les modalités que celui-ci détermine.

CHAPITRE IX. — *Des commissions consultatives*

Art. 124. § 1^{er}. Le Gouvernement crée une commission consultative de l'enseignement spécialisé par ressort d'inspection principale de l'enseignement primaire ordinaire.

§ 2. Chaque commission consultative comprend le président, ayant voix délibérative, et huit membres effectifs.

Elle est présidée par l'inspecteur principal de l'enseignement primaire ordinaire; outre son président, elle comprend des représentants des établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française, appartenant aux disciplines pédagogique, psychologique, médicale et sociale.

La suppléance du président est assumée par l'inspecteur cantonal le plus ancien du ressort de l'inspection principale considérée.

Il est prévu pour chacun des membres effectifs, un membre suppléant appartenant à la même discipline que le membre effectif.

§ 3. Il sera veillé, lors de la composition de chaque commission, tant en ce qui concerne les membres effectifs qu'en ce qui concerne les membres suppléants, à ce qu'un équilibre soit établi entre l'enseignement officiel et l'enseignement libre d'une part et entre l'enseignement confessionnel et l'enseignement non confessionnel d'autre part.

§ 4. Les membres sont nommés par le Gouvernement pour une période de quatre ans. Leur mandat est renouvelable.

En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat, le suppléant achève ledit mandat et un nouveau membre est désigné en qualité de suppléant.

Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé, ou qui s'est absenté plus de la moitié des séances de l'année scolaire, cesse de faire partie de la Commission.

§ 5. Les Commissions délibèrent valablement si la majorité des membres est présente. Toutefois, lorsqu'une Commission convoquée ne réunit pas le nombre de membres nécessaire, elle peut, après une nouvelle convocation, délibérer valablement sur le même objet quel que soit le nombre de membres présents.

Les membres sont tenus au secret des dossiers et des délibérations de la Commission.

§ 6. Les résolutions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

§ 7. Le Gouvernement fixe les autres modalités de fonctionnement de la Commission.

Art. 125. La commission consultative a pour mission de donner un avis motivé à la demande et à l'intention :

1°. du chef de famille ou d'un membre de l'inspection scolaire de la Communauté française, sur l'aptitude qu'a un enfant ou un adolescent à besoins spécifiques à recevoir un enseignement spécialisé lorsque ce jeune ne fréquente aucune école.

2°. du chef de famille ou d'un membre de l'inspection scolaire de la Communauté française, sur l'opportunité de faire dispenser l'enseignement à domicile à un jeune à besoins spécifiques qui ne peut se déplacer ou être transporté en raison de la nature ou de la gravité de son handicap.

3°. du chef de famille ou d'un membre de l'inspection scolaire de la Communauté française, du chef d'un établissement d'enseignement ordinaire ou du médecin responsable d'une équipe chargée de l'inspection médicale scolaire, sur l'opportunité de transférer dans un établissement d'enseignement spécialisé, un élève inscrit dans un établissement d'enseignement ordinaire.

4°. du chef de famille ou d'un membre de l'inspection scolaire de la Communauté française ou du chef d'un établissement d'enseignement spécialisé, sur l'opportunité de transférer, dans un établissement d'enseignement ordinaire, un élève inscrit dans un établissement d'enseignement spécialisé.

5°. du chef de famille ou d'un membre de l'inspection scolaire de la Communauté française, du chef d'un établissement d'enseignement spécialisé ou du médecin responsable d'une équipe chargée de l'inspection médicale scolaire, sur l'opportunité de transférer un élève à besoins spécifiques d'un établissement d'enseignement spécialisé, dans un autre établissement dispensant un type d'enseignement spécialisé mieux approprié.

6°. du chef de famille ou du chef d'un établissement d'enseignement spécialisé, sur l'opportunité de dispenser un enfant ou un adolescent à besoins spécifiques de toute obligation scolaire. Dans ce cas, l'avis est communiqué au tribunal de la jeunesse qui peut en accorder la dispense.

Art. 126. Le membre de l'inspection scolaire de la Communauté française, le médecin responsable d'une équipe chargée de l'inspection médicale scolaire et le chef d'un établissement d'enseignement ordinaire ou d'un établissement d'enseignement spécialisé préviennent le chef de famille lorsqu'ils soumettent une demande d'avis à la Commission consultative de l'enseignement spécialisé.

Art. 127. Avant de donner son avis, la Commission consultative de l'enseignement spécialisé est tenue :

- 1° d'entendre ou d'appeler le chef de famille qui pourra se faire assister par un conseil de son choix.
- 2° de faire établir, le cas échéant, le rapport établi par l'organisme tel que déterminé à l'article 12.

Le chef de famille choisit l'organisme ou le médecin qui établira le rapport.

Si le chef de famille ne veut pas être entendu ou refuse de faire examiner son enfant en vue de la rédaction du rapport prévu, la Commission se prononcera alors sans que l'enfant ait été examiné et pourra, s'il y a lieu, déférer l'affaire au tribunal de la jeunesse.

Art. 128. La Commission consultative de l'enseignement spécialisé communique son avis au chef de famille par pli recommandé à la poste.

Si l'enfant semble relever de l'enseignement spécialisé, la Commission indique le type d'enseignement spécialisé qui convient à l'intéressé. Elle fournit une liste complète des établissements des divers réseaux qui dispensent cet enseignement.

Le chef de famille dispose d'un délai de trente jours pour communiquer sa décision par pli recommandé à la poste, au président de la Commission consultative.

Si le chef de famille oppose une fin de non recevoir à la suggestion de la Commission consultative ou s'il n'a pas fait choix d'un établissement, la Commission consultative réexamine le cas et communique son avis définitif au chef de famille par lettre recommandée à la poste.

Si dans la quinzaine, le chef de famille n'a pas pris de dispositions conformes ou n'en a pas avisé la Commission consultative, celle-ci communique le dossier au tribunal de la jeunesse compétent.

Art. 129. Les présidents des Commissions consultatives de l'enseignement spécialisé adressent annuellement un rapport d'activité au Gouvernement et une copie de ce rapport au Conseil général.

CHAPITRE X. — *De l'intégration*

Section 1^{re}. — Objet

Art. 130. Afin de promouvoir l'ajustement social et la formation des enfants à besoins spécifiques, l'intégration temporaire ou permanente dans l'enseignement ordinaire d'un élève régulièrement inscrit dans l'enseignement spécialisé, peut être organisée suivant les modalités décrites dans le présent chapitre.

Section 2. — De l'intégration permanente totale

Art. 131. § 1^{er}. L'intégration permanente totale concerne les élèves de l'enseignement fondamental spécialisé des types 4, 6 et 7 de l'enseignement secondaire spécialisé des types 4, 6 et 7 de forme 3 qui compte tenu de leurs potentialités sont susceptibles de satisfaire aux évaluations requises, et de forme 4.

2. Le Gouvernement peut accorder une dérogation au § 1^{er} sur la base d'un avis motivé du Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé.

En cas d'accord le nombre de périodes d'accompagnement n'excédera pas 4 périodes. La procédure reste alors celle définie par les articles 134 à 143.

Art. 132. § 1^{er}. Par intégration permanente totale, il faut entendre que l'élève poursuit toute sa scolarité dans l'enseignement ordinaire, tout en bénéficiant, en fonction de ses besoins, de la gratuité des transports entre son domicile et l'établissement d'enseignement ordinaire qu'il fréquente et d'un accompagnement assuré par l'enseignement spécialisé.

Pour chaque élève visé à l'alinéa précédent, des périodes d'accompagnement par du personnel de l'enseignement spécialisé sont ajoutées au capital-périodes de l'établissement d'enseignement spécialisé dont relève le personnel d'accompagnement. Ce personnel d'accompagnement est choisi en tenant compte de la spécificité des types et des besoins de l'enfant tels que définis à l'article 7.

§ 2. Pour chaque élève intégré, le nombre de périodes d'accompagnement minimum assurées par du personnel de l'enseignement spécialisé est déterminé comme suit :

- 1° élève de l'enseignement de type 4 du niveau maternel : 4
- 2° élève de l'enseignement de type 6 du niveau maternel : 4
- 3° élève de l'enseignement de type 7 du niveau maternel : 4
- 4° élève de l'enseignement de type 4 du niveau primaire : 4
- 5° élève de l'enseignement de type 6 du niveau primaire : 4
- 6° élève de l'enseignement de type 7 du niveau primaire : 4
- 7° élève de l'enseignement de type 4 du niveau secondaire (1^{er} et 2^e degré) : 4
- 8° élève de l'enseignement de type 6 du niveau secondaire (1^{er} et 2^e degré) : 4
- 9° élève de l'enseignement de type 7 du niveau secondaire (1^{er} et 2^e degré) : 4
- 10° élève de l'enseignement de type 4 du niveau secondaire (3^e degré) : 8
- 11° élève de l'enseignement de type 6 du niveau secondaire (3^e degré) : 8
- 12° élève de l'enseignement de type 7 du niveau secondaire (3^e degré) : 8

§ 3. En outre, au 3^{re} degré de l'enseignement secondaire des périodes hors nombre total de périodes-professeur sont octroyées à l'établissement ordinaire qui accueille pour chaque élève intégré.

Ce nombre minimum de périodes est déterminé comme suit :

1° élève de l'enseignement de type 4 : 8

2° élève de l'enseignement de type 6 : 8

3° élève de l'enseignement de type 7 : 8

Art. 133. § 1^{er}. L'intégration permanente totale dans l'enseignement ordinaire peut s'effectuer au niveau fondamental et au niveau secondaire en ce compris le passage du niveau fondamental au niveau secondaire.

L'élève doit être régulièrement inscrit dans l'enseignement spécialisé au 15 janvier précédant l'année scolaire pour laquelle l'intégration est demandée. L'élève intégré est inscrit comme élève régulier dans l'enseignement ordinaire et perd sa qualité d'élève régulier dans l'enseignement spécialisé.

L'élève de l'enseignement spécialisé intégré de manière permanente et totale dans l'enseignement ordinaire est comptabilisé dans ce dernier enseignement en application de l'article 22, § 1^{er}, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice ou en application du chapitre IV du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement pour autant qu'au terme de l'année précédente, aucune demande ou décision n'ait été introduite ou prise en application de l'article 143 sauf si cette décision, prise au plus tard le jour de la rentrée scolaire, aboutit au maintien de l'élève intégré dans l'enseignement ordinaire.

§ 2. Les dotations ou subventions de fonctionnement relatives aux élèves de l'enseignement spécialisé intégrés de manière permanente totale dans l'enseignement ordinaire sont dues à ce dernier sauf pour les élèves du troisième degré de l'enseignement secondaire pour lequel, ces mêmes dotations ou subventions restent dues à l'établissement d'enseignement spécialisé. Celui-ci doit mettre à la disposition de l'établissement d'enseignement ordinaire le matériel spécifique nécessaire à l'élève intégré dans les limites des moyens octroyés.

§ 3. Lorsque les deux écoles partenaires de l'intégration sont situées à grande distance l'une de l'autre, sur proposition de Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé, une dérogation aux normes précédentes peut être accordée par le Gouvernement selon les possibilités budgétaires.

Art. 134. Toute décision relative à l'intégration permanente totale est précédée d'une proposition qui doit émaner d'au moins un des intervenants suivants :

1° du Conseil de classe d'un établissement d'enseignement spécialisé comprenant l'ensemble des membres du personnel enseignant, paramédical et auxiliaire d'éducation qui participent directement à l'encadrement de l'élève;

2° de l'organisme qui assure la guidance des élèves de cet établissement;

3° des parents, de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève lui-même s'il est majeur,

4° de l'équipe éducative d'un établissement d'enseignement ordinaire sur base d'un avis favorable du conseil de participation dont chaque composante a marqué un accord. Le projet d'établissement doit contenir les éléments favorisant la faisabilité de ladite intégration.

Cette proposition relative à l'intégration permanente totale est introduite auprès du chef d'établissement d'enseignement spécialisé.

La direction ou le pouvoir organisateur de l'établissement d'enseignement spécialisé concerné concerte tous les intervenants visés au présent article.

Si la concertation débouche sur un avis favorable, celui-ci est signé par les intervenants visés au présent article et remis au directeur.

Art. 135. Dès la réception de l'avis visé à l'article 134, la direction ou le pouvoir organisateur de l'établissement d'enseignement spécialisé, en accord avec les parents, la personne investie de l'autorité parentale ou l'élève lui-même s'il est majeur, prend les contacts nécessaires pour trouver l'école d'enseignement ordinaire dont la direction, en concertation avec l'équipe éducative, accepte d'être partenaire dans l'intégration permanente totale envisagée.

Dès l'acceptation de la proposition d'intégration permanente totale par la direction ou le pouvoir organisateur de l'établissement d'enseignement ordinaire, la définition d'un projet d'intégration est recherchée conjointement par :

1° le conseil de classe de l'établissement d'enseignement spécialisé assisté par l'organisme qui assure la guidance des élèves;

2° le titulaire de classe ou le conseil de classe de l'établissement d'enseignement ordinaire concerné, assisté par le centre psycho-médico-social qui assure la guidance des élèves de l'établissement.

Art. 136. A l'issue de la procédure visée aux articles 134 et 135, un protocole est établi. Ce protocole contient :

1° le projet d'intégration comprenant le dossier de l'élève, les objectifs visés, l'énumération des équipements spécifiques, les besoins de l'élève en matière de transport et les éventuelles dispenses au programme de l'enseignement ordinaire, ainsi que le dispositif de liaison entre les écoles en ce compris les propositions alternatives éventuelles compte tenu des possibilités résultant de l'application de l'article 132;

2° les modalités de concertation entre le(s) membre(s) du personnel de l'enseignement spécialisé chargé(s) de l'accompagnement et le(s) membre(s) du personnel de l'enseignement ordinaire en charge de la classe qui accueille l'élève, ainsi que les modalités d'évaluation interne de l'intégration permanente et la constitution de rapports;

3° l'accord des centres psycho-médico-sociaux concernés;

4° l'accord du directeur pour les établissements organisés par la Communauté française ou l'accord du pouvoir organisateur ou de son délégué pour les établissements subventionnés par la Communauté française;

5° l'accord des parents, de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève lui-même s'il est majeur;

6° l'avis de la Commission des transports scolaires de la province concernée ou de la région Bruxelles-Capitale.

Art. 137. § 1^{er}. Au plus tard le 30 avril qui précède l'année scolaire pour laquelle est prévue l'intégration, la direction ou le pouvoir organisateur de l'établissement d'enseignement spécialisé transmet le protocole pour avis à la direction d'administration de l'enseignement spécialisé ainsi qu'au service d'inspection.

§ 2. L'inspection et la direction d'administration visées à l'alinéa 1^{er} agréent conjointement le protocole dans le mois de sa réception et au plus tard le 21 mai qui précède l'année scolaire prévue pour l'intégration.

§ 3. Le dossier est conservé par l'administration qui en saisit sans délai la Commission d'avis pour l'intégration. Cette commission est composée de sept membres : un représentant de l'enseignement de la Communauté française, deux représentants de l'enseignement libre confessionnel, deux représentants de l'enseignement officiel subventionné, un représentant de l'enseignement libre non confessionnel et un représentant de la direction générale de l'enseignement obligatoire qui assume la présidence.

§ 4. Au plus tard dans la première semaine du mois de juin qui précède l'année scolaire pour laquelle est prévue l'intégration, la Commission rend un avis sur chaque proposition de modalités d'accompagnement avec le nombre total de périodes contenues ou à verser dans le capital-périodes global visé à l'article 132.

Art. 138. A l'issue de la procédure visée aux articles 134, 135, 136 et 137, les dossiers comprenant les protocoles, accords et avis sont transmis pour décision au Gouvernement selon les modalités que celui-ci détermine.

Au plus tard le 25 juin qui précède l'année scolaire pour laquelle est prévue l'intégration, le Gouvernement communique sa décision à l'établissement d'enseignement spécialisé concerné ainsi qu'à la Commission d'avis visée à l'article 137, § 3.

Art. 139. Dans des circonstances exceptionnelles, reconnues conjointement par les trois intervenants visés à l'article 134 la transmission du protocole visée à l'article 138 peut être reportée au plus tard jusqu'au 15 septembre de l'année considérée.

Ce protocole est accompagné des arguments attestant des circonstances exceptionnelles. L'inspection et l'administration jugent si les circonstances justifiant la remise tardive du protocole ont ou non un caractère exceptionnel. Si l'avis est favorable, le dossier est transmis à la commission visée à l'article 137 § 3 qui remet son avis selon les procédures visées au même article, au plus tard le 25 septembre de l'année considérée.

Le Gouvernement communique sa décision aux autorités visées à l'article 137, § 1^{er} le 30 septembre de l'année considérée.

Art. 140. Un dossier complet est réintroduit lors du changement d'école d'un élève intégré selon les procédures prévues aux articles 134 à 138.

Art. 141. Pour les prolongations à des années scolaires consécutives dans l'enseignement fondamental, l'avis favorable de l'équipe éducative de l'enseignement ordinaire élargie aux membres du personnel de l'enseignement spécialisé chargés de l'accompagnement est requis.

Pour les prolongations à des années scolaires consécutives dans l'enseignement secondaire, l'avis favorable du conseil de classe de l'enseignement ordinaire élargi aux membres du personnel de l'enseignement spécialisé chargés de l'accompagnement est requis.

Art. 142. Après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionnés par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionnés par la Communauté française, le capital-périodes visé à l'article 132 est administré en fonction des besoins des élèves à intégrer, par le Gouvernement pour l'enseignement organisé par la Communauté française et par les pouvoirs organisateurs pour l'enseignement subventionné.

Le membre du personnel de l'enseignement spécialisé chargé de l'accompagnement travaille en collaboration avec l'école d'enseignement ordinaire concernée par l'intégration. Toutefois, il reste placé sous la seule autorité de la direction de l'établissement d'enseignement spécialisé dont il relève. Cette dernière disposition est inscrite dans le protocole visé à l'article 136.

Art. 143. Au terme de chaque année scolaire, chacune des parties ayant marqué son accord au protocole peut demander de mettre fin à l'intégration et le retour à temps plein de l'élève dans l'enseignement spécialisé.

Une telle décision ne peut être prise par la direction de l'école d'enseignement ordinaire qu'après concertation de toutes les parties et avis de l'inspection de l'enseignement spécialisé et de l'enseignement ordinaire. Cette décision a pour effet de mettre fin à la même date à l'application de l'article 133, l'élève relevant alors régulièrement de l'enseignement spécialisé.

Pour des motifs d'une exceptionnelle gravité, le Gouvernement peut, par décision motivée, mettre fin à l'intégration et autoriser le retour à temps plein de l'élève dans l'enseignement spécialisé en cours d'année scolaire. L'élève ne pourra toutefois être pris en considération dans le cadre du recomptage éventuel au 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours. Pour l'année scolaire considérée, il est néanmoins réputé conserver sa qualité d'élève intégré pour l'application des articles 132 et 142.

Art. 144. Une mission d'évaluation permanente des actions d'intégration est assurée par le Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, notamment sur la base des rapports rédigés par les équipes éducatives pour l'enseignement fondamental ou les conseils de classe pour l'enseignement secondaire, lesquels seront déposés préalablement auprès de la Commission consultative de l'enseignement spécialisé pour avis.

Art. 145. Les attestations et certificats délivrés en fonction des textes réglementaires et décrets sont établis par l'établissement d'enseignement ordinaire dans lequel l'élève est inscrit.

Section 3. — De l'intégration permanente partielle et de l'intégration temporaire

Art. 146. Pour l'application de la présente Section, on entend par :

1° intégration permanente partielle : l'intégration dans laquelle l'élève suit certains cours dans l'enseignement ordinaire et les autres dans l'enseignement spécialisé pendant toute l'année scolaire. Il continue en outre à bénéficier de la gratuité des transports de son domicile à l'école d'enseignement spécialisé dans laquelle il est inscrit.

2° intégration temporaire partielle ou totale : l'intégration dans laquelle l'élève suit une partie ou la totalité des cours dans l'enseignement ordinaire pendant une ou des périodes déterminées d'une année scolaire. Il continue en outre à bénéficier de la gratuité des transports de son domicile à l'école d'enseignement spécialisé dans laquelle il est inscrit.

Art. 147. Seuls les élèves régulièrement inscrits dans l'enseignement spécialisé depuis au moins trois mois peuvent bénéficier de l'intégration permanente partielle et de l'intégration temporaire.

N'est pas considérée comme intégration l'implantation d'une classe d'enseignement spécialisé de niveau fondamental dans un établissement d'enseignement ordinaire à la condition que le titulaire de la classe faisant partie du personnel d'enseignement spécialisé assure à temps complet l'encadrement de ses élèves.

Art. 148. Une partie du capital-périodes généré par l'élève dans l'école d'enseignement spécialisé sera utilisée pour assurer le cas échéant son accompagnement dans l'école d'enseignement ordinaire.

Cet accompagnement est assuré par le personnel de l'école d'enseignement spécialisé où est inscrit l'élève. Ce personnel reste placé sous la seule autorité de la direction de l'établissement spécialisé dont il relève.

Les dotations ou subventions de fonctionnement restent octroyées à l'établissement d'enseignement spécialisé.

Sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, le Gouvernement peut octroyer un capital-périodes complémentaire aux écoles d'enseignement spécialisé pratiquant l'intégration visée à la présente Section dans les limites des moyens budgétaires disponibles.

Art. 149. L'intégration permanente partielle et l'intégration temporaire peuvent s'effectuer au niveau fondamental et au niveau secondaire en ce compris le passage du niveau fondamental au niveau secondaire.

L'élève intégré reste inscrit comme élève régulier dans l'enseignement spécialisé. Il bénéficie des nombres-guides correspondant au type d'enseignement déterminé par son attestation d'orientation.

Art. 150. Toute décision relative à l'intégration partielle et l'intégration temporaire est précédée d'une proposition qui doit émaner d'au moins un des intervenants suivants :

1° du Conseil de classe d'un établissement d'enseignement spécialisé comprenant l'ensemble des membres du personnel enseignant, paramédical, psychologique, social et auxiliaire d'éducation qui participent directement à l'encadrement de l'élève;

2° de l'organisme qui assure la guidance des élèves;

3° des parents, de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève lui-même s'il est majeur.

Cette proposition est introduite auprès du chef d'établissement d'enseignement spécialisé;

4° de l'équipe éducative d'un établissement d'enseignement ordinaire sur base d'un avis favorable du conseil de participation dont chaque composante a marqué un accord. Le projet d'établissement doit contenir les éléments favorisant la faisabilité de ladite intégration.

La direction ou le pouvoir organisateur de l'établissement d'enseignement spécialisé concerné concerte tous les intervenants visés au présent article.

Si la concertation débouche sur un avis favorable celui-ci est signé par les intervenants visés au présent article et remis au directeur.

Art. 151. Dès la réception de l'avis visé à l'article 150, la direction ou le pouvoir organisateur de l'établissement d'enseignement spécialisé prend les contacts nécessaires pour trouver l'école d'enseignement ordinaire qui accepte d'être partenaire dans l'intégration partielle ou l'intégration temporaire envisagée.

Dès l'acceptation de la proposition d'intégration partielle ou d'intégration temporaire par la direction ou le pouvoir organisateur de l'établissement d'enseignement ordinaire, la définition d'un projet d'intégration est recherchée conjointement par :

1° le conseil de classe de l'établissement d'enseignement spécialisé, assisté par l'organisme qui assure la guidance des élèves de l'établissement spécialisé;

2° le titulaire de classe ou le conseil de classe de l'établissement d'enseignement ordinaire concerné, assisté par le centre psycho-médico-social qui assure la guidance des élèves de l'établissement.

Art. 152. A l'issue de la procédure visée aux articles 150 et 151 un protocole est établi. Ce protocole contient :

1° le projet d'intégration comprenant le dossier de l'élève, les objectifs visés, l'énumération des équipements spécifiques et le dispositif de liaison entre les écoles;

2° les modalités de concertation entre le(s) membre(s) du personnel de l'enseignement spécialisé et le(s) membre(s) du personnel de l'enseignement ordinaire en charge de la classe qui accueille l'élève, ainsi que les modalités d'évaluation interne de l'intégration partielle ou de l'intégration temporaire et la constitution de rapports;

3° l'accord des centres psycho-médico-sociaux concernés;

4° l'accord soit du directeur pour les établissements organisés par la Communauté française soit du pouvoir organisateur ou de son délégué pour les établissements subventionnés par la Communauté française,

5° l'accord des parents, de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève lui-même s'il est majeur.

Art. 153. Dès que le protocole est rédigé, la direction ou le pouvoir organisateur de l'établissement d'enseignement spécialisé le transmet pour approbation au Gouvernement selon les modalités que celui-ci détermine.

La réalisation du projet d'intégration débute dès réception de l'approbation du Gouvernement.

Art. 154. Un dossier complet est réintroduit lors du changement d'école d'un élève intégré selon les procédures prévues aux articles 150 à 153.

Art. 155. En fin d'année scolaire, un bilan de l'expérience est établi conjointement par les équipes éducatives et les centres qui assurent la guidance des élèves des deux établissements. Il est adressé au Gouvernement selon les modalités que celui-ci détermine.

Ce bilan doit permettre d'apprécier si l'expérience peut être poursuivie ou non. En cas de bilan favorable, l'intégration permanente partielle ou l'intégration temporaire peut être poursuivie durant la (les) année(s) suivante(s) sans introduction d'un nouveau dossier en début d'année.

Art. 156. Au terme de chaque période d'intégration, chacune des parties ayant marqué son accord au protocole peut demander de mettre fin à l'intégration et le retour à temps plein dans l'enseignement spécialisé.

Cette décision est communiquée à l'inspection de l'enseignement spécialisé et de l'enseignement ordinaire.

Art. 157. Une mission d'évaluation permanente des actions d'intégration est assurée par le Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, notamment sur la base des rapports rédigés par les équipes éducatives pour l'enseignement fondamental ou les conseils de classe pour l'enseignement secondaire, lesquels seront déposés préalablement auprès de la Commission consultative de l'enseignement spécialisé pour avis.

Art. 158. L'établissement d'enseignement spécialisé dans lequel l'élève est inscrit délivre :

1° les certificats d'étude et de qualification;

2° les attestations de fréquentation;

3° les attestations indiquant les périodes durant lesquelles l'élève a été intégré dans un établissement d'enseignement ordinaire.

CHAPITRE XI. — *De l'enseignement dispensé à domicile par un établissement de l'enseignement spécialisé*

Art. 159. L'enseignement dispensé à domicile peut être organisé ou subventionné aux niveaux primaire et secondaire de manière temporaire ou permanente.

Art. 160. Pour bénéficier de l'enseignement dispensé à domicile, l'élève doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° être régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement spécialisé du niveau primaire ou secondaire;

2° être inscrit dans l'établissement le plus proche de son domicile sans égard au type d'enseignement spécialisé que celui-ci organise et, ce en tenant compte du libre choix des parents, sauf dérogation accordée par la Commission consultative de l'enseignement spécialisé;

3° être dans l'impossibilité d'user d'un moyen de transport ou de se déplacer. Cette impossibilité doit être imputable à la gravité du handicap ou de la maladie qui a nécessité l'orientation vers l'enseignement spécialisé;

4° avoir fait l'objet d'un avis favorable motivé de la Commission consultative de l'Enseignement spécialisé.

Art. 161. La Commission consultative de l'Enseignement spécialisé apprécie si l'enseignement dispensé à domicile contribue au développement de toute la personnalité de l'élève et n'empêche, ni ne freine son intégration sociale.

Art. 162. L'établissement d'enseignement spécialisé qui reçoit l'inscription d'un élève doit organiser pour celui-ci l'enseignement prescrit.

Pour le calcul du capital-périodes, les élèves sont administrativement assimilés à l'enseignement spécialisé de type 4, quel que soit leur handicap.

Art. 163. § 1^{er}. Seuls les maîtres d'enseignement individualisé et les maîtres d'activités éducatives peuvent être chargés de l'enseignement dispensé à domicile au niveau primaire.

§ 2. Seuls les professeurs de cours généraux peuvent être chargés de l'enseignement dispensé à domicile au niveau secondaire.

§ 3. Le lieu où l'enseignement à domicile est dispensé, est assimilé au lieu où les enseignants exercent leurs fonctions.

§ 4. Le Gouvernement peut, suivant des modalités fixées par arrêté pris sur avis du Conseil supérieur de l'enseignement spécialisé, intervenir dans les frais d'enseignement à domicile dispensés à des enfants ou des adolescents à besoins spécifiques qui, tout en étant aptes à bénéficier d'un enseignement spécialisé donné, ne pourraient, de l'avis des commissions consultatives d'enseignement spécialisé compétentes, fréquenter temporairement ou de façon permanente ce type d'enseignement en raison de la nature ou de la gravité du handicap.

CHAPITRE XII. — *De l'utilisation des reliquats*

Art. 164. Les reliquats des différents capitaux périodes visés aux articles 44, 98, 108 et 119 sont globalisés au niveau de l'école.

Art. 165. Dans le respect des règles statutaires après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionnés par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionnés par la Communauté française, le reliquat global peut être attribué au sein de l'établissement en faveur d'une ou plusieurs fonction(s) organisable(s) dans l'enseignement spécialisé.

Pour l'utilisation des reliquats, la fraction de charge générée par un reliquat de capital-périodes sera convertie en fraction de charge équivalente dans la nouvelle fonction où elle est utilisée.

Les diviseurs utilisés pour le calcul de la fraction de charge de reliquat sont les suivants :

- Diviseur périodes enseignants fondamental = 24
- Diviseur périodes enseignants secondaire = 24
- Diviseur périodes personnel paramédical = 32
- Diviseur périodes personnel auxiliaire d'éducation et administratif = 36

La somme des reliquats ne peut en aucun cas dépasser une demi-charge lorsque ceux-ci ne sont pas employés pour une prise en charge des élèves dans l'établissement concerné.

Art. 166. Le Gouvernement selon les modalités qu'il détermine peut autoriser le transfert de reliquat entre établissements d'un même réseau après consultation du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionnés par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionnés par la Communauté française.

Art. 167. Aucune nomination ne peut se faire dans le cadre de l'utilisation des reliquats.

CHAPITRE XIII. — Du Conseil Général de concertation pour l'Enseignement Spécialisé

Section 1^{re}. — Du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé et de ses missions générales

Art. 168. Il est créé un Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé ci-après dénommé le Conseil.

Art. 169. Le Conseil est chargé des missions générales suivantes :

1° Adresser au Gouvernement, d'initiative ou à sa demande, toute proposition de celui-ci de nature à améliorer la qualité et le fonctionnement de l'enseignement spécialisé dans le respect des dispositions légales, décrétales et réglementaires.

2° Remettre au Gouvernement d'initiative ou à sa demande, des avis notamment en matière :
de grilles-horaires dans les différents niveaux, types et formes d'enseignement spécialisé;

de la mise en place des différentes modalités d'intégration des élèves qui relèvent de l'enseignement spécialisé et de l'évaluation permanente des intégrations autorisées par l'application du chapitre X;

d'enseignement secondaire spécialisé en alternance;

de socles de compétences, compétences et savoirs visés aux articles 16, § 3, alinéa 3^e; 29, alinéa 4^e; 38, alinéa 3^e et 4e du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

de répertoire des secteurs de formation, groupes professionnels et métiers de l'enseignement secondaire spécialisé;
de classement des cours;

de proposition sur les orientations et les thèmes à prendre en compte pour les formations en cours de carrière dispensées en interréseaux;

de répartition géographique des types et des formes d'enseignement spécialisé.

3° Assurer l'échange de tout document utile ainsi que de l'expérience acquise entre l'ensemble des établissements d'enseignement spécialisé et des établissements de l'enseignement ordinaire, en vue de favoriser la convergence vers la promotion de la réussite scolaire et de manière à conduire chaque élève à son niveau le plus élevé possible de compétence dans tous les types d'enseignement spécialisé.

4° Proposer au Gouvernement conjointement avec le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire des profils de formation spécifiques à l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4, en application de l'article 47 et 39bis du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

5° En vue d'assumer les missions définies au 2°, le Gouvernement peut mettre en congé pour mission un maximum de deux membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement spécialisé, sur proposition du Conseil. Ces membres du personnel sont placés sous l'autorité du Conseil.

6° Superviser les travaux de la Commission des programmes de l'enseignement secondaire spécialisé.

Section 2. — De la composition et du fonctionnement du conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé

Art. 170. § 1^{er}. Le Conseil est composé de vingt-quatre membres effectifs :

1° Le Directeur général de l'Enseignement obligatoire ou son délégué;

2° L'inspecteur coordonnateur du Service d'Inspection de l'Enseignement spécialisé;

3° Sept membres représentant l'enseignement de caractère confessionnel,

4° Sept membres représentant l'enseignement de caractère non confessionnel dont :

trois représentants de l'enseignement organisé par la Communauté française,

trois représentants de l'enseignement officiel subventionné, un représentant de l'enseignement libre non confessionnel subventionné;

5° Trois membres, au niveau fondamental, représentant chacun une organisation syndicale représentative.

Trois membres, au niveau secondaire, représentant chacun une organisation syndicale représentative.

6° Le président et le vice-président du Conseil supérieur de l'Enseignement spécialisé.

§ 2. Chaque membre effectif dispose d'une voix délibérative. Il est désigné autant de membres suppléants que de membres effectifs. Les suppléants ne siègent qu'en l'absence des effectifs.

Art. 171. Les membres effectifs et suppléants sont désignés par le Gouvernement. Pour permettre la désignation de ces membres, chacun des organes concernés soumet une liste comportant un nombre de candidats effectifs et des candidats suppléants égal au nombre de membres à désigner par le Gouvernement.

Art. 172. Le Conseil choisit en son sein un président et un vice-président parmi les membres visés à l'article 170, 3° et 4°. Le président et le vice-président représentent respectivement les deux caractères d'enseignement. La durée de leur mandat est de 2 ans. Il y a lors de chaque nouveau mandat inversion des caractères d'enseignement.

Art. 173. Le Gouvernement désigne le service de l'administration dont le personnel assure le secrétariat du Conseil.

Art. 174. Les membres effectifs et les membres suppléants sont nommés pour un terme de quatre ans. Leur mandat est renouvelable.

Art. 175. Le Conseil peut constituer des groupes de travail et faire appel à des experts. Ces derniers n'ont pas voix délibérative.

Art. 176. Le Conseil décide à la majorité des deux tiers des membres présents. Tout avis comprend la mention des votes et s'il échoit, une note de minorité. Il arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

Section 3. — De la définition des profils de formation spécifique

Art. 177. Pour l'application de l'article 47 du décret du 24 juillet 1997 précité, les Présidents et les Vice-Présidents du Conseil général de concertation pour l'enseignement ordinaire et du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé se réunissent selon les modalités que le Gouvernement détermine pour faire état de leurs travaux en matière de formation.

CHAPITRE XIV. — Du conseil supérieur de l'enseignement spécialisé

Section 1^{re}. — Du Conseil supérieur de l'enseignement spécialisé et de ses missions générales

Art. 178. Il est créé un Conseil supérieur de l'enseignement spécialisé ci-après dénommé le Conseil supérieur.

Art. 179. Le Conseil supérieur est chargé des missions suivantes :

1°. Donner, soit d'initiative, soit à la demande du ministre ayant l'Enseignement spécial dans ses attributions, les avis prévus aux articles 20 alinéa 1^{er}, de la loi du 6 juillet 1970, à l'article 32, § 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et à l'article 163, § 4 du présent décret.

2° Donner, soit d'initiative, soit à la demande du ministre ayant l'Enseignement spécial dans ses attributions des avis sur toute les questions relatives à l'enseignement spécialisé qui suscitent une vision cohérente de son évolution à moyen ou à long terme.

3° Donner au Gouvernement, d'initiative ou à sa demande : un avis sur les divers types d'enseignement spécialisé qui peuvent être organisés ou subventionnés par la Communauté française, un avis concernant les montants des allocations de fonctionnement dans l'enseignement spécialisé de plein exercice, dans l'enseignement spécialisé de promotion sociale, ou dans l'enseignement spécialisé en alternance. un avis sur l'intervention dans les frais d'enseignement à domicile dispensé à des enfants ou adolescents à besoins spécifiques;

4° Créer des synergies entre tous les acteurs et partenaires concernés par l'enseignement spécialisé.

Section 2. — De la composition et du fonctionnement du conseil supérieur de l'enseignement spécialisé

Art. 180. Le Conseil supérieur est composé d'un président, d'un vice-président et de 24 membres représentant les disciplines pédagogique, psychologique, médicale et sociale, les organisations syndicales représentatives et les associations les plus représentatives des parents d'enfants à besoins spécifiques.

La moitié des membres du Conseil supérieur sont choisis parmi les membres du personnel des établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française. La répartition des membres vise à assurer l'équilibre entre les représentants de l'enseignement confessionnel et ceux de l'enseignement non confessionnel.

Le Président, le Vice-président et les membres du Conseil supérieur sont nommés par le ministre ayant l'enseignement spécial dans ses attributions.

Des fonctionnaires appartenant aux divers départements ministériels intéressés à la solution des problèmes posés par les enfants ou les adolescents à besoins spécifiques, siègent dans le Conseil à titre consultatif. La liste de ces départements est fixée par le Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les règles relatives à la composition et au fonctionnement du Conseil supérieur.

CHAPITRE XV. — De la rationalisation et de la programmation de l'enseignement spécialisé

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 181. § 1^{er}. En application de l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le Gouvernement détermine par type d'enseignement spécialisé le nombre et la répartition géographique des établissements d'enseignement spécialisé organisés ou subventionnés par la Communauté française afin d'assurer le libre choix des parents.

§ 2. Après avis motivé du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé visé à l'article 170, le Gouvernement peut organiser, subventionner ou reconnaître un établissement d'enseignement spécialisé qui se limite à une catégorie spécifique d'élèves, à l'intérieur d'un type et par niveau, tenant compte de la nature et de la gravité du handicap et/ou des possibilités d'apprentissage et de développement mental des élèves.

Art. 182. La rationalisation et la programmation concernent :

1° les écoles, les implantations et les types d'enseignement spécialisé pour l'enseignement fondamental spécialisé;

2° les écoles, les implantations et les types d'enseignement spécialisé, les formes d'enseignement spécialisé et les secteurs professionnels pour l'enseignement secondaire spécialisé.

La rationalisation et la programmation ne s'appliquent pas aux internats, aux semi-internats, aux homes d'accueil et aux centres d'observation organisés par la Communauté française.

Art. 183. § 1^{er}. Pour l'application du présent chapitre, la structure comprend :

- 1° dans l'enseignement fondamental spécialisé : les types d'enseignement spécialisé;
- 2° dans l'enseignement secondaire spécialisé : les formes;
- 3° dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 : les secteurs professionnels;
- 4° les implantations.

§ 2. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

densité de population d'un arrondissement :

a) la population d'un arrondissement administratif, telle qu'elle est déterminée et fixée au dernier recensement de la population par l'Institut national de la statistique, divisée par la superficie totale de l'arrondissement exprimée en km².

b) pour tout lieu d'implantation, la densité de population à prendre en considération est celle de l'arrondissement où se situe réellement cette implantation.

c) pour une école ayant des implantations sur plusieurs arrondissements, la densité de population à prendre en considération est fixée sur base du calcul suivant : la population totale des arrondissements concernés est divisée par la superficie totale exprimée en km².

§ 3. Les établissements d'enseignement spécialisé sont répartis en fonction du pouvoir organisateur dont ils dépendent :

- 1° écoles organisées par la Communauté française;
- 2° écoles organisées par la COCOF, les provinces, les communes ou toute autre personne de droit public,
- 3° écoles libres confessionnelles;
- 4° écoles libres non confessionnelles.

4. En cas de force majeure, une transplantation temporaire d'un bâtiment principal ou d'une implantation n'est pas considérée comme une nouvelle création.

En cas de déménagement définitif, les locaux scolaires abandonnés ne peuvent plus être utilisés en tout ou en partie pour des activités d'enseignement spécialisé du même niveau. En cas contraire, les normes de programmation sont d'application.

Art. 184. § 1^{er}. La fusion d'écoles peut être réalisée aux conditions suivantes :

1° La fusion se réalise :

- a) soit par la réunion de deux ou plusieurs écoles qui sont supprimées simultanément;
 - b) soit par la réunion de deux ou plusieurs écoles, dont l'une continue d'exister, absorbant l'(les) autre(s) école(s);
- 2° Tant au point de vue administratif que pour l'organisation pédagogique, la fusion se réalise en un temps.

Elle implique qu'il ne subsiste qu'un seul pouvoir organisateur et une seule direction.

3° La fusion doit se réaliser au plus tard le 30 septembre de l'année scolaire en cours.

§ 2. Les écoles organisées ou subventionnées en fonction des articles 195 et 208 du présent décret, ne peuvent, en phase de programmation, faire appel aux dispositions du § 1^{er} du présent article.

§ 3. L'école résultant d'une fusion n'est pas considérée comme étant une école nouvelle.

§ 4. Le transfert d'un type ou d'une forme d'enseignement à un autre pouvoir organisateur ne constitue pas une création.

Art. 185. § 1^{er}. Une école existante ou une école issue d'une fusion peut avoir plusieurs implantations ou s'organiser de cette façon à condition de former un ensemble pédagogique et administratif situé dans un même complexe de bâtiments, ou en tout cas, dans une même commune ou dans la région de Bruxelles-Capitale et sous une même direction, le tout, sauf dérogation accordée par le Gouvernement, dans des cas exceptionnels.

§ 2. Les implantations autres que le bâtiment principal n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul des distances vers l'école la plus proche, à l'exception des implantations issues d'une fusion, comme prévu au § 3.

§ 3. L'obligation d'être situé dans une même commune ou dans la région de Bruxelles-Capitale n'est pas imposée à un ensemble pédagogique placé sous la direction d'un même directeur et issu de la fusion d'écoles existant pendant l'année scolaire 1974-1975. Dans ce cas, une dérogation n'est donc pas nécessaire.

Art. 186. Pour l'application du présent décret, dans les calculs des minima de population scolaire le résultat final est arrondi à l'unité supérieure lorsque la première décimale est égale ou supérieure à cinq.

Art. 187. Sans préjudice des articles 196 et 200, pour l'application des minima de population sont pris en considération les élèves réguliers qui satisfont aux conditions définies par le présent décret et notamment par les articles 12, 13, 14 et 15 du présent décret.

Art. 188. Pour l'application du présent chapitre, la distance entre le bâtiment principal de l'école et une implantation est la plus courte possible mesurée par la route telle que décrite dans l'article 2.1. de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 concernant le règlement de police de la circulation, sans qu'il soit tenu compte de déviation ou de sens unique.

Section 2. — De la rationalisation de l'enseignement fondamental spécialisé

Art. 189. § 1^{er}. Toute école d'enseignement fondamental spécialisé doit à la date du 30 septembre satisfaire aux minima de population fixés au § 5.

§ 2. Les élèves de l'enseignement maternel et de l'enseignement primaire sont additionnés par type d'enseignement spécialisé.

§ 3. Les normes de rationalisation fixées au § 5 s'appliquent à la population globale de tous les lieux d'implantation. Le bâtiment principal est considéré comme un lieu d'implantation.

§ 4. Sans préjudice des dispositions du § 3, toute implantation située à une distance de 2 km et plus du bâtiment principal doit atteindre par type, un nombre d'élèves au moins égal à la moitié des normes prévues au § 5.

§ 5. 1° Les écoles fondamentales avec un seul type d'enseignement spécialisé.

Les écoles fondamentales où un seul type d'enseignement spécialisé est organisé ou subventionné, doivent atteindre le minimum de population tel que déterminé ci-après :

- a) pour l'enseignement de type 1, le minimum de population à atteindre est fixé à 20 élèves;
- b) pour l'enseignement de type 2, le minimum de population à atteindre est fixé à 14 élèves;
- c) pour l'enseignement de type 3, le minimum de population à atteindre est fixé à 14 élèves;
- d) pour l'enseignement de type 4, le minimum de population à atteindre est fixé à 14 élèves;
- e) pour l'enseignement de type 5, le minimum de population à atteindre est fixé à 14 élèves;
- f) pour l'enseignement de type 6, le minimum de population à atteindre est fixé à 12 élèves;
- g) pour l'enseignement de type 7, le minimum de population à atteindre est fixé à 12 élèves;
- h) pour l'enseignement de type 8, le minimum de population à atteindre est fixé à 20 élèves.

2° Les écoles fondamentales avec plus d'un type d'enseignement spécialisé.

Dans les écoles fondamentales où plus d'un type d'enseignement spécialisé est organisé ou subventionné, le minimum de population est déterminé par la somme des minima de population de chaque type d'enseignement spécialisé organisé ou subventionné.

Les minima pour les différents types d'enseignement spécialisé sont fixés comme suit :

- a) pour l'enseignement de type 1, le minimum de population à atteindre est fixé à 20 élèves;
- b) pour l'enseignement de type 2, le minimum de population à atteindre est fixé à 14 élèves;
- c) pour l'enseignement de type 3, le minimum de population à atteindre est fixé à 14 élèves;
- d) pour l'enseignement de type 4, le minimum de population à atteindre est fixé à 14 élèves;
- e) pour l'enseignement de type 5, le minimum de population à atteindre est fixé à 14 élèves;
- f) pour l'enseignement de type 6, le minimum de population à atteindre est fixé à 12 élèves;
- g) pour l'enseignement de type 7, le minimum de population à atteindre est fixé à 12 élèves;
- h) pour l'enseignement de type 8, le minimum de population à atteindre est fixé à 20 élèves.

Art. 190. Par dérogation à l'article 189, les minima sont réduits d'un quart pour les écoles situées dans les arrondissements dont la densité de population est inférieure à 75 habitants au km².

Art. 191. § 1^{er}. Toute école composée de plusieurs types atteignant le total des normes en application des articles 189, § 5, 2°, et 190, mais dont la population d'un ou plusieurs types est inférieure à la norme imposée par ces mêmes articles, peut maintenir ces types et conserver sa structure complète lorsque la population de chaque type pris séparément n'est pas inférieure aux 2/3 de la norme qui lui est applicable.

§ 2. Toute école composée de plusieurs types atteignant le total des normes en application des articles 189, § 5, 2°, et 190, mais dont la population d'un ou de plusieurs types est inférieure à la norme établie au § 1^{er}, pendant deux années scolaires consécutives, doit supprimer, au plus tard, le 30 septembre de cette deuxième année scolaire, le ou les types ne répondant pas à cette norme ou l'école doit fusionner à la même date.

§ 3. Toute école composée de plusieurs types n'atteignant pas le total des normes en application des articles 189, § 5, 2° et 190, mais dont la population de chaque type atteint la norme établie au § 1^{er} de cet article pendant deux années scolaires consécutives, doit supprimer au plus tard le 30 septembre de cette deuxième année scolaire, le ou les type(s) ne répondant pas aux normes prévues à l'article 189, § 5, ou doit fusionner à cette même date.

§ 4. Toute école n'organisant qu'un seul type et n'atteignant pas pendant deux années scolaires consécutives, la norme qui lui est applicable en vertu des articles 189, § 5, 1° et 190, mais dont la population n'est pas inférieure aux 2/3 de la norme qui lui est applicable doit, au plus tard le 30 septembre de cette deuxième année scolaire, être supprimée ou l'école doit fusionner à cette même date.

§ 5. Par dérogation à l'article 189, § 5, 2° et complémentaiement aux dispositions des §§ 1^{er}, 2 et 3, les types 2 et 4 organisés dans une même école peuvent être maintenus s'ils satisfont aux conditions suivantes :

- 1° un des deux types doit atteindre la norme qui lui est applicable,
- 2° l'autre type doit atteindre au moins un quart de la norme qui lui est applicable.

Si les deux conditions prévues dans le présent paragraphe ne sont pas remplies, le type ne répondant pas à la norme fixée au point 2° doit, au plus tard le 30 septembre de la deuxième année scolaire, être supprimé ou l'école doit fusionner à la même date.

Art. 192. Par dérogation à l'article 189, si pour un type déterminé, dans une province déterminée, aucune école d'un réseau déterminé n'atteint la norme de rationalisation prévue dans ce chapitre, une seule école de ce réseau peut maintenir ce type dans cette province.

Art. 193. Si à la date du 30 septembre, les normes de rationalisation prévues aux articles 189 à 192 inclus ne sont pas atteintes, ou bien le ou les types ne répondant pas à la norme, doit ou doivent être supprimé(s) au plus tard le 30 septembre de l'année en cours ou bien l'école doit fusionner à la même date.

Art. 194. Dans une implantation issue d'une fusion en application de l'article 184, seuls les types qui existaient avant la fusion peuvent être maintenus.

Section 3. — De la programmation de l'Enseignement fondamental spécialisé

Art. 195. § 1^{er}. Au 1^{er} septembre, une école peut être créée ou admise aux subventions, si à la date du 30 septembre elle satisfait aux trois conditions suivantes :

1° organiser au moins deux types, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° atteindre pour chaque type pris séparément 150 % de la norme de rationalisation prévue aux articles 189 et 190;

3° atteindre au moins 200 % de la 1^{re} année, 225 % la 2^e année et 250 % la 3^e année du total des normes de rationalisation, des types organisés, prévues aux articles 189 et 190;

4° Si ces minima ne sont pas atteints, ou bien le ou les type(s) ne répondant pas à la norme, doit/doivent être supprimé(s) à partir du 1^{er} septembre suivant ou bien l'école doit être supprimée;

5° A partir de la 4^e année scolaire, les dispositions en matière de rationalisation sont exclusivement applicables et la nouvelle école a accès aux Fonds des bâtiments scolaires.

§ 2. 1° Par dérogation au § 1^{er}, dans une université où une faculté de médecine complète est organisée ou admise aux subventions par la Communauté française, une seule école d'enseignement fondamental spécialisé pour le type 5 peut au 1^{er} septembre être créée ou admise aux subventions à condition d'atteindre 200 % la 1^{re} année, 225 % la 2^e année et 250 % la 3^e année des normes de rationalisation, prévues aux articles 189 et 190.

2° Si cette école n'atteint pas les normes de programmation, elle doit être supprimée à partir du 1^{er} septembre suivant.

3° A partir de la 4^e année scolaire, les dispositions en matière de rationalisation sont exclusivement applicables et la nouvelle école remplit les conditions d'accès aux Fonds des bâtiments scolaires.

Art. 196. Chaque école qui répond aux normes de rationalisation prévues aux articles 189 et 190, peut organiser une ou plusieurs implantations à une distance inférieure à 2 km du bâtiment principal.

Chaque école qui répond aux normes de rationalisation prévues aux articles 189 et 190, peut organiser une ou plusieurs implantations à une distance de 2 km et plus, pour autant que chaque lieu d'implantation réponde également aux normes de rationalisation.

Dans les implantations visées aux alinéas 1^{er} et 2, ne peuvent être créés que les types d'enseignement spécialisé déjà organisés ou subventionnés dans l'école.

Art. 197. Chaque école d'enseignement spécialisé qui organise de l'enseignement spécialisé au niveau primaire ou au niveau maternel et qui atteint les normes de rationalisation prévue à la Section 2 du présent chapitre, peut organiser de l'enseignement spécialisé au niveau maternel ou au niveau primaire pour les mêmes types d'enseignement spécialisé.

Art. 198. § 1^{er}. Par décision du pouvoir organisateur, une école existante, qui satisfait à la norme de rationalisation, peut au 1^{er} septembre :

1° transformer progressivement par degré de maturité dans l'enseignement primaire spécialisé, un type d'enseignement spécialisé existant, qui répond à la norme de rationalisation prévue aux articles 189 et 190, à condition que ce type d'enseignement spécialisé soit supprimé simultanément, et qu'au 30 septembre de l'année scolaire, pendant laquelle cette transformation a commencé, le type nouvellement créé atteigne la norme de rationalisation.

Durant cette période de transformation, aucun nouvel élève ne peut plus être inscrit dans le type supprimé, mais les élèves fréquentant ce type peuvent achever leurs études dans l'école. Les élèves du type supprimé ne sont pas pris en considération pour le calcul des normes de rationalisation ainsi fixées dans la Section 2 du présent chapitre.

Cette transformation d'un type d'enseignement spécialisé existant doit être réalisée dans tous les lieux d'implantation de l'école où ce type est organisé ou subventionné;

2° créer un type, si à la date du 30 septembre, elle satisfait aux conditions suivantes :

a) durant l'année scolaire précédente, atteindre au moins 125 % du total des normes de rationalisation, prévues aux articles 189 et 190, des types organisés;

b) atteindre pour ce type pendant deux années scolaires consécutives, 150 % de la norme de rationalisation prévues aux articles 189 et 190.

A partir de la troisième année scolaire, les dispositions en matière de rationalisation sont exclusivement applicables,

§ 2. Toute autre transformation d'un type d'enseignement spécialisé est exclue durant les périodes déterminées aux points 1° et 2°.

§ 3. Un type peut être créé ou admis aux subventions dans une école existante :

1° par province et par réseau, pour chacun des types, 1, 2, 3, 4, 5 et 8;

2° par réseau, pour chacun des types 6 et 7 si au 30 septembre, il a satisfait aux conditions suivantes :

a) à la date d'entrée en vigueur du présent décret, ce type n'a pas été ni organisé, ni subventionné par la Communauté française dans cette province et dans ce réseau;

b) que durant l'année scolaire précédente, pour les types organisés, le total des normes de rationalisation prévues aux articles 189 et 190, soit atteint;

c) que ce(s) type(s) atteint (atteignent) pendant deux années scolaires consécutives, les normes de rationalisation prévues aux articles 189 et 190.

A partir de la troisième année scolaire, les dispositions en matière de rationalisation sont exclusivement applicables.

Les dispositions du § 1^{er}, 1°, concernant la transformation d'un type en un autre, ne sont pas applicables pendant la période de programmation au(x) type(s) organisé(s) ou subventionné(s) conformément aux dispositions du présent paragraphe.

§ 4. Les dispositions du § 1^{er}, 2^o et du § 2 s'appliquent séparément par école au bâtiment principal et à son/ses implantation(s) située(s) à une distance de 2 km et plus.

Section 4. — De la rationalisation de l'enseignement secondaire spécialisé

Art. 199. Toute école d'enseignement secondaire spécialisé doit compter au moins 15 élèves à la date du 30 septembre.

Art. 200. § 1^{er}. Toute école d'enseignement secondaire spécialisé doit à la date du 30 septembre satisfaire aux minima de population fixés au § 5.

§ 2. Dans les écoles d'enseignement secondaire spécialisé avec plus d'une forme d'enseignement, le minimum de population est déterminé par la somme des minima de population de chaque forme d'enseignement organisée ou subventionnée dans l'école comme fixés au § 5.

§ 3. Les normes de rationalisation fixées au § 5 s'appliquent à la population globale de tous les lieux d'implantation. Le bâtiment principal est considéré comme lieu d'implantation.

§ 4. Sans préjudice des dispositions du § 3, toute implantation située à une distance de 2 km et plus doit atteindre par forme, un nombre d'élèves au moins égal aux 2/3 des normes prévues au § 5.

§ 5. Les minima sont fixés séparément pour les diverses formes d'enseignement spécialisé :

1^o pour la forme 1, le minimum de population à atteindre est fixé à 7 élèves;

2^o pour la forme 2, le minimum de population à atteindre est fixé à 12 élèves;

3^o pour la forme 3, le minimum de population à atteindre est fixé à 24 élèves;

4^o pour la forme 4, le minimum de population à atteindre est fixé à 8 élèves;

Pour atteindre la norme de rationalisation fixée au § 5, en forme 4, le nombre d'élèves des types d'enseignement 6 et 7 peut être multiplié par 2.

§ 6. Si un établissement organisant l'enseignement secondaire spécialisé des types 6 et/ou 7 n'atteint pas les normes de rationalisation prévues au § 5, les formes d'enseignement secondaire spécialisé organisées dans cet établissement peuvent être maintenues, sans limitation de temps, si aucun établissement du même réseau n'organise ce type d'enseignement dans la même province.

Art. 201. Par dérogation à l'article 200, les minima sont réduits d'un quart pour les écoles situées dans des arrondissements dont la densité de population est inférieure à 75 habitants au km².

Art. 202. Toute école composée de plusieurs formes et atteignant le total des normes par application des articles 200, § 5 et 201, mais dont la population d'une ou plusieurs formes est inférieure à la norme imposée par ces mêmes articles, peut conserver ces formes lorsque la population de chaque forme prise séparément, n'est pas inférieure aux 2/3 de cette norme.

Toute école composée de plusieurs formes et atteignant le total des normes, en application des articles 200, § 5 et 201, mais dont la population d'une ou plusieurs formes est inférieure à la norme établie à l'alinéa 1^{er}, pendant deux années scolaires consécutives, doit supprimer au plus tard le 30 septembre de cette deuxième année scolaire, la ou les formes ne répondant pas à cette norme, ou l'école doit fusionner à la même date.

Toute école composée de plusieurs formes et n'atteignant pas le total des normes en application des articles 200, § 5 et 201, mais dont la population de chaque forme atteint la norme établie à l'alinéa 1^{er} du présent article, pendant deux années scolaires consécutives, doit supprimer, au plus tard le 30 septembre de cette deuxième année scolaire la ou les formes ne répondant pas à cette norme ou l'école doit fusionner à la même date.

Sans préjudice de l'article 199, toute école n'organisant qu'une seule forme d'enseignement qui n'atteint pas, pendant deux années scolaires consécutives, la norme qui lui est applicable en vertu des articles 200, § 5 et 201, mais dont la population n'est pas inférieure aux 2/3 de cette norme doit, au plus tard le 30 septembre de cette deuxième année scolaire, être supprimée ou l'école doit fusionner à la même date.

Art. 203. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 199, la population de la forme 3 d'une école d'enseignement secondaire spécialisé doit atteindre les minima suivants pour maintenir le nombre de secteurs professionnels fixé ci-après :

1^o pour deux secteurs professionnels, le minimum de population à atteindre est fixé à 32 élèves;

2^o pour trois secteurs professionnels, le minimum de population à atteindre est fixé à 48 élèves;

3^o pour quatre secteurs professionnels, le minimum de population à atteindre est fixé à 64 élèves et un secteur professionnel supplémentaire par tranche de 16 élèves.

§ 2. Les établissements qui organisent les types 6 et/ou 7 d'enseignement secondaire spécialisé ne sont pas concernés par les normes définies au § 1^{er}.

§ 3. Dans un établissement secondaire organisant le type 4 d'enseignement spécialisé et la forme 3, une mesure de multiplication par deux du nombre des élèves relevant du type 4 peut être appliquée, mais uniquement dans le but d'assurer le maintien du nombre de secteurs professionnels existant dans l'enseignement de forme 3.

§ 4. Le minimum de population exigé pour deux secteurs professionnels est ramené à 24 pour les écoles visées à l'article 201, qui organisent l'enseignement de forme 3.

Art. 204. Par dérogation à l'article 199, si pendant deux années scolaires consécutives, la norme par application de l'article 203 n'est pas atteinte, l'école doit supprimer au plus tard au 30 septembre de cette 2^e année scolaire, phase par phase, le secteur en surnombre, à commencer par la 1^{re} phase ou l'école doit fusionner.

Les élèves engagés dans la 1^{re} phase d'enseignement d'un secteur professionnel qui est en voie de suppression ont une durée maximale de deux années scolaires pour terminer cette première phase, deux années pour la deuxième phase et une année pour la troisième phase ou 2 années si le profil de formation requiert 2 ans en 3^e phase.

Art. 205. Si pour une forme déterminée, dans une province déterminée, aucune école d'un réseau déterminé n'atteint la norme de rationalisation prévue dans ce chapitre, une seule école de ce réseau peut maintenir cette forme, dans cette province, pour autant que sa population totale atteigne 15 élèves.

Art. 206. Si à la date du 30 septembre, les normes de rationalisation prévues aux articles 199 à 201 inclus ne sont pas atteintes, ou bien la ou les formes ne répondant pas à la norme, doit/doivent être supprimée(s) au plus tard le 30 septembre de l'année en cours, ou bien l'école doit fusionner à la même date.

Art. 207. Dans une implantation issue d'une fusion par application de l'article 184, seules les formes et les secteurs qui existaient avant la fusion, peuvent être maintenus.

Section 5. — De la programmation de l'enseignement secondaire spécialisé

Art. 208. Au premier septembre, une école peut être créée ou admise aux subventions si, à la date du 30 septembre, elle satisfait aux trois conditions suivantes :

1° organiser au moins deux formes d'enseignement, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° atteindre pour chaque forme prise séparément, 150 % de la norme de rationalisation prévue aux articles 200, 201 et 203;

3° atteindre au moins : la première année 200 %, la deuxième année 250 %, la troisième année 300 % du total des normes de rationalisation de chaque forme organisée prévue aux articles 200 et 201.

Si ces minima ne sont pas atteints ou bien la (les) forme(s) ne répondant pas à la norme doit (doivent) être supprimée(s) au 30 septembre suivant, ou bien l'école doit être supprimée.

A partir de la 4^e année scolaire les dispositions en matière de rationalisation sont exclusivement applicables et la nouvelle école remplit les conditions d'accès aux Fonds des bâtiments scolaires.

Art. 209. Chaque école qui répond aux normes de rationalisation prévues aux articles 199 à 201 inclus, peut organiser une ou plusieurs implantations à une distance inférieure à 2 km du bâtiment principal.

Chaque école qui répond aux normes de rationalisation prévues aux articles 199 à 201 inclus, peut organiser une ou plusieurs implantations à une distance de 2 km et plus pour autant que chaque lieu d'implantation réponde également aux normes de rationalisation.

Dans les implantations visées aux alinéas 1^{er} et 2 ne peuvent être créées que les formes et les secteurs professionnels de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 d'enseignement spécialisé déjà organisés ou subventionnés dans l'école.

Art. 210. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 208, la création ou l'admission aux subventions au 1^{er} septembre d'un enseignement spécialisé de type 5, de niveau secondaire, de forme 4, est soumise à la norme de rationalisation prévue aux articles 200 et 201 à condition que cet enseignement de type 5, soit rattaché à une clinique ou à une institution médico-sociale organisée ou reconnue par l'État ou créée ou reconnue par la Communauté et qu'une école d'enseignement fondamental spécialisé dont dépendra cet enseignement de type 5 soit organisée ou subventionnée à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. Par dérogation à l'article 208 et au § 1^{er}, la création ou l'admission aux subventions d'un type 5 au niveau secondaire, de forme 4, est possible dans une école d'enseignement fondamental spécialisé créée ou subventionnée en vertu de l'article 195, § 2, à condition d'atteindre au 1^{er} septembre : 200 % de la 1^{re} année, 250 % de la 2^e année et 300 % de la 3^e année de la norme de rationalisation de la forme 4 prévue aux articles 200 et 201.

Si cette forme n'atteint pas la norme de programmation, elle doit être supprimée au 1^{er} septembre suivant;

A partir de la 4^e année scolaire, les dispositions en matière de rationalisation sont exclusivement applicables;

Cette forme 4 pour le type 5 ne peut être organisée ou subventionnée en phase de programmation de l'école d'enseignement fondamental spécialisé, créée ou admise aux subventions, en vertu de l'article 195, § 2, 1^o.

Par application du § 2 du présent article, le directeur de l'école d'enseignement fondamental spécialisé est chargé de la direction administrative de l'enseignement spécialisé de type 5 du niveau secondaire qui ne peut générer aucune fonction de sélection ou de promotion.

Art. 211. § 1^{er}. Par décision du pouvoir organisateur, une école existante, satisfaisant à la norme de rationalisation, peut au 1^{er} septembre :

1° transformer une forme 1 existante qui répond à la norme de rationalisation en une autre forme, à condition que la forme 1 soit supprimée simultanément et complètement au 30 septembre de l'année scolaire pendant laquelle la transformation a lieu, et que la nouvelle forme atteigne la norme de rationalisation.

2° transformer progressivement une forme 2 qui répond à la norme de rationalisation en une autre forme à condition que cette forme 2 soit supprimée simultanément en commençant par la première phase.

Au 30 septembre de l'année scolaire pendant laquelle la transformation a commencé, la nouvelle forme d'enseignement organisée doit atteindre la norme de rationalisation.

3° transformer progressivement une forme 3 d'enseignement secondaire spécialisé qui répond à la norme de rationalisation en une autre forme, à condition que la forme 3 soit supprimée simultanément en commençant par la 1^{re} phase.

Au 30 septembre de l'année scolaire pendant laquelle la transformation a commencé, la nouvelle forme d'enseignement organisée doit atteindre la norme de rationalisation.

4° transformer un secteur professionnel existant de la forme 3 d'enseignement secondaire spécialisé qui répond à la norme de rationalisation en un autre secteur à condition que le secteur existant soit supprimé simultanément, phase par phase, en commençant par la première et qu'au 30 septembre de l'année scolaire durant laquelle la transformation a commencé, les normes prévues à l'article 203, soient respectées.

5° Durant la période de transformation, aucun nouvel élève ne peut être inscrit dans la forme d'enseignement ou dans le secteur professionnel de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 supprimé mais les élèves fréquentant cette forme ou ce secteur professionnel peuvent achever leurs études dans l'école. Les élèves de la forme d'enseignement ou du secteur professionnel de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 d'enseignement supprimé ne sont pas pris en considération pour le calcul des normes de rationalisation fixées dans la Section 4 du présent chapitre.

Ces transformations prévues aux points 1°, 2°, 3° et 4°, doivent se réaliser dans tous les lieux d'implantation de l'école où cette forme ou secteur professionnel de l'enseignement spécialisé de forme 3 est organisé ou subventionné;

6° transformer progressivement une forme 4 existante qui répond à la norme de rationalisation en une autre forme, à condition que la forme 4 existante soit supprimée simultanément, année d'études par année d'études, à commencer par l'année inférieure, et qu'au 30 septembre de l'année scolaire pendant laquelle la transformation a commencé, la nouvelle forme atteigne la norme de rationalisation.

7° créer une forme 1, 2 et 3 d'enseignement, à la date du 30 septembre à condition :

a) que durant l'année scolaire précédente, au moins 150 % des normes de rationalisation, prévues aux articles 200 et 201, des formes organisées soient atteintes;

b) que la forme atteigne, pendant deux années scolaires consécutives 250 % de la norme fixée de rationalisation prévue aux articles 200 et 201.

A partir de la troisième année scolaire, les dispositions en matière de rationalisation sont exclusivement applicables.

8° créer une forme 4 d'enseignement, à la date du 30 septembre, à condition :

a) que, durant l'année scolaire précédente, au moins 150 % du total des normes de rationalisation prévues aux articles 200 et 201, des formes d'enseignement organisées soient atteintes;

b) que la forme atteigne, pendant deux années scolaires consécutives, 125 % de la norme de rationalisation prévue aux articles 200 et 201.

A partir de la troisième année, les dispositions en matière de rationalisation sont exclusivement applicables.

§ 2. Une forme d'enseignement peut être créée ou admise aux subventions dans une école existante par province et par réseau à condition qu'à la date du 30 septembre, elle satisfasse aux conditions suivantes :

1° à la date d'entrée en vigueur du présent décret, cette forme ne peut être ni organisée, ni subventionnée par la Communauté française dans cette province ou dans ce réseau.

2° avoir atteint durant l'année scolaire précédente pour les formes organisées, le total des normes de rationalisation prévues aux articles 200 et 201 des formes d'enseignement organisées;

3° cette forme doit atteindre, pendant deux années consécutives, les normes de rationalisation prévues aux articles 200 et 201.

Les dispositions du § 1^{er}, 1°, 2° et 3° ne sont pas applicables durant la programmation, à la forme d'enseignement créée ou subventionnée conformément aux dispositions de ce paragraphe.

§ 3. Dans une forme 3 d'une école existante répondant à la norme de rationalisation :

1° un 2^e secteur professionnel peut être créé à partir de 60 élèves;

2° un 3^e secteur professionnel peut être créé à partir de 90 élèves;

3° un 4^e secteur professionnel peut être créé à partir de 140 élèves.

Par tranche supplémentaire de 50 élèves, un nouveau secteur professionnel peut être créé. Chaque nouveau secteur professionnel doit atteindre la norme de programmation qui lui est applicable pendant 2 années scolaires consécutives, au 30 septembre.

A partir de la 3^e année scolaire, les dispositions en matière de rationalisation sont exclusivement applicables.

Les dispositions du § 1^{er}, 4°, ne sont pas applicables pendant la période de programmation pour les secteurs professionnels organisés ou subventionnés conformément à ce paragraphe.

§ 4. Les dispositions du § 1^{er}, 6° et 7° et des §§ 2 et 3, s'appliquent séparément par école, au bâtiment principal et à son/ses implantations(s) situées) à une distance de 2 km et plus.

Art. 212. La condition d'un an de fonctionnement n'est pas requise pour l'admission aux subventions des nouvelles écoles, implantations, formes d'enseignement et secteurs professionnels, qui satisfont aux normes de programmation déterminées dans la présente Section.

CHAPITRE XVI. — *De la disposition particulière relative à la détermination du pourcentage du capital-périodes utilisables*

Art. 213. Le Gouvernement détermine annuellement en fonction des possibilités budgétaires le pourcentage du capital-périodes utilisable pour les catégories du personnel directeur et enseignant, du personnel paramédical, social et psychologique, du personnel administratif et auxiliaire d'éducation et qui résulte des normes mentionnées aux articles 33, 34, 85, 86, 102, 104, 113, 114 et 132 et ce, de façon identique pour tous les réseaux d'enseignement.

CHAPITRE XVII. — *Des dispositions modificatives et abrogatoires*

Section 1^{re}. — Modifications à la loi sur l'enseignement spécialisé et intégré du 6 juillet 1970

Art. 214. Dans la loi sur l'enseignement spécial et intégré du 6 juillet 1970, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé", le mot "intégré" est supprimé et le mot "handicapé" est remplacé par les mots "enfant ou adolescent à besoins spécifiques".

Art. 215. A l'article 20, alinéa 1^{er}, les mots "ou à une Section d'enseignement spécial" sont supprimés.

Section 2. — Modifications de l'arrêté royal du 7 février 1974 déterminant les modalités de prise en charge par l'Etat des frais de déplacements des élèves de l'enseignement spécialisé

Art. 216. Dans l'arrêté royal du 7 février 1974 déterminant les modalités de prise en charge par l'état des frais de déplacements des élèves de l'enseignement spécialisé, le mot, "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé" et le mot "intégré" est supprimé.

Art. 217. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 7 février 1974 déterminant les modalités de prise en charge par l'état des frais de déplacements des élèves de l'enseignement spécialisé est complété de la manière suivante :

« Y depuis leur résidence jusqu'à l'établissement d'enseignement ordinaire dans lequel l'élève est en intégration permanente et totale ».

Section 3. — Modifications au décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire

Art. 218. A l'article 6 du décret du 27 octobre 1994 sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans le § 1^{er}, les mots "ainsi que dans l'enseignement secondaire spécialisé" sont ajoutés après les mots "et dans l'enseignement secondaire en alternance".

2° Il est inséré un § 2*bis* rédigé comme suit :

« § 2*bis* : le Conseil informe le Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, créé par le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé de ses travaux en matière de profils de formation. »

Art. 219. A l'article 8, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Quatre membres désignés par le Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé assistent aux travaux des Commissions consultatives avec voix délibérative. Deux de ces membres appartiennent à l'enseignement de caractère non confessionnel et les deux autres à l'enseignement de caractère confessionnel ».

Section 4. — Modifications au décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Art. 220. Dans le texte du décret du 24 juillet 1997 précité, le mot "spécial" et les mots "spécial et intégré" sont remplacés par le mot "spécialisé".

Art. 221. Aux articles 2 et 3, les mots "aux articles le, et 4 de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial et intégré, d'un enseignement intégré organisé conformément à l'article 5*bis* de la même loi. » sont remplacés par les mots "à l'article 2 et aux chapitres III et X du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé".

Art. 222. A l'article 4 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots "et spécialisé de forme 4°" sont insérés entre les mots "secondaire ordinaire" et les mots "comprend six années".

2° L'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« L'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 est organisé en trois phases. L'enseignement secondaire spécialisé de forme 2 est organisé en deux phases. L'enseignement secondaire spécialisé de forme 1 est organisé en une seule phase. »

3° A l'alinéa 2 du même article, les mots : "et spécialisé de forme 4°" sont insérés entre les mots "l'enseignement secondaire ordinaire" et les mots "est organisé".

4° A l'alinéa 3 du même article, les mots : "ordinaire et spécialisé de forme 4°" sont insérés entre les mots "L'enseignement secondaire" et les mots "de plein exercice"

5° A l'alinéa 4 du même article, les mots : "ordinaire et spécialisé de forme 4°" sont insérés entre les mots "l'enseignement secondaire" et les mots "peuvent également être organisées".

6° A l'alinéa 5 du même article, les mots : "ordinaire et spécialisé de forme 4°" sont insérés entre, les mots "enseignement secondaire" et les mots "sont organisées".

Art. 223. Il est inséré dans l'article 5 du même décret, un 2°*bis* rédigé comme suit :

« 2°*bis*. Compétences-seuils : Référentiel présentant de manière structurée les compétences dont la maîtrise à un niveau déterminé est attendue à la fin de chaque phase de l'enseignement spécialisé de forme 3 ».

Art. 224. Dans le titre de la Section 1^{re} du chapitre III, les mots "Des cycles" sont remplacés par les mots "Des cycles, des degrés de maturité".

Art. 225. A l'article 13 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1^{er}, les mots "Dans l'enseignement ordinaire" sont ajoutés avant les mots "La formation de l'enseignement maternel".

2° Il est inséré un paragraphe 3*bis* rédigé comme suit :

« § 3*bis*. Dans l'enseignement fondamental spécialisé, la formation de l'enseignement maternel et primaire constitue un continuum pédagogique. L'enseignement primaire spécialisé est structuré en quatre étapes appelées degrés de maturité ».

3° Au § 4 du même article, les mots "Conseil supérieur de l'Enseignement spécial créé par la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial et intégré" sont remplacés par les mots "Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé créé par le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé".

4° Dans le même paragraphe, les mots "aux §§ 2 et 3°" sont remplacés par les mots "au 3*bis*".

Art. 226. A l'article 14 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "ou la première phase" sont insérés entre les mots "ou le premier degré" et les mots "d'enseignement secondaire".

2° les mots "ou la première phase" sont insérés entre les mots "et le premier degré" et les mots "de l'enseignement secondaire".

3° les mots "ou des compétences-seuils" sont insérés entre les mots "la maîtrise des socles de compétences" et les mots "à la réalisation d'activités en commun".

Art. 227. A l'article 15 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'alinéa 2, les mots "Dans l'enseignement ordinaire", sont ajoutés avant les mots "l'élève amené à parcourir";

2° L'article est complété par l'alinéa suivant : "Dans l'enseignement spécialisé, l'élève évolue selon son rythme d'apprentissage et ses potentialités dans les différents degrés de maturité sur avis du Conseil de classe".

Art. 228. A l'article 16 du même décret sont apportées les modifications suivantes

1° Dans le § 2, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 : "Ils en informent le Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé créé par le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé".

Dans le § 3, alinéa 3, les mots "Conseil supérieur" sont remplacés par les mots "Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé".

Art. 229. A l'article 17 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans les paragraphes 1^{er} et 2, les mots "cycles et années" sont remplacés par les mots "cycles, années et degrés de maturité".

2° Au paragraphe 3, alinéa 2; les mots "et/ou, pour l'enseignement spécialisé, s'ils permettent aux élèves à besoins spécifiques d'évoluer de manière optimale. » sont ajoutés après les mots "socles de compétence".

Art. 230. § 1^{er}. A l'article 35, § 1^{er}, du même décret, il est inséré un 4° rédigé comme suit :

« 4° les compétences terminales et les savoirs communs requis de l'ensemble des élèves à l'issue de la troisième phase de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 débouchant sur la délivrance d'un certificat d'enseignement secondaire inférieur équivalant au certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré. »

2. A l'article 35, § 2 du même décret, il est inséré un troisième alinéa rédigé comme suit :

"Les travaux relatifs à l'enseignement spécialisé sont transmis au Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé".

Art. 231. A l'article 36 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, les mots "degrés et années" sont remplacés par les mots "degrés, années et phases d'enseignement";

2° un § 2bis est inséré :

« § 2bis. Pour l'enseignement spécialisé subventionné, le Gouvernement approuve, dans le respect des compétences et savoirs définis à l'article 35, les programmes d'études des cours spécifiques à la formation humaniste durant les phases d'enseignement visées au présent chapitre, après avoir pris l'avis de la Commission des programmes visée au § 3bis".

3° un § 3bis est inséré :

« § 3bis. Il est créé une Commission des programmes de l'enseignement secondaire spécialisé, selon les modalités que fixe le Gouvernement. La Commission des programmes vérifie si les programmes d'études sont de nature à permettre l'acquisition des compétences et savoirs visés à l'article 35.

Le contrôle de la commission des programmes ne porte pas sur les méthodes pédagogiques. »

Art. 232. Un article 39bis est ajouté :

« Le Gouvernement, sur proposition conjointe du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé visé à l'article 13 et du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16, peut définir des profils de formation spécifiques à l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, conformément à l'article 63 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé. »

Art. 233. L'article 43 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« A partir des profils de formation spécifiques visés à l'article 47, le Gouvernement, après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, détermine et soumet à la confirmation du Parlement :

1° le répertoire des formations de l'enseignement secondaire spécialisé;

2° les conditions d'admission dans les divers secteurs, groupes professionnels et métiers de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3;".

Art. 234. A l'article 47, les mots "Conseil supérieur de l'enseignement spécial" sont remplacés par les mots "Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé".

Art. 235. A l'article 49 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots "39bis", sont insérés entre les mots "39" et "44";

2° Au 3° du même article, les mots "enseignement spécial" sont remplacés par les mots "enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4".

Art. 236. A l'article 50, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans les §§ 1^{er} et 4, les mots "39bis" sont insérés entre les mots "39" et "44"

2° Au § 1^{er} du même article, les mots "degrés et années" sont remplacés par les mots "degrés, années et phases d'enseignement",

3° Au § 2 du même article, les mots "39bis" sont insérés entre les mots "39 et 44", et les mots "47" sont supprimés.

4° Un § 2bis est inséré après le § 2 :

« § 2bis. Pour l'enseignement spécialisé subventionné, le Gouvernement approuve, dans le respect des profils de formation spécifiques visés à l'article 47, les programmes d'études des phases visées au présent chapitre, après avoir pris l'avis de la Commission des programmes de l'enseignement spécialisé qui vérifie si les programmes d'études sont de nature à permettre l'acquisition des compétences définies dans les profils de formation visés à l'article 47.

Le contrôle de la Commission des programmes ne porte pas sur les méthodes pédagogiques. »

Art. 237. A l'article 51 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots "39bis" sont insérés entre les mots "39 et 44".

2° A l'alinéa 2, les mots "à l'article 16" sont remplacés par les mots "aux articles 13 et 16".

3° A l'alinéa 3 du même article, les mots "secondaire spécial de forme 3" sont remplacés par les mots "secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4".

Art. 238. A l'article 52 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots "39bis" sont insérés entre les mots "39 et 44".

2° A l'alinéa 2, les mots "et en complément" sont remplacés par les mots "en complément ou en remplacement".

3° L'article est complété de la manière suivante :

« Les modalités d'organisation des épreuves d'évaluation correspondant aux profils de qualification visés aux articles 39 et 39bis peuvent être adaptées pour l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, en fonction du handicap. »

Art. 239. A l'article 53 du même décret, il est inséré l'alinéa suivant après l'alinéa 2 :

« Après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé visé à l'article 13, le Gouvernement fixe, par phase, le nombre maximum de périodes hebdomadaires qui peuvent être organisées dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 conformément à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 240. A l'article 54, 3°, les mots "39bis" sont insérés entre les mots "39 et 44".

Art. 241. A l'article 57, les mots "Conseil supérieur de l'enseignement spécial" sont remplacés par les mots "Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé".

Art. 242. A l'article 76, alinéa 5, les mots "Cette mesure n'est pas obligatoire pour les élèves majeurs de l'enseignement spécialisé relevant de la forme 1 ou de la forme 2. » sont ajoutés après les mots "règlement d'ordre intérieur".

Art. 243. A l'article 79, les mots "dans l'enseignement maternel et dans l'enseignement à horaire réduit" sont remplacés par les mots "dans l'enseignement maternel ordinaire, l'enseignement en alternance et l'enseignement spécialisé".

Art. 244. Dans l'intitulé du chapitre X du même décret, les mots "et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4" sont ajoutés entre les mots "secondaire ordinaire" et "de plein exercice".

Art. 245. A l'article 95, alinéa 1^{er}, les mots "de classe ou de cycle" sont remplacés par les mots "de classe, de cycle ou de phase".

Art. 246. A l'article 96, alinéa 3, les mots "ou, pour l'enseignement spécialisé, par une personne de leur choix" sont ajoutés après les mots "d'un membre de la famille".

Art. 247. A l'article 97, il est ajouté un paragraphe 7 rédigé comme suit :

« § 7. Lorsqu'un recours concerne un élève relevant de l'enseignement spécialisé de forme 3 ou de forme 4, deux membres du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé visé à l'article 13 siègent au Conseil de Recours. »

Art. 248. L'article 98, § 3, du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3, le conseil de recours peut remplacer la décision du conseil de classe par une décision de réussite ou par une nouvelle décision ».

Section 5. — Modifications de dispositions diverses

Art. 249. Dans le texte de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, sont apportées les modifications suivantes :

1° le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

2° A l'article 32, § 3, alinéa 3, les mots "Conseil supérieur de l'enseignement spécial" sont remplacés par les mots "Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé".

Art. 250. Dans la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le texte de la loi, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

2° à l'article 2 § 2, les mots "de l'enseignement spécial intégré tel qu'il est défini dans la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 11 mars 1986 relative à l'organisation et au subventionnement de l'enseignement spécial intégré" sont remplacés par "de l'enseignement spécialisé tel qu'il est défini par le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé".

Art. 251. Dans la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres de l'enseignement de l'Etat, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le texte de la loi, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

2° à l'article 3 § 2, les mots "et Sections" sont supprimés.

Art. 252. Dans la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le texte de la loi, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

2° dans l'article 1^{er} § 5 les mots "conformément à la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial" sont remplacés par "conformément au décret du... organisant l'enseignement spécialisé".

Art. 253. A l'article 8 du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit, sont apportées les modifications suivantes :

1° le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé";

2° dans le § 2, 2°, les mots "certificat de qualification de 5^e année de l'enseignement spécial de forme 3^e" sont remplacés par les mots "certificat de qualification de 3^e phase de l'enseignement spécialisé de forme 3^e".

Art. 254. A l'article 1^{er} du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 255. Dans le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 256. Aux articles 1^{er} et 36quinquies, § 4 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 257. Dans le texte du décret du 24 juin 1996 relatif au programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française sont apportées les modifications suivantes :

1° le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

2° A l'article 6, alinéa 1^{er}, les mots "Conseil supérieur de l'enseignement spécial" sont remplacés par les mots "Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé".

Art. 258. Dans le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 259. A l'article 1^{er} du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 260. Dans le texte du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 261. Dans le décret du 8 février 1999 portant diverses mesures en matière d'enseignement, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 262. A l'article 1^{er}, 1° du décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 263. Dans le texte du décret du 7 juin 2001 relatifs aux avantages sociaux, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 264. A l'article 1^{er} du même décret, le mot "spéciaux" est remplacé par le mot "spécialisés".

Art. 265. Dans le texte du décret du 14 juin 2001 relatif au programme de travaux de première nécessité en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française sont apportées les modifications suivantes :

1° le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

2° A l'article 17, les mots "Conseil supérieur de l'enseignement spécial" sont remplacés par les mots "Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé"

Art. 266. A l'article 2, § 3, alinéa 3 et à l'article 17 du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire, les mots "Conseil supérieur de l'enseignement spécial" sont remplacés par les mots "Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé"

Art. 267. A l'article 3 du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé" et le mot "spéciaux" est remplacé par le mot "spécialisés".

Art. 268. A l'article 1^{er} du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 269. A l'article 1^{er} du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 270. Dans le texte et l'intitulé du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 271. Dans l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le texte de l'arrêté royal, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

2° dans l'article 3, § 1^{er}; 3, les mots "en exécution de l'article 5 de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial et conformément à l'article 7 de l'arrêté royal du 28 juin 1978 portant définition des types et organisation de l'enseignement spécial et déterminant les conditions d'admission et de maintien dans les divers niveaux de cet enseignement" sont remplacés par les mots "conformément aux chapitres II et III du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé".

3° dans l'article 4 les mots "de l'article 12 § 2 de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial" sont remplacés par les mots "de l'article 12 § 2 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé".

Art. 272. Dans l'arrêté royal du 29 août 1966 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 273. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 274. Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 275. Aux articles 1^{er}, 14^{quater}, § 4, 14^{sexies}, § 2, 26^{bis}, 34, § 2, 36, 167, § 3 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 276. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les aptitudes physiques requises des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 277. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 15 juillet 1969 fixant les attributions des administrateurs, éducateurs-économistes et secrétaires de direction dans les établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et normal de l'Etat, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 278. Dans l'arrêté royal du 27 juillet 1971 fixant les modalités d'organisation de la guidance des élèves fréquentant les établissements ou Sections d'enseignement spécial, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'intitulé, les mots "ou Sections" sont supprimés.

2° dans le texte de l'arrêté royal, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

3° à l'article 5, les mots "ou de la Section" sont supprimés.

4° à l'article 6, les mots "ou la Section" sont supprimés.

Art. 279. Dans l'arrêté royal du 16 août 1971 créant les commissions consultatives de l'enseignement spécial et fixant leur composition et les modalités de fonctionnement, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'intitulé et le texte de l'arrêté, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

2° à l'article 6, alinéa 2, les mots "prévue à l'article 7 de la loi du 6 juillet 1970" sont remplacés par les mots "prévue à l'article 125 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé".

Art. 280. Dans l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, sont apportées les modifications suivantes :

1° le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé";

2° à l'article 1^{er}, § 5, les mots "15 août" sont remplacés par les mots "31 août";

3° le même article est complété par l'alinéa suivant :

"Durant la période de vacances d'été du 1^{er} juillet au 31 août, 5 jours ouvrables sont prestés entre le 16 et le 31 août".

Art. 281. Dans l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 282. Dans l'arrêté royal du 3 décembre 1974 portant exécution de l'article 32, § 2, pénultième alinéa, de la loi du 29 mai 1959, tel qu'il a été remplacé par la loi du 11 juillet 1973 et fixant le montant, les modalités de calcul et le moment du paiement des subventions de fonctionnement dans l'enseignement spécial, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'intitulé et le texte de l'arrêté royal, le mot "spécial," est remplacé par le mot "spécialisé";

2° dans l'article 1^{er}, 1°, les mots "un établissement, un institut ou une Section d'enseignement spécial tels qu'ils sont définis à l'article 2 de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial;" sont remplacés par les mots "un établissement ou un institut tels qu'ils sont définis à l'article 4 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;"

3° dans l'article 1^{er}, 2° b, les mots "à l'article 5 de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial "sont remplacés par les mots" à l'article 12 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé. »

Art. 283. Dans l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les enseignements préscolaire spécial et primaire spécial, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'intitulé, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé";

2° aux articles 1 et 7, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisée";

3° à l'article 4, les mots "à l'enseignement spécial" sont remplacés par les mots "à l'enseignement spécialisé";

4° dans l'annexe de l'arrêté royal, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 284. Dans l'annexe et le texte de l'arrêté royal du 5 mai 1976 exécutant l'article 27, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 285. Dans l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, du centre de formation de la Communauté française, ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 286. Dans l'arrêté royal n° 184 du 30 décembre 1982 fixant la façon de déterminer, pour les instituts d'enseignement spécial de l'Etat et (les homes d'accueil de l'Etat), les fonctions du personnel paramédical et du personnel attribué dans le cadre de l'internat, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 287. Dans l'arrêté royal du 16 janvier 1987 portant transformation d'internats annexés à des établissements d'enseignement spécial de l'Etat en homes d'accueil, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 288. Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 décembre 1989 relatif à l'appellation des internats autonomes et des homes d'accueil, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 289. A l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 17 septembre 1990 relatif à l'accompagnement dans les bus qui sont propriété de la Communauté française ou qui lui sont prêtés sous contrat par une personne physique ou morale et qui sont affectés au ramassage des élèves de l'enseignement ordinaire et de l'enseignement spécial, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 290. Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 juillet 1991 relatif aux surveillances de midi dans l'enseignement maternel, primaire ordinaire et spécial, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 291. § 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 septembre 1991 accordant un supplément de traitement aux membres du personnel de l'enseignement spécial porteurs du certificat d'aptitude à l'éducation des enfants anormaux, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

§ 2. Dans le titre de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 septembre 1991 précité, les mots "enfants anormaux" sont remplacés par les mots "élèves à besoins spécifiques".

Art. 292. Dans l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 mai 1992 portant création et composition des comités de concertation de base dans les centres psycho-médico-sociaux, les centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial et le centre de formation, organisés par la Communauté française, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 293. Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 294. A l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 relatif aux commissions paritaires dans l'enseignement libre confessionnel, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 295. A l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 mars 1993 relatif aux chambres de recours dans l'enseignement libre confessionnel, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 296. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 janvier 1994 relatif à la composition du Conseil supérieur de l'enseignement spécial, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 297. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 août 1994 fixant les conditions pédagogiques d'octroi des allocations d'études aux élèves de l'enseignement spécial secondaire, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 298. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création du Centre d'Autoformation et de Formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 299. A l'article 2, § 1^{er}, 4° de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 portant création des Commissions Paritaires dans l'enseignement officiel subventionné, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 300. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court et artistique officiels subventionnés, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement pré-scolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaires ordinaire et spécial, supérieur de type court et artistique libres subventionnés, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement pré-scolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 301. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Chambre de recours de l'enseignement spécial libre confessionnel, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 302. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 mai 1997 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission Paritaire Communautaire de l'enseignement spécial et de promotion socio-culturelle officiel subventionné, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 303. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 octobre 1997 rendant obligatoire la décision du 27 février 1997 de la commission paritaire communautaire de l'enseignement spécial et de l'enseignement de promotion socio-culturelle officiels subventionnés relative au régime de formation spécifique prévue par le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidie de l'enseignement officiel subventionné en vue d'accéder à la nomination à une fonction de sélection ou de promotion, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 304. Aux articles 69, 70 et 73 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française Ministère de la Communauté française, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 305. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 juillet 1998 portant approbation du règlement des études de l'enseignement secondaire spécial de la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes

1° dans l'intitulé de l'arrêté, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé";

2° dans l'intitulé de l'annexe, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé";

3° dans le texte de l'annexe, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé";

4° dans la partie du texte de l'annexe traitant de l'enseignement spécial de forme 1, les mots "milieu de vie protégé" sont remplacés par les mots "milieu de vie adapté";

5° dans la partie du texte de l'annexe traitant de l'enseignement spécial de forme 3, les mots "comporte deux phases" sont remplacés par les mots "comporte trois phases";

6° dans la partie du texte de l'annexe traitant de l'enseignement spécial de forme 3, les mots "Une troisième phase, dite de perfectionnement peut être organisée" sont supprimés;

7° dans la partie du texte de l'annexe traitant "De l'évaluation et du conseil de classe,", les mots "pendant la première ou la deuxième phase" sont supprimés;

8° dans la même partie du texte de l'annexe, les mots "une attestation de réussite, à l'issue de la première phase" sont remplacés par :

« - une attestation de réussite dans un secteur professionnel à l'issue de la première phase

- une attestation de réussite dans un groupe professionnel à l'issue de la deuxième phase;

- un certificat d'enseignement secondaire inférieur équivalant au certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré à l'issue de la 3e phase »;

9° dans la même partie, les mots "deuxième phase" sont remplacés par les mots "troisième phase";

10° dans la même partie, les mots "Un certificat de qualification complémentaire à l'issue de la troisième phase, dans ce cas, le conseil de classe est élargi à des membres étrangers au personnel de l'établissement et devient alors jury de qualification" sont supprimés.

Art. 306. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 1998 fixant le cadre de service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement spécial de la Communauté française, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 307. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999 portant application de l'article 28 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 308. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} juin 1999 créant le jury de promotion pour la fonction d'inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, chargé de l'accompagnement pédagogique général des membres du personnel directeur et enseignant des formes 1 et 2 de l'enseignement spécial secondaire, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 309. A l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1999 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 310. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juin 2000 autorisant la création d'un enseignement spécial de forme 2 dans une implantation créée en dérogation à l'article 24, paragraphe 2, 8° de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 311. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 avril 2001 portant application de l'article 20quinquies de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial et intégré et de l'article 10bis de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale de l'enseignement secondaire, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 312. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 2001 portant désignation des membres et des secrétaires des commissions consultatives de l'enseignement spécial, le mot "spécial," est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 313. A l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 fixant les modalités de concertation relative au suivi médical, entre les services de promotion de la santé à l'école et les centres psycho-médico-sociaux subventionnés, en application de l'article 10, § ter, du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé";

2° à l'alinéa 2, les mots "de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial et intégré" sont remplacés par les mots "du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé".

Art. 314. Dans l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 2002 portant délégation de compétence en matière de formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 315. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 septembre 2002 fixant les vacances et congés dans l'enseignement fondamental et secondaire pour l'année scolaire 2003-2004, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 316. Dans l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2002 portant application de l'article 15 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 317. A l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2002 créant un comité d'accompagnement et un comité de suivi au Plan stratégique en matière d'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les établissements scolaires de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement de promotion sociale, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 318. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 janvier 2003 fixant les normes relatives au nombre d'emplois d'auxiliaires paramédicaux et du personnel administratif des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française chargés d'assurer la promotion de la santé à l'école dans les établissements scolaires de la Communauté française, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 319. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 2003, fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 320. Dans l'arrêté ministériel du 12 avril 1969 fixant les règles selon lesquelles est prouvée l'expérience utile prévue à l'article 3 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 321. Dans les annexes 2 à 6 et l'intitulé de l'arrêté ministériel du 25 avril 1980 fixant les modèles des certificats et des attestations délivrés dans l'enseignement spécial, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 322. Dans l'annexe et l'arrêté ministériel du 1^{er} août 1980 déterminant le contenu et les destinataires du rapport d'inscription prévu à l'article 5 de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le texte et l'annexe de l'arrêté, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé";

2° dans l'intitulé de l'arrêté et de l'annexe, les mots "à l'article 5 de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial" sont remplacés par les mots "à l'article 12 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé".

Art. 323. Dans l'arrêté ministériel du 19 mai 1982 fixant le programme d'activités des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Art. 324. Dans l'arrêté ministériel du 18 juin 1985 portant désignation des ordonnateurs et comptables des établissements d'enseignement spécial de l'Etat à gestion séparée, le mot "spécial" est remplacé par le mot "spécialisé".

Section 6. — Abrogations

Art. 325. La loi sur l'enseignement spécial et intégré du 6 juillet 1970 est abrogée à l'exception des articles 17 et 20 alinéa 1^{er}.

Art. 326. L'arrêté royal du 28 juin 1978 portant définition des types et organisations de l'enseignement spécial et déterminant les conditions d'admission et de maintien dans les divers niveaux d'enseignement spécialisé est abrogé.

Art. 327. L'arrêté ministériel du 10 décembre 1979 relatif à la compétence et au fonctionnement des commissions administratives des établissements d'enseignement spécial secondaire de l'Etat est abrogé.

Art. 328. L'arrêté ministériel du 12 décembre 1979 relatif à la compétence et au fonctionnement des commissions administratives des établissements d'enseignement spécial secondaire subventionné est abrogé.

Art. 329. L'arrêté royal n° 65 du 20 juillet 1982 fixant la façon de déterminer les fonctions du personnel directeur et enseignant dans les établissements d'enseignement spécial est abrogé.

Art. 330. L'arrêté royal n° 66 du 20 juillet 1982 fixant la façon de déterminer les fonctions du personnel administratif et personnel auxiliaire d'éducation dans les établissements d'enseignement spécial, à l'exception des internats ou semi-internats est abrogé.

Art. 331. L'arrêté royal n° 67 du 20 juillet 1982 fixant la façon de déterminer les fonctions du personnel paramédical, les fonctions du personnel social et les fonctions du personnel psychologique dans les établissements d'enseignement spécial, à l'exception des internats ou semi-internats est abrogé.

Art. 332. L'arrêté royal n° 439 du 11 août 1986 portant rationalisation et programmation de l'enseignement spécial est abrogé.

Art. 333. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 septembre 1991 relatif à l'organisation du Conseil de Perfectionnement de l'enseignement spécial de la Communauté française, institué au Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation est abrogé.

Art. 334. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1991 fixant les modalités et les critères d'application de l'article 17 du décret du 19 juillet 1991 portant certaines dispositions urgentes en matière d'enseignement, et notamment d'enseignement spécial est abrogé.

Art. 335. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 fixant le nombre d'heures de prestations requis pour l'exercice de la fonction à prestations complètes de professeur de pratique professionnelle dans les établissements d'enseignement spécial secondaire, formes 1, 2 et 3 est abrogé.

Art. 336. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 janvier 1995 relatif à l'intégration permanente dans l'enseignement ordinaire de certains élèves relevant de l'enseignement spécial est abrogé.

CHAPITRE XVIII. — Des dispositions transitoires

Art. 337. Les élèves régulièrement inscrits soit en deuxième phase, soit en quatrième ou en cinquième année, dans l'enseignement de forme 3 pendant l'année scolaire 2003-2004 peuvent avoir accès à un examen de qualification à l'issue de la deuxième phase ou de la cinquième année, au plus tard à la fin de l'année scolaire 2005-2006.

Art. 338. Les écoles qui modifient l'organisation de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 en application du présent décret peuvent organiser les secteurs correspondant aux Sections précédemment organisées pendant l'année scolaire 2004-2005.

Après la période de transformation, les règles de programmation seront à nouveau applicables.

Art. 339. Les membres du personnel nommés à titre définitif dans une fonction de professeur de pratique professionnelle ou de cours techniques ou de cours techniques et de pratique professionnelle, dont la charge a compris, pendant l'année scolaire 2003-2004 ainsi que pendant celle qui précède la transformation, des cours de pratique professionnelle, des cours techniques ou des cours techniques et de pratique professionnelle dans une Section qui est transformée en secteur professionnel conformément à l'article 55 du présent décret sont réputés avoir acquis l'expérience utile pour les cours de la même spécialité organisés dans le seul nouveau secteur résultant de la transformation.

Les membres du personnel qui bénéficient des assimilations visées à l'alinéa précédent conservent l'échelle barémique qui leur était attribuée avant la transformation si elle est plus favorable que celle à laquelle leurs titres leur donnent droit.

Art. 340. Par dérogation aux articles 26, § 4 et 47, § 3 du présent décret, les enseignants et instituteurs qui ont assuré le cours de langue des signes pendant 3 années scolaires au moins au cours des 10 dernières années scolaires restent chargés des cours de langue des signes sans détenir le titre de capacité à la fonction d'instituteur chargé des cours en immersion.

Art. 341. A partir de l'entrée en vigueur du présent décret, les écoles organisant l'enseignement spécialisé de type 7 disposent d'un délai de 5 années scolaires pour se conformer aux dispositions de l'article 26, § 4 et 47, § 3 du présent décret.

Art. 342. Jusqu'à ce que, sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, le Gouvernement constate que le nombre de profils spécifiques approuvés conformément à l'article 47 du décret du 24 juillet 1997 est de nature à couvrir l'ensemble des besoins de formation, les formations actuellement organisées sont maintenues.

Le Gouvernement arrête la liste de celles qui font l'objet d'un certificat de qualification. Lorsque le profil est approuvé, un certificat de qualification remplace l'attestation de compétences acquises visée à l'article 57, 4^o.

CHAPITRE XIX. — *De la disposition finale*

Art. 343. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2004 à l'exception du chapitre XIII qui entre en vigueur dès sa parution au Moniteur, de l'article 280 qui entre en vigueur le 1^{er} juillet 2004 et des articles 54 à 62 qui entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2005.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 mars 2004.

Le Ministre-Président, Chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil
et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. NIARECHAL

Note

(1) Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 490-1. — Amendements de commission, n° 490-2. — Rapport, n° 490-3. — Amendement de séance, n° 490-4.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 17 février 2004.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 1940

[C — 2004/29137]

3 MAART 2004. — Decreet houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs (1)

Het Parlement heeft aangenomen en wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied, algemene bepalingen en definities*

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op het gespecialiseerd kleuteronderwijs, gespecialiseerd lager onderwijs, gespecialiseerd basisonderwijs en gespecialiseerd secundair onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd, gesubsidieerd of erkend.

Art. 2. § 1. Het gespecialiseerd onderwijs wordt bestemd voor kinderen en adolescenten die, op grond van een multidisciplinair examen, uitgevoerd door de instellingen bepaald in artikel 12, een aangepast onderwijs moeten krijgen om te beantwoorden aan hun specifieke behoeften en hun pedagogische mogelijkheden.

Die kinderen en adolescenten worden hieronder met de uitdrukking « kinderen en adolescenten met specifieke behoeften » aangeduid.

§ 2. Het wordt georganiseerd op grond van de aard en de belangrijkheid van de opvoedingsbehoeften en de psychopedagogische mogelijkheden van de leerlingen en zorgt voor de ontwikkeling van hun verstandelijke, psychomotorische, affectieve en sociale vaardigheden, door hen, naar gelang van het geval, voor te bereiden voor :

1. de integratie in een aangepast leef- of werkmilieu;
2. de uitoefening van met hun handicap verenigbare vakken of beroepen, die hun integratie in een gewoon leef- en werkmilieu mogelijk maakt;
3. de voortzetting van de studies tot het einde van het hoger secundair onderwijs, waarbij mogelijkheden tot inschakeling in het arbeidsproces worden geboden.

§ 3. Het bestaat uit de verschillende onderwijstypen bepaald in hoofdstuk II van dit decreet.

§ 4. Het wordt gekenmerkt door een coördinatie tussen het onderwijs en het orthopedagogisch, medisch, paramedisch, psychologisch en sociaal werk, enerzijds, en de permanente samenwerking met de instelling belast met de begeleiding van leerlingen zoals bepaald in artikel 3 van het koninklijk besluit van 27 juli 1971 houdende organisatiemodaliteiten van de begeleiding der leerlingen die instellingen of afdelingen voor buitengewoon onderwijs volgen.

Art. 3. § 1. Het gespecialiseerd onderwijs kan worden georganiseerd in scholen voor onderwijs met volledig leerplan, alternerend secundair onderwijs en onderwijs voor sociale promotie.

Het gespecialiseerd onderwijs met volledig leerplan wordt georganiseerd volgens de nader door dit decreet bepaalde regels. Het kan bovendien worden georganiseerd volgens de kenmerken van het afstandsonderwijs, volgens de kenmerken van het thuisonderwijs bepaald in hoofdstuk XI van dit decreet of volgens de kenmerken van het taalbad-onderwijs zoals bepaald in Afdeling 4 van hoofdstuk IV en Afdeling 8 van hoofdstuk V.

§ 2. De Regering bepaalt de bekwaamheidsbewijzen die vereist zijn van de leden van het personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde gespecialiseerd onderwijs en de weddeschalen van dat personeel.

§ 3. De Regering organiseert de opvoedingsinspectie van de instituten, inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs, opvangtehuizen en opvanggezinnen.

Art. 4. § 1. Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder :

1° inrichting of school : pedagogisch geheel voor gespecialiseerd onderwijs van het kleuter-, lager en of secundair niveau, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, gelegen in één of meer vestigingsplaatsen onder leiding van één zelfde directeur.

2° hoofdgebouw van de school : de vestigingsplaats gekozen door de inrichtende macht als administratieve zetel van elke school;

3° vestiging : gebouw of geheel van gebouwen gelegen op één enkel adres, waar gespecialiseerd kleuteronderwijs en/of gespecialiseerd lager onderwijs en/of gespecialiseerd secundair onderwijs wordt/en verstrekt;

4° observatiecentrum : iedere inrichting voor gespecialiseerd onderwijs, waar, in uitzonderlijke gevallen, kinderen en/of adolescenten met specifieke behoeften tijdelijk ingeschreven zijn, om het type gespecialiseerd onderwijs te bepalen dat voor hen past;

5° niveau : structuur van de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, dit is kleuteronderwijs, lager en secundair onderwijs;

6° klas : geheel van kinderen in het gespecialiseerd kleuteronderwijs, gespecialiseerd lager onderwijs of gespecialiseerd secundair onderwijs die onder leiding van de titularis van een klas worden gesteld;

7° pedagogische eenheid : geheel van leerlingen die ressorteren onder hetzelfde onderwijstype of onder verschillende gespecialiseerde onderwijstypes, tijdelijk of permanent gegroepeerd, om binnen één zelfde school een vorming te krijgen die aangepast is aan hun opvoedingsbehoeften;

8° regelmatige leerling : iedere leerling die beantwoordt aan de voorwaarden inzake toelating, en, in voorkomend geval, inzake overgang;

9° directeur : verantwoordelijke voor een kleuter-, lagere, basis- of secundaire school voor gespecialiseerd onderwijs;

10° klassenraad : geheel van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel en van het opvoedend hulp personeel die belast zijn met het verstrekken van onderwijs en opvoeding aan de leerlingen van een welbepaalde klas en die voor die klas verantwoordelijk zijn. De vergadering van de raad wordt door de directeur of diens afgevaardigde voorgezeten;

11° wekelijkse uurregeling van de leerling : tijdschema van de leerling waarin de aard van de gevolgde cursussen en/of opvoedingsactiviteiten alsook de plaatsen waar ze worden georganiseerd, worden vermeld;

12° wekelijkse uurregeling van de leerkracht : tijdschema van de leerkracht waarin de aard en de plaatsen voor zijn prestaties worden vermeld;

13° wekelijkse uurregeling van het personeelslid dat niet met cursussen wordt belast : tijdschema van het personeelslid dat niet met cursussen wordt belast, waarin de plaatsen voor zijn prestaties worden vermeld;

14° kencijfer : cijfer toegekend voor :

a) elk onderwijstype, elke onderwijsvorm of elk onderwijsniveau, of elk aantal leerlingen

b) elke categorie van het personeel

waarmee het lestijdenpakket van een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs wordt berekend;

15° leren van een taal door taalbad : procedure voor de aanmoediging van het leren van een moderne taal door een deel van de lessen van het uurrooster in die taal te verstrekken;

16° leren door gebarentaalbad : procedure voor de aanmoediging, bij de slechthorende kinderen, van de verwerving van de vaardigheden, inzonderheid het leren lezen, gericht op de beheersing van de betekenis, door een deel van de lessen van het uurrooster in gebarentaal te verstrekken;

17° cursussen taal en cultuur van herkomst : cursussen sensibilisatie voor de taal en de cultuur van landen of groepen landen waar een belangrijke emigratie naar onze gemeenschap vandaan komt, verstrekt met het oog op integratie binnen deze;

18° communicatiemiddelen en -technieken : leren van methoden en technieken met het oog op het laten aanknopen van een maatschappelijke band tussen de leerlingen van het gespecialiseerd onderwijs en de personen uit hun omgeving;

19° individueel leerplan (ILP) : methodologisch instrument dat voor iedere leerling wordt ontwikkeld en dat gedurende zijn gehele schooltijd door de klassenraad wordt aangepast, op grond van de opmerkingen die worden uitgebracht door zijn verschillende leden en van de gegevens die door de instelling voor begeleiding van leerlingen worden verstrekt. Het somt bijzondere doelstellingen op die gedurende een welbepaalde periode te bereiken zijn. Uitgaande van de gegevens die in het ILP vermeld staan, oefent ieder lid van de multidisciplinaire ploeg zijn opdracht inzake opvoeding, heropvoeding en vorming uit. De leerling en zijn ouders kunnen aan het opmaken ervan deelnemen;

20° orthopedagogisch optreden : preventief of curatief optreden in situaties waarin kinderen en/of adolescenten met problemen problematische leersituaties kennen en psychisch lijden ondergaan;

21° filosofische cursus : onderwijs in een van de erkende godsdiensten en in de niet confessionele zedenleer;

22° participatieraad : raad opgericht bij artikel 69 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

23° gezinshoofd : de vader, moeder, voogd of de persoon aan wie de bewaring in rechte of in feite van een kind of een adolescent met specifieke behoeften wordt toevertrouwd;

24° instituut voor gespecialiseerd onderwijs : elke door de Franse Gemeenschap georganiseerde inrichting voor gespecialiseerd onderwijs, waaraan een internaat verbonden is;

25° opvangtehuis : elk internaat waarin kinderen en/of adolescenten met specifieke behoeften worden opgenomen om hun de mogelijkheid te verschaffen als externen een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs te bezoeken;

26° opvanggezin : ieder gezin dat kinderen en/of adolescenten met specifieke behoeften opvangt om hun de mogelijkheid te verschaffen als externen een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs te bezoeken.

§ 2. In het gespecialiseerd kleuteronderwijs en lager onderwijs wordt verstaan onder :

1° kleuteronderwijs : onderwijs verstrekt aan de leerlingen bepaald in artikel 13, dat hen voor het lager onderwijs voorbereidt;

2° lager onderwijs : onderwijs verstrekt aan de leerlingen bepaald in artikel 14, dat hen voor het secundair onderwijs voorbereidt;

3° basisonderwijs : onderwijs verstrekt aan de leerlingen bepaald in de artikelen 13 en 14;

4° kleuterschool : school van uitsluitend het kleuterniveau;

5° lager onderwijs : school van uitsluitend het lager niveau;

6° basisschool : school van het kleuterniveau en van het lager niveau;

7° titularis : leerkracht die de cursussen verstrekt en pedagogische activiteiten uitoefent die bepaald zijn in de uurregeling van de leerlingen, met uitsluiting van de bijzondere vakken en de filosofische cursussen, onverminderd artikel 22;

8° leermeester geïndividualiseerd onderwijs : onderwijzer lager of kleuteronderwijs, die activiteiten inzake geïndividualiseerd onderwijs uitoefent, en die activiteiten volgt die worden bepaald om aan zijn behoeften te beantwoorden;

9° leermeester opvoedingsactiviteiten : onderwijzer lager of kleuteronderwijs, speciale leermeester lichamelijke opvoeding of speciale leermeester handwerkzaamheden, die de opvoedingsactiviteiten uitoefent;

10° leermeester niet confessionele zedenleer : personeelslid dat de cursus niet-confessionele zedenleer verstrekt;

11° leermeester godsdienst : minister of afgevaardigde van een minister van één van de erkende erediensten, uitsluitend belast met de cursus in de overeenstemmende godsdienst;

12° leermeester lichamelijke opvoeding : personeelslid dat de cursussen lichamelijke opvoeding en/of psychomotoriek verstrekt;

13° leermeester handwerkzaamheden : personeelslid dat de cursussen handwerkzaamheden verstrekt;

14° leermeester tweede taal : personeelslid dat de cursussen moderne talen verstrekt;

15° uurregeling van de klas : lijst van de wekelijks verstrekte verschillende cursussen, met vermelding van het aantal lestijden die voor elk van die bestemd worden;

16° maturiteitsgraad : één van de vier graden die overeenstemmen met de ontwikkelingsfasen van de leerling in het lager onderwijs :

a) voor de leerlingen die getroffen worden door lichte mentale achterlijkheid, instrumentele, gedrags- en sensorische stoornissen en door lichamelijke handicaps, worden ze bepaald als volgt :

- maturiteit I : niveaus van de voorschoolse leertijd :

- maturiteit II : wekken van belangstelling voor leren op school;

- maturiteit III : beheersing en ontwikkeling van verworvenheden;

- maturiteit IV : functioneel gebruik van verworvenheden volgens de beoogde oriëntaties.

b) voor de leerlingen die door matige of ernstige mentale achterlijkheid getroffen worden, worden ze bepaald als volgt :

- maturiteit I : niveaus van verwerving van zelfredzaamheid en socialisatie;

- maturiteit II : niveaus van voorschools leren;

- maturiteit III : wekken van belangstelling voor het eerste leren op school (inleiding);

- maturiteit IV : verwerving van grondige kennis;

17° lestijdenpakket : aantal lestijden waarmee de pedagogische, paramedische, sociale en psychologische activiteiten kunnen worden georganiseerd om te beantwoorden aan de specifieke behoeften van de leerlingen die ingeschreven zijn in een inrichting voor gespecialiseerd kleuter-, lager of basisonderwijs.

§ 3. In het gespecialiseerd secundair onderwijs, wordt verstaan onder :

1° secundair onderwijs : onderwijs verstrekt aan de leerlingen bepaald in artikel 15;

2° secundaire school : school van uitsluitend secundair niveau;

3° klassendirecteur : lid van het onderwijzend personeel belast met een hoor- en opvolgingsopdracht in verband met een klas of een leerlingengroep. Hij is een referentiepersoon voor de leerling, wanneer deze stappen moet ondernemen, wanneer hij geconfronteerd wordt met een moeilijkheid in verband met zijn leven binnen de inrichting;

4° onderwijsvorm : algemene aard en doelstellingen van het verstrekte onderwijs;

5° fase : periode die noodzakelijk is om de leerling de mogelijkheid te verschaffen om de doelstellingen of de referentiesystemen van de vastgestelde vaardigheden te beheersen;

6° referentiesysteem voor de basisvaardigheden : referentiesysteem dat op gestructureerde wijze de vaardigheden bepaalt waarvan de beheersing op een bepaald niveau verwacht wordt op het einde van elke fase van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3;

7° vaardigheid : het vermogen om een georganiseerd geheel van kennis, knowhow en gedragingen te gebruiken waarmee een aantal taken kunnen worden vervuld;

8° beroepssector : geheel van sociaal-professionele bestanddelen waarin opvoedingsactiviteiten en leerprocessen worden ontwikkeld die meer bepaald voor de inschakeling in het arbeidsproces voorbereiden;

9° beroepsgroep : indeling van een beroepssector. De beroepsgroep ontwikkelt een polyvalente vorming;

10° beroep : bestanddeel van het beroepsgroep. Het beroep ontwikkelt een beroepskwalificatie die bepaald wordt door het specifieke vormingsprofiel;

11° specifiek vormingsprofiel : referentiesysteem dat op een gestructureerde wijze de vaardigheden bepaalt die te verwerven zijn met het oog op het behalen van een getuigschrift van specifieke kwalificatie of van een vaardigheidsattest;

12° lestijdenpakket : aantal lestijden waarmee de pedagogische, paramedische, sociale en psychologische activiteiten en de activiteiten van het opvoedend hulppersoneel kunnen worden georganiseerd om te beantwoorden aan de specifieke behoeften van de leerlingen die ingeschreven zijn in een inrichting voor gespecialiseerd secundair onderwijs.

Art. 5. In dit decreet is het gebruik, in het Frans, van mannelijke namen voor de verschillende personeelsleden gemeenschaptig, opdat de tekst verstaanbaar zou zijn, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

HOOFDSTUK II. — Typen van gespecialiseerd onderwijs

Art. 6. Het gespecialiseerd onderwijs wordt in verschillende typen onderverdeeld.

Elk van die typen omvat het onderwijs dat aangepast is aan de algemene en bijzondere opvoedingsbehoeften van de leerlingen die ressorteren onder het gespecialiseerd onderwijs en tot een zelfde groep behoren, waarbij die behoeften bepaald worden op grond van de hoofdhandicap die voor die groep gemeenschappelijk is.

Voor de personen die door verschillende handicaps getroffen worden, wordt het type van gespecialiseerd onderwijs bepaald op grond van de opvoedingsbehoeften waarin, gelet op de leeftijd en de capaciteiten van de betrokkenen, bij voorrang moet worden voorzien.

Art. 7. § 1. De volgende typen van gespecialiseerd onderwijs kunnen door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd, gesubsidieerd of erkend :

1° het type 1 van gespecialiseerd onderwijs, aangepast aan de opvoedingsbehoeften van de kinderen en adolescenten die door lichte mentale achterlijkheid worden getroffen, hierna type 1 genoemd;

2° het type 2 van gespecialiseerd onderwijs, aangepast aan de opvoedingsbehoeften van de kinderen en adolescenten die door matige mentale achterlijkheid worden getroffen en/of kinderen en adolescenten die door ernstige mentale achterlijkheid worden getroffen, hierna type 2 genoemd;

3° het type 3 van gespecialiseerd onderwijs, aangepast aan de opvoedingsbehoeften van de kinderen en adolescenten die door structurele gedrags- en persoonlijkheidsstoornissen worden getroffen, hierna type 3 genoemd;

4° het type 4 van gespecialiseerd onderwijs, aangepast aan de opvoedingsbehoeften van de kinderen en adolescenten die door lichamelijke afwijkingen worden getroffen, hierna type 4 genoemd;

5° het type 5 van gespecialiseerd onderwijs, aangepast aan de opvoedingsbehoeften van de zieke en/of herstellende kinderen en adolescenten, hierna type 5 genoemd;

6° het type 6 van gespecialiseerd onderwijs, aangepast aan de opvoedingsbehoeften van de kinderen en adolescenten die door gezichtsstoornissen worden getroffen, hierna type 6 genoemd;

7° het type 7 van gespecialiseerd onderwijs, aangepast aan de opvoedingsbehoeften van de kinderen en adolescenten die door gehoorstoornissen worden getroffen, hierna type 7 genoemd;

8° het type 8 van gespecialiseerd onderwijs, aangepast aan de opvoedingsbehoeften van de kinderen en adolescenten die door instrumentele stoornissen worden getroffen, hierna type 8 genoemd.

§ 2. Elke wijziging van een type wordt voor advies vooraf voorgelegd aan de Hoge Raad voor het gespecialiseerd onderwijs bepaald in hoofdstuk XIV.

Art. 8. § 1. Het type 1 van gespecialiseerd onderwijs is bestemd voor leerlingen die niet kunnen worden meegerekend onder de pedagogisch achterlijken en voor wie het multidisciplinair onderzoek, bedoeld in artikel 12 § 1, 1°, achterlijkheid en/of één of meer lichte stoornis(sen) in de geestelijke ontwikkeling vaststelt.

Ze kunnen basiskennis op school verwerven, beroepsvaardigheid en een beroepsopleiding verwerven waarmee ze in een gewone socioprofessionele omgeving kunnen worden ingeschakeld.

§ 2. Het type 2 van gespecialiseerd onderwijs is bestemd voor leerlingen die niet kunnen worden meegerekend onder de kinderen en adolescenten bedoeld in artikel 7, 1°, en voor wie het multidisciplinair onderzoek, bedoeld in artikel 12 § 1, 1°, achterlijkheid en/of één of meer matige stoornis(sen) in de geestelijke ontwikkeling vaststelt.

De kinderen en adolescenten wier handicap toe te schrijven is aan matige mentale achterlijkheid kunnen, door een aangepaste sociale en professionele opvoeding, in een aangepaste socioprofessionele omgeving worden ingeschakeld.

De kinderen en adolescenten wier handicap toe te schrijven is aan ernstige mentale achterlijkheid kunnen, door aangepaste opvoedingsactiviteiten, in de samenleving worden ingeschakeld.

§ 3. Het type 3 van gespecialiseerd onderwijs is bestemd voor de leerlingen voor wie het multidisciplinair onderzoek, bedoeld in artikel 12, § 1, 1°, de aanwezigheid vaststelt van structurele gedragsstoornissen en/of functionele stoornissen in het relatieaspect en het affectief-dynamisch aspect van de persoonlijkheid die zo zwaar zijn dat een beroep moet worden gedaan op orthopedagogische en psychotherapeutische methoden.

§ 4. Het type 4 van gespecialiseerd onderwijs is bestemd voor andere lichamelijke gehandicapte leerlingen dan deze die bedoeld zijn in de §§ 5, 6 en 7 van dit artikel en voor wie het multidisciplinair onderzoek, bedoeld in artikel 12 § 1, 1°, vaststelt dat ze het gewoon onderwijs niet kunnen volgen en waarvan de staat een geregelde medische en paramedische verzorging, en orthopedagogische methoden noodzakelijk maken.

§ 5. Het type 5 van gespecialiseerd onderwijs is bestemd voor leerlingen die door een lichamelijke en/of geestelijke aandoening getroffen worden en die worden opgenomen in een kliniek of een medisch-sociale instelling die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of erkend, met uitsluiting van de schoolkolonies.

Dat type onderwijs wordt georganiseerd in nauwe samenwerking met de gewone of gespecialiseerde school waarin de leerling ingeschreven is. Alleen de oorspronkelijke school wordt ertoe gemachtigd de getuigschriften, diploma's of atesten betreffende die leerlingen uit te reiken.

§ 6. Het type 6 van gespecialiseerd onderwijs is bestemd voor de leerlingen die, wegens blindheid of amblyopie, geregeld een medische en paramedische verzorging moeten krijgen en/of op wie orthopedagogische methoden moeten worden toegepast.

§ 7. Het type 7 van gespecialiseerd onderwijs is bestemd voor de leerlingen die, wegens doofheid of hypoacousie, geregeld een medische of paramedische verzorging moeten krijgen en/of op wie orthopedagogische methoden moeten worden toegepast.

§ 8. Het type 8 van gespecialiseerd onderwijs is bestemd voor de leerlingen voor wie het multidisciplinair onderzoek bedoeld in artikel 12, § 1, 1°, vaststelt dat ze, alhoewel ze geen stoornissen van het verstand, het gehoor of het gezicht vertonen, stoornissen vertonen die moeilijkheden veroorzaken bij de ontwikkeling van de taal- of spraakvaardigheid en/of het leren lezen, schrijven of rekenen en die zo zwaar zijn dat een bijzonder optreden in het kader van het gewoon onderwijs niet volstaat.

Art. 9. De typen 1 en 8 van gespecialiseerd onderwijs worden niet georganiseerd op het niveau van het gespecialiseerd kleuteronderwijs.

Het type 8 wordt niet georganiseerd op het niveau van het gespecialiseerd secundair onderwijs.

Art. 10. Na het met redenen omkleed advies van de Hoge Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs bedoeld in artikel 170, kan de Regering observatiecentra organiseren of subsidiëren. Die verstrekken een onderwijs dat administratief gelijkgesteld is met het type 3 van gespecialiseerd onderwijs.

HOOFDSTUK III. — Voorwaarden voor toelating en behoud

Art. 11. § 1. De voordelen van dit decreet zijn voorbehouden voor de leerlingen die minstens twee jaar en zes maanden en hoogstens éénnentwintig jaar oud zijn, onverminderd de artikelen 13 en 15.

§ 2. In het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, betreffende de toelatingsvoorwaarden, zijn de leeftijdsvoorwaarden gelijk aan deze die vastgesteld zijn bij het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.

Art. 12. § 1. De inschrijving van kinderen en adolescenten in een inrichting, een school of een instituut voor gespecialiseerd onderwijs wordt afhankelijk gemaakt van het overleggen van een verslag waarin het type van gespecialiseerd onderwijs wordt vermeld dat aan de behoeften van de leerling beantwoordt en dat in die inrichting, die school of dat instituut wordt verstrekt.

Dat verslag wordt opgemaakt :

1° voor de types 1, 2, 3, 4 en 8, op grond van een multidisciplinair onderzoek, uitgevoerd door een psycho-medisch-sociaal centrum, door een dienst voor school- en beroepsoriëntatie of door elke andere instelling die dezelfde waarborgen biedt inzake school- of beroepsoriëntatie, die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd, gesubsidieerd of erkend. Jaarlijks wordt door de Regering een lijst van die instellingen opgemaakt, die wordt overgezonden aan de instituten, inrichtingen en scholen voor gespecialiseerd onderwijs alsook aan de adviescommissies voor het gespecialiseerd onderwijs.

De conclusies van dat multidisciplinair onderzoek, vervat in een inschrijvingsverslag, vloeien voort uit de interpretatie en de opneming van de gegevens die verstrekt worden door :

- het medisch onderzoek;
- het psychologisch onderzoek;
- het pedagogisch examen;
- de sociale studie.

2° voor de types 5, 6 en 7, op grond van een medisch onderzoek waarvan de conclusies in een inschrijvingsverslag vervat zijn en dat wordt uitgevoerd :

a) voor het type 5, door een kinderarts of de arts van de dienst pediatrie, van de verzorgingsinstelling of de preventie-instelling;

b) voor het type 6, door een oftalmologie-specialist;

c) voor het type 7, door een specialist voor keel-, neus- en oorheelkunde.

§ 2. De Regering neemt alle maatregelen om de permanente begeleiding van de leerlingen van het gespecialiseerd onderwijs mogelijk te maken.

Die opdracht wordt toevertrouwd aan de instellingen en personen bedoeld in dit artikel.

§ 3. Indien een leerling die het gespecialiseerd onderwijs heeft verlaten, vraagt om in het gespecialiseerd onderwijs opnieuw te worden ingeschreven binnen een termijn van minder dan twee jaar, hoeft geen nieuw inschrijvingsverslag te worden opgemaakt. Op aanvraag van de directeur van de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs wordt een beknopt verslag overgelegd door het psycho-medisch-sociaal centrum van de laatste school waar de leerling naar school ging.

Art. 13. § 1. Kinderen kunnen als regelmatige leerling in het gespecialiseerd kleuteronderwijs worden ingeschreven op grond van een verslag dat wordt uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van artikel 12, zodra ze de leeftijd van twee jaar en zes maanden hebben bereikt en totdat ze, uiterlijk op 31 december van het lopende jaar, de leeftijd van zes jaar hebben bereikt.

Ze kunnen echter worden toegelaten totdat ze, uiterlijk op 31 december van het lopende jaar, de leeftijd van 7 jaar hebben bereikt, op grond van een met redenen omkleed advies, gevoegd bij het inschrijvingsverslag.

§ 2. Niettegenstaande de bepalingen bedoeld bij artikel 14 en op grond van een gemeenschappelijk en met redenen omkleed advies van de klassenraad en van de instelling belast met de begeleiding, kunnen de leerlingen in het gespecialiseerd kleuteronderwijs uitzonderlijk worden behouden na de zomervakantie van het jaar waarin ze de leeftijd van zes jaar bereiken. Dat behoud kan maar één keer worden vernieuwd.

§ 3. De Regering kan de toegang tot het gespecialiseerd onderwijs van type 7 vóór de leeftijd van twee jaar en zes maanden toelaten voor een slechthorend of doof kind, wanneer een verslag dat door een dienst voor vroegtijdige hulpverlening of een centrum voor audiofonologie wordt opgemaakt, bepaalt dat het kind absoluut naar school moet.

Art. 14. § 1. Kinderen kunnen in het gespecialiseerd lager onderwijs als regelmatige leerling worden ingeschreven op grond van een inschrijvingsverslag dat overeenkomstig de bepalingen van artikel 12 wordt uitgereikt :

1° na de zomervakantie van het jaar waarin ze de leeftijd van zes jaar bereiken;

2° als ze, uiterlijk op 31 december van het lopende jaar, de leeftijd van dertien of veertien jaar bereiken, op grond van een met redenen omkleed advies dat bij het inschrijvingsverslag gevoegd wordt.

§ 2. In het belang van de dienst, als de voorwaarden bepaald in artikel 1, § 4 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht vervuld zijn, kan de Regering, uitzonderlijk, een leerling toelaten het gespecialiseerd lager onderwijs vanaf de leeftijd van 5 jaar te volgen.

§ 3. Niettegenstaande de bepalingen bepaald in artikel 15 en op grond van een gemeenschappelijk en met redenen omkleed advies van de klassenraad en van de instelling belast met de begeleiding, kunnen leerlingen, uitzonderlijk, in het gespecialiseerd lager onderwijs worden behouden na de zomervakantie van het jaar waarin ze de leeftijd van dertien jaar bereiken. Dat behoud kan slechts één keer worden vernieuwd.

Art. 15. § 1. Kinderen en adolescenten kunnen als regelmatige leerling in het gespecialiseerd secundair onderwijs worden ingeschreven op grond van een inschrijvingsverslag uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van artikel 12 :

1° na de zomervakantie van het jaar waarin ze de leeftijd van dertien jaar bereiken;

2° op grond van een met redenen omkleed advies van de klassenraad gevoegd bij het inschrijvingsverslag na de zomervakantie van het jaar waarin ze de leeftijd van twaalf jaar bereiken;

§ 2. Leerlingen van meer dan éénentwintig jaar, in het onderwijs van vorm 3, die voor de eerste keer met de derde fase beginnen, kunnen eveneens als regelmatige leerling in het gespecialiseerd secundair onderwijs worden ingeschreven.

§ 3. De Regering kan het behoud na de leeftijd van 21 jaar toelaten van een leerling die ingeschreven is in een vormingscyclus die leidt tot het behalen van een kwalificatiegetuigschrift of van een getuigschrift voor lager secundair onderwijs dat gelijkwaardig is aan het getuigschrift voor secundair onderwijs van de tweede graad.

§ 4. De Regering kan het behoud na 21 jaar toelaten van een leerling die niet kan worden opgenomen door een onderneming voor aangepaste arbeid of een huisvestingscentrum of een dagcentrum, op voorwaarde dat de kosten voor de opvang niet op de begroting van de Franse Gemeenschap worden aangerekend, zonder dat echter wordt afgeweken van de verplichting inzake kosteloosheid.

§ 5. De leeftijdsgrens van 21 jaar is niet van toepassing op de leerlingen met specifieke behoeften die in het alternerend gespecialiseerd onderwijs ingeschreven zijn zoals bepaald in artikel 3 van dit decreet.

HOOFDSTUK IV. — *Organisatie van het gespecialiseerd kleuteronderwijs en/of gespecialiseerd lager onderwijs**Afdeling 1. — Uurregeling van de leerlingen in het kleuteronderwijs*

Art. 16. Het gespecialiseerd kleuteronderwijs wordt verstrekt met achtentwintig wekelijkse lestijden van vijftig minuten, verdeeld over negen halve dagen. De uurregeling van de leerlingen is ononderbroken. Ze omvat ten minste een recreatie van vijftien minuten s morgens en een onderbreking van één uur tussen de activiteiten van de morgen en de activiteiten van de namiddag.

Art. 17. Elke inrichting voor gespecialiseerd onderwijs dat het kleuteronderwijs organiseert, zorgt, overeenkomstig afdeling 10 van dit hoofdstuk, voor het opnemen van de leerlingen die een bijzondere individuele hulpverlening nodig hebben en/of voor het onthalen, de observatie en het tijdelijk opnemen van de nieuwe leerlingen. Die taken worden door een leermeester voor geïndividualiseerd onderwijs waargenomen.

Afdeling 2. — Uurregeling van de leerlingen in het lager onderwijs en omkadering van die leerlingen

Art. 18. Het gespecialiseerd lager onderwijs wordt verstrekt met achtentwintig wekelijkse lestijden van vijftig minuten, verdeeld over negen halve dagen. De uurregeling van de leerlingen is ononderbroken. Ze omvat minstens een recreatie van 15 minuten in de morgen en een onderbreking van één uur tussen de activiteiten van de morgen en die van de namiddag.

Art. 19. De Regering, voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, of elke inrichtende macht, voor het gesubsidieerd onderwijs, organiseert het uurrooster.

Art. 20. Voor elke klas worden twee wekelijkse lestijden lichamelijke en sportactiviteiten georganiseerd. Er kunnen bovendien één, twee of drie lestijden psychomotorische of sportactiviteiten worden georganiseerd. Die lestijden worden verstrekt door de leermeester lichamelijke opvoeding of door de titularis, indien deze houder is van het getuigschrift van bekwaamheid voor het ambt van leermeester lichamelijke opvoeding in de lagere scholen.

Art. 21. De cursus handenarbeid wordt verstrekt door een leermeester handenarbeid of door de titularis die houder is van de vereiste bekwaamheidsbewijzen.

Art. 22. In de inrichtingen voor confessioneel vrij onderwijs, kan de cursus godsdienst door de titularis worden verstrekt. In dat geval draagt deze twee lestijden van het uurrooster aan een andere leerkracht over. De twee overgedragen lestijden kunnen noch de cursus moderne taal noch de cursus lichamelijke opvoeding zijn.

In de inrichtingen voor niet-confessioneel vrij onderwijs die alleen de cursus niet confessionele zedenleer organiseren, kan de cursus niet confessionele zedenleer door de titularis worden verstrekt. In dat geval draagt deze twee lestijden van het uurrooster aan een andere leerkracht over. De twee overgedragen lestijden kunnen noch de cursus moderne taal noch de cursus lichamelijke opvoeding zijn.

De inrichtende macht die gebruik maakt van de mogelijkheid bedoeld in de eerste en tweede leden wordt ertoe gemachtigd de Regering, volgens de nader door deze te bepalen regels, op de hoogte te brengen van de overgedragen lestijden bestemd voor het titulariaat.

Art. 23. Alle cursussen van het uurrooster worden, met inachtneming van artikel 30, naargelang van het geval, toegekend aan een titularis, een leermeester geïndividualiseerd onderwijs, een leermeester opvoedingsactiviteiten, een leermeester cursus lichamelijke opvoeding, een leermeester handenarbeid, een leermeester moderne taal, een leermeester niet confessionele zedenleer of een leermeester godsdienst.

De directeur, in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, of de inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs, zendt aan de Regering, volgens door haar nader te bepalen regels, de wekelijkse uurregeling van de leerlingen over. De wekelijkse uurregeling van de leerlingen vermeldt de namen van de personeelsleden die de verschillende cursussen verstrekken.

Art. 24. In elke inrichting voor gespecialiseerd onderwijs houdende organisatie van het lager onderwijs worden het opnemen van leerlingen die een bijzondere individuele hulpverlening moeten krijgen en/of het opnemen, de observatie en het tijdelijk opnemen van nieuwe leerlingen, uitgevoerd binnen de perken van het bruikbare lestijdenpakket. Die taken worden waargenomen door een leermeester geïndividualiseerd onderwijs.

Afdeling 3. — Voorwaarden voor de overgang van het gespecialiseerd basisonderwijs naar het gewoon basisonderwijs

Art. 25. § 1. Een leerling regelmatig in een inrichting voor gespecialiseerd basisonderwijs ingeschreven, kan bij beslissing van zijn ouders of van de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, in het gewoon basisonderwijs ingeschreven worden, evenwel op voorwaarde dat hij een advies krijgt van de instelling die belast is met de begeleiding van de leerlingen van de betrokken gespecialiseerde inrichting.

§ 2. Onverminderd de toepassing van de artikelen 130 tot 158, wordt het studiejaar waarbij hij kan worden toegelaten door de educatieve ploeg van de inrichting voor gewoon onderwijs bepaald met inachtneming van de reglementering van kracht in het gewoon onderwijs.

Afdeling 4. — Leren door taalbad

Art. 26. § 1. Op verzoek van de directeur kan de Regering, na het advies van de participatieraad te hebben ingewonnen, een school van de Franse Gemeenschap haar toestemming geven om sommige lessen en pedagogische activiteiten van het lesrooster in de gebarentaal of in een andere moderne taal dan het Frans te organiseren.

In het gesubsidieerd onderwijs kan de Regering een inrichtende macht haar toestemming geven om in één of meer van de door haar georganiseerde scholen of vestigingen sommige lessen en pedagogische activiteiten van het lesrooster in de gebarentaal of in een andere moderne taal dan het Frans te verstrekken.

Wanneer een school of een vestiging het aanleren door taalbad organiseert, wordt dit in het instellingsplan ingevoerd.

De cursussen godsdienst en de cursus niet confessionele zedenleer kunnen niet in taalbad worden gegeven.

§ 2. In het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en in de gemeenten in artikel 3 van de wet van 30 juli 1963 bedoeld is het Nederlands de moderne taal waarin het taalbad georganiseerd kan worden.

In het Franse taalgebied, met uitzondering van de in artikel 3 van dezelfde wet bedoelde gemeenten, is het Engels, het Nederlands of het Duits de moderne taal waarin het taalbad georganiseerd kan worden.

In een school of een vestiging die het taalbad toepast, kan dit slechts in één taal georganiseerd worden.

§ 3. In de scholen of vestigingen die het taalbad toepassen, wordt de cursus moderne taal opgenomen in het deel van het lesrooster dat in taalbad georganiseerd wordt.

§ 4. De bepalingen in de vorige paragrafen bedoeld zijn niet van toepassing op de leerlingen die behoren tot het gespecialiseerd onderwijs van type 7.

Elke school die een onderwijs van type 7 organiseert, is verplicht een project in de gebarentaal op te stellen dat in het instellingsplan vermeld wordt. In het kader van dat project kan elke leerling die tot het onderwijs van type 7 behoort, tenminste twee wekelijkse lestijden van een taalbad in de gebarentaal genieten. Die worden door een onderwijzer in het kleuter- of lager onderwijs die belast is met de lessen in taalbad, verstrekt.

Het taalbad in de gebarentaal sluit noch het taalbad mondeling Frans noch het leren van het schriftelijke Frans uit.

Afdeling 5. — Bekrachtiging van de studies

Art. 27. Wanneer de klassenraad vaststelt dat de verworven bevoegdheden gelijkwaardig zijn aan die bedoeld in het decreet van 19 juli 2001 tot bekrachtiging van de eindtermen zoals bedoeld in artikel 16 van het besluit van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren en tot organisatie van een procedure voor beperkte afwijking, wordt het getuigschrift van basisonderwijs aan de leerling die met vrucht zijn studies heeft beëindigd, uitgereikt.

Art. 28. Elke leerling die de inrichting verlaat, heeft recht op een attest van schoolbezoek door de directeur uitgereikt in overeenstemming met het door de Regering bepaalde model.

Afdeling 6. — Uurregeling van de kleuteronderwijzers

Art. 29. § 1. De kleuteronderwijzers, de leermeesters opvoedingsactiviteiten en de leermeesters geïndividualiseerd onderwijs met volledige prestaties verstrekken 24 lestijden per week.

§ 2. Na de voorafgaande raadpleging van het basisoverlegcomité voor de onderwijsinrichtingen door de Franse Gemeenschap georganiseerd, van de plaatselijke paritaire commissie voor de officiële onderwijsinrichtingen door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd of van instanties voor lokaal overleg of, bij gebrek eraan, de vakbondsafvaardigingen voor de inrichtingen van het vrij onderwijs door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd, kan de directeur, in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, of de inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs, de kleuteronderwijzers opdragen te zorgen voor het toezicht op de leerlingen 15 minuten voor het begin van de lessen en 10 minuten na hun einde zonder dat de globale tijd van de lesprestaties en het toezicht 1560 minuten per week kan overschrijden.

De jaarlijkse totale duur van de prestaties die tegelijk de lessen, het toezicht en de lestijden klassenraad bevatten, kan 962 uren per schooljaar niet overschrijden.

De duur van de prestaties wordt dienovereenkomstig verminderd wanneer de onderwijzer geen volledige uurregeling presteert. Voor de toepassing van het eerste lid, vertegenwoordigt een halve prestatie de uitkomst van het door twee delen van het aantal lestijden vereist voor een volledige prestatie.

§ 3. De titularissen, de leermeesters opvoedingsactiviteiten en de leermeesters geïndividualiseerd onderwijs zijn verplicht naast hun lestijden de volgende taken te vervullen :

- 1° twee lestijden klassenraad per week als hun prestaties tussen 13 en 24 lestijden inbegrepen worden;
- 2° een lestijd klassenraad per week als hun prestaties tussen 7 en 12 lestijden inbegrepen worden.

Beneden 7 lestijden per week worden hun verplichtingen beperkt tot de overbrenging van inlichtingen die nuttig zijn voor het goede verloop van de klassenraad.

§ 4. De tijden voor de voorbereiding van de lessen, de verbeteringen van de werken, het documenteren en het persoonlijk bijwerken worden in de door de paragrafen 1 en 2 bedoelde maxima niet inbegrepen.

Ze behoren tot de persoonlijke werkorganisatie van de personeelsleden.

De directeur, de inrichtende macht en de inspectie kunnen zich de documenten doen voorleggen die de voorbereiding van de lessen en de activiteiten in verband daarmee bekrachtigen.

Afdeling 7. — Uurregeling van de leerkrachten in het lager onderwijs

Art. 30. § 1. De onderwijzers, de leermeesters bijzondere vakken, de leermeesters tweede taal, de leermeesters niet confessionele zedenleer en godsdienst, de leermeesters geïndividualiseerd onderwijs en de leermeesters opvoedingsactiviteiten met volledige prestaties vertrekken 22 lestijden per week.

§ 2. Na de voorafgaande raadpleging van het basisoverlegcomité voor de onderwijsinrichtingen door de Franse Gemeenschap georganiseerd, van de plaatselijke paritaire commissie voor de officiële onderwijsinrichtingen door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd of van instanties voor lokaal overleg of bij gebrek eraan, de vakbondsafvaardigingen voor de inrichtingen van het vrij onderwijs door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd, kan de directeur, in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, of de inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs, de titularissen, de leermeesters geïndividualiseerd onderwijs, de leermeesters opvoedingsactiviteiten, de leermeesters bijzondere vakken, de leermeesters tweede taal, de leermeesters niet confessionele zedenleer en godsdienst opdragen te zorgen voor het toezicht op de leerlingen 15 minuten voor het begin van de lessen en tien minuten na hun einde zonder dat de globale tijd van de lesprestaties en het toezicht 1560 minuten per week kan overschrijden.

De totale duur van de prestaties in het eerste lid bedoeld wordt dienovereenkomstig verminderd wanneer de titularis, de leermeester geïndividualiseerd onderwijs, de leermeester opvoedingsactiviteiten, de leermeester bijzondere vakken, de leermeester tweede taal of de leermeester niet confessionele zedenleer en godsdienst geen volledige uurregeling presteert.

§ 3. De titularissen, de leermeesters geïndividualiseerd onderwijs, de leermeesters opvoedingsactiviteiten, de leermeesters bijzondere vakken, de leermeesters tweede taal, de leermeesters niet confessionele zedenleer en godsdienst zijn verplicht naast hun lessen de volgende taken te vervullen :

- 1° twee lestijden klassenraad per week als hun prestaties tussen 12 en 22 lestijden inbegrepen worden;
- 2° een lestijd klassenraad per week als hun prestaties tussen 7 en 11 lestijden inbegrepen worden.

Beneden 7 lestijden per week worden hun verplichtingen beperkt tot de overbrenging van inlichtingen die nuttig zijn voor het goede verloop van de klassenraad.

Onverminderd § 2, tweede lid, kan de jaarlijkse globale duur van de prestaties die tegelijk de lessen, het toezicht en de lestijden klassenraad bevatten, 962 uren per jaar niet overschrijden.

§ 4. De tijden voor de voorbereiding van de lessen, de verbeteringen van de werken, het documenteren en het persoonlijk bijwerken worden in de door de paragrafen 1, 2 en 3 bedoelde maxima niet inbegrepen.

Ze behoren tot de persoonlijke werkorganisatie van de personeelsleden.

De directeur, de inrichtende macht en de inspectie kunnen zich de documenten doen voorleggen die de voorbereiding van de lessen en de activiteiten in verband daarmee bekrachtigen.

Afdeling 8. — Uurregeling van de directeurs

Art. 31. De directeur is aanwezig gedurende de duur van de lessen.

Bovendien is hij tenminste 20 minuten voor het begin van de lessen en 30 minuten na hun einde aanwezig.

Wanneer de behoeften van de dienst, inzonderheid de contacten met hun inrichtende macht, hem verre van de school houden, wijst de directeur, in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, of de inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs, met de toestemming ervan, een lid van het onderwijzend personeel aan om hem te vervangen.

Naar gelang van het aantal leerlingen, vervult de directeur een onderwijsopdracht zoals in artikel 41 bepaald. De directeur is niet verplicht een cursusopdracht uit te oefenen gedurende de eerste twee jaren vanaf het openen van een nieuwe inrichting of als hij ook de directie van een internaat waarneemt.

Afdeling 9. — De klassenraad en zijn werking

Art. 32. § 1. De klassenraad is het geheel van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel en van het opvoedend hulppersoneel dat belast is met de opvoeding en de opleiding van de leerlingen van een bepaalde klas en dat ervoor verantwoordelijk is.

De klassenraad komt tenminste een keer per kwartaal bijeen met inachtneming van de artikelen 29, 30 en 101.

§ 2. De organisatie van de klassen en de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs zijn opdrachten eigen aan de klassenraad.

§ 3. De opdrachten van de klassenraad, bijgestaan door de instelling die belast is met de begeleiding van de leerlingen, zijn de volgende :

- 1° voor elke leerling een individueel leerplan uit te werken en aan te passen dat de pedagogische, paramedische, sociale en psychologische activiteiten coördineert;
- 2° de vorderingen en de uitlagen van elke leerling te evalueren om het individueel leerplan aan te passen;
- 3° in overeenstemming met de artikelen 13, § 2 en 14, § 3, beslissingen nemen wat betreft het behoud in een bepaald onderwijsniveau;
- 4° overeenkomstig hoofdstuk X, de opnemings van een leerling in het gewoon onderwijs voor te stellen en een gemotiveerd advies over de noodzaak van zijn opnemings te geven. Als dit advies positief is, voor het beheer van het opnemingsproject te zorgen;
- 5° de leerlingen naar een verschillende klas gedurende het schooljaar te verwijzen;
- 6° de beslissingen nemen betreffende de overgang naar het secundair onderwijs.

De gemotiveerde adviezen en de beslissingen van de klassenraad en van de begeleidingsinstelling worden op een uniek document vermeld.

§ 4. De directeur of zijn afgevaardigde is voorzitter van de klassenraad. In een instelling die het niveau van het lager onderwijs en dit van het secundair onderwijs bevat, is voorzitter van de klassenraad de directeur van het lager onderwijs of zijn vertegenwoordiger.

De vergaderingen worden zo georganiseerd dat elk lid zijn prestaties kan leveren zoals in de artikelen 29, 30 en 101 bepaald.

De dienstregeling van de klassenraden wordt vooraf voorgelegd aan het basisoverlegcomité voor de onderwijsinrichtingen door de Franse Gemeenschap georganiseerd, door de plaatselijke paritaire commissie voor de officiële onderwijsinstellingen door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd of door instanties voor lokaal overleg of bij gebrek eraan, de vakbondsafvaardigingen voor de inrichtingen van het vrij onderwijs door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd.

§ 5. De leden van de klassenraad zorgen voor het wekelijkse beheer van het individueel leerplan van elk van zijn leerlingen gedurende de lestijden klassenraad in hun uurrooster bepaald. De titularis maakt, voor elke vergadering van de klassenraad die zijn leerlingen betreft, de notulen op die met onder meer de volgende gegevens vermelden :

- 1° de klas;
- 2° de datum, het uur van begin en einde van de vergadering;
- 3° de naam van de aanwezige leden en hun handtekening;
- 4° het rapport van de behandelde punten;
- 5° de genomen maatregelen.

Alle documenten over de klassenraad blijven voortdurend in de inrichting ter beschikking van de inspectie en de verificatiedienst van de Franse Gemeenschap.

§ 6. Alle beslissingen van de klassenraad worden collegiaal genomen. De klassenraad probeert de unanimiteit te bereiken. De andere regels van beraadslaging worden in het studiereglement bepaald. Het opvoedend personeel en het paramedisch personeel hebben zitting met adviserende stem voor alle onderwerpen die de certificatieve evaluatie betreffen.

§ 7. De vaststellingen, inlichtingen of interventies die gedurende een vergadering van de klassenraad worden voorgesteld zijn strikt vertrouwelijk. Het bekendmaken van die gegevens aan iemand die niet tot de klassenraad behoort eist de toestemming van het inrichtingshoofd.

De beslissingen van de klassenraad worden aan de leerling, zijn ouders, of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent door het inrichtingshoofd of zijn vertegenwoordiger meegedeeld volgens de in het studiereglement nader bepaald regels.

§ 8. Volgens de in het studiereglement nader bepaalde regels, kan gedurende de lestijden een buitengewone klassenraad georganiseerd worden wanneer een dringende beslissing betreffende een leerling genomen moet worden.

Afdeling 10. — Berekening van de omkadering en aanwijzing ervan

Art. 33. Het aantal betrekkingen die in de inrichtingen van de Franse Gemeenschap vastgesteld worden en het aantal betrekkingen waarvoor weddesubsidies in de gesubsidieerde inrichtingen toegekend worden, worden elk schooljaar en voor elke inrichting volgens de normen in dit besluit vermeld, bepaald.

De leerlingen in aanmerking genomen voor de hierna vermelde normen, zijn degenen die als regelmatige leerlingen beschouwd worden overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 12, 13 en 14.

Art. 34. Het aantal betrekkingen in de wervingsambten van het onderwijzend personeel van het kleuter- en lager onderwijs door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd, wordt vastgesteld binnen de perken van het lestijdenpakket aan iedere instelling toegekend.

Het lestijdenpakket wordt gerekend door de deling door een kencijfer van het product van de vermenigvuldiging van het aantal leerlingen in elk onderwijstype in aanmerking genomen, met het aantal georganiseerde wekelijkse lestijden.

Het lestijdenpakket vertegenwoordigt het totaal van de lestijden van 50 minuten die de inrichting krijgt om het kleuter- en lager onderwijs te verstrekken. Het lestijdenpakket wordt jaarlijks, per inrichting en voor het bedoelde schooljaar bepaald.

Twee wekelijkse lestijden worden van het lestijdenpakket per georganiseerde kleuterklas afgetrokken.

Art. 35. Voor de toepassing van artikel 33, tweede lid, worden de volgende gegevens in aanmerking genomen :

1° voor de typen 1, 2, 3, 4, 6, 7 en 8, het aantal regelmatige leerlingen op 15 januari ingeschreven;

2° voor type 5, het aantal door de gemiddelde aanwezigheid van de regelmatige leerlingen bepaald :

gedurende het vorige schooljaar, als dit onderwijstype gedurende die periode georganiseerd was;

in de andere gevallen, gedurende de eerste 30 dagen vanaf het begin van het schooljaar of vanaf het organiseren van dit onderwijstype.

Art. 36. § 1. Een nieuwe berekening van de omkadering gebeurt op 1 oktober als de schoolbevolking van 30 september met tenminste 5 procent veranderd is tegenover die van 15 januari.

§ 2. In de loop van het schooljaar kan een lestijdenpakket opnieuw berekend en gebruikt worden telkens als de schoolbevolking met tenminste 10 procent stijgt tegenover deze die de laatste keer gebruikt werd voor de bepaling van dit lestijdenpakket.

Voor dit nieuw lestijdenpakket worden in aanmerking genomen, de leerlingen die aan artikel 33, tweede lid voldoen.

§ 3. Voor de onderwijstypen 1, 2, 3, 4, 6, 7 en 8 wordt deze stijging slechts in aanmerking genomen als de stijging van het aantal leerlingen gedurende tien opeenvolgende lesdagen tenminste 10 procent vertegenwoordigt.

§ 4. Voor type 5, wordt deze stijging door de gemiddelde aanwezigheid gedurende een periode van tenminste twintig opeenvolgende lesdagen bepaald.

Art. 37. In geval van bijzondere omstandigheden kan de Regering afwijkingen van de normen in dit besluit bepaald, verlenen.

Die afwijkingen kunnen, per onderwijsnet, niet 0,25 % van het totale aantal lestijden overschrijden dat gedurende het vorige schooljaar voor elk onderwijsnet kan worden gebruikt.

Art. 38. § 1. In het gespecialiseerd basisonderwijs, worden de wervingsambten zowel voltijds als deeltijds verleend.

§ 2. Het lestijdenpakket van de inrichting vertegenwoordigt de optelling van de quotiënten per onderwijstype behaald. Slechts dit totaal werd naar de bovenste eenheid afgerond.

De kencijfers per onderwijstype worden zoals volgt bepaald :

1° onderwijstypen 1 en 8 : kencijfer 9 voor de eerste 49 leerlingen; kencijfer 10 vanaf de 50ste leerling;

2° onderwijstypen 2, 3 en 4 : kencijfer 6 voor de eerste 34 leerlingen; kencijfer 7 vanaf de 35ste leerling.

3° onderwijstype 5 :

in een school voor zieke kinderen georganiseerd : kencijfer 9 voor de eerste 49 leerlingen; kencijfer 10 vanaf de 50ste leerling;

in een ziekenhuis en/of een erkende medische instelling georganiseerd : kencijfer 6 voor de eerste 34 leerlingen; kencijfer 6 vanaf de 35ste leerling.

§ 3. Een groep moet bij zijn vorming een aantal leerlingen bevatten dat lager is dan het dubbele van het kleinste kencijfer toegekend aan het onderwijstype waaronder die leerlingen ressorteren.

Als leerlingen uit verschillende onderwijstypen gegroepeerd worden, moet het aantal leerlingen lager zijn dan het dubbele van het kleinste kencijfer toegekend aan een van de vertegenwoordigde onderwijstypen.

Art. 39. De lestijden klassenraad behoren tot het lestijdenpakket.

Art. 40. Per inrichting wordt een ambt van directeur gecreëerd of gesubsidieerd.

Art. 41. § 1. De directeur vervult een onderwijsopdracht :

die volledig is, als het aantal leerlingen in aanmerking genomen lager dan 20 is;

van 16 lestijden, als het aantal leerlingen in aanmerking genomen tussen 20 en 39 ligt;

van 8 lestijden, als het aantal leerlingen in aanmerking genomen tussen 40 en 59 ligt.

Deze lestijden behoren tot het lestijdenpakket.

§ 2. De directeur is niet verplicht een onderwijsopdracht te vervullen als het aantal leerlingen in aanmerking genomen 60 of meer vertegenwoordigt.

§ 3. Als het aantal leerlingen op 15 januari beneden 60 valt, hoeft de directeur de onderwijsopdracht niet te vervullen gedurende het hele schooljaar.

§ 4. De organisatie van de opdracht van de directeur kan gewijzigd worden telkens als het lestijdenpakket opnieuw berekend wordt.

Art. 42. Het aantal groepen voor de cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer wordt bepaald op basis van het totale aantal leerlingen van de meest gevolgde cursus, door het kencijfer van het onderwijstype gedeeld zoals in artikel 38, § 2 bedoeld.

Art. 43. De lestijden van de cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer behoren niet tot het lestijdenpakket.

Art. 44. Het aantal overblijvende lestijden na toerekening op het lestijdenpakket van de lestijden aan elk lid van het onderwijzend personeel van het kleuter- en lager onderwijs verleend overeenkomstig de regels in deze afdeling vermeld, vormt het overschot.

HOOFDSTUK V. — *Organisatie van het gespecialiseerd secundair onderwijs*

Afdeling 1. — Organisatie van het gespecialiseerd secundair onderwijs

Art. 45. In het gespecialiseerd secundair onderwijs kunnen, naar gelang van de typen van gespecialiseerd onderwijs en volgens de mogelijkheden van de leerlingen, de volgende onderwijsvormen worden georganiseerd :

1° het gespecialiseerd secundair onderwijs voor integratie in de samenleving, hierna genoemd : gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 1;

2° het gespecialiseerd secundair onderwijs voor integratie in de samenleving en inschakeling in het arbeidsproces, hierna genoemd : gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 2;

3° het gespecialiseerd beroepssecundair onderwijs, hierna genoemd : gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3;

4° het algemeen, technisch, kunst- en beroepssecundair onderwijs in de doorstromingsafdeling of de kwalificatieafdeling, hierna genoemd : gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4.

Art. 46. § 1. Het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 1 heeft tot doel de leerlingen een maatschappelijke opleiding te geven waardoor hun integratie in een aangepaste leefomgeving mogelijk wordt gemaakt. Die onderwijsvorm kan van type 2, 3, 4, 5, 6 of 7 van het gemeenschappelijk of afzonderlijk georganiseerd gespecialiseerd onderwijs zijn.

§ 2. Het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 2 heeft tot doel de leerlingen een algemene, maatschappelijke en beroepsopleiding te geven waardoor hun integratie in een aangepaste leef- en werkomgeving mogelijk wordt gemaakt. Die onderwijsvorm kan van type 2, 3, 4, 5, 6 of 7 van het gemeenschappelijk of afzonderlijk georganiseerd onderwijs zijn.

§ 3. Het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 heeft tot doel de leerlingen een algemene, maatschappelijke en beroepsopleiding te geven waardoor hun integratie in een gewone leef- en werkomgeving mogelijk wordt gemaakt. Die onderwijsvorm kan van type 1, 3, 4, 5, 6 of 7 van het gemeenschappelijk of afzonderlijk georganiseerd onderwijs zijn.

§ 4. Het gespecialiseerd secundair doorstromingsonderwijs van vorm 4 bereidt leerlingen voor met het oog op het voortzetten van de studies tot het einde van het hoger secundair onderwijs, waarbij mogelijkheden tot inschakeling in het arbeidsproces worden geboden. Het gespecialiseerd secundair kwalificatieonderwijs van vorm 4 bereidt leerlingen voor met het oog op de inschakeling in het arbeidsproces, waarbij het voortzetten van de studies tot het einde van het hoger secundair onderwijs mogelijk wordt gemaakt.

Die onderwijsvorm kan van type 3, 4, 5, 6 of 7 van het gemeenschappelijk of afzonderlijk georganiseerd gespecialiseerd onderwijs zijn en is niet toegankelijk voor leerlingen getroffen door mentale achterlijkheid.

Afdeling 2. — Uurregeling van leerlingen

Art. 47. § 1. Het gespecialiseerd secundair onderwijs bedoeld in artikel 45, 1°, 2° en 3° wordt verstrekt met tweëndertig tot zesendertig wekelijkse lestijden van vijftig minuten, verdeeld over negen halve dagen.

Om praktische redenen, na voorafgaande raadpleging van het basisoverlegcomité, voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinrichtingen, van de plaatselijke paritaire commissie, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officiële onderwijsinrichtingen, of van de instanties voor plaatselijk overleg of, bij ontstentenis daarvan, van de vakbondsafvaardigingen, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde vrije onderwijsinrichtingen, en na raadpleging van de participatieraad, kan een afwijking worden toegestaan door de Regering om de wekelijkse uurregeling over tien halve dagen te verspreiden.

§ 2. Het gespecialiseerd secundair onderwijs bedoeld in artikel 45, 4°, kan 2 tot 4 lestijden gespecialiseerde begeleiding boven het referentie-urrooster organiseren.

Om praktische redenen, na voorafgaande raadpleging van het basisoverlegcomité, voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinrichtingen, van de plaatselijke paritaire commissie, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officiële onderwijsinrichtingen, of van de instanties voor plaatselijk overleg of, bij ontstentenis daarvan, van de vakbondsafvaardigingen, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde vrije onderwijsinrichtingen, en na raadpleging van de participatieraad, kan een afwijking worden toegestaan door de Regering om de wekelijkse uurregeling over tien halve dagen te verspreiden.

§ 3. Iedere inrichting die een onderwijs van type 7 organiseert, moet een gebarentaalproject uitvoeren dat vermeld staat in het inrichtingsproject in het kader van dat project; iedere leerling ingeschreven in het onderwijs van type 7 van vorm 3 of 4, kan 4 wekelijkse lestijden gebarentaal krijgen.

Die vier lestijden kunnen vrij in het uurrooster worden opgenomen of in een taalbadprogramma worden opgenomen.

Het gebarentaalbad sluit noch de studie of het taalbad in het mondelinge Frans noch de studie van het schriftelijke Frans uit.

Afdeling 3. — Gespecialiseerd secundair onderwijs voor integratie in de samenleving - Onderwijs van vorm 1

Art. 48. Het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 1 wordt in een enkele fase ingericht rond het inrichtingsproject.

Het draagt bij tot de opvoeding van leerlingen dankzij het optimaal ontwikkelen van hun vaardigheden door persoonlijke ontplooiing en door het ontwikkelen van de grootst mogelijke zelfstandigheid. Stages kunnen ingericht worden gedurende het schooljaar mits inachtneming van de door de Regering bepaalde nadere regels.

Art. 49. Elke leerling die de inrichting verlaat, heeft recht op een schoolbezoekattest uitgereikt door het inrichtingshoofd volgens het door de Regering bepaalde model.

Afdeling 4. — Gespecialiseerd secundair onderwijs voor integratie in de samenleving en inschakeling in het arbeidsproces - Onderwijs van vorm 2

Art. 50. Het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 2 wordt ingericht in twee fasen rond het inrichtingsproject.

De eerste fase geeft de voorrang aan socialiserings- en communicatiedoelinden inzonderheid verbonden aan het ontwikkelen van beroepsvaardigheden en aan de expressie van het persoonlijk project.

De tweede fase zet de doeleinden inzake socialisering en communicatie van de eerste fase voort met een bijzondere nadruk op de opvoedkundige en leeractiviteiten die ertoe strekken de leerlingen voor het maatschappelijk en beroepsleven voor te bereiden.

In iedere fase, worden de opvoedkundige activiteiten ontwikkeld via een concrete en functionele pedagogie die ernaar streeft simultaan de verwerving van basisvaardigheden op het cognitief, psycho-motorisch en sociaal-affectief niveau en de beroeps- en creatieve vaardigheden te vergemakkelijken.

Art. 51. De klassenraad bijgestaan door de instelling belast met de begeleiding bepaalt, voor iedere leerling, de respectieve duur van iedere fase.

De klassenraad kan, desgevallend, het getuigschrift voor basisstudies uitreiken. Hij neemt de verplichtingen bepaald voor vorm 3 in acht.

Art. 52. Gedurende de tweede fase kunnen stages ingericht worden tijdens het schooljaar volgens de nadere regels bepaald door de Regering.

Art. 53. Iedere leerling die de inrichting verlaat, heeft recht op een schoolbezoekattest waarin de verworven vaardigheden vermeld worden. Dit attest wordt door de directeur uitgereikt overeenkomstig het door de Regering vastgesteld model.

Afdeling 5. — Gespecialiseerd beroepssecundair onderwijs - Onderwijs van vorm 3

Art. 54. § 1. Het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 wordt ingericht in drie fasen rond het inrichtingsproject.

De eerste fase bevat :

1° een waarnemingsperiode, in één of meer beroepssectoren voor een maximale duur van één schooljaar;

2° een polyvalente aanpak in een beroepssector voor een maximale duur van één schooljaar behoudens met redenen omkleed advies van de Klassenraad.

De tweede fase beoogt een polyvalente opleiding in een beroepsgroep voor een maximale duur van twee schooljaren behoudens met redenen omkleed advies van de Klassenraad.

De derde fase leidt tot een beroepskwalificatie in een beroep van de beroepsgroep gevolgd door de leerling gedurende de tweede fase. De duur daarvan verandert in functie van de specificiteit van het opleidingsprofiel bedoeld bij artikel 47 van het decreet dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

§ 2. De verschillende fasen bevatten cursussen bestemd voor de algemene en maatschappelijke opleiding, enerzijds, en cursussen bestemd voor de beroepsopleiding, anderzijds. De Regering bepaalt het urenvolume met inachtneming van de volgende vereisten :

de eerste fase omvat minstens 13 lestijden bestemd voor de algemene en maatschappelijke opleiding;

de tweede en derde fasen omvatten minstens 9 lestijden.

§ 3. Op het einde van de derde fase bekomt de leerling, voorzover hij de vaardigheden opgenomen in een specifiek opleidingsprofiel bedoeld bij artikel 47 van het voornoemd decreet van 24 juli 1997 heeft verworven, een kwalificatiegetuigschrift voor een beroep.

§ 4. Het slagen voor de derde fase van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 wordt bekrachtigd door een getuigschrift voor lager secundair onderwijs dat gelijk is aan het getuigschrift voor secundair onderwijs van de tweede graad.

Art. 55. § 1. Deze vorm van onderwijs wordt in beroepssectoren ingericht. Deze geven aanleiding tot beroepsgroepen die tot beroepen leiden.

De nadere regels voor de overeenstemming tussen de beroepssectoren, de beroepsgroepen en de beroepen worden door de Regering bepaald.

§ 2. Gedurende de tweede en de derde fasen, worden de stages ingericht tijdens het schooljaar. Bij overmacht en enkel in het belang van de leerling, na voorafgaande raadpleging van het basisoverlegcomité voor de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie voor de inrichtingen voor officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of bij gebrek daaraan de beroepsverenigingen voor de inrichtingen voor door de Franse Gemeenschap vrij gesubsidieerd onderwijs, kunnen ze ingericht worden tijdens de schoolvakantie met uitsluiting van de maanden juli en augustus, mits toestemming van de Klassenraad en van de inspectie belast met het toezicht over de follow-up van de stage.

Art. 56. Gedurende de eerste fase, kan een leerling toegelaten worden tot of georiënteerd worden naar een beroepssector, op de voordracht van de klassenraad bijgestaan door de instelling belast met de begeleiding van de leerlingen en met de instemming van de ouders, van de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent of van de meerderjarige leerling.

De overgang naar de tweede fase vereist een attest van welslagen voor de eerste fase. Dit attest wordt opgesteld op basis van de beslissing van de klassenraad, onder andere gebaseerd op het verwerven van "drempelvaardigheden". Het model van dit attest wordt door de Regering bepaald.

Gedurende de tweede fase, worden de nadere regels voor de overgang van een leerling van de ene beroepssector naar een andere door de Regering bepaald en houden rekening met de door de leerling verworven "drempelvaardigheden".

De overgang naar de derde fase vereist een attest van slagen voor de tweede fase. Dit attest wordt opgesteld op basis van de beslissing van de klassenraad, onder andere gebaseerd op het verwerven van "drempelvaardigheden". Het model van dit attest wordt door de Regering bepaald.

In de derde fase wordt de leerling opgenomen in een beroep van de beroepsgroep waarvoor hij het attest van welslagen voor de tweede fase heeft bekomen.

De leerling wordt ertoe gemachtigd de kwalificatieproef af te leggen zodra de klassenraad vastgesteld heeft dat hij aan de vereisten inzake de vaardigheden bepaald door het kwalificatieprofiel dat op de leerling van toepassing is, heeft voldaan.

Art. 57. In het onderwijs van vorm 3 :

1° wordt het slagen voor de eerste fase bekrachtigd door een attest van welslagen in een beroepssector;

2° wordt het slagen voor de tweede fase bekrachtigd door een kwalificatiegetuigschrift in een beroep wanneer de leerling de vaardigheden verworven heeft die opgenomen zijn in een specifiek opleidingsprofiel bedoeld bij artikel 47 van het voornoemde decreet van 24 juli 1997. Dit kwalificatiegetuigschrift wordt door een kwalificatie-examencommissie uitgereikt.

Desnoods wordt het aangevuld met een getuigschrift voor lager secundair onderwijs dat gelijk is aan het getuigschrift voor secundair onderwijs van de tweede graad uitgereikt door de klassenraad;

4° heeft iedere leerling die de inrichting verlaat zonder kwalificatiegetuigschrift recht op een attest van verworven vaardigheden en een schoolbezoekattest uitgereikt door de directeur overeenkomstig het door de Regering bepaald model;

5° reikt de klassenraad eind juni een getuigschrift basisstudies uit wanneer hij acht dat de nodige vaardigheden inzake wiskunde en de Franse taal verworven werden.

Art. 58. De kwalificatiecommissie wordt samengesteld uit leden van de klassenraad uitgebreid tot leden die niet behoren tot de inrichting. Onder de leden van de klassenraad bevinden zich, verplicht, de klastitularis, de leraren technische cursussen en beroepspraktijk en minimum een leraar algemene cursussen. Zij wordt voorgezeten door de directeur of diens afgevaardigde.

De leden die niet behoren tot de inrichting worden gekozen wegens hun beroepsbevoegdheid in de kwalificatie die bekrachtigd moet worden.

Het aantal leden die niet behoren tot de inrichting moet lager zijn dan dat van de leden van de klassenraad.

Art. 59. Op het einde van de derde fase, berust de uitreiking van het kwalificatiegetuigschrift van vorm 3 van gespecialiseerd secundair onderwijs, waarvan de nadere regels door de Regering worden bepaald, op de controle van de eindvaardigheden inzonderheid tijdens de kwalificatieproef en de stages.

Art. 60. De processen-verbaal van de beslissingen van de examencommissie worden ondertekend door alle leden van de examencommissie en bewaard gedurende drie jaar.

Art. 61. Het kwalificatiegetuigschrift, het getuigschrift lager secundair onderwijs dat gelijkwaardig is aan het getuigschrift secundair onderwijs van de tweede graad en de attesten worden opgesteld overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modellen.

Art. 62. De programma's van onderwijsvorm 3, bepaald of goedgekeurd, naargelang het geval, door de Regering, worden opgesteld, wat betreft de activiteiten en de vakken, overeenkomstig de referentiesystemen voor de basisvaardigheden met inachtneming van de opleidingsprofielen bedoeld bij artikel 47 van het voornoemde decreet van 24 juli 1997.

Afdeling 6. — Algemeen, technisch, kunst- en beroepssecundair onderwijs, in de afdeling doorstromings- of kwalificatieonderwijs - Onderwijsvorm 4

Art. 63. Op het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 zijn, wat betreft de structuren en de bekrachtiging van de studies, dezelfde wettelijke en reglementaire bepalingen van toepassing als deze die op het gewoon secundair onderwijs van type I van toepassing zijn. Nochtans kan de Regering een afwijking toelaten van de verplichting de eerste graad in 3 jaar maximum af te leggen, en dit als gevolg van specifieke moeilijkheden van de leerling.

Art. 64. Het gespecialiseerd onderwijs van vorm 4 gebruikt ofwel de programma's van het gewoon onderwijs, ofwel de aangepaste programma's goedgekeurd door de Regering op de voordracht van de Programmacommissie bedoeld bij de artikelen 17, 27, 36 en 50 van het voornoemde decreet van 24 juli 1997.

Afdeling 7. — Voorwaarden voor de overgang van het gespecialiseerd secundair onderwijs naar het gewoon secundair onderwijs

Art. 65. § 1. Een regelmatig ingeschreven leerling van een inrichting voor gespecialiseerd secundair onderwijs kan in een inrichting voor gewoon secundair onderwijs ingeschreven worden na schriftelijke aanvraag van de ouders, de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent of de meerderjarige leerling, op voorwaarde dat hij een met redenen omkleed advies heeft bekomen van de instelling belast met de begeleiding van de leerlingen van de betrokken gespecialiseerde inrichting en het gunstig advies van de toelatingsraad van de bestemmingschool zoals bedoeld bij artikel 7 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.

§ 2. Onverminderd de toepassing van de artikelen 130 tot 158, moeten de overgangen van het gespecialiseerd onderwijs naar het gewoon onderwijs geschieden met naleving van de toelatingsvoorwaarden bepaald in het voornoemde koninklijk besluit van 29 juni 1984.

In individuele en uitzonderlijke gevallen, kan de Regering, op aanvraag van de directeur, steunend op een met redenen omkleed advies van de toelatingsraad of -commissie, de leerlingen vrijstellen van de voorwaarden bepaald bij de artikelen 9 tot 15 en 36 tot 39 van het voornoemde koninklijk besluit van 29 juni 1984, die hun overgang aanvragen van het gespecialiseerde secundair onderwijs van vorm 4 naar het gewoon secundair onderwijs.

Art. 66. De leerlingen die van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 1 en 2 komen, komen niet in aanmerking voor de overgang naar het gewoon secundair onderwijs, behalve afwijking toegestaan door de Regering, in buitengewone gevallen, op aanvraag van het hoofd van de inrichting voor gewoon secundair onderwijs, na advies van de instelling belast met de begeleiding van de leerlingen en van de inspectie van het gespecialiseerd onderwijs.

Afdeling 8. — Leren van een taal door taalbad

Art. 67. § 1. Op de aanvraag van de directeur, na advies van de Participatieraad, kan de Regering een school van de Franse Gemeenschap ertoe machtigen sommige cursussen en pedagogische activiteiten van de uurregeling in de gebarentaal te organiseren of in een andere moderne taal dan het Frans.

In het gesubsidieerd onderwijs, kan de Regering een inrichtende macht ertoe machtigen sommige cursussen of pedagogische activiteiten van de uurregeling in de gebarentaal te organiseren of in een andere moderne taal dan het Frans in een of meer scholen of vestigingen die zij inricht. De aanvraag gaat vergezeld van het advies van de participatieraad.

Wanneer een school of vestiging het leren van een taal door taalbad inricht, wordt het in het inrichtingsproject geïntegreerd.

De lessen godsdienst en niet confessionele zedenleer kunnen niet gegeven worden door taalbadcursussen.

§ 2. In het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en in de gemeenten bedoeld bij artikel 3 van de wet van 30 juli 1963 is de moderne taal waarvoor taalbadcursussen kunnen worden ingericht voor het leren van een taal het Nederlands.

In het Franse taalgebied, met uitzondering van de gemeenten bedoeld bij artikel 3 van dezelfde wet, is de moderne taal waarvoor taalbadcursussen kunnen worden ingericht voor het leren van een taal het Engels, het Nederlands of het Duits.

In een school of een vestiging waar een taal aangeleerd wordt door taalbadcursussen, kunnen deze cursussen enkel in een enkele taal verstrekt worden.

§ 3. In de scholen of de vestigingen waar een taal aangeleerd wordt door taalbadcursussen, wordt de moderne taalcursussen opgenomen in het deel van de uurregeling dat als taalbadcursussen verstrekt wordt.

§ 4. De bij de vorige paragrafen bedoelde bepalingen zijn niet van toepassing op de leerling van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 7 waarvoor de inrichting van taalbadcursussen onder de bevoegdheid van iedere inrichtende macht ressorteert.

Afdeling 9. — Uurregeling voor leerkrachten

Art. 68. In het gespecialiseerd secundair onderwijs van de lagere graad :

§ 1. Verstrekken de leraren algemene vakken, de leraren algemene vakken die belast zijn met taalbadcursussen, de leraren cursusvakken wijsbegeerte en de leraren bijzondere vakken met volledige dagtaak 22 tot 24 lestijden per week met inbegrip van de lessen, van de uren voor de klassenraad, voor het teamwerk, voor de klasleiding, en begeleiding - bijscholing.

§ 2. Verstrekken de leraren technische cursussen en beroepspraktijk snit - naaien en huishoudkunde met volledige dagtaak :

1° 24 tot 28 lestijden per week in het gespecialiseerd secundair onderwijs van de vormen 1, 2 en 3, met inbegrip van lesuren, van de uren voor de klassenraad, voor het teamwerk en voor de klasleiding;

2° 22 tot 24 lestijden per week in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, met inbegrip van lesuren, van de uren voor de klassenraad, voor het teamwerk en voor de klasleiding.

§ 3. Verstrekken de leraren technische cursussen van de andere specialiteiten dan deze vermeld bij paragraaf 2, met volledige prestaties staan :

1° 24 tot 28 lestijden per week in het gespecialiseerd secundair onderwijs van de vormen 1, 2 en 3, met inbegrip van lesuren, van de uren voor de klassenraad, voor het teamwerk en voor de klasleiding;

2° 22 tot 24 lestijden per week in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, met inbegrip van lesuren, van de uren voor de klassenraad, voor het teamwerk en voor de klasleiding.

§ 4. Verstrekken de leraren beroepspraktijk met volledige dagtaak staan :

1° 24 tot 28 lestijden per week in het gespecialiseerd secundair onderwijs van de vormen 1, 2 en 3, met inbegrip van lesuren, van de uren voor de klassenraad, voor het teamwerk en voor de klasleiding;

2° 22 tot 24 lestijden per week in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 van de eerste graad, met inbegrip van lesuren, van de uren voor de klassenraad, voor het teamwerk en voor de klasleiding;

3° 30 tot 33 lestijden per week in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 van de tweede graad, met inbegrip van lesuren, van de uren voor de klassenraad, voor het teamwerk en voor de klasleiding.

Zij worden ertoe gemachtigd les te geven in de technische vakken met betrekking tot hun specialiteit, voorzover alle statuutbepalingen in acht genomen worden en dat geen bijkomende uitgaven ten gevolge heeft voor de begroting van de Franse Gemeenschap.

§ 5. De gebruikte tijd voor de voorbereiding van de lessen, de verbetering van het werk, de documentatie, de persoonlijke bijwerking worden niet inbegrepen in de maxima bedoeld bij de § 1, 2, 3 en 4. Zij maken deel uit van de persoonlijke organisatie van het werk van de personeelsleden.

De directeur, de inrichtende macht en de inspectie kunnen vragen dat de documenten waarbij de voorbereiding van de lessen en de erbij horende activiteiten gestaafd wordt, hun voorgelegd worden.

Art. 69. In het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 van de hogere graad :

§ 1. Verstrekken de leraren algemene vakken, de leraren algemene vakken die belast zijn met taalbadcursussen, de leraren cursus wijsbegeerte en de leraren bijzondere cursussen met volledige dagtaak 20 tot 22 lestijden per week met inbegrip van lesuren, van de uren voor de klassenraad, voor het teamwerk, voor de klasleiding, en de begeleiding - bijscholing.

§ 2. Verstrekken de leraren technische vakken en beroepspraktijk snit - naaien en huishoudkunde met volledige dagtaak 24 tot 28 lestijden per week, met inbegrip van lesuren, van de uren voor de klassenraad, voor het teamwerk en voor de klasleiding.

§ 3. Verstrekken de leraren technische cursussen van de andere specialiteiten dan deze vermeld bij § 2, met volledige dagtaak staan 20 tot 22 lestijden per week, met inbegrip van lesuren, van de uren voor de klassenraad, voor het teamwerk en voor de klasleiding.

§ 4. Verstrekken de leraren beroepspraktijk met volledige dagtaak staan 30 tot 33 lestijden per week met inbegrip van lesuren, van de uren voor de klassenraad, voor het teamwerk en voor de klasleiding.

Zij worden ertoe gemachtigd les te geven in de technische vakken met betrekking tot hun specialiteit, voorzover alle statuutbepalingen in acht genomen worden en dat geen bijkomende uitgaven ten gevolge heeft voor de begroting van de Franse Gemeenschap.

§ 5. Wordt de gebruikte tijd voor de voorbereiding van de lessen, de verbetering van het werk, de documentatie, de persoonlijke bijwerking worden niet inbegrepen in de maxima bedoeld bij de § 1, 2, 3 en 4. Zij maken deel uit van de persoonlijke organisatie van het werk van de personeelsleden. De directeur, de inrichtende macht en de inspectie kunnen vragen dat de documenten waarbij de voorbereiding van de lessen en de erbij horende activiteiten gestaafd wordt, hen voorgelegd worden.

Afdeling 10. — Selectieambten

Art. 70. In de categorie leidend en onderwijzend personeel kunnen de selectieambten onderdirecteur en werkmeester ingericht of gesubsidieerd worden.

Art. 71. Er wordt een betrekking van onderdirecteur ingericht of gesubsidieerd vanaf het begin van het schooljaar indien het aantal op 15 januari van het vorige schooljaar ingeschreven leerlingen minstens gelijk is aan 300.

Art. 72. § 1. Er kan een betrekking van werkmeester ingericht of gesubsidieerd worden telkens als het aantal lestijden beroepspraktijken 210 eenheden bereikt.

Nochtans wordt de betrekking enkel definitief opgericht als de norm bereikt is gedurende twee opeenvolgende schooljaren.

§ 2. Er kan een betrekking van werkmeester behouden worden indien het totaal aantal lestijden minstens 180 eenheden bereikt.

De volgende betrekkingen kunnen behouden worden voorzover het aantal lestijden beroepspraktijk minstens gelijk is aan 360 eenheden voor twee betrekkingen en 540 eenheden voor drie betrekkingen.

Na de derde betrekking, wordt een bijkomende schijf van 210 lestijden vereist voor iedere nieuwe betrekking.

§ 3. Indien deze minima van 180, 360 of 540 lestijden niet bereikt worden gedurende twee opeenvolgende schooljaren, worden de betrekkingen afgeschaft op de eerste september die volgt op het tweede schooljaar.

§ 4. De uurregeling van de werkmeesters bedraagt 30 tot 33 lestijden van 50 minuten.

Art. 73. De inrichting of de subsidiëring van de betrekkingen onderdirecteur of werkmeester kan gewijzigd worden telkens als het lestijdenpakket opnieuw berekend wordt.

Afdeling 11. — Bevorderingsambten

Art. 74. In de categorie leidend en onderwijzend personeel kunnen de ambten directeur en werkmeester ingericht of gesubsidieerd worden.

Art. 75. De directeur wordt ontlast van het lesgeven vanaf het begin van het schooljaar indien het aantal gedurende het vorige schooljaar regelmatig ingeschreven leerlingen minstens gelijk is aan 90.

Voor deze berekening worden de in aanmerking te nemen leerlingen voor de onderwijsvormen 1 en 2 vermenigvuldigd met 1,33.

Ingeval het aantal leerlingen 90 niet bereikt, wordt de directeur belast met twee lestijden per volledige schijf van minstens 9 leerlingen.

Deze lestijden worden uitgetrokken op het lestijdenpakket.

De directeur is er niet toe gehouden les te geven gedurende de eerste twee jaren vanaf de opening van een nieuwe inrichting of als hij ook de leiding heeft van een internaat.

Art. 76. De inrichting of de subsidiëring van de betrekkingen van directeur kan gewijzigd worden telkens als het lestijdenpakket opnieuw berekend wordt.

Art. 77. Een betrekking van werkplaatsleider kan ingericht of gesubsidieerd worden telkens als er drie betrekkingen van werkmeester bestaan.

De uurregeling van de werkplaatsleiders is 30 tot 33 lestijden van 50 minuten per week.

De inrichting of de subsidiëring van de betrekkingen werkplaatsleider kan gewijzigd worden telkenmale het lestijdenpakket opnieuw berekend wordt.

Afdeling 12. — Uren voor de klassenraad, het teamwerk, de klasleiding, de bijscholing en de begeleiding

Art. 78. § 1. De werktijden voor klasleiding, de klassenraad, het teamwerk, de begeleiding of de bijscholing maken deel uit van de opdracht van de leraren net zoals de lestijden.

Ook al beoefent een leraar opdrachten in verschillende inrichtingen, toch kan eenzelfde leraar enkel een maximum van een werkdag voor klasleiding, twee werkdagen voor de klassenraad en het teamwerk en een werkdag voor de begeleiding en de bijscholing toegekend worden.

§ 2. De leraren worden ertoe gehouden deel te nemen aan de klassenraden en in teamverband te werken.

Er wordt hun een werkdag toegekend als hun prestaties lager liggen dan of gelijk zijn aan een halve opdracht.

§ 3. De leraren algemene vakken, bijzondere vakken en filosofische cursussen die titularis zijn van een ambt met volledige dagtaak en die minstens 60 % van hun opdracht in het gespecialiseerd secundair onderwijs uitoefenen, kunnen een werkdag toegekend worden bestemd voor de begeleiding en de bijscholing.

Art. 79. De werkmeesters worden ertoe gehouden deel te nemen aan de klassenraden van de leerlingengroepen van de beroepssectoren die onder hun bevoegdheid ressorteren.

De werkplaatsleiders kunnen deel nemen aan de klassenraden.

Art. 80. § 1. De klassenraad bestaat uit al de leden van het leidend en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch, psychologisch en maatschappelijk personeel, die belast zijn met de instructie, de opvoeding en de opleiding van een leerlingengroep en die ervoor verantwoordelijk zijn.

§ 2. De opdrachten eigen aan de klassenraad zijn de volgende :

- 1° het organiseren van leerlingengroepen en pedagogische eenheden;
- 2° het beslissen over de inschrijving van de leerlingen voor een vorm van het gespecialiseerd secundair onderwijs;
- 3° het uitbrengen aan elke leerling van een met redenen omkleed advies wat betreft de overgang van een onderwijsvorm naar een andere;
- 4° het bepalen voor iedere leerling van de duur van de onderwijsfasen met inachtneming van artikel 56 van dit decreet;
- 5° het uitreiken van bekwaamheidsbewijzen ter bekrachtiging van studies met uitzondering van het kwalificatiegetuigschrift dat uitgereikt wordt door een kwalificatiecommissie;
- 6° het uitbrengen van een advies omtrent de overgang van een leerling van een beroepssector naar een andere;
- 7° het verlenen van hun toestemming voor de organisatie van een stageperiode tijdens de schoolvakantie overeenkomstig artikel 55, § 2 van dit decreet.

§ 3. De opdrachten van de klassenraad bijgestaan door de instelling belast met de begeleiding van de leerlingen zijn de volgende :

- 1° voor iedere leerling een individueel leerplan op en bij te stellen ter coördinatie van de pedagogische, paramedische, psychologische en maatschappelijke activiteiten;
- 2° iedere leerling continu en opleidingsgericht te evalueren wat betreft de transversale vaardigheden met als doel het bijstellen van het individueel leerplan;
- 3° overeenkomstig hoofdstuk X, een met redenen omkleed advies uit te brengen over de noodzakelijkheid om de leerling in het gewoon onderwijs te integreren. Indien dit advies positief is, instaan voor het beheer van het integratieproject;
- 4° een met redenen omkleed advies uitbrengen over de noodzakelijkheid om de leerling naar het gewoon onderwijs te oriënteren;
- 5° een met redenen omkleed advies uitbrengen wat betreft het behoud van een bepaald onderwijsniveau.

De met redenen omklede adviezen van de klassenraad en de instelling belast met de begeleiding van de leerlingen worden in een enkel document opgenomen.

§ 4. De klassenraad wordt door de directeur of diens afgevaardigde voorgezeten. De vergaderingen worden zo georganiseerd dat ieder lid zijn prestaties kan waarnemen zoals bedoeld bij de artikelen 68, 78, 79, 80 § 2 en § 3, 101 en 114.

De uurregeling van de Klassenraden wordt onderworpen aan de voorafgaande raadpleging van het basisoverlegcomité voor de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, van de Plaatselijke paritaire commissie voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officiële onderwijsinrichtingen of van de instanties voor plaatselijk overleg of bij gebreke daaraan van de vakverenigingen voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde vrije onderwijsinrichtingen.

§ 5. De klasdirecteur zorgt voor het wekelijks beheer van het individueel leerplan van elk van zijn leerlingen tijdens de werktijden van de klassenraad bepaald in zijn uurregeling. Voor elke vergadering van de klassenraad met betrekking tot zijn leerlingen stelt hij een proces-verbaal op waarin vermeld worden, onder andere :

- 1° de klas;
- 2° de datum, het begin- en einduur van de vergadering;
- 3° de naam van de aanwezige leden alsook hun handtekening;
- 4° het verslag over de behandelde punten;
- 5° de genomen beslissingen.

Alle documenten met betrekking tot de klassenraad blijven permanent bij de inrichting, ter beschikking van de inspectie en van de toezichtdienst van de Franse Gemeenschap in functie van hun respectieve bevoegdheden.

§ 6. Alle beslissingen van de klassenraad worden collegiaal genomen.

De klassenraad streeft ernaar de unanimité te bereiken.

De nadere regels voor de beraadslaging en beslissing worden opgenomen in het studiereglement.

Het opvoedend en paramedisch personeel zetelt met raadgevende stem voor alle materies die betrekking hebben op de evaluatie tot het bekomen van een getuigschrift.

§ 7. De vaststellingen, informatie, tussenkomsten die tijdens een vergadering van de klassenraad gebeuren, vertonen een strikt vertrouwelijk karakter. De mededeling van deze gegevens aan personen buiten de klassenraad vereist de instemming van de directeur.

De beslissingen van de klassenraad worden aan de leerling, zijn ouders of de persoon die met het ouderlijk gezag bekleed is, door de directeur of diens afgevaardigde meegedeeld.

§ 8. Krachtens de nadere regels bepaald door het studiereglement, kan er een uitzonderlijke klassenraad georganiseerd worden tijdens de lestijden wanneer een dringende beslissing betreffende een leerling genomen dient te worden.

Art. 81. De teamwerktijden kunnen in vakteams of in pluridisciplinaire teams ingericht worden.

In het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs, wordt de keuze van het thema van de werkzaamheden per consensus bepaald tussen de inspecteur, de directeur en de personeelsleden.

Art. 82. Het aantal werktijden die toegekend kunnen worden buiten het lestijdenpakket voor de klasleiding wordt berekend door het totaal aantal op 15 januari van het vorige schooljaar regelmatig ingeschreven leerlingen door 12 te delen. Dit aantal werktijden kan gewijzigd worden telkens als het lestijdenpakket opnieuw berekend wordt.

Art. 83. De lestijden voor de bijscholing – begeleiding moeten de mogelijkheid bieden :

- 1° aan een behoefte om ondersteuning van een leerling of meer leerlingen te voldoen,
- 2° de projecten ontstaan op initiatief van de opvoedingsploeg te implementeren,
- 3° ervoor te zorgen dat de verspreiding, ter bestemming van de andere collega's, van de pedagogische en/of methodologische inlichtingen ingewonnen door een collega ter gelegenheid van een opleiding tijdens de loopbaan vlot zou geschieden.

Art. 84. De Directeur zorgt ervoor dat de prestaties met betrekking tot de pedagogische aanwending van werktijden voor klasleiding, de klassenraad, het teamwerk en de bijscholing – begeleiding werkelijk worden verstrekt. Hij zorgt voor de coherentie en de kwaliteit van het verrichte werk.

Hij houdt al deze documenten ter beschikking van de inspecteurs en de verificateurs van de Franse Gemeenschap.

Afdeling 13. — Berekening van de omkadering van het leidend en onderwijzend personeel en zijn affectatie

Art. 85. Het volume van de betrekkingen ingericht door de inrichtingen van de Franse Gemeenschap, en het volume dat in aanmerking komt voor wedde-subsidies in de gesubsidieerde inrichtingen worden ieder schooljaar bepaald en voor elke inrichting volgens de normen bepaald bij dit decreet.

De leerlingen die in aanmerking genomen worden voor de hierna vermelde normen zijn deze die beschouwd worden als regelmatig ingeschreven overeenkomstig de bepalingen van artikel 15.

Art. 86. § 1. Het volume van de betrekkingen in de wervingsambten van het onderwijzend personeel van het secundair niveau ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt bepaald door een lestijdenpakket. Dit lestijdenpakket wordt jaarlijks per inrichting voor het betrokken jaar vastgesteld.

§ 2. Dit lestijdenpakket wordt berekend door het product verkregen door de vermenigvuldiging van het aantal per type en voor iedere onderwijsvorm in aanmerking genomen leerlingen met het aantal wekelijks ingerichte lestijden te delen door een kencijfer. Indien het aantal wekelijks ingerichte lestijden per uurregeling verschilt, geschiedt de berekening per uurregeling en wordt getotaliseerd voor het geheel van de betrokken vorm.

§ 3. Het aan een inrichting toegekend lestijdenpakket is gelijk aan de optelling van de per type en voor iedere onderwijsvorm verkregen uitslag. Enkel deze som wordt naar de hogere eenheid afgerond.

Art. 87. Voor de toepassing van dit artikel worden in aanmerking genomen :

1° voor de types 1, 2, 3, 4, 6 en 7 het aantal op 15 januari regelmatig ingeschreven leerlingen.

2° voor type 5 het cijfer bepaald door het gemiddelde van de aanwezigheden van de regelmatige leerlingen gedurende het vorig jaar, indien dit onderwijstype ingericht werd tijdens deze periode;

in alle andere gevallen, gedurende de eerste dertig dagen te rekenen vanaf het begin van het jaar of vanaf de inrichting van dit onderwijstype.

Art. 88. § 1. Er geschiedt een nieuwe berekening van de omkadering op 1 oktober indien de bevolking op 30 september veranderd is met minstens 5 % in vergelijking met deze op 15 januari.

Voor dit nieuwe lestijdenpakket worden in aanmerking genomen de leerlingen die voldoen aan artikel 85, tweede lid.

§ 2. Gedurende het schooljaar, kan een lestijdenpakket opnieuw berekend en aangewend worden, telkens als de schoolbevolking toeneemt met 10 % in vergelijking met deze die als basis genomen werd voor de bepaling van dit lestijdenpakket.

Voor de onderwijstypes 1, 2, 3, 4, 6 en 7 wordt deze toename enkel in aanmerking genomen indien de verhoging van het aantal leerlingen gedurende tien opeenvolgende klasdagen overeenstemt met 10 %.

§ 3. Voor onderwijstype 5 moet deze toename van 10 % vastgesteld worden door het gemiddelde van de aanwezigheden gedurende een periode van minstens 20 opeenvolgende klasdagen.

Art. 89. § 1. In bijzondere omstandigheden, kan de Regering afwijkingen toestaan van de in dit decreet bevatte normen.

§ 2. Deze afwijkingen mogen, per onderwijsnet, niet met meer dan 0,25 % van het totaal aantal lestijden die gebruikt konden worden voor het vorig jaar voor ieder onderwijsnet overeenstemmen.

Art. 90. De wervingsambten kunnen zowel voltijds als deeltijds toegekend worden.

Art. 91. § 1. De kencijfers per onderwijsvorm en -type worden als volgt bepaald :

1° Onderwijs van type 2 en vorm 1 : 6

2° Onderwijs van type 3 en vorm 1 : 6

3° Onderwijs van type 4 en vorm 1 : 6

4° Onderwijs van type 5 en vorm 1 : 5

5° Onderwijs van type 6 en vorm 1 : 5

6° Onderwijs van type 7 en vorm 1 : 5

7° Onderwijs van type 2 en vorm 2 : 7

8° Onderwijs van type 3 en vorm 2 : 7

9° Onderwijs van type 4 en vorm 2 : 6

10° Onderwijs van type 5 en vorm 2 : 5

11° Onderwijs van type 6 en vorm 2 : 5

12° Onderwijs van type 7 en vorm 2 : 5

13° Onderwijs van type 1 en vorm 3 : 7

14° Onderwijs van type 3 en vorm 3 : 7

15° Onderwijs van type 4 en vorm 3 : 6

16° Onderwijs van type 5 en vorm 3 : 5

17° Onderwijs van type 6 en vorm 3 : 5

18° Onderwijs van type 7 en vorm 3 : 5

19° Onderwijs van type 3 en vorm 4 : 5

20° Onderwijs van type 4 en vorm 4 : 5

21° Onderwijs van type 5 en vorm 4 : 5

22° Onderwijs van type 6 en vorm 4 : 5

23° Onderwijs van type 7 en vorm 4 : 5.

§ 2. De groepering van leerlingen kan in geen enkel geval aanleiding geven tot de samenstelling van "groepen" of "klassen" die meer studenten tellen dan twee maal het kencijfer. Indien groepen van leerlingen van verscheidene onderwijstypes samengebracht worden, wordt het hoogste kencijfer in aanmerking genomen.

Voor de groeperingen van leerlingen van vorm 3 en vorm 4, wordt het laagste kencijfer in aanmerking genomen.

Art. 92. De onderwijsopdracht die door de directeur uitgeoefend dient te worden maakt deel uit van het lestijdenpakket.

Art. 93. De lestijden toegekend aan de leraren godsdienst en zedenleer van niet-confessionele aard wanneer de cursussen waarmee zij opgedragen werden niet de meest gevolgde filosofische cursus is, maken niet deel uit van het lestijdenpakket.

Art. 94. Het aantal groepen voor de cursussen godsdienst en zedenleer van niet-confessionele aard wordt bepaald op basis van het totaal aantal leerlingen van de meest gevolgde cursus, gedeeld door het kencijfer per onderwijstype en -vorm zoals bedoeld bij artikel 91.

Art. 95. § 1. De prestaties van de leden van het leidend en onderwijzend personeel die titularis zijn van een bevorderings- of selectieambt maken niet deel uit van het lestijdenpakket.

§ 2. De werktijden voor de klassenraad, de klasleiding, het teamwerk, de begeleiding en de bijscholing toegekend in het kader van de regels vermeld bij de artikelen 78 en 82 maken niet deel uit van het lestijdenpakket.

Art. 96. Na voorafgaande raadpleging van het basisoverlegcomité voor de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, van de Plaatselijke paritaire commissie voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtingen voor officieel onderwijs of van de instanties voor plaatselijk overleg of bij gebreke daaraan van de vakverenigingen voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtingen voor vrij onderwijs, kunnen maximaal 24 lestijden/leraar bestemd worden voor een bijkomende omkadering, naar rata van het equivalent van een betrekking met volledige dagtaak van studiemeester – opvoeder of maatschappelijk assistent, om te zorgen voor de opvoedkundige en maatschappelijke omkadering indien, en alleen indien, deze aftrekking geen terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of geen gedeeltelijk opdrachtverlies tot gevolg heeft.

De overdracht van lestijden – leraar bedoeld bij lid 1 houdt op facultatief te zijn voor de inrichting die gedurende drie opeenvolgende schooljaren er gebruik van heeft gemaakt om een bijkomend ambt van studiemeester – opvoeder of maatschappelijk assistent met volledige dagtaak in te richten.

Het tweede lid houdt op van toepassing te zijn op het ambt maatschappelijk assistent of studiemeester – opvoeder wanneer het betrokken personeelslid op rustpensioen wordt gesteld, zijn ontslag indient of een verandering van aanstelling of een mutatie geniet.

Voor de toepassing van de statutaire bepalingen wordt er, in geen geval, een verschil gemaakt tussen de studiemeesters – opvoeders en/of de maatschappelijke assistenten naargelang het ambt dat zij uitoefenen, ingericht of gesubsidieerd werd krachtens het tweede lid of krachtens de hoofdstukken VI of VII van dit decreet.

Er kan geen benoeming of werving in vast verband toegekend worden in een betrekking met onvolledige prestaties opgericht op basis van het eerste lid.

Art. 97. In iedere inrichting voor gespecialiseerd secundair onderwijs wordt er, binnen de perken van het aanwendbare lestijdenpakket en na inrichting van alle cursussen bepaald in de uurregeling van de leerlingen, voor de begeleiding ten gunste van de integratie, de opvang, de waarneming van de gedragingen en het tijdelijk zorgen voor nieuwe leerlingen, de begeleiding van leerlingen in voorlopige moeilijkheden, de bemiddeling en / of de pedagogische coördinatie gezorgd. Deze opdrachten kunnen waargenomen worden door een of meer leden van het onderwijzend personeel van het secundair niveau mits inachtneming van de statutaire regels.

Art. 98. Het aantal overblijvende lestijden na aftrekking van het lestijdenpakket van alle lestijden toegekend aan ieder lid van het onderwijzend personeel van het secundair niveau, overeenkomstig de regels vermeld in deze afdeling, vormt het overschot.

HOOFDSTUK VI. — *Paramedisch, maatschappelijk en psychologisch personeel*

Afdeling 1. — Uurregeling van het paramedisch, maatschappelijk en psychologisch personeel

Art. 99. De logopedisten verstrekken 30 tot 32 lestijden van 50 minuten per week. De kinesisten, de kinderverzorgers en de verpleegkundigen verstrekken 32 tot 36 lestijden van 50 minuten per week. De maatschappelijke assistente en de psychologen verstrekken 36 tot 38 lestijden van 50 minuten per week.

Art. 100. § 1. De werktijden bestemd voor de klassenraad en het teamwerk worden vervat in de prestaties zoals bedoeld bij artikel 99.

§ 2. Het teamwerk zorgt voor de coördinatie en het uitwisselen van informatie onder de verschillende leden van de paramedische, maatschappelijke en psychologische ploeg.

Met het oog op hun deelneming aan de klassenraad, kan een deel van deze tijd bestemd worden voor de voorbereiding van deze vergaderingen en het op- of bijstellen van het individueel leerplan van de leerlingen die hun toevertrouwd zijn.

Art. 101. De leden van het paramedisch, maatschappelijk en psychologisch personeel worden ertoe gehouden :

1° 2 werktijden voor de klassenraad en het teamwerk per week te verstrekken als zij een volledige opdracht uitoefenen;

2° 1 werktijd voor de klassenraad of het teamwerk per week te verstrekken als zij een halve opdracht uitoefenen.

Oefenen zij minder dan een halve opdracht, dan worden hun verplichtingen beperkt tot de verzending van de inlichtingen die nodig zijn voor het goede verloop van de klassenraad.

Afdeling 2. — Berekening van de omkadering van het paramedisch, maatschappelijk en psychologisch personeel en zijn aanstelling

Art. 102. § 1. In de inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs, omvat de categorie paramedisch personeel de ambten van verpleegkundige, kinesist, logopedist en kinderverzorger.

De categorie maatschappelijk personeel omvat het ambt maatschappelijk assistent.

De categorie psychologisch personeel omvat het ambt psycholoog.

§ 2. Het volume van de betrekkingen van het paramedisch, maatschappelijk en psychologisch personeel in de inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs wordt bepaald volgens de bij dit decreet bedoelde normen.

§ 3. De leerlingen die in aanmerking komen voor de normen hierna vermeld zijn deze die, naast hun regelmatige inschrijving op 15 januari, geacht worden regelmatige leerlingen te zijn overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 12, 13, 14 en 15.

§ 4. De leerlingen die ten laste worden genomen door de Diensten voor hulpverlening tot de integratie van het Waalse Gewest of door de begeleidingsdiensten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden in rekening gebracht net zoals de andere externe leerlingen.

Art. 103. Onverminderd artikel 102, § 4, en in afwijking van artikel 102, § 3, worden niet in aanmerking genomen de leerlingen die, ofwel :

1° ingeschreven zijn in een internaat, een semi-internaat, een residentiële dienst, of een huisvestingscentrum;

2° een thuis verstrekt gespecialiseerd onderwijs genieten;

3° in een medische instelling of een ziekenhuis verblijven en het onderwijs van type 5 volgen behoudens afwijking toegestaan door de Regering voor externe leerlingen als gevolg van hun handicap;

4° gedurende de openingsuren van de schoolinrichting, therapeutische of revalidatiebehandelingen genieten die verstrekt worden door personen van wie de betrekking noch georganiseerd noch gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschap.

De bij 1° van het eerste lid bedoelde leerlingen voor wie de school een met redenen omklede aanvraag heeft ingediend bij het Bestuur, kunnen meegerekend worden na beslissing van de Regering.

Art. 104. § 1. Het volume van de betrekkingen van het paramedisch, maatschappelijk en psychologisch personeel ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap in de inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs wordt bepaald door een lestijdenpakket. Dit lestijdenpakket wordt jaarlijks per inrichting voor het betrokken jaar vastgesteld.

Om tot het aantal lestijden toegekend voor de leerlingen van een zelfde type die hetzelfde niveau bezoeken te komen, wordt het aantal leerlingen met een kencijfer vermenigvuldigd.

Het aan een inrichting toegekend lestijdenpakket is de som van de verkregen producten afgerond naar de hogere eenheid.

De wervingsambten kunnen zowel voltijds als deeltijds toegekend worden.

Art. 105. Er geschiedt een nieuwe berekening van de omkadering op 1 oktober indien de schoolbevolking op 30 september veranderd is met minstens 5 % in vergelijking met deze op 15 januari.

Gedurende het schooljaar, kan een lestijdenpakket opnieuw berekend en aangewend worden, telkens als de schoolbevolking toeneemt met ten minste 10 % in vergelijking met deze die als basis genomen werd voor de bepaling van het overeenstemmend lestijdenpakket.

Deze toename wordt enkel in aanmerking genomen indien de verhoging van het aantal leerlingen gedurende tien opeenvolgende klasdagen overeenstemt met te minste 10 %.

Art. 106. In bijzondere omstandigheden, kan de Regering afwijkingen toestaan van de in dit decreet vervatte normen.

Deze afwijkingen mogen, per onderwijsnet, niet met meer dan 0,25 % van het totaal aantal lestijden die gebruikt konden worden voor het vorig schooljaar voor ieder onderwijsnet overeenstemmen.

Art. 107. De kencijfers worden als volgt bepaald :

1° in het onderwijs van type 1 van het lager niveau : 1

2° in het onderwijs van type 1 van het secundair niveau : 0,5

3° in het onderwijs van type 2 van het lager niveau : 3,9

4° in het onderwijs van type 2 van het lager niveau : 1,5

5° in het onderwijs van type 3 van het lager niveau : 0,7

6° in het onderwijs van type 3 van het lager niveau : 0,3

7° in het onderwijs van type 4 van het lager niveau : 5

8° in het onderwijs van type 4 van het lager niveau : 3,5

9° in het onderwijs van type 5 van het lager niveau : 1

10° in het onderwijs van type 6 van het lager niveau : 1,7

11° in het onderwijs van type 6 van het lager niveau : 1,5

12° in het onderwijs van type 7 van het lager niveau : 2,9

13° in het onderwijs van type 7 van het lager niveau : 1,6

14° in het onderwijs van type 8 van het lager niveau : 1.

Art. 108. Het aantal lestijden die overblijven na aftrekking van het lestijdenpakket van alle lestijden toegekend aan ieder lid van het paramedisch, maatschappelijk en psychologisch personeel, overeenkomstig de regels vermeld in dit hoofdstuk, vormt het overschot.

HOOFDSTUK VII. — *Administratief personeel en opvoedend hulppersoneel*

Afdeling 1. — Uurregeling van het administratief personeel en van het opvoedend hulppersoneel

Art. 109. In de door de Franse Gemeenschap georganiseerde inrichtingen voor gespecialiseerd basisonderwijs, presteren de corresponderende rekenplichtigen ofwel 38 uren per week, indien de school op 15 januari ten minste 100 leerlingen telt, ofwel 15 uren per week, indien de school op die datum minder dan 100 leerlingen telt.

Art. 110. In de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichtingen voor gespecialiseerd secundair onderwijs, presteren de leden van het opvoedend hulppersoneel 36 uren per week. De leden van het administratief personeel presteren 38 uren per week.

Afdeling 2. — Ambten georganiseerd in het basisonderwijs

Art. 111. In de categorie van het administratief personeel, wordt het ambt van corresponderende rekenplichtige georganiseerd in de door de Franse Gemeenschap georganiseerde inrichtingen.

Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, bepaalt de Regering elk jaar het percentage betrekkingen van corresponderende rekenplichtige die volgens de normen bepaald in artikel 109 kunnen worden georganiseerd in het gesubsidieerd onderwijs.

In een door de Franse Gemeenschap georganiseerde school die minder dan 100 leerlingen telt, indien dat getal in de loop van het schooljaar gedurende 10 opeenvolgende klasdagen gelijk aan of hoger dan 100 is, presteert de corresponderende rekenplichtige 38 uren per week.

Afdeling 3. — Ambten georganiseerd in het secundair onderwijs

Art. 112. In de categorie van het administratief personeel, kunnen de ambten van klerk-typiste en van opsteller worden georganiseerd.

In de categorie van het opvoedend hulppersoneel, kunnen de ambten van studiemeester-opvoeder, opvoeder-huismeester en directiesecretaris worden georganiseerd.

Afdeling 4. — Berekening van de omkadering van het administratief personeel en van het opvoedend hulppersoneel, en zijn aanstelling, in het secundair onderwijs

Art. 113. § 1. Het volume van de betrekkingen van het administratief personeel en van het opvoedend hulppersoneel in de inrichtingen van de Franse Gemeenschap en het volume van de betrekkingen waarvoor wedde-subsidies worden toegekend in de gesubsidieerde inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs, met uitsluiting van de internaten en semi-internaten, wordt, voor elke inrichting en voor elk schooljaar, bepaald volgens de door dit decreet vastgestelde normen.

§ 2. Die ambten kunnen zowel voltijds als deeltijds worden toegekend.

§ 3. De leerlingen die voor de hierna vermelde normen in aanmerking komen, zijn deze die als regelmatige leerling worden beschouwd overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 12, 13, 14 en 15, en die op 15 januari regelmatig ingeschreven zijn.

Art. 114. Het volume van de betrekkingen in de ambten van het administratief personeel en het opvoedend hulppersoneel die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd, wordt in het lestijdenpakket vastgesteld. Dit lestijdenpakket wordt jaarlijks, voor elke inrichting, voor het bedoelde jaar, vastgesteld.

Art. 115. De aan de opvoeder-huismeester toegekende lestijden kunnen niet op het lestijdenpakket worden uitgetrokken.

Art. 116. § 1. De betrekkingen van studiemeester-opvoeder, directiesecretaris en van het administratief personeel, die in het gespecialiseerd secundair onderwijs worden georganiseerd of gesubsidieerd, worden opgenomen in een lestijdenpakket dat wordt berekend door het volgens de volgende verdeeltabel gekregen kencijfer met 38 te vermenigvuldigen :

- 1° 80 leerlingen : 1
- 2° 160 leerlingen : 2
- 3° 240 leerlingen : 3
- 4° 320 leerlingen : 4
- 5° 400 leerlingen : 5
- 6° 500 leerlingen : 6
- 7° 600 leerlingen : 7
- 8° 760 leerlingen : 8
- 9° 920 leerlingen : 9
- 10° 1.080 leerlingen : 10
- 11° 1.240 leerlingen : 11
- 12° 1.400 leerlingen : 12
- 13° 1.560 leerlingen : 13
- 14° 1.720 leerlingen : 14.

Voor elke bijkomende volledige schijf van 160 leerlingen, wordt het kencijfer met 1 verhoogd.

§ 2. De betrekkingen worden in de volgorde van de kencijfers toegekend aan het personeel dat het ambt van studiemeester-opvoeder uitoefent. Voor elke inrichting moeten de volgende betrekkingen, met volledige dienstprestatie, worden toegekend

- 1° voor het ambt van klerk-typiste, door omzetting van de 3de en /of de 14de betrekking;
- 2° voor het ambt van opsteller, door omzetting van de 8ste en/of de 11de betrekking.

§ 3. Na voorafgaande raadpleging van het basisoverlegcomité, voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinrichtingen, van de plaatselijke paritaire commissie, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officiële onderwijsinrichtingen, of van de instanties voor plaatselijk overleg, of bij ontstentenis daarvan, van de vakbondsafvaardigingen, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde vrije onderwijsinrichtingen, kan, voor elke inrichting, de volgende betrekking, met volledige dienstprestatie, worden toegekend voor het ambt van directiesecretaris, door omzetting van de 4de betrekking.

Art. 117. De omkadering wordt op 1 oktober opnieuw berekend, indien de schoolbevolking van 30 september met ten minste 5 % gewijzigd is in vergelijking met 15 januari.

In de loop van het schooljaar, kan het lestijdenpakket opnieuw worden berekend en aangewend telkens als de schoolbevolking met ten minste 10 % stijgt in vergelijking met deze die de laatste keer als basis heeft gediend voor de bepaling van het overeenstemmende lestijdenpakket.

Die stijging wordt enkel in aanmerking genomen indien de stijging van het aantal leerlingen, gedurende 10 opeenvolgende klasdagen, met ten minste 10 % stijgt.

Art. 118. In bijzondere omstandigheden kan de Regering afwijkingen van de in dit decreet bepaalde normen toestaan.

Die afwijkingen kunnen, voor elk onderwijsnet, niet overeenstemmen met meer dan 0,25 % van het totaal aantal lestijden die, voor elk onderwijsnet, kunnen worden gebruikt gedurende het voorafgaande jaar.

Art. 119. Het aantal lestijden die overblijven na aftrek van het lestijdenpakket van de lestijden die aan ieder lid van het administratief personeel en van het opvoedend hulppersoneel worden toegekend, overeenkomstig de in dit hoofdstuk bepaalde regels, maken het overschot uit.

HOOFDSTUK VIII. — *Aantal klasdagen in het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 120. De Regering stelt de klasdagen en verlofdagen jaarlijks vast. Het jaarlijks aantal klasdagen bedraagt 182 dagen. De Regering kan het echter op 181 of 183 dagen vaststellen.

Art. 121. In het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3, kunnen de lessen gedurende hoogstens 15 dagen in het jaar worden onderbroken, om evaluatieproeven, de beraadslagingsessies van de klassenraden en de ontmoetingen met de ouders te organiseren.

In het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, kunnen de lessen gedurende hoogstens 15 dagen in het jaar voor de eerste graad, gedurende hoogstens 25 dagen voor de tweede graad, gedurende hoogstens 25 dagen voor de derde graad worden onderbroken om evaluatieproeven, de beraadslagingsessies van de klassenraden en de ontmoetingen met de ouders te organiseren.

Art. 122. De lessen worden gedurende hoogstens zes halve dagen onderbroken om de personeelsleden de mogelijkheid te bieden om deel te nemen aan de opleidingsessies die worden georganiseerd in het kader van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan.

Alle in dienstactiviteit zijnde personeelsleden moeten deelnemen aan één van de in het eerste lid bedoelde opleidingsessies.

Art. 123. Wanneer er geen verlofdagen overblijven en een plaatselijk feest het onmogelijk maakt dat lessen worden gegeven gedurende een klasdag, dan moet de inrichtende macht één van de dagen bedoeld in artikel 122 gedurende een verlofdag van de leerlingen organiseren. Zij brengt er de Regering op de hoogte van volgens door deze nader te bepalen regels.

HOOFDSTUK IX. — *Adviescommissies*

Art. 124. § 1. De Regering richt een adviescommissie voor het gespecialiseerd onderwijs in elk hoofdinspectiegebied van het gewoon lager onderwijs op.

§ 2. Elke adviescommissie is samengesteld uit de voorzitter, die stemgerechtigd is, en acht werkende leden.

Ze wordt voorgezeten door de hoofdinspecteur van het gewoon lager onderwijs; naast haar voorzitter, bestaat ze uit de vertegenwoordigers van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen die behoren tot de pedagogische, psychologische, medische en sociale vakken.

Het plaatsvervangend voorzitterschap wordt waargenomen door de oudste kantonale inspecteur van het betrokken hoofdinspectiegebied.

Voor elk van de werkende leden wordt een plaatsvervangend lid bepaald dat tot hetzelfde vak als het werkend lid behoort.

§ 3. Bij de samenstelling van elke commissie, zowel voor de werkende leden als voor de plaatsvervangende leden, wordt ervoor gezorgd dat een evenwicht wordt bereikt tussen het officieel onderwijs en het vrij onderwijs, enerzijds, en tussen het confessioneel en niet-confessioneel onderwijs, anderzijds.

§ 4. De leden worden door de Regering voor een periode van vier jaar benoemd. Hun mandaat is vernieuwbaar.

Als een mandaat vóór het einde van zijn periode wordt verlaten, voleindigt de plaatsvervanger dat mandaat, en wordt een nieuw lid aangesteld als plaatsvervanger.

Ieder lid dat de hoedanigheid verliest op grond waarvan het werd benoemd, of dat bij meer dan de helft van de vergaderingen in het schooljaar afwezig is geweest, houdt op lid van de commissie te zijn.

§ 5. De commissies beraadslagen en beslissen geldig als de meerderheid van de leden aanwezig is.

Als een bijeengeroepen commissie het vereiste aantal leden niet bereikt, kan ze echter, na een nieuwe bijeenroeping, over hetzelfde onderwerp geldig beraadslagen en beslissen, ongeacht het aantal aanwezige leden.

De leden moeten het geheim van de dossiers en beraadslagingen van de commissie houden.

§ 6. De resoluties worden bij meerderheid van de aanwezige leden genomen. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend.

§ 7. De Regering stelt de andere nadere werkingsregels van de commissie vast.

Art. 125. De adviescommissie heeft als opdracht een met redenen omkleed advies te geven op aanvraag en ter attentie van :

1° het gezinshoofd of een lid van de schoolinspectie van de Franse Gemeenschap, over het vermogen van een kind of een adolescent met specifieke behoeften om een gespecialiseerd onderwijs te volgen wanneer die jongere geen school bezoekt;

2° het gezinshoofd of een lid van de schoolinspectie van de Franse Gemeenschap, over de opportuniteit het onderwijs thuis te verstrekken voor een jongere met specifieke behoeften die zich niet kan verplaatsen of niet kan worden vervoerd wegens de aard of de ernst van zijn handicap;

3° het gezinshoofd of een lid van de schoolinspectie van de Franse Gemeenschap, het hoofd van een inrichting voor gewoon onderwijs of de arts die verantwoordelijk is voor een ploeg belast met het medisch schooltoezicht, over de opportuniteit om naar een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs een leerling over te dragen die in een inrichting voor gewoon onderwijs ingeschreven is;

4° het gezinshoofd of een lid van de schoolinspectie van de Franse Gemeenschap of het hoofd van een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs, over de opportuniteit om naar een inrichting voor gewoon onderwijs een leerling over te dragen die in een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs ingeschreven is;

5° het gezinshoofd of een lid van de schoolinspectie van de Franse Gemeenschap, het hoofd van een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs of de arts die verantwoordelijk is voor een ploeg belast met het medisch schooltoezicht, over de opportuniteit een leerling met specifieke behoeften over te dragen van een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs naar een andere inrichting die een beter geschikt gespecialiseerd onderwijs verstrekt.

6° het gezinshoofd of het hoofd van een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs, over de opportuniteit een kind of een adolescent met specifieke behoeften van elke schoolverplichting vrij te stellen. In dat geval wordt het advies meegedeeld aan de jeugdrechtbank, die er de vrijstelling van kan verlenen.

Art. 126. Het lid van de schoolinspectie van de Franse Gemeenschap, de arts die verantwoordelijk is voor een ploeg belast met het medisch schooltoezicht en het hoofd van een inrichting voor gewoon onderwijs of een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs brengen het gezinshoofd op de hoogte ervan wanneer zij een aanvraag om advies aan de adviescommissie voor het gespecialiseerd onderwijs voorleggen.

Art. 127. Voordat de adviescommissie voor het gespecialiseerd onderwijs haar advies geeft, moet ze :

1° het gezinshoofd horen of roepen, dat zich door een raadsman van zijn keuze zal mogen laten bijstaan;

2° in voorkomend geval, het verslag laten opmaken door de instelling zoals bedoeld in artikel 12.

Het gezinshoofd kiest de instelling of de arts die het verslag zal opmaken.

Indien het gezinshoofd niet wil worden gehoord of weigert zijn kind te laten onderzoeken met het oog op het opmaken van het vastgestelde verslag, zal de commissie zich dan uitspreken zonder dat het kind werd onderzocht en zal, in voorkomend geval, de zaak naar de jeugdrechtbank kunnen verwijzen.

Art. 128. De adviescommissie voor het gespecialiseerd onderwijs deelt haar advies mee aan het gezinshoofd bij een ter post aangetekend schrijven.

Indien blijkt dat het kind onder het gespecialiseerd onderwijs moet ressorteren, vermeldt de commissie het type gespecialiseerd onderwijs dat voor betrokkene aan te bevelen is. Ze bezorgt een volledige lijst van de inrichtingen van de verschillende netten die dat onderwijs verstrekken.

Het gezinshoofd beschikt over een termijn van dertig dagen om zijn beslissing bij een ter post aangetekend schrijven mee te delen aan de voorzitter van de adviescommissie.

Indien het gezinshoofd de suggestie van de adviescommissie niet aanvaardt of indien hij geen inrichting heeft gekozen, onderzoekt de adviescommissie het geval opnieuw en deelt ze haar definitief advies aan het gezinshoofd bij een ter post aangetekend schrijven mee.

Indien het gezinshoofd binnen veertien dagen geen beslissing heeft genomen die in overeenstemming is met de suggestie van de adviescommissie of deze er niet op de hoogte van brengt, dan zendt deze het dossier aan de bevoegde jeugdrechtbank over.

Art. 129. De voorzitters van de adviescommissies voor het gespecialiseerd onderwijs zenden jaarlijks een activiteitenverslag aan de Regering en een afschrift van dat verslag aan de Algemene Raad over.

HOOFDSTUK X. — *Integratie*

Afdeling 1. — Doel

Art. 130. Met het oog op de aanmoediging van de integratie in de samenleving en de opleiding van kinderen met specifieke behoeften, kan de tijdelijke of permanente integratie in het gewoon onderwijs van een leerling die in het gespecialiseerd onderwijs regelmatig ingeschreven is, worden georganiseerd volgens de regels die in dit hoofdstuk nader bepaald zijn.

Afdeling 2. — Totale permanente integratie

Art. 131. § 1. De totale permanente integratie betreft de leerlingen van het gespecialiseerd onderwijs van de typen 4, 6 en 7 van het gespecialiseerd secundair onderwijs van de typen 4, 6 en 7 van vorm 3, die, gelet op hun mogelijkheden, kunnen voldoen aan de vereiste evaluaties, en van vorm 4.

§ 2. De Regering kan een afwijking van § 1 toestaan op grond van een met redenen omkleed advies van de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs.

Als de toelating wordt gegeven, zal het aantal lestijden voor de begeleiding niet hoger zijn dan 4 lestijden.

De procedure blijft dan deze die bepaald is bij de artikelen 134 tot 143.

Art. 132. § 1. Onder totale permanente integratie, dient te worden verstaan dat de leerling zijn gehele schooltijd in het gewoon onderwijs volgt, waarbij hij, naar gelang van zijn behoeften, een kosteloos vervoer tussen zijn woonplaats en de inrichting voor gewoon onderwijs die hij bezoekt en een door het gespecialiseerd onderwijs verstrekte begeleiding geniet.

Voor iedere leerling bedoeld in het vorige lid, worden lestijden voor begeleiding door personeelsleden van het gespecialiseerd onderwijs toegevoegd aan het lestijdenpakket van de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs waaronder het begeleidingspersoneel ressorteert. Dat begeleidingspersoneel wordt gekozen op grond van de typen en de behoeften van het kind zoals bepaald in artikel 7.

§ 2. Voor iedere geïntegreerde leerling, wordt het aantal lestijden voor de minimumbegeleiding verstrekt door personeelsleden van het gespecialiseerd onderwijs bepaald als volgt :

- 1° leerling van het onderwijs van type 4 van het kleuterniveau : 4
- 2° leerling van het onderwijs van type 6 van het kleuterniveau : 4
- 3° leerling van het onderwijs van type 7 van het kleuterniveau : 4
- 4° leerling van het onderwijs van type 4 van het lager niveau : 4
- 5° leerling van het onderwijs van type 6 van het lager niveau : 4
- 6° leerling van het onderwijs van type 7 van het lager niveau : 4
- 7° leerling van het onderwijs van type 4 van het secundair niveau (1ste en 2e graad) : 4
- 8° leerling van het onderwijs van type 6 van het secundair niveau (1ste en 2de graad) : 4
- 9° leerling van het onderwijs van type 7 van het secundair niveau (1ste en 2e graad) : 4
- 10° leerling van het onderwijs van type 4 van het secundair niveau (3e graad) : 8
- 11° leerling van het onderwijs van type 6 van het secundair niveau (3e graad) : 8
- 12° leerling van het onderwijs van type 7 van het secundair niveau (3e graad) : 8.

§ 3. In de 3e graad van het secundair onderwijs worden lestijden, buiten het totaal aantal lestijden/leraar, bovendien toegekend aan de ontvangende inrichting voor gewoon onderwijs voor iedere geïntegreerde leerling.

Dat minimumaantal lestijden wordt bepaald als volgt :

- 1° leerling van het onderwijs van type 4 : 8
- 2° leerling van het onderwijs van type 6 : 8
- 3° leerling van het onderwijs van type 7 : 8.

Art. 133. § 1. De totale permanente integratie in het gewoon onderwijs kan worden uitgevoerd op het basisniveau en op het secundair niveau met inbegrip van de overgang van het basisniveau naar het secundair niveau.

De leerling moet in het gespecialiseerd onderwijs regelmatig ingeschreven zijn op 15 januari voorafgaand aan het schooljaar waarvoor de integratie wordt aangevraagd. De geïntegreerde leerling wordt in het gewoon onderwijs als regelmatige leerling ingeschreven en verliest zijn hoedanigheid van regelmatige leerling in het gespecialiseerd onderwijs.

De leerling van het gespecialiseerd onderwijs die in het gewoon onderwijs permanent en totaal wordt geïntegreerd, wordt beschouwd als behorend tot dit laatste onderwijs met toepassing van artikel 22, § 1, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan of met toepassing van hoofdstuk IV van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, voor zover geen aanvraag of beslissing op het einde van het voorafgaande jaar werd ingediend of genomen met toepassing van artikel 143, behalve als die beslissing, die uiterlijk op de dag van het schoolbegin werd genomen, het behoud van de leerling in het gewoon onderwijs tot gevolg heeft.

§ 2. De dotaties of werkingssubsidies betreffende de leerlingen van het gespecialiseerd onderwijs die permanent en totaal in het gewoon onderwijs worden geïntegreerd, moeten aan dat onderwijs worden uitgekeerd, behalve voor de leerlingen van de derde graad van het secundair onderwijs waarvoor diezelfde dotaties of subsidies voor de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs verschuldigd blijven. Deze moet het specifiek materieel dat noodzakelijk is voor de geïntegreerde leerling ter beschikking stellen van de inrichting voor gewoon onderwijs, binnen de perken van de toegekende middelen.

§ 3. Wanneer de twee scholen die partner zijn bij de integratie op groot afstand van elkaar gelegen zijn, kan, op de voordracht van de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, een afwijking van de vorige normen door de Regering worden toegestaan binnen de perken van de begrotingskredieten.

Art. 134. Aan elke beslissing in verband met de totale permanente integratie gaat een voorstel vooraf dat moet worden ingediend door ten minste één van de volgende personen of instellingen :

- 1° de klassenraad van een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs die bestaat uit het geheel van de leden van het onderwijzend personeel, paramedisch personeel en opvoedend hulppersoneel die rechtstreeks aan de omkadering van de leerling deelnemen;
- 2° de instelling die de begeleiding van de leerlingen van die inrichting waarnemen;
- 3° de ouders, of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent of de leerling zelf, als hij meerderjarig is;
- 4° de opvoedingsploeg van een inrichting voor gewoon onderwijs op grond van een gunstig advies van de participatieraad waarvan elk lid zijn toestemming heeft verleend. Het inrichtingsproject moet de elementen inhouden die deze integratie in de hand werken.

Dat voorstel betreffende de totale permanente integratie wordt ingediend bij het hoofd van de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs.

Het bestuur of de inrichtende macht van de betrokken inrichting voor gespecialiseerd onderwijs pleegt overleg met alle personen of instellingen bedoeld in dit artikel.

Indien het overleg tot een gunstig advies leidt, dan wordt dit advies door de in dit artikel bedoelde personen en instellingen ondertekend en aan de directeur meegedeeld.

Art. 135. Zodra het bestuur of de inrichtende macht van de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs het advies bedoeld in artikel 134 heeft ontvangen, neemt het/ze, in overeenstemming met de ouders, de persoon die de ouderlijke macht uitoefent of de leerling zelf, als hij meerderjarig is, de nodige contacten op om de school voor gewoon onderwijs te vinden waarvan het bestuur, in overleg met de opvoedingsploeg, aanvaardt partner te zijn bij de beoogde totale permanente integratie.

Zodra het voorstel tot totale permanente integratie door het bestuur of de inrichtende macht aanvaard is, wordt de bepaling van een integratieproject gezamenlijk uitgewerkt door :

1° de klassenraad van de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs, bijgestaan door de instelling die de begeleiding van de leerlingen waarneemt;

2° de klastitularis of de klassenraad van de betrokken inrichting voor gewoon onderwijs, bijgestaan door het psycho-medisch-sociaal centrum dat de begeleiding van de leerlingen van de inrichting waarneemt.

Art. 136. Op het einde van de procedure bedoeld in de artikelen 134 en 135, wordt een protocol opgesteld. Dat protocol omvat :

1° het integratieproject houdende vermelding van het dossier van de leerling, de nagestreefde doelstellingen, de opsomming van de specifieke uitrustings-elementen, de behoeften van de leerling inzake vervoer en de eventuele vrijstellingen in het leerplan van het gewoon onderwijs, alsook van het stelsel voor de verbinding tussen de scholen, met inbegrip van de eventuele alternatieve voorstellen, rekening houdend met de mogelijkheden voortvloeiend uit de toepassing van artikel 132;

2° de nadere regels voor het overleg tussen het(de) lid(leden) van het personeel van het gespecialiseerd onderwijs belast met de begeleiding en het(de) lid(leden) van het personeel van het gewoon onderwijs belast met de klas die de leerling ontvangt, alsook de nadere regels voor de interne evaluatie van de permanente integratie en het opmaken van verslagen;

3° de toestemming van de betrokken psycho-medisch-sociale centra;

4° de toestemming van de directeur, voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde inrichtingen, of de toestemming van de inrichtende macht of haar afgevaardigde, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtingen;

5° de toestemming van de ouders, van de persoon die de ouderlijke macht uitoefent of van de leerling zelf, als hij meerderjarig is;

6° het advies van de Commissie voor leerlingenvervoer van de betrokken provincie of van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 137. § 1. Uiterlijk op 30 april die voorafgaat aan het schooljaar waarvoor de integratie is bepaald, legt het bestuur of de inrichtende macht van de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs het protocol voor advies voor aan de bestuursdirectie van het gespecialiseerd onderwijs alsook aan de inspectiedienst.

§ 2. De inspectie en de bestuursdirectie bedoeld in het eerste lid erkennen gezamenlijk het protocol binnen de maand die volgt op de ontvangst ervan en uiterlijk op 21 mei die voorafgaat aan het schooljaar bepaald voor de integratie.

§ 3. Het dossier wordt door de administratie bewaard die het zonder verwijl aan de adviescommissie voor integratie voorlegt. Die commissie is samengesteld uit zeven leden : een vertegenwoordiger van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, twee vertegenwoordigers van het confessioneel vrij onderwijs, twee vertegenwoordigers van het gesubsidieerd officieel onderwijs, een vertegenwoordiger van het niet confessioneel vrij onderwijs en een vertegenwoordiger van de algemene directie verplicht onderwijs, die er het voorzitterschap van waarneemt.

§ 4. Uiterlijk in de eerste week van de maand juni die voorafgaat aan het schooljaar waarvoor de integratie is bepaald, brengt de commissie een advies uit over elk voorstel tot nadere begeleidingsregels met het totaal aantal lestijden die begrepen zijn of op te nemen zijn in het globaal lestijdenpakket bedoeld in artikel 132.

Art. 138. Op het einde van de procedure bedoeld in de artikelen 134, 135, 136 en 137, worden de dossiers houdende de protocollen, toestemmingen en adviezen voor beslissing overgezonden aan de Regering volgens de door haar nader te bepalen regels.

Uiterlijk op 25 juni die voorafgaat aan het schooljaar waarvoor de integratie is bepaald, deelt de Regering haar beslissing mee aan de betrokken inrichting voor gespecialiseerd onderwijs alsook aan de adviescommissie bedoeld in artikel 137 § 3.

Art. 139. In uitzonderlijke omstandigheden, gezamenlijk erkend door de drie personen of instellingen bedoeld in artikel 134, kan de verzending van het protocol bedoeld in artikel 138 uiterlijk tot 15 september van het bedoelde jaar worden uitgesteld.

Dat protocol wordt samen ingediend met de argumenten die uitzonderlijke omstandigheden aantonen. De inspectie en de administratie oordelen of de omstandigheden die het laattijdig verzenden van het protocol verantwoord, al dan niet uitzonderlijk zijn.

Is het advies gunstig, dan wordt het dossier overgezonden aan de commissie bedoeld in artikel 137 § 3, die haar uitbrengt volgens de procedures bedoeld in hetzelfde artikel, uiterlijk op 25 september van het bedoelde jaar.

De Regering deelt haar beslissing aan de overheid bedoeld in artikel 137 § 1 op 30 september van het bedoelde jaar mee.

Art. 140. Een volledig dossier wordt opnieuw ingediend bij de verandering van school van een leerling die volgens de procedures bedoeld in de artikelen 134 tot 138 geïntegreerd is.

Art. 141. Voor de verlenging naar opeenvolgende schooljaren in het basisonderwijs, is het gunstig advies van de opvoedingsploeg van het gewoon onderwijs die uitgebreid is tot de personeelsleden van het gespecialiseerd onderwijs belast met de begeleiding, vereist.

Voor de verlenging naar opeenvolgende schooljaren in het secundair onderwijs, is het gunstig advies van de klassenraad van het gewoon onderwijs die uitgebreid is tot de personeelsleden van het gespecialiseerd onderwijs belast met de begeleiding, vereist.

Art. 142. Na de voorafgaande raadpleging van het basisoverlegcomité, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, van de plaatselijke paritaire commissie, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officiële onderwijsinrichtingen, of van de plaatselijke overleginstaties, of bij ontstentenis daarvan, van de vakbondsafvaardigingen, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde vrije onderwijsinrichtingen, wordt het lestijdenpakket bedoeld in artikel 132 aangewend, naar gelang van de behoeften van de leerling die geïntegreerd moet worden, door de Regering, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, en door de inrichtende machten, voor het gesubsidieerd onderwijs.

Het personeelslid van het gespecialiseerd onderwijs belast met de begeleiding werkt samen met de school voor gewoon onderwijs die bij de integratie betrokken is. Het blijft echter uitsluitend onder het gezag van het bestuur van de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs waaronder het ressorteert. Deze laatste bepaling is vermeld in het protocol bedoeld in artikel 136.

Art. 143. Op het einde van elk schooljaar, kan elke partij die voor het protocol haar toestemming heeft verleend, vragen een einde te maken aan de integratie en dat de leerling in het gespecialiseerd onderwijs voltijds terugkeert.

Een dergelijke beslissing kan door het bestuur van de school voor gewoon onderwijs pas worden genomen na overleg met alle partijen en na advies van de inspectie van het gespecialiseerd onderwijs en het gewoon onderwijs. Die beslissing heeft tot gevolg dat er op dezelfde datum een einde wordt gemaakt aan de toepassing van artikel 133, waarbij de leerling dan regelmatig ressorteert onder het gespecialiseerd onderwijs.

Om uitzonderlijk ernstige redenen, kan de Regering, bij een met redenen omklede beslissing, een einde maken aan de integratie, en de terugkeer met voltijdse prestatie van de leerling in het gespecialiseerd onderwijs gedurende het schooljaar toelaten. De leerling kan echter niet meegerekend worden bij de eventuele nieuwe telling op 1 oktober van het lopende schooljaar. Voor het bedoelde schooljaar, wordt hij echter geacht zijn hoedanigheid van geïntegreerde leerling voor de toepassing van de artikelen 132 en 142 te behouden.

Art. 144. De Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs oefent een opdracht voor permanente evaluatie van de integratieacties uit, inzonderheid op grond van de verslagen die worden opgesteld door de opvoedingsploegen voor het basisonderwijs, of de klassenraden voor het secundair onderwijs, die vooraf aan de adviescommissie voor het gespecialiseerd onderwijs om advies zullen worden voorgelegd.

Art. 145. De attesten en getuigschriften, uitgereikt krachtens de verordenings- en decreetteksten, worden opgemaakt door de inrichting voor gewoon onderwijs waarin de leerling ingeschreven is.

Afdeling 3. — Gedeeltelijke permanente integratie en tijdelijke integratie

Art. 146. Voor de toepassing van deze afdeling, wordt verstaan onder :

1° gedeeltelijke permanente integratie : integratie waarbij de leerling sommige cursussen in het gewon onderwijs en de andere in het gespecialiseerd onderwijs gedurende het hele schooljaar volgt. Hij geniet bovendien verder kosteloos vervoer van zijn woonplaats naar de school voor gespecialiseerd onderwijs waarin hij ingeschreven is;

2° gedeeltelijke of gehele tijdelijke integratie : integratie waarbij de leerling een deel of het geheel van de cursussen in het gewoon onderwijs gedurende één of meer bepaalde lestijden van een schooljaar volgt. Hij geniet bovendien verder kosteloos vervoer van zijn woonplaats naar de school voor gespecialiseerd onderwijs waarin hij ingeschreven is.

Art. 147. Alleen de leerlingen die in het gespecialiseerd onderwijs sedert ten minste drie maanden regelmatig ingeschreven zijn, kunnen de gedeeltelijke permanente integratie en de tijdelijke integratie genieten.

Wordt niet als integratie beschouwd, de vestiging van een klas voor gespecialiseerd onderwijs van het basisniveau in een inrichting voor gewoon onderwijs, als de titularis van de klas die tot het personeel van het gespecialiseerd onderwijs behoort, de omkadering van zijn leerlingen voltijds waarneemt.

Art. 148. Een deel van het lestijdenpakket opgebracht door de leerling in de school voor gespecialiseerd onderwijs, wordt aangewend om, in voorkomend geval, zijn begeleiding in de school voor gewoon onderwijs waar te nemen.

Die begeleiding wordt waargenomen door het personeel van de school voor gespecialiseerd onderwijs waarin de leerling ingeschreven is. Dat personeel blijft uitsluitend onder het gezag van het bestuur van de gespecialiseerde inrichting waaronder het ressorteert.

De dotaties of de werkingssubsidies blijven toegekend aan de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs.

Op de voordracht van de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, kan de Regering een aanvullend lestijdenpakket aan de scholen voor gespecialiseerd onderwijs die de integratie bedoeld in deze afdeling uitvoeren, toekennen binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen.

Art. 149. De gedeeltelijke permanente integratie en de tijdelijke integratie kunnen plaatsvinden op het niveau van het basisonderwijs en op het niveau van het secundair onderwijs, met inbegrip van de overgang van het basisniveau naar het secundair niveau.

De geïntegreerde leerling blijft als regelmatige leerling in het gespecialiseerd onderwijs ingeschreven. Hij geniet de kencijfers die overeenstemmen met het onderwijstype dat in zijn verwijzingsattest wordt bepaald.

Art. 150. Aan elke beslissing met betrekking tot de gedeeltelijke integratie en de tijdelijke integratie gaat een voorstel vooraf dat moet worden ingediend door één van de volgende personen of instellingen :

1° de klassenraad van een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs, samengesteld uit het geheel van de leden van het onderwijzend, paramedisch, psychologisch, maatschappelijk personeel en opvoedend hulp personeel die rechtstreeks aan de omkadering van de leerling deelnemen.

2° de instelling die belast is met de begeleiding van de leerlingen;

3° de ouders, de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, of de leerling zelf, als hij meerderjarig is;

Dat voorstel wordt ingediend bij het hoofd van de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs;

4° de opvoedingsploeg van een inrichting voor gewoon onderwijs, op grond van een gunstig advies van de participatieraad waarvan elk bestanddeel zijn toestemming heeft verleend. Het project van vestiging moet de gegevens omvatten die de integratie kunnen vergemakkelijken.

Het bestuur of de inrichtende macht van de betrokken inrichting voor gespecialiseerd onderwijs pleegt overleg met alle personen en instellingen bedoeld in dit artikel.

Indien het overleg tot een gunstig advies leidt, dan wordt dit advies door de personen en instellingen bedoeld in dit artikel ondertekend en aan de directeur meegedeeld.

Art. 151. Vanaf de ontvangst van het advies bedoeld in artikel 150, neemt het bestuur of de inrichtende macht van de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs de noodzakelijke contacten op om de school voor gewoon onderwijs te vinden die aanvaardt partner te zijn bij de geplande gedeeltelijke of tijdelijke integratie.

Zodra het voorstel tot gedeeltelijke integratie of tijdelijke integratie aanvaard wordt door het bestuur of de inrichtende macht van de inrichting voor gewoon onderwijs, wordt de bepaling van een integratieproject gezamenlijk uitgewerkt door :

1° de klassenraad van de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs, bijgestaan door de instelling belast met de begeleiding van de leerlingen van het gespecialiseerd onderwijs;

2° de klastitularis of de klassenraad van de betrokken inrichting voor gespecialiseerd onderwijs, bijgestaan door het psycho-medisch-sociaal centrum dat belast is met de begeleiding van de leerlingen van de inrichting.

Art. 152. Op het einde van de procedure bedoeld in de artikelen 150 en 151, wordt een protocol opgemaakt. Dat protocol omvat :

1° het integratieproject houdende vermelding van het dossier van de leerling, de nagestreefde doelstellingen, de opsomming van de specifieke uitrustingselementen en het stelsel voor de verbinding tussen de scholen;

2° de nadere regels voor het overleg tussen het(de) lid(leden) van het gespecialiseerd onderwijs en het(de) lid(leden) van het personeel van het gewoon onderwijs belast met de klas die de leerling opneemt, alsook de nadere regels voor de interne evaluatie van de gedeeltelijke integratie of tijdelijke integratie en het opmaken van verslagen;

3° de toestemming van de betrokken psycho-medisch-sociale centra;

4° de toestemming ofwel van de directeur, voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde inrichtingen, ofwel van de inrichtende macht of haar afgevaardigde, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtingen;

5° de toestemming van de ouders, van de persoon die de ouderlijke macht uitoefent of van de leerling zelf, als hij meerderjarig is.

Art. 153. Zodra het protocol opgesteld is, legt het bestuur of de inrichtende macht van de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs het aan de Regering voor goedkeuring voor volgens nader door haar te bepalen regels.

De verwezenlijking van het integratieproject begint zodra de goedkeuring van de Regering is ontvangen.

Art. 154. Een volledig dossier wordt opnieuw ingediend bij de verandering van school van een leerling die volgens de procedures bedoeld in de artikelen 150 tot 153 geïntegreerd is.

Art. 155. Op het einde van het schooljaar, wordt een balans van het experiment gezamenlijk opgemaakt door de opvoedingsploegen en de centra die belast zijn met de begeleiding van de leerlingen van beide inrichtingen. Zij wordt aan de Regering toegezonden volgens nader door haar te bepalen regels.

Met die balans moet het mogelijk zijn om te oordelen of het experiment al dan niet kan worden voortgezet. Als de balans gunstig is, kan de gedeeltelijke permanente integratie of de tijdelijke integratie worden voortgezet gedurende de volgende jaren zonder dat een nieuw dossier bij het begin van het jaar wordt ingediend.

Art. 156. Op het einde van elke integratieperiode, kan elke partij die haar toestemming voor het protocol heeft verleend, vragen om een einde te maken aan de integratie en om de terugkeer met volledige prestatie in het gespecialiseerd onderwijs toe te staan.

Die beslissing wordt aan de inspectie van het gespecialiseerd onderwijs en het gewoon onderwijs meegedeeld.

Art. 157. De Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs oefent een opdracht voor permanente evaluatie van de integratie-acties uit, inzonderheid op grond van de verslagen die worden opgemaakt door de opvoedingsploegen, voor het basisonderwijs, of door de klassenraden, voor het secundair onderwijs, die aan de adviescommissie voor het gespecialiseerd onderwijs voor advies vooraf worden voorgelegd.

Art. 158. De inrichting voor gespecialiseerd onderwijs waarin de leerling ingeschreven is, reikt de volgende bewaamheidsbewijzen uit :

1° de studie- en kwalificatiegetuigschriften;

2° de attesten van schoolbezoek;

3° de attesten met vermelding van de perioden gedurende welke de leerling in een inrichting voor gewoon onderwijs werd geïntegreerd.

HOOFDSTUK XI. — *Onderwijs dat thuis wordt verstrekt door een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs*

Art. 159. Het thuis verstrekt onderwijs kan in het lager onderwijs en in het secundair onderwijs tijdelijk of permanent worden georganiseerd of gesubsidieerd.

Art. 160. Om het thuis verstrekt onderwijs te kunnen genieten, moet de leerling voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° in een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs van het lager of secundair niveau regelmatig ingeschreven zijn;

2° ingeschreven zijn in de inrichting die het dichtst bij zijn woonplaats gelegen is, ongeacht het type van het gespecialiseerd onderwijs dat die organiseert, waarbij rekening wordt gehouden met de vrije keuze van de ouders, behoudens afwijking toegestaan door de adviescommissie voor het gespecialiseerd onderwijs;

3° in de onmogelijkheid verkeren om gebruik te maken van een vervoermiddel of zich te verplaatsen. Die onmogelijkheid moet voortvloeien uit de ernst van de handicap of de ziekte die de verwijzing naar het gespecialiseerd onderwijs heeft veroorzaakt;

4° een met redenen omkleed gunstig advies van de adviescommissie voor het gespecialiseerd onderwijs hebben gekregen.

Art. 161. De adviescommissie voor het gespecialiseerd onderwijs oordeelt of het thuis verstrekt onderwijs bijdraagt tot de ontwikkeling van de hele persoonlijkheid van de leerling, en of het zijn integratie in de samenleving noch verhindert noch belemmert.

Art. 162. De inrichting voor gespecialiseerd onderwijs waarin een leerling wordt ingeschreven, moet voor deze het voorgeschreven onderwijs organiseren.

Voor de berekening van het lestijdenpakket, worden de leerlingen administratief gelijkgesteld met het gespecialiseerd onderwijs van type 4, ongeacht hun handicap.

Art. 163. § 1. Alleen de leermeesters geïndividualiseerd onderwijs en de leermeesters opvoedingsactiviteiten kunnen worden belast met het onderwijs dat op het niveau van het lager onderwijs thuis wordt verstrekt.

§ 2. Alleen de leeraars algemene vakken kunnen worden belast met het onderwijs dat op het niveau van het secundair onderwijs thuis wordt verstrekt.

§ 3. De plaats waar het onderwijs thuis wordt verstrekt, wordt gelijkgesteld met de plaats waar de leerkrachten hun ambt uitoefenen.

§ 4. Volgens de nadere regels die worden bepaald bij een besluit genomen op advies van de Hoge Raad voor het gespecialiseerd onderwijs, kan de Regering tegemoetkomen in de kosten voor het onderwijs dat thuis wordt verstrekt aan kinderen of adolescenten met specifieke behoeften die, alhoewel ze een welbepaald gespecialiseerd onderwijs kunnen volgen, naar het advies van de bevoegde adviescommissies voor het gespecialiseerd onderwijs, dat type onderwijs tijdelijk of permanent niet zouden kunnen volgen wegens de aard of de ernst van de handicap.

Art. 164. De overschotten van de verschillende lestijdenpakketten bedoeld in de artikelen 44, 98, 108 en 119 worden op het niveau van de school opgeteld.

Art. 165. Met inachtneming van de statutaire regels, na de voorafgaande raadpleging van het basisoverlegcomité, voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinrichtingen, van de plaatselijke paritaire commissie, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officiële onderwijsinrichtingen, of van de plaatselijke overleginstanties of, bij ontstentenis daarvan, van de vakbondsafvaardigingen, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde vrije onderwijsinrichtingen, kan het globale overschot binnen de inrichting worden toegekend voor één of meer ambten die in het gespecialiseerd onderwijs kunnen worden georganiseerd.

Voor het gebruik van de overschotten, wordt het deel van een opdracht dat wordt voortgebracht door het overschot van een lestijdenpakket omgezet tot een gelijkwaardig deel van een opdracht in het nieuwe ambt waar het wordt gebruikt.

De delers die worden gebruikt voor de berekening van het deel van een overschotopdracht zijn de volgende :

- Delers lestijden/leraar basisonderwijs = 24
- Delers lestijden/leraar secundair onderwijs = 24
- Delers lestijden paramedisch personeel = 32
- Delers lestijden opvoedend hulp personeel en administratief personeel = 36

De som van de overschotten kan nooit een halve opdracht overschrijden, wanneer deze niet worden gebruikt voor het begeleiden van de leerlingen binnen de betrokken inrichting.

Art. 166. De Regering kan, volgens door haar nader te bepalen regels, de overdracht van een overschot tussen de inrichtingen van één zelfde net toestaan, na raadpleging van het basisoverlegcomité, voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinrichtingen, van de plaatselijke paritaire commissie, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officiële onderwijsinrichtingen, of van de plaatselijke overleginstanties, of, bij ontstentenis daarvan, van de vakbondsafvaardigingen, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde vrije onderwijsinrichtingen.

Art. 167. Geen benoeming kan worden verricht in het kader van het gebruik van de overschotten.

HOOFDSTUK XIII. — *De Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs*

Afdeling 1. — De Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs en zijn algemene opdrachten

Art. 168. Er wordt een Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs opgericht, hierna « de Raad » genoemd.

Art. 169. De Raad wordt belast met de volgende algemene opdrachten :

1° de Regering, op eigen initiatief of op zijn verzoek, elk voorstel van de Raad voor te leggen om de kwaliteit en de werking van het gespecialiseerd onderwijs te verbeteren met inachtneming van de wets-, decreet- en verordeningsbepalingen.

2° de Regering, op eigen initiatief of zijn verzoek, adviezen over te brengen, inzonderheid inzake :

de uurregelingen voor verschillende niveaus, types en vormen van gespecialiseerd onderwijs;

de invoering van verschillende nadere regels voor de integratie van de leerlingen die behoren tot het gespecialiseerd onderwijs en tot de permanente evaluatie van de integraties toegelaten met toepassing van hoofdstuk X;

het alternerend gespecialiseerd secundair onderwijs;

de basisvaardigheden, bevoegdheden en kennis bedoeld in de artikelen 16, § 3, derde lid; 29, vierde lid; 38, derde lid en 47 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

een lijst van de opleidingssectoren, de beroepsgroepen en beroepen in het gespecialiseerd secundair onderwijs;

de rangschikking van de cursussen;

het voorstel over de oriëntaties en thema's die in aanmerking moeten worden genomen voor de opleidingen tijdens de loopbaan die tussen de netten worden verstrekt;

de geografische indeling van de types en vormen van gespecialiseerd onderwijs.

3° de uitwisseling verzekeren van elk nuttig document alsook van de verworven ervaring tussen het geheel van de inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs en de inrichtingen voor gewoon onderwijs om de convergentie aan te moedigen naar de bevordering van het slagen op school en de wijze om elke leerling op zijn hoogste bevoegdheidsniveau te leiden in alle types van gespecialiseerd onderwijs.

4° de Regering, gezamenlijk met de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, vormingsprofielen voorstellen die specifiek zijn voor het gespecialiseerd secundair onderwijs van de vormen 3 en 4, met toepassing van de artikelen 47 et 39bis van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

5° om de in 2° bepaalde opdrachten uit te oefenen kan de Regering hoogstens twee leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het gespecialiseerd onderwijs verlov wegens opdracht toekennen, op voorstel van de Raad. Die personeelsleden komen onder het gezag van de Raad.

6° de supervisie hebben over alle werkzaamheden van de Programmacommissie voor het gespecialiseerd secundair onderwijs.

Afdeling 2. — De samenstelling en de werking van de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs

Art. 170. § 1. De Raad is samengesteld uit vierentwintig werkende leden :

1° de directeur-generaal van het verplicht onderwijs of zijn gemachtigde;

2° de inspecteur-coördinator van de Inspectiedienst van het gespecialiseerd onderwijs;

3° zeven leden die het confessioneel onderwijs vertegenwoordigen;

4° zeven leden die het niet-confessioneel onderwijs vertegenwoordigen waarvan :

drie vertegenwoordigers van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap,

drie vertegenwoordigers van het gesubsidieerd officieel onderwijs, één vertegenwoordiger van het gesubsidieerd niet-confessioneel vrij onderwijs;

5° Drie leden, op het basisniveau, die elk een representatieve vakvereniging vertegenwoordigen.

Drie leden, op het secundair niveau, die elk een representatieve vakvereniging vertegenwoordigen.

6° De voorzitter en de ondervoorzitter van de Hoge Raad voor het gespecialiseerd onderwijs.

§ 2. Elk werkend lid is stemgerechtigd. Er worden zoveel plaatsvervangende leden als werkende leden aangesteld. De plaatsvervangers zetelen alleen bij afwezigheid van de werkende leden.

Art. 171. De werkende en plaatsvervangende leden worden door de Regering aangesteld. Om de aanstelling van deze leden mogelijk te maken legt elk van de betrokken organen een lijst voor met een aantal werkende leden en plaatsvervangende leden dat gelijk is aan het aantal leden die de Regering moet aanstellen.

Art. 172. De Raad kiest een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden bedoeld in artikel 170, 3° en 4°. De voorzitter en de ondervoorzitter vertegenwoordigen respectievelijk beide karakters van onderwijs. Hun mandaat duurt twee jaar. Bij elk nieuw mandaat worden de karakters van onderwijs omgekeerd.

Art. 173. De Regering stelt de dienst van het bestuur aan waarvan het personeel het secretariaat van de Raad waarneemt.

Art. 174. De werkende leden en de plaatsvervangende leden worden benoemd voor een termijn van vier jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar.

Art. 175. De Raad kan werkgroepen oprichten en een beroep doen op deskundigen. Deze zijn niet stemgerechtigd.

Art. 176. De Raad beslist met een tweederde meerderheid van de aanwezige leden. Elk advies omvat de vermelding van de stemmingen en, in voorkomend geval, een minderheidsnota. Hij stelt zijn huishoudelijk reglement vast en legt het ter goedkeuring aan de Regering voor.

Afdeling 3. — Bepaling van de specifieke vormingsprofielen

Art. 177. Voor de toepassing van artikel 47 van het voornoemde decreet van 24 juli 1997 komen de Voorzitters en de Ondervoorzitters van de Algemene Overlegraad voor het gewoon onderwijs en van de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs bijeen volgens door de Regering nader te bepalen regels om de stand van hun werkzaamheden inzake vorming te vermelden.

HOOFDSTUK XIV. — *Hoge Raad voor het gespecialiseerd onderwijs*

Afdeling 1. — De Hoge Raad voor het gespecialiseerd onderwijs en zijn algemene opdrachten

Art. 178. Er wordt een Hoge Raad voor het gespecialiseerd onderwijs opgericht, hierna « de Hoge Raad » genoemd.

Art. 179. De Hoge Raad wordt belast met de volgende opdrachten :

1° adviezen geven, ofwel op eigen initiatief, ofwel op verzoek van de minister die bevoegd is voor het buitengewoon onderwijs, die bepaald zijn in de artikelen 20, eerste lid van de wet van 6 juli 1970; artikel 32, § 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving en artikel 163, § 4 van dit decreet.

2° adviezen geven, ofwel op eigen initiatief, ofwel op verzoek van de minister die bevoegd is voor het buitengewoon onderwijs, over alle vraagstukken in verband met het gespecialiseerd onderwijs die een coherente visie doen ontstaan van zijn evolutie op middellange of lange termijn.

3° de Regering, op eigen initiatief of op zijn verzoek, een advies geven over de diverse types van gespecialiseerd onderwijs die door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd kunnen worden; een advies over de bedragen van de werkingstoelagen in het gespecialiseerd onderwijs met volledig leerplan, in het gespecialiseerd onderwijs voor sociale promotie of in het alternerend gespecialiseerd onderwijs; een advies over de tegemoetkoming in de kosten van het thuisonderwijs verstrekt aan kinderen of adolescenten met specifieke behoeften;

4° samenwerkingsverbanden tot stand brengen tussen al de actoren en partners betrokken bij het gespecialiseerd onderwijs.

Afdeling 2. — Samenstelling en werking van de Hoge Raad voor het gespecialiseerd onderwijs

Art. 180. De Hoge Raad is samengesteld uit een voorzitter, een ondervoorzitter en 24 leden die de pedagogische, psychologische, medische en sociale disciplines en de representatieve vakverenigingen en de meest representatieve verenigingen van ouders van kinderen met specifieke behoeften vertegenwoordigen.

De helft van de leden van de Hoge Raad wordt gekozen uit de personeelsleden van de onderwijsinrichtingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De indeling van de leden is erop gericht het evenwicht te verzekeren tussen de vertegenwoordigers van het confessioneel onderwijs en van het niet-confessioneel onderwijs.

De Voorzitter, de Ondervoorzitter en de leden van de Hoge Raad worden benoemd door de Minister die bevoegd is voor het buitengewoon onderwijs.

De ambtenaren van verschillende ministeriële departementen die betrokken zijn bij de regeling van de problemen in verband met de kinderen of de adolescenten met specifieke behoeften, hebben in de Raad zitting met raadgevende stemmen. De lijst van deze departementen wordt vastgesteld door de Regering.

De Regering bepaalt de regels betreffende de samenstelling en de werking van de Hoge Raad.

HOOFDSTUK XV. — Rationalisatie en programmatie van het gespecialiseerd onderwijs*Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 181. § 1. Met toepassing van artikel 4 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving bepaalt de Regering, per type van gespecialiseerd onderwijs, het aantal en de geografische indeling van de inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap teneinde de vrije keuze van de ouders te waarborgen.

§ 2. Na het met redenen omkleed advies van de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs bedoeld in artikel 170 kan de Regering een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs organiseren, subsidiëren of erkennen die zich beperkt tot een specifieke categorie van leerlingen, binnen een type of per niveau, rekening houdend met de aard en de ernst van de handicap en/of de mogelijkheden inzake leren en geestelijke ontwikkeling van de leerlingen.

Art. 182. De rationalisatie en de programmatie betreffen :

1° de scholen, de vestigingsplaatsen en de types van gespecialiseerd onderwijs voor het gespecialiseerd basisonderwijs;

2° de scholen, de vestigingsplaatsen en de types van gespecialiseerd onderwijs, de vormen van gespecialiseerd onderwijs en de beroepssectoren van het gespecialiseerd secundair onderwijs.

De rationalisatie en de programmatie zijn niet van toepassing op de internaten, de semi-internaten, de opvangthuizen en de observatiecentra georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 183. § 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk omvat de structuur :

1° in het gespecialiseerd basisonderwijs : de types van gespecialiseerd onderwijs;

2° in het gespecialiseerd secundair onderwijs : de vormen;

3° in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 : de beroepssectoren;

4° de vestigingsplaatsen.

§ 2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

bevolkingsdichtheid van een arrondissement :

a) de bevolking per bestuurlijk arrondissement, zoals die bij de laatste volkstelling werd berekend en vastgesteld door het Nationaal Instituut voor Statistiek, gedeeld door de totale oppervlakte van het arrondissement, uitgedrukt in km².

b) voor elke vestigingsplaats wordt de bevolkingsdichtheid van het arrondissement waarin die vestigingsplaats werkelijk ligt, in aanmerking genomen.

c) voor een school met vestigingsplaatsen in verschillende arrondissementen wordt de bevolkingsdichtheid die in aanmerking moet worden genomen, vastgesteld op basis van de volgende berekening : de totale bevolking van de betrokken arrondissementen wordt gedeeld door de totale oppervlakte, uitgedrukt in km².

§ 3. De inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs worden ingedeeld in functie van de inrichtende macht waaronder ze ressorteren :

1° scholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

2° scholen georganiseerd door de Franse Gemeenschapscommissie, de provincies, de gemeenten of elke andere publiekrechtelijke persoon;

3° confessionele vrije scholen;

4° niet-confessionele vrije scholen;

§ 4. Bij overmacht wordt een tijdelijke overbrenging van een hoofdgebouw of een vestigingsplaats niet gelijkgesteld met een nieuwe oprichting.

In geval van definitieve ontruiming mag het verlaten schoolgebouw niet meer geheel of gedeeltelijk in gebruik genomen blijven voor activiteiten van het gespecialiseerd onderwijs van hetzelfde niveau. In het tegenovergesteld geval zijn de programmienormen van toepassing.

Art. 184. § 1. De fusie van scholen kan worden doorgevoerd onder de volgende voorwaarden :

1° De fusie gebeurt :

ofwel door de samenvoeging van twee of meer scholen die gelijktijdig worden afgeschaft;

ofwel door de samenvoeging van twee of meer scholen waarbij één van betrokken scholen blijft bestaan, die de andere school of scholen opslorpt;

2° De fusie wordt zowel voor de administratieve, als voor de pedagogische organisatie in éénmaal tot stand gebracht.

Ze houdt in dat er nog slechts één inrichtende macht en één directie bestaat.

3° De fusie moet uiterlijk op 30 september van het lopende schooljaar voltrokken zijn.

§ 2. De scholen georganiseerd of gesubsidieerd krachtens de artikelen 195 en 208 van dit decreet kunnen in de periode van programmering zich niet beroepen op de bepalingen van § 1 van dit artikel.

§ 3. De school ontstaan uit een fusie wordt niet beschouwd als een oprichting van een nieuwe school.

§ 4. De overdracht van een type of een vorm van onderwijs naar een andere inrichtende macht wordt niet beschouwd als een oprichting.

Art. 185. § 1. Een bestaande school of een school die ontstaat uit een fusie, kan verschillende vestigingsplaatsen hebben, of zich aldus organiseren, op voorwaarde dat ze een pedagogisch en administratief geheel vormt, gevestigd in eenzelfde geheel van gebouwen of, in elk geval, in eenzelfde gemeente of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en onder leiding van eenzelfde directie staat; dit alles, behoudens afwijking door de Regering toegestaan in uitzonderlijke gevallen.

§ 2. De vestigingsplaatsen buiten het hoofdgebouw komen niet in aanmerking voor de berekening van de afstand naar de dichtstbijzijnde school, met uitzondering van de vestigingsplaatsen ontstaan uit een fusie zoals voorzien in § 3.

§ 3. De verplichting om in dezelfde gemeente of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelegen te zijn, wordt niet opgelegd op een pedagogisch geheel, geplaatst onder de leiding van eenzelfde directeur en ontstaan uit de fusie van scholen bestaande tijdens het schooljaar 1974-1975. In dit geval is dus geen afwijking noodzakelijk.

Art. 186. Voor de toepassing van dit decreet wordt bij de rekenkundige bewerkingen op de schoolbevolkingsminima het eindresultaat afgerond naar de hogere eenheid indien het eerste cijfer na de komma vijf of meer is.

Art. 187. Onverminderd de artikelen 196 en 200 worden, voor de toepassing van de bevolkingsminima, de regelmatige leerlingen in aanmerking genomen die beantwoorden aan de voorwaarden bepaald in dit decreet, inzonderheid op de artikelen 12, 13, 14 en 15 van dit decreet.

Art. 188. Voor de toepassing van dit hoofdstuk is de afstand tussen het hoofdgebouw van de school en een vestigingsplaats de kortst mogelijke afstand gemeten langs de rijbaan zoals omschreven in artikel 2.1. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, zonder dat rekening wordt gehouden met wegomleggingen of een eenrichtingsverkeer.

Afdeling 2. — Rationalisatie van het gespecialiseerd basisonderwijs

Art. 189. § 1. Elke school voor gespecialiseerd basisonderwijs moet op 30 september voldoen aan de bevolkingsminima vastgesteld in § 5.

§ 2. De leerlingen van het kleuter- en lager onderwijs worden per type van gespecialiseerd onderwijs samengeteld.

§ 3. De rationalisatienormen bedoeld in § 5 zijn van toepassing op de globale bevolking van al de vestigingsplaatsen. Het hoofdgebouw wordt beschouwd als een vestigingsplaats.

§ 4. Onverminderd de bepalingen van § 3 moet elke vestigingsplaats gelegen op een afstand van 2 km en meer van het hoofdgebouw, per type ten minste de helft van het aantal leerlingen tellen dat gelijk is aan de helft van de normen voorzien in § 5.

§ 5. 1° Basisscholen met één type van gespecialiseerd onderwijs.

De basisscholen, waar slechts één type van gespecialiseerd onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd wordt, moeten het bevolkingsminimum bereiken zoals hierna bepaald :

- a) voor het onderwijs van type 1 wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 20 leerlingen;
- b) voor het onderwijs van type 2 wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 14 leerlingen;
- c) voor het onderwijs van type 3 wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 14 leerlingen;
- d) voor het onderwijs van type 4 wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 14 leerlingen;
- e) voor het onderwijs van type 5 wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 14 leerlingen;
- f) voor het onderwijs van type 6 wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 12 leerlingen;
- g) voor het onderwijs van type 7 wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 12 leerlingen;
- h) voor het onderwijs van type 8 wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 20 leerlingen.

2° Basisscholen met meer dan één type van gespecialiseerd onderwijs.

In de basisscholen met meer dan één type van gespecialiseerd onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd, wordt het bevolkingsminimum bepaald door de som te maken van de bevolkingsminima van ieder in de school georganiseerd of gesubsidieerd type van gespecialiseerd onderwijs.

De minima voor de verschillende types van gespecialiseerd onderwijs worden vastgesteld als volgt :

- a) voor het onderwijs van type 1 wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 20 leerlingen;
- b) voor het onderwijs van type 2 wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 14 leerlingen;
- c) voor het onderwijs van type 3 wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 14 leerlingen;
- d) voor het onderwijs van type 4 wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 14 leerlingen;
- e) voor het onderwijs van type 5 wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 14 leerlingen;
- f) voor het onderwijs van type 6 wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 12 leerlingen;
- g) voor het onderwijs van type 7 wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 12 leerlingen;
- h) voor het onderwijs van type 8 wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 20 leerlingen.

Art. 190. In afwijking van artikel 189 worden de minima met één vierde verminderd voor de scholen gelegen in de arrondissementen met een bevolkingsdichtheid van minder dan 75 inwoners per km².

Art. 191. § 1. Elke school bestaande uit verschillende types, die het totaal van de normen bereikt, met toepassing van de artikelen 189, § 5, 2°, en 190, maar waarvan de bevolking van één of meer verschillende types beneden de norm opgelegd in deze artikelen ligt, kan deze types behouden en haar volledige structuur bewaren wanneer de bevolking van elk type afzonderlijk niet minder bedraagt dan 2/3 van de norm, die daarop toepasselijk is.

§ 2. Elke school bestaande uit verschillende types die het totaal van de normen bereikt, met toepassing van de artikelen 189, § 5, 2°, en 190, maar waarvan de bevolking van één of meer verschillende types gedurende twee opeenvolgende schooljaren de norm bepaald in § 1 niet bereikt, moet het of de in gebreke blijvende type of types uiterlijk op 30 september van dit tweede schooljaar afschaffen ofwel moet de school vanaf dezelfde datum fuseren.

§ 3. Elke school bestaande uit verschillende types die het totaal van de normen niet bereikt, met toepassing van de artikelen 189, § 5, 2° en 190, maar waarvan de bevolking van elk type de norm bepaald in § 1 van dit artikel gedurende twee opeenvolgende schooljaren bereikt, moet uiterlijk op 30 september van het tweede schooljaar het of de types die de normen van artikel 189, § 5, niet bereiken, afschaffen, ofwel moet ze vanaf dezelfde datum fuseren.

§ 4. Elke school die slechts één type organiseert, en die de norm met toepassing van de artikelen 189, § 5, 1° en 190, gedurende twee opeenvolgende schooljaren niet bereikt, maar waarvan de bevolking niet minder bedraagt dan 2/3 van de norm die daarop toepasselijk is, moet uiterlijk op 30 september van dit tweede schooljaar afgeschaft worden, ofwel moet de school vanaf dezelfde datum fuseren.

§ 5. In afwijking van artikel 189, § 5, 2° en in aanvulling met de bepalingen van § 1, 2 en 3, kunnen de types 2 en 4 georganiseerd in dezelfde school behouden blijven indien aan volgende voorwaarden voldaan wordt :

1° één van deze twee types moet de op hem toepasselijke norm bereiken;

2° het andere type moet minstens één vierde van de norm bereiken die daarop toepasselijk is.

Indien aan de beide voorwaarden bepaald in deze paragraaf niet wordt voldaan, dan moet het type dat niet voldoet aan de norm bepaald onder punt 2°, uiterlijk op 30 september van het tweede schooljaar afgeschaft worden, ofwel moet de school vanaf dezelfde datum fuseren.

Art. 192. Indien voor een bepaald type in een bepaalde provincie geen enkele school van een bepaald net de rationalisatienorm bepaald in dit hoofdstuk bereikt, kan, in afwijking van artikel 189, slechts één school van dit net in deze provincie dit type behouden.

Art. 193. Indien op 30 september de rationalisatienormen bepaald in de artikelen 189 tot en met 192 niet bereikt worden, dan moet ofwel het of de in gebreke blijvende type (s) uiterlijk op 30 september van het lopende schooljaar worden afgeschaft ofwel moet de school vanaf dezelfde datum fuseren.

Art. 194. In een vestigingsplaats ontstaan uit een fusie, met toepassing van artikel 184, kunnen alleen de types, die er bestonden vóór de fusie, verder behouden blijven.

Afdeling 3. — Programmatie van het gespecialiseerd basisonderwijs

Art. 195. § 1. Per 1 september kan een school worden opgericht of in de toelageregeling worden opgenomen indien op 30 september aan de drie volgende voorwaarden wordt voldaan :

1° ten minste twee types organiseren, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;

2° voor elk type afzonderlijk 150 % van de rationalisatienorm, bepaald in de artikelen 189 en 190 bereiken;

3° ten minste het eerste jaar 200 %, het tweede jaar 225 % en het derde jaar 250 % van het totaal van de rationalisatienormen, bepaald in de artikelen 189 en 190, voor deze georganiseerde types bereiken;

4° worden deze minima niet bereikt, dan moet hetzij het of de in gebreken blijvende type(s), hetzij de school met ingang van 1 september daaropvolgend worden opgeheven;

5° met ingang van het vierde schooljaar zijn uitsluitend de bepalingen voor de rationalisatie van toepassing en voldoet de nieuwe school aan de voorwaarden om toegelaten te worden tot de Fondsen voor schoolgebouwen.

§ 2. 1° In afwijking van § 1 kan per 1 september aan een universiteit waar een volledige faculteit voor geneeskunde wordt georganiseerd of in de toelageregeling van de Franse Gemeenschap is opgenomen, één enkele school voor gespecialiseerd basisonderwijs van het type 5 worden opgericht of in de toelageregeling worden opgenomen, op voorwaarde dat ten minste 200 % het eerste jaar, 225 % het tweede jaar en 250 % het derde jaar van de rationalisatienormen bepaald in de artikelen 189 en 190 wordt bereikt.

2° worden deze programmatienormen niet bereikt, dan moet de school met ingang van 1 september daaropvolgend worden opgeheven.

3° met ingang van het vierde schooljaar zijn uitsluitend de bepalingen voor de rationalisatie van toepassing en voldoet de nieuwe school aan de voorwaarden om toegelaten te worden tot de Fondsen voor schoolgebouwen.

Art. 196. Elke school, die voldoet aan de rationalisatienormen bepaald in de artikelen 189 en 190, mag binnen een afstand van minder dan 2 km van het hoofdgebouw één of meer vestigingsplaatsen oprichten.

Elke school, die voldoet aan de rationalisatienormen bepaald in de artikelen 189 en 190, mag op een afstand van 2 km en meer van het hoofdgebouw één of meer vestigingsplaatsen oprichten op voorwaarde dat de schoolbevolking in iedere vestigingsplaats ten minste de rationalisatienorm bereikt.

In de vestigingsplaatsen bedoeld in het eerste lid en het tweede lid kunnen uitsluitend reeds in de school georganiseerde of in de toelageregeling opgenomen types van gespecialiseerd onderwijs worden opgericht.

Art. 197. Elke school voor gespecialiseerd onderwijs, die gespecialiseerd onderwijs organiseert op het niveau van het lager onderwijs of op het niveau van het kleuteronderwijs en aan de rationalisatienormen bepaald in afdeling 2 van dit hoofdstuk voldoet, kan voor de door haar georganiseerde types ook gespecialiseerd onderwijs inrichten op niveau van het kleuteronderwijs of op niveau van het lager onderwijs.

Art. 198. § 1. Bij beslissing van de inrichtende macht kan een bestaande school, die voldoet aan de rationalisatiernorm per 1 september :

1° een bestaand type dat aan de rationalisatiernorm bepaald in de artikelen 189 en 190 beantwoordt, geleidelijk omvormen, per maturiteitsgraad in het gespecialiseerd lager onderwijs, tot een ander type, op voorwaarde dat dit type van gespecialiseerd onderwijs gelijktijdig wordt opgeheven en dat op 30 september van het schooljaar waarin de omvorming aangevat wordt, het ontstane type de rationalisatiernorm bereikt.

Tijdens de periode van omvorming kunnen er in het type dat opgeheven wordt geen nieuwe leerlingen ingeschreven worden; nochtans mogen de leerlingen, die dit type in deze school volgen, hun studies daarin beëindigen.

De leerlingen van het type dat opgeheven wordt, komen evenwel niet in aanmerking voor de berekening van de rationalisatiernormen zoals bepaald in afdeling 2 van dit hoofdstuk.

Deze omvorming van een bestaand type van gespecialiseerd onderwijs moet doorgevoerd worden in alle vestigingsplaatsen van de school waar dit type georganiseerd wordt of in de toelageregeling wordt opgenomen;

2° een type oprichten op voorwaarde dat op 30 september aan de volgende voorwaarden wordt voldaan :

a) het vorig schooljaar ten minste 125 % van het totaal van de rationalisatiernormen bepaald in de artikelen 189 en 190 voor de georganiseerde types bereiken;

b) 150 % van de rationalisatiernorm bepaald in de artikelen 189 en 190 voor dit type gedurende twee opeenvolgende schooljaren bereiken.

Met ingang van het derde schooljaar zijn uitsluitend de bepalingen inzake rationalisatie van toepassing;

§ 2. Elke andere omvorming van een type van gespecialiseerd onderwijs is uitgesloten gedurende de perioden bepaald onder de punten 1° en 2°.

§ 3. Een type kan in een bestaande school opgericht worden of in de toelageregeling opgenomen worden :

1° per provincie en per net, voor elk van de types 1, 2, 3, 4, 5 en 8;

2° per net, voor elk van de types 6 en 7, op voorwaarde dat op 30 september aan de volgende voorwaarden wordt voldaan :

a) op datum van inwerkingtreding van dit decreet werd dit type in deze provincie en in dit net niet door de Franse Gemeenschap opgericht of gesubsidieerd;

b) in het vorig schooljaar werd het totaal van de rationalisatiernormen bepaald in de artikelen 189 en 190 voor de georganiseerde types bereikt;

c) de rationalisatiernormen bepaald in de artikelen 189 en 190 worden voor elk nieuw opgericht type gedurende twee opeenvolgende schooljaren bereikt.

Met ingang van het derde schooljaar zijn uitsluitend de bepalingen inzake rationalisatie van toepassing.

De bepalingen van § 1, 1°, inzake omvorming tot een ander type zijn gedurende de periode van programmatie niet van toepassing op het of de type(s) opgericht of in de toelageregeling opgenomen overeenkomstig de bepalingen van deze paragraaf.

§ 4. De bepalingen van § 1, 2° en § 2 worden afzonderlijk toegepast per school op het hoofdgebouw en iedere vestigingsplaats gelegen op 2 km en meer van het hoofdgebouw.

Afdeling 4. — Rationalisatie van het gespecialiseerd secundair onderwijs

Art. 199. Elke school voor gespecialiseerd secundair onderwijs moet op 30 september ten minste 15 leerlingen tellen.

Art. 200. § 1. Elke school voor gespecialiseerd secundair onderwijs moet op 30 september aan de bevolkingsminima bepaald in § 5 voldoen.

§ 2. In de scholen voor gespecialiseerd secundair onderwijs met meer dan één onderwijsvorm wordt het bevolkingsminimum bepaald door de som te maken van de bevolkingsminima, zoals bepaald in § 5, van de onderwijsvormen die in de school georganiseerd of in de toelageregeling opgenomen zijn.

§ 3. De rationalisatiernormen, zoals bepaald in § 5, worden toegepast op de globale bevolking van al de vestigingsplaatsen. Het hoofdgebouw wordt daarbij in aanmerking genomen als vestigingsplaats.

§ 4. Onverminderd de bepalingen van § 3 moet in elke vestigingsplaats gelegen op een afstand van 2 km en meer ten minste per onderwijsvorm 2/3 bereikt worden van de normen bepaald in § 5.

§ 5. De minima worden voor de verschillende onderwijsvormen van het gespecialiseerd onderwijs afzonderlijk vastgesteld als volgt :

1° voor de vorm 1 wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 7 leerlingen;

2° voor de vorm 2 wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 12 leerlingen;

3° voor de vorm 3 wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 24 leerlingen;

4° voor de vorm 4 wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 8 leerlingen;

In de onderwijsvorm 4 mag het aantal leerlingen van de types 6 en 7 met 2 vermenigvuldigd worden om de rationalisatiernorm te bereiken bepaald in § 5.

§ 6. Indien een inrichting die het gespecialiseerd secundair onderwijs van de types 6 en/of 7 organiseert, de rationalisatiernormen bepaald in § 5 niet bereikt, kunnen de vormen van het gespecialiseerd secundair onderwijs die in deze inrichting georganiseerd worden, behouden blijven, zonder beperking in de tijd, indien geen enkele inrichting van hetzelfde net dit type van onderwijs in dezelfde provincie organiseert.

Art. 201. In afwijking van artikel 200 worden de minima verminderd met één vierde voor de scholen gelegen in arrondissementen met een bevolkingsdichtheid van minder dan 75 inwoners per km².

Art. 202. Elke school met verschillende onderwijsvormen, die het totaal van de normen bereikt met toepassing van de artikelen 200, § 5 en 201, maar waarvan de bevolking van één of meer onderwijsvormen beneden de normen gesteld bij dezelfde artikelen ligt, mag deze onderwijsvormen behouden wanneer de bevolking van elke onderwijsvorm afzonderlijk niet minder bedraagt dan 2/3 van deze norm.

Elke school bestaande uit verschillende onderwijsvormen, die het totaal van de normen bereikt met toepassing van de artikelen 200, § 5 en 201, maar waarvan de bevolking van één of meer onderwijsvormen gedurende twee opeenvolgende schooljaren de norm bepaald in het eerste lid niet bereikt, moet uiterlijk met ingang van 30 september van dit tweede schooljaar de in gebreke blijvende onderwijsvorm(en) afschaffen, ofwel moet de school vanaf dezelfde datum fuseren.

Elke school bestaande uit verschillende onderwijsvormen, die het totaal van de normen niet bereikt met toepassing van de artikelen 200, § 5 en 201, maar waarvan de bevolking van elke onderwijsvorm gedurende twee opeenvolgende schooljaren de norm bepaald in het eerste lid bereikt, moet uiterlijk met ingang van 30 september van het tweede schooljaar de in gebreke blijvende onderwijsvorm(en) afschaffen, ofwel moet de school vanaf dezelfde datum fuseren.

Onverminderd de bepalingen van artikel 199 moet elke school die slechts één onderwijsvorm inricht, en die gedurende twee opeenvolgende schooljaren de norm met toepassing van de artikelen 200, § 5 en 201, niet bereikt, maar waarvan de bevolking niet minder bedraagt dan 2/3 van de norm die daarop toepasselijk is, uiterlijk met ingang van 30 september van het tweede schooljaar afgeschaft worden, ofwel moet de school vanaf dezelfde datum fuseren.

Art. 203. § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 199 dient de bevolking in de onderwijsvorm 3 van een school voor gespecialiseerd secundair onderwijs, om het hieronder bepaald aantal beroepssectoren te behouden, aan volgende minima te voldoen :

- 1° voor twee beroepssectoren wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 32 leerlingen;
- 2° voor drie beroepssectoren wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 48 leerlingen;
- 3° voor vier beroepssectoren wordt het te bereiken bevolkingsminimum vastgesteld op 64 leerlingen en één bijkomende beroepssector per reeks van 16 leerlingen.

§ 2. De inrichtingen die de types 6 en/of 7 van het gespecialiseerd secundair onderwijs organiseren, worden niet betrokken bij de normen bepaald in § 1.

§ 3. In een secundaire inrichting die het type 4 van het gespecialiseerd onderwijs en de vorm 3 organiseert kan een maatregel waarbij het aantal leerlingen van het type 4 met twee wordt vermenigvuldigd, worden toegepast maar alleen maar om het behoud van het aantal beroepssectoren die in het onderwijs van vorm 3 bestaan, te verzekeren.

§ 4. Voor de scholen bedoeld in artikel 201, die onderwijsvorm 3 organiseren, wordt het bevolkingsminimum vereist voor twee beroepssectoren bepaald op 24.

Art. 204. In afwijking van artikel 199 moet de school die gedurende twee opeenvolgende schooljaren de norm met toepassing van artikel 203 niet bereikt, uiterlijk met ingang van 30 september van dit tweede schooljaar, de boventallige sector, te beginnen met de eerste fase, fase na fase, opheffen, ofwel moet de school fuseren.

De leerlingen van de eerste fase van onderwijs van een beroepssector die op weg is om afgeschaft te worden, hebben een maximale duur van twee schooljaren om deze eerste fase te beëindigen, twee jaren voor de tweede fase en één jaar voor de derde fase of twee jaren als het opleidingsprofiel 2 jaren in de derde fase vergt.

Art. 205. Indien voor een bepaalde onderwijsvorm in een bepaalde provincie geen enkele school van een bepaald net de rationalisatienorm bepaald in dit hoofdstuk bereikt, dan mag één school van dit net in deze provincie de onderwijsvorm behouden op voorwaarde dat de totale schoolbevolking 15 leerlingen bereikt.

Art. 206. Indien op 30 september de rationalisatienormen bepaald in de artikelen 199 tot en met 201 niet bereikt worden, dan moet(en) ofwel de in gebreke blijvende onderwijsvorm(en) uiterlijk met ingang van 30 september van het lopende schooljaar afgeschaft worden ofwel moet de school vanaf dezelfde datum fuseren.

Art. 207. In een vestigingsplaats ontstaan uit een fusie met toepassing van artikel 184 kunnen alleen de onderwijsvormen en sectoren die er bestonden vóór de fusie, verder behouden blijven.

Afdeling 5. — Programmatie van het gespecialiseerd secundair onderwijs

Art. 208. Per 1 september kan een school worden opgericht of in de toelageregeling worden opgenomen indien op 30 september aan de drie volgende voorwaarden wordt voldaan :

- 1° ten minste 2 onderwijsvormen organiseren, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;
- 2° voor elke onderwijsvorm afzonderlijk 150 % van de rationalisatienorm, bepaald in de artikelen 200, 201 en 203, bereiken;
- 3° ten minste het eerste jaar 200 %, het tweede jaar 250 % en het derde jaar 300 % van het totaal van de rationalisatienormen bepaald in de artikelen 200 en 201 voor elke georganiseerde onderwijsvorm bereiken.

Worden deze minima niet bereikt, dan moet(en) hetzij de in gebreke blijvende onderwijsvorm(en) hetzij de school met ingang van 30 september daaropvolgend worden opgeheven.

Met ingang van het vierde schooljaar zijn uitsluitend de bepalingen voor de rationalisatie van toepassing en voldoet de nieuwe school aan de voorwaarden om toegelaten te worden tot de Fondsen voor de schoolgebouwen.

Art. 209. Elke school, die voldoet aan de rationalisatienormen bepaald in de artikelen 199 tot en met 201, mag binnen een afstand van minder dan 2 km van het hoofdgebouw één of meer vestigingsplaatsen oprichten.

Elke school, die voldoet aan de rationalisatienormen bepaald in de artikelen 199 tot en met 201, mag op een afstand van 2 km en meer van het hoofdgebouw één of meer vestigingsplaatsen oprichten op voorwaarde dat de schoolbevolking in iedere vestigingsplaats ook de rationalisatienormen bereikt.

In de vestigingsplaatsen bedoeld in het eerste lid en het tweede lid kunnen uitsluitend reeds in de school georganiseerde of in de toelageregeling opgenomen onderwijsvormen en beroepssectoren van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 worden georganiseerd.

Art. 210. § 1. In afwijking van artikel 208 is de oprichting of de opname in de toelageregeling van gespecialiseerd onderwijs van het type 5 in onderwijsvorm 4 op secundair niveau op 1 september onderworpen aan de rationalisatienorm bepaald in de artikelen 200 en 201, op voorwaarde dat dit onderwijs van het type 5 verbonden is aan een ziekenhuis of aan een door het Rijk of de Gemeenschap opgerichte of erkende medisch-sociale instelling en dat er een school voor gespecialiseerd basisonderwijs, waaronder dit onderwijs van het type 5 zal ressorteren, georganiseerd of in de toelageregeling is opgenomen op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

§ 2. In afwijking van artikel 208 en van § 1 is de oprichting of de opname in de toelageregeling van het type 5 op secundair niveau in de onderwijsvorm 4 mogelijk voor een school voor gespecialiseerd basisonderwijs, opgericht of in de toelageregeling opgenomen krachtens artikel 195, § 2, op voorwaarde dat op 1 september het eerste jaar 200 %, het tweede jaar 250 % en het derde jaar 300 % van de rationalisatienorm bepaald in de artikelen 200 en 201 voor de onderwijsvorm 4 wordt bereikt.

Indien deze onderwijsvorm de programmatienorm niet bereikt, moet ze worden opgeheven op 1 september daaropvolgend.

Met ingang van het vierde schooljaar zijn uitsluitend de bepalingen voor de rationalisatie van toepassing.

Deze onderwijsvorm 4 voor het type 5 kan niet worden opgericht of in de toelageregeling opgenomen worden tijdens de periode van programmatie van de school voor gespecialiseerd basisonderwijs, opgericht of in de toelageregeling opgenomen met toepassing van artikel 195, § 2, 1°.

Met toepassing van § 2 van dit artikel wordt de directeur van de school voor gespecialiseerd basisonderwijs belast met de administratieve leiding van dit gespecialiseerd onderwijs van het type 5 op secundair niveau die geen enkel selectieambt of bevorderingsambt kan veroorzaken.

Art. 211. § 1. Bij beslissing van de inrichtende macht kan een bestaande school die voldoet aan de rationalisatienorm per 1 september :

1° een bestaande onderwijsvorm 1, die aan de rationalisatienorm voldoet, omvormen tot een andere onderwijsvorm op voorwaarde dat de onderwijsvorm 1 volledig en gelijktijdig wordt opgeheven op 30 september van het schooljaar waarin de omvorming wordt aangevat, en dat de nieuwe onderwijsvorm de rationalisatienorm bereikt.

2° een onderwijsvorm 2, die aan de rationalisatienorm voldoet, geleidelijk omvormen tot een andere onderwijsvorm op voorwaarde dat deze onderwijsvorm 2 gelijktijdig wordt opgeheven, te beginnen met de eerste fase.

Op 30 september van het schooljaar waarin de omvorming wordt aangevat, moet de nieuwe vorm van het georganiseerd onderwijs de rationalisatienorm bereiken.

3° een onderwijsvorm 3 van het gespecialiseerd secundair onderwijs, die aan de rationalisatie norm voldoet, geleidelijk omvormen tot een andere onderwijsvorm op voorwaarde dat de onderwijsvorm 3 gelijktijdig wordt opgeheven, te beginnen met de eerste fase.

Op 30 september van het schooljaar waarin de omvorming wordt aangevat, moet de onderwijsvorm van het georganiseerd onderwijs de rationalisatienorm bereiken.

4° een bestaande beroepssector van de onderwijsvorm 3 van het gespecialiseerd secundair onderwijs, die aan de rationalisatienorm voldoet, omvormen tot een andere sector op voorwaarde dat de bestaande sector gelijktijdig, fase na fase, wordt opgeheven, te beginnen met de eerste fase en dat op 30 september van het schooljaar waarin de omvorming wordt aangevat, de normen bedoeld in artikel 203 worden nageleefd.

5° Tijdens de periode van omvorming kunnen in de onderwijsvorm of in de beroepssector van het gespecialiseerd secundair onderwijs van onderwijsvorm 3, die opgeheven wordt, geen nieuwe leerlingen ingeschreven worden, nochtans mogen de leerlingen die deze onderwijsvorm of deze beroepssector in deze school volgen, hun studies daarin beëindigen. De leerlingen van de onderwijsvorm of van de beroepssector van het gespecialiseerd secundair onderwijs van onderwijsvorm 3, die opgeheven wordt, komen evenwel niet in aanmerking voor de berekening van de rationalisatienormen zoals bepaald in afdeling 4 van dit hoofdstuk.

Deze omvormingen bepaald onder de punten 1°, 2°, 3° en 4° moeten doorgevoerd worden in al de vestigingsplaatsen van de school waar deze onderwijsvorm of deze beroepssector van het gespecialiseerd onderwijs van onderwijsvorm 3 georganiseerd of in de toelageregeling opgenomen wordt.

6° een bestaande onderwijsvorm 4, die voldoet aan de rationalisatienorm, geleidelijk omvormen tot een andere onderwijsvorm op voorwaarde dat de bestaande onderwijsvorm 4 gelijktijdig, leerjaar na leerjaar, te beginnen met het laagste, wordt opgeheven en dat op 30 september van het schooljaar waarin de omvorming wordt aangevat, de nieuwe onderwijsvorm de rationalisatienorm bereikt.

7° een onderwijsvorm 1, 2 en 3 oprichten op voorwaarde dat, op 30 september :

a) tijdens het vorig schooljaar ten minste 150 % van het totaal van de rationalisatienormen bepaald in de artikelen 200 en 201 voor de georganiseerde onderwijsvormen werd bereikt;

b) 250 % van de rationalisatienorm bepaald in de artikelen 200 en 201 voor deze onderwijsvorm gedurende twee opeenvolgende schooljaren wordt bereikt;

Met ingang van het derde schooljaar zijn uitsluitend de bepalingen inzake rationalisatie van toepassing.

8° een onderwijsvorm 4 oprichten op voorwaarde dat, op 30 september :

a) tijdens het vorig schooljaar ten minste 150 % van het totaal van de rationalisatienormen bepaald in de artikelen 200 en 201 voor de georganiseerde onderwijsvormen werd bereikt;

b) 125 % van de rationalisatienorm bepaald in de artikelen 200 en 201 voor deze onderwijsvorm gedurende twee opeenvolgende schooljaren wordt bereikt;

Met ingang van het derde schooljaar zijn uitsluitend de bepalingen inzake rationalisatie van toepassing.

§ 2. Per provincie en per net kan in een bestaande school een onderwijsvorm opgericht worden of in de toelageregeling opgenomen worden op voorwaarde dat op 30 september aan volgende voorwaarden wordt voldaan :

1° deze onderwijsvorm op datum van inwerkingtreding van dit decreet in deze provincie en in dit net kan niet door de Franse Gemeenschap opgericht of in de toelageregeling worden opgenomen;

2° het vorig schooljaar ten minste het totaal van de rationalisatienormen bepaald in de artikelen 200 en 201 voor de georganiseerde onderwijsvormen te hebben bereikt;

3° voor elk van de nieuw georganiseerde onderwijsvormen gedurende twee opeenvolgende schooljaren de rationalisatienormen bepaald in de artikelen 200 en 201 bereiken.

De bepalingen van § 1, 1°, 2° en 3° zijn tijdens de periode van programmatie niet van toepassing op de onderwijsvorm opgericht of in de toelageregeling opgenomen overeenkomstig die paragraaf.

§ 3. In een bestaande school die een onderwijsvorm 3 organiseert die aan de rationalisatienorm voldoet, kan :

1° een tweede beroepssector worden opgericht wanneer de onderwijsvorm 60 leerlingen telt;

2° een derde beroepssector worden opgericht wanneer de onderwijsvorm 90 leerlingen telt;

3° een vierde beroepssector worden opgericht wanneer de onderwijsvorm 140 leerlingen telt.

Een nieuwe beroepssector mag worden opgericht per bijkomende schijf van 50 leerlingen.

Elke nieuwe beroepssector dient gedurende twee opeenvolgende schooljaren op 30 september te voldoen aan de programmatiernorm die daarop toepasselijk is.

Met ingang van het derde schooljaar zijn uitsluitend de bepalingen voor de rationalisatie van toepassing.

De bepalingen van § 1, 4°, zijn niet van toepassing tijdens de periode van programmering van de beroepssectoren opgericht of in de toelageregeling opgenomen overeenkomstig die paragraaf.

§ 4. De bepalingen van § 1, 6° en 7° en van §§ 2 en 3, worden afzonderlijk per school toegepast op het hoofdgebouw en iedere vestigingsplaat gelegen op 2 km en meer van het hoofdgebouw.

Art. 212. De nieuwe scholen, vestigingsplaatsen, onderwijsvormen en beroepssectoren, die voldoen aan de programmatiernormen, vervat in deze afdeling, worden voor de opname in de toelageregeling vrijgesteld van het proefjaar.

HOOFDSTUK XVI. — *Bijzondere bepaling tot vaststelling van het percentage van het bruikbare lestijdenpakket*

Art. 213. Elk jaar bepaalt de Regering, binnen de perken van de begrotingsmiddelen, het percentage van het lestijdenpakket dat kan worden gebruikt voor de categorieën van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het paramedisch personeel, van het maatschappelijk personeel, van het psychologisch personeel, van het administratief en opvoedend hulppersoneel, en dat voortvloeit uit de normen bedoeld in de artikelen 33, 34, 85, 86, 102, 104, 113, 114 en 132 en dit, op een identieke manier voor alle onderwijsnetten.

HOOFDSTUK XVII. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

Afdeling 1. — Wijzigingen in de wet van 6 juli 1970 op het geïntegreerd buitengewoon onderwijs

Art. 214. In de wet van 6 juli 1970 op het geïntegreerd buitengewoon onderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd », wordt het woord « geïntegreerd » geschrapt en wordt het woord « gehandicapt » vervangen door de woorden « kind of adolescent met specifieke behoeften ».

Art. 215. In artikel 20, eerste lid, worden de woorden « of een afdeling voor buitengewoon onderwijs » geschrapt.

Afdeling 2. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 7 februari 1974 betreffende de wijze waarop de reisonkosten van leerlingen uit het buitengewoon onderwijs ten laste genomen worden door de Staat

Art. 216. In het koninklijk besluit van 7 februari 1974 betreffende de wijze waarop de reisonkosten van leerlingen uit het buitengewoon onderwijs ten laste genomen worden door de Staat wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd » en wordt het woord « geïntegreerd » geschrapt.

Art. 217. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 7 februari 1974 betreffende de wijze waarop de reisonkosten van leerlingen uit het buitengewoon onderwijs ten laste genomen worden door de Staat wordt aangevuld als volgt :

« 3° hun verblijfplaats en de inrichting voor gewoon onderwijs waarin de leerling in permanente en volledige integratie is ».

Afdeling 3. — Wijzigingen in het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs

Art. 218. In artikel 6 van het decreet van 27 oktober 1994 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 worden de woorden « en in het gespecialiseerd secundair onderwijs » toegevoegd na de woorden « en in het alternerend secundair onderwijs ».

2° Er wordt een § 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis : de Raad bezorgt aan de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, opgericht ingevolge het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, informatie over zijn werkzaamheden inzake opleidingsprofielen ».

Art. 219. In artikel 8 wordt het volgende lid ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid :

« Vier leden aangesteld door de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs wonen de werkzaamheden van de adviescommissies als stemgerechtigde leden bij. Twee leden behoren tot het niet-confessioneel onderwijs en de twee anderen tot het confessioneel onderwijs ».

Afdeling 4. — Wijzigingen in het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritare taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren

Art. 220. In de tekst van het voornoemde decreet van 24 juli 1997 worden het woord « buitengewoon » en de woorden « buitengewoon en geïntegreerd » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 221. In de artikelen 2 en 3 worden de woorden « in de artikelen 1 en 4 van de wet van 6 juli 1970 op het geïntegreerd buitengewoon onderwijs, van geïntegreerd onderwijs georganiseerd overeenkomstig artikel 5bis van dezelfde wet. » vervangen door de woorden « in artikel 2 en in de hoofdstukken III en X van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs ».

Art. 222. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « en gespecialiseerd van vorm 4 » ingevoegd tussen de woorden « gewoon secundair » en de woorden « omvat 6 leerjaren ».

2° Het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« Het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 wordt in drie fasen georganiseerd.

Het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 2 wordt in twee fasen georganiseerd.

Het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 1 wordt in één fase georganiseerd. »

3° In het tweede lid van hetzelfde artikel worden de woorden « en gespecialiseerd van vorm 4 » ingevoegd tussen de woorden « het gewoon secundair onderwijs » en de woorden « is georganiseerd ».

4° In het derde lid van hetzelfde artikel worden de woorden « gewoon en gespecialiseerd van vorm 4 » ingevoegd tussen de woorden « Het secundair onderwijs » en het woord « voltijds ».

5° In het vierde lid van hetzelfde artikel worden de woorden « gewoon en gespecialiseerd van vorm 4 » ingevoegd tussen de woorden « het secundair onderwijs » en de woorden « kunnen ook georganiseerd worden ».

6° In het vijfde lid van hetzelfde artikel worden de woorden « gewoon en gespecialiseerd van vorm 4 » ingevoegd tussen de woorden « secundair onderwijs » en de woorden « worden georganiseerd ».

Art. 223. In artikel 5 van hetzelfde decreet wordt een 2°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°*bis*. Bekwaamheidsdrempels : referentiesysteem dat op een gestructureerde manier de competenties uiteenzet waarvan de beheersing verwacht wordt op een bepaald niveau van het eind van elke fase van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3 ».

Art. 224. In de titel van de 1ste afdeling van hoofdstuk III worden de woorden « De cycli » vervangen door de woorden « De cycli, de maturiteitsgraden ».

Art. 225. In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 worden de woorden « In het gewoon onderwijs » toegevoegd vóór de woorden « De vorming tijdens het kleuteronderwijs ».

2° Er wordt een paragraaf 3*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3*bis*. In het gespecialiseerd basisonderwijs is de vorming tijdens het lager onderwijs en kleuteronderwijs een pedagogisch continuüm. Het gespecialiseerd lager onderwijs wordt in vier fasen gestructureerd, de maturiteitsgraden genoemd.

3° In § 4 van hetzelfde artikel worden de woorden « Hoge Raad voor het Buitengewoon Onderwijs opgericht door de wet van 6 juli 1970 op het geïntegreerd buitengewoon onderwijs » vervangen door de woorden « Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs opgericht door het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs ».

4° In dezelfde paragraaf worden de woorden « onder §§ 2 en 3 » vervangen door de woorden « onder § 3*bis* ».

Art. 226. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « of de eerste fase » worden ingevoegd tussen de woorden « of de eerste graad » en de woorden « van het secundair onderwijs ».

2° de woorden « of de eerste fase » worden ingevoegd tussen de woorden « en de eerste graad » en de woorden « van het secundair onderwijs ».

3° de woorden « of de bekwaamheidsdrempels » worden ingevoegd tussen de woorden « de beheersing van bekwaamheidsniveaus » en de woorden « met het verwezenlijken van gemeenschappelijke activiteiten ».

Art. 227. In artikel 15 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het tweede lid worden de woorden « In het gewoon onderwijs » toegevoegd vóór de woorden « De leerling die zich genoodzaakt ziet ».

2° Het artikel wordt aangevuld als volgt :

« In het gespecialiseerd onderwijs evolueert de leerling, op advies van de Klassenraad, volgens zijn eigen leerritme en de potentiële mogelijkheden in de verschillende maturiteitsgraden ».

Art. 228. In artikel 16 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 2 wordt het volgende lid ingevoegd tussen het tweede lid en het derde lid :

« Daarover bezorgen ze informatie daarover aan de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs opgericht door het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs ».

In § 3, derde lid, worden de woorden « Hoge Raad » vervangen door de woorden « Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs ».

Art. 229. In artikel 17 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In de §§ 1 en 2 worden de woorden « cycli en jaren » vervangen door de woorden « cycli, jaren en maturiteitsgraden ».

2° In § 3, tweede lid worden de woorden « en/of, voor het gespecialiseerd onderwijs, ze het mogelijk maken voor de leerlingen met specifieke behoeften om op een optimale manier te evolueren. » toegevoegd na de woorden « bekwaamheidsniveaus ».

Art. 230. § 1. In artikel 35, § 1 van hetzelfde decreet wordt een 4° ingevoegd, luidend als volgt :

« 4° de eindvaardigheden en gemeenschappelijke kennis die van het geheel van de leerlingen vereist worden op het eind van de derde fase van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 die leiden tot het uitreiken van een getuigschrift van lager secundair onderwijs dat gelijk is aan het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad. »

§ 2. In artikel 35, § 2 van hetzelfde decreet wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De werkzaamheden betreffende het gespecialiseerd onderwijs worden overgebracht aan de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs ».

Art. 231. In artikel 36 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « graden en jaren » vervangen door de woorden « graden, jaren en fasen van onderwijs »;

2° er wordt een § 2*bis* ingevoegd :

« § 2*bis*. Voor het gesubsidieerd gespecialiseerd onderwijs hecht de Regering haar goedkeuring, rekening houdend met de bekwaamheden en kennis bepaald in artikel 35, aan de studieprogramma's van de cursussen die specifiek zijn voor de humanistische vorming gedurende de fasen van onderwijs bedoeld in dit hoofdstuk, na het advies te hebben ingewonnen van de Programmacommissie bedoeld in § 3*bis* ».

3° er wordt een § 3*bis* ingevoegd :

« § 3*bis*. Er wordt een Programmacommissie opgericht voor het gespecialiseerd secundair onderwijs volgens de door de Regering nader te bepalen regels. De Programmacommissie controleert of de studieprogramma's het mogelijk maken de bevoegdheden en kennis bedoeld in artikel 35 te verwerven.

De controle uitgeoefend door de Programmacommissie heeft geen betrekking op de pedagogische methoden. »

Art. 232. Er wordt een 39*bis* toegevoegd :

« De Regering kan, op gezamenlijk voorstel van de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs bedoeld in artikel 13 en van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16, de opleidingsprofielen bepalen die specifiek zijn voor het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, overeenkomstig artikel 63 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs. »

Art. 233. Artikel 43 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« Op basis van de specifieke opleidingsprofielen bedoeld in artikel 47 en na het advies te hebben ingewonnen van de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, bepaalt de Regering en legt ter bevestiging voor aan het Parlement :

1° de lijst van de opleidingen van het gespecialiseerd secundair onderwijs;

2° de voorwaarden voor toelating tot de diverse sectoren, beroepsgroepen en beroepen van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3; ».

Art. 234. In artikel 47 worden de woorden « Hoge Raad voor het buitengewoon onderwijs » vervangen door de woorden « Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs ».

Art. 235. In artikel 49 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « 39*bis* » ingevoegd tussen de woorden « 39 » en « 44 »;

2° In 3° van hetzelfde artikel worden de woorden « buitengewoon onderwijs » vervangen door de woorden « gespecialiseerd secundair onderwijs van de vormen 3 en 4 ».

Art. 236. In artikel 50 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In de §§ 1 en 4 worden de woorden « 39*bis* » ingevoegd tussen de woorden « 39 » en « 44 ».

2° In § 1 van hetzelfde artikel worden de woorden « graden en jaren » vervangen door de woorden « graden, jaren en onderwijsfasen ».

3° In § 2 van hetzelfde artikel worden de woorden « 39*bis* » ingevoegd tussen de woorden « 39 en 44 », en worden de woorden « 47 » geschrapt.

4° Er wordt een § 2*bis* ingevoegd na § 2 :

« § 2*bis*. Voor het gesubsidieerd gespecialiseerd onderwijs hecht de Regering haar goedkeuring, rekening houdend met de specifieke opleidingsprofielen bedoeld in artikel 47, aan de studieprogramma's van de fasen bedoeld in dit hoofdstuk, na het advies te hebben ingewonnen van de Programmacommissie voor het gespecialiseerd onderwijs die controleert of de studieprogramma's het mogelijk maken de bevoegdheden bepaald in de opleidingsprofielen bedoeld in artikel 47 te verwerven.

De controle uitgeoefend door de Programmacommissie heeft geen betrekking op de pedagogische methoden. »

Art. 237. In artikel 51 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « 39*bis* » ingevoegd tussen de woorden « 39 en 44 ».

2° In het tweede lid worden de woorden « in artikel 16 » vervangen door de woorden « in de artikelen 13 en 16 ».

3° In het derde lid van hetzelfde artikel worden de woorden « buitengewoon secundair onderwijs van vorm 3 » vervangen door de woorden « gespecialiseerd secundair onderwijs van de vormen 3 en 4 ».

Art. 238. In artikel 52 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « 39*bis* » ingevoegd tussen de woorden « 39 en 44 ».

2° In het tweede lid worden de woorden « en ter aanvulling » vervangen door de woorden « ter aanvulling of ter vervanging ».

3° Het artikel wordt aangevuld als volgt :

« De modaliteiten voor de organisatie van evaluatieproeven die overeenstemmen met de kwalificatieprofielen bedoeld in de artikelen 39 en 39*bis* kunnen, in functie van de handicap, worden aangepast voor het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4. »

Art. 239. In artikel 53 van hetzelfde decreet wordt het volgende lid ingevoegd na het tweede lid :

« Na het advies te hebben ingewonnen van de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs bedoeld in artikel 13 bepaalt de Regering, fase na fase, het maximum aantal van de wekelijkse lestijden die binnen het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 georganiseerd kunnen worden, overeenkomstig het eerste lid ».

Art. 240. In artikel 54, 3° worden de woorden « 39*bis* » ingevoegd tussen de woorden « 39 en 44 ».

Art. 241. In artikel 57 worden de woorden « Hoge Raad voor het buitengewoon onderwijs » vervangen door de woorden « Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs ».

Art. 242. In artikel 76, vijfde lid worden de woorden « Deze maatregel is niet verplicht voor de meerderjarige leerlingen van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 1 of vorm 2. » toegevoegd na de woorden « huishoudelijk reglement ».

Art. 243. In artikel 79 worden de woorden « in het kleuteronderwijs en in het onderwijs met beperkt leerplan » vervangen door de woorden « in het gewoon kleuteronderwijs, het alternerend onderwijs en het gespecialiseerd onderwijs ».

Art. 244. In het opschrift van hoofdstuk X van hetzelfde decreet worden de woorden « en in het gespecialiseerd secundair onderwijs van de vormen 3 en 4 » toegevoegd tussen de woorden « gewoon secundair onderwijs » en « met volledig leerplan ».

Art. 245. In artikel 95, eerste lid worden de woorden « naar een klas of naar een cyclus » vervangen door de woorden « naar een klas, naar een cyclus of naar een fase ».

Art. 246. In artikel 96, derde lid worden de woorden « of, voor het gespecialiseerd onderwijs, door een persoon naar keuze » toegevoegd na de woorden « door een familielid ».

Art. 247. In artikel 97 wordt een paragraaf 7 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 7. Wanneer een beroep betrekking heeft op een leerling van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3 of vorm 4, hebben twee leden van de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs bedoeld in artikel 13 zitting in de Raad van Beroep. »

Art. 248. Artikel 98, § 3 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« In het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 kan de Raad van Beroep de beslissing van de klassenraad vervangen door een beslissing van slagen of door een nieuwe beslissing ».

Afdeling 5. — Wijziging van verschillende bepalingen

Art. 249. In de tekst van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving worden de volgende bepalingen aangebracht :

1° het woord « buitengewoon » wordt vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

2° In artikel 32, § 3, derde lid worden de woorden « Hoge Raad voor het buitengewoon onderwijs » vervangen door de woorden « Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs ».

Art. 250. In de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de tekst van de wet wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

2° in artikel 2, § 2 worden de woorden « van het geïntegreerd buitengewoon onderwijs zoals bepaald in de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs, zoals gewijzigd bij de wet van 11 maart 1986 houdende organisatie en subsidiëring van het geïntegreerd buitengewoon onderwijs » vervangen door de woorden « van het gespecialiseerd onderwijs zoals bepaald in het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs ».

Art. 251. In de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de tekst van de wet wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

2° in artikel 3, § 2 worden de woorden « en afdelingen » geschrapt.

Art. 252. In de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de tekst van de wet wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

2° in artikel 1, § 5 worden de woorden « overeenkomstig de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs » vervangen door de woorden « overeenkomstig het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs ».

Art. 253. In artikel 8 van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « buitengewoon » wordt vervangen door het woord « gespecialiseerd »;

2° in § 2, 2° worden de woorden « kwalificatiegetuigschrift van het 5e jaar buitengewoon onderwijs (vorm 3) » vervangen door de woorden « kwalificatiegetuigschrift van de 3de fase van het gespecialiseerd onderwijs (vorm 3) ».

Art. 254. In artikel 1 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 255. In het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 256. In de artikelen 1 en 36 quinquies, § 4 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 257. In de tekst van het decreet van 24 juni 1996 betreffende het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd basisonderwijs en secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « buitengewoon » wordt vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

2° in artikel 6, eerste lid worden de woorden « Hoge Raad voor het buitengewoon onderwijs » vervangen door de woorden « Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs ».

Art. 258. In het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 259. In artikel 1 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 260. In de tekst van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 261. In het decreet van 8 februari 1999 houdende verschillende maatregelen inzake onderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 262. In artikel 1, 1° van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en beschikbaarheid wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 263. In de tekst van het decreet van 7 juni 2001 betreffende de sociale voordelen wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 264. In artikel 1 van hetzelfde decreet wordt het woord « buitengewone » vervangen door het woord « gespecialiseerde ».

Art. 265. In de tekst van het decreet van 14 juni 2001 betreffende het programma voor dringende werken aan de schoolgebouwen van het basis- en secundair onderwijs dat wordt ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « buitengewoon » wordt vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

2° in artikel 17 worden de woorden « Hoge Raad voor het buitengewoon onderwijs » vervangen door de woorden « Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs ».

Art. 266. In artikel 2, § 3, derde lid en in artikel 17 van het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd, worden de woorden « Hoge Raad voor het buitengewoon onderwijs » vervangen door de woorden « Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs ».

Art. 267. In artikel 3 van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheids promotie op school wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd » en wordt het woord « buitengewone » vervangen door het woord « gespecialiseerde ».

Art. 268. In artikel 1 van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 269. In artikel 1 van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 270. In de tekst en het opschrift van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 271. In het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van psycho-medisch-sociale centra worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de tekst van het koninklijk besluit wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

2° in artikel 3, § 1; 3 worden de woorden « in uitvoering van artikel 5 van de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs en overeenkomstig artikel 7 van het koninklijk besluit van 28 juni 1978 houdende omschrijving van de types en de organisatie van het buitengewoon onderwijs en vaststellende de toelatings- en behoudsvoorwaarden in de diverse niveaus van het buitengewoon onderwijs » vervangen door de woorden « overeenkomstig de hoofdstukken II en III van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs ».

3° in artikel 4 worden de woorden « van artikel 12, § 2 van de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs » vervangen door de woorden « van artikel 12, § 2 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs ».

Art. 272. In het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 tot vaststelling en indeling van de ambten van de leden van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 273. In het opschrift van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 274. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 275. In de artikelen 1, 14 *quater*, § 4, 14 *sexies*, § 2, 26*bis*, 34, § 2, 36, 167, § 3 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 276. In het opschrift van het koninklijk besluit van 22 april 1969 tot vaststelling van de lichamelijke geschiktheid vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 277. In het opschrift van het koninklijk besluit van 15 juli 1969 tot vaststelling van de bevoegdheden van de beheerders, de opvoeders-huismeesters en de directiesecretarissen in de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en normaalonderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 278. In het koninklijk besluit van 27 juli 1971 houdende organisatiemodaliteiten van de begeleiding der leerlingen die instellingen of afdelingen voor buitengewoon onderwijs volgen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het opschrift worden de woorden « of afdelingen » geschrapt.

2° in de tekst van het koninklijk besluit wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

3° in artikel 5 worden de woorden « of de afdeling » geschrapt.

4° in artikel 6 worden de woorden « of de afdeling » geschrapt.

Art. 279. In het koninklijk besluit van 16 augustus 1971 tot instelling van de Commissies van Advies van het buitengewoon onderwijs en tot vaststelling van hun samenstelling en werkingsvoorwaarden worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het opschrift en de tekst van het besluit wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

2° in artikel 6, tweede lid, worden de woorden « voorzien bij artikel 7 van de wet van 6 juli 1970 » vervangen door de woorden « voorzien bij artikel 125 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs ».

Art. 280. In het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « buitengewoon » wordt vervangen door het woord « gespecialiseerd »;

2° in artikel 1, § 5 worden de woorden « 15 augustus » vervangen door de woorden « 31 augustus »;

3° hetzelfde artikel wordt aangevuld als volgt : Tijdens de zomervakantie van 1 juli tot 31 augustus worden 5 werkdagen tussen 16 en 31 augustus gepresteerd ».

Art. 281. In het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 282. In het koninklijk besluit van 3 december 1974 houdende uitvoering van artikel 32, § 2, voorlaatste lid van de wet van 29 mei 1959 zoals vervangen bij de wet van 11 juli 1973 en tot vaststelling van het bedrag, de nadere regels voor de berekening en het ogenblik van de uitbetaling van de werkingssubsidies in het buitengewoon onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het opschrift en de tekst van het koninklijk besluit wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd »;

2° in artikel 1, 1° worden de woorden « een inrichting, een instituut of een afdeling voor buitengewoon onderwijs zoals bepaald in artikel 2 van de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs; » vervangen door de woorden « een inrichting of een instituut zoals bepaald in artikel 4 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs; »;

3° in artikel 1, 2°b worden de woorden « in artikel 5 van de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs » vervangen door de woorden « in artikel 12 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs. »

Art. 283. In het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het buitengewoon voorschools- en lager onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het opschrift wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd »;

2° in de artikelen 1 en 7 wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd »;

3° in artikel 4 worden de woorden « in het buitengewoon onderwijs » vervangen door de woorden « in het gespecialiseerd onderwijs »;

4° in de bijlage van het koninklijk besluit wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 284. In de bijlage en de tekst van het koninklijk besluit van 5 mei 1976 houdende uitvoering van artikel 27, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 285. In het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap, van het vormingscentrum van de Franse Gemeenschap alsook van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 286. In het koninklijk besluit nr. 184 van 30 december 1982 tot vaststelling van de wijze waarop voor de Rijksinstituten voor buitengewoon onderwijs en (de opvangtehuizen van het Rijk) de ambten worden bepaald van het paramedisch personeel en het personeel toegekend in het kader van het internaat, wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 287. In het koninklijk besluit van 16 januari 1987 houdende omvorming van Rijksinternaten verbonden aan inrichtingen voor buitengewoon onderwijs in opvangtehuizen wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 288. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 december 1989 betreffende de benaming van de autonome internaten en de opvangtehuizen wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 289. In artikel 4 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 17 september 1990 betreffende de begeleiding in de voertuigen die eigendom van de Franse Gemeenschap zijn of haar onder contract worden geleend door een natuurlijke of rechtspersoon en die gebruikt worden voor het ophalen van schoolkinderen van het gewoon en het buitengewoon onderwijs, wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 290. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 juli 1991 betreffende het middagtoezicht in het gewoon en buitengewoon lager en kleuteronderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 291. § 1. In artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 september 1991 tot toekenning van een bijwedde aan de personeelsleden van het buitengewoon onderwijs die houder zijn van het getuigschrift van bekwaamheid tot het opvoeden van abnormale kinderen wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

§ 2. In de titel van het voornoemde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 september 1991 worden de woorden « abnormale kinderen » vervangen door de woorden « leerlingen met specifieke behoeften ».

Art. 292. In het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 mei 1992 tot oprichting en samenstelling van basisoverlegcomités in de psycho-medisch-sociale centra, de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs en het opleidingscentrum, georganiseerd door de Franse Gemeenschap wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 293. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 294. In artikel 4 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 februari 1993 betreffende de paritaire commissies in het confessioneel vrij onderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 295. In artikel 4 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 maart 1993 betreffende de raden van beroep in het vrij confessioneel onderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 296. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 januari 1994 betreffende de samenstelling van de Hoge Raad voor het buitengewoon onderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 297. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 augustus 1994 tot vaststelling van de pedagogische voorwaarden voor de toekenning van studietoelagen aan de leerlingen van het secundair buitengewoon onderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 298. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 april 1995 tot oprichting van een "Centre d'auto-formation et de formation continuée" voor het Onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 299. In artikel 2, § 1, 4^o van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 mei 1995 betreffende de paritaire commissies in het officieel gesubsidieerd onderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 300. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, hoger onderwijs van het korte type en kunstonderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon kleuter- en lager onderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, hoger onderwijs van het korte type en kunstonderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en buitengewoon kleuter- en lager onderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 301. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1996 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Raad van Beroep van het vrij confessioneel buitengewoon onderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 302. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 mei 1997 houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Paritaire Gemeenschapscommissie voor het officieel gesubsidieerd buitengewoon onderwijs en het onderwijs voor sociaal-culturele promotie wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 303. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 oktober 1997 waarbij de beslissing van 27 februari 1997 van de paritaire gemeenschapscommissie voor het officieel gesubsidieerd buitengewoon onderwijs en het onderwijs voor sociaal-culturele promotie bindend gemaakt wordt in verband met het stelsel van specifieke opleiding bepaald bij het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs met het oog op een benoeming tot een selectie- of bevorderingsambt, wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 304. In de artikelen 69, 70 en 73 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 305. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 juli 1998 tot goedkeuring van het studiereglement in het buitengewoon secundair onderwijs van de Franse Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het opschrift van het besluit wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd »;
- 2° in het opschrift van de bijlage wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd »;
- 3° in de tekst van de bijlage wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd »;
- 4° in het gedeelte van de tekst van de bijlage over het buitengewoon onderwijs van vorm 1 worden de woorden « beschermd levensmilieu » vervangen door de woorden « aangepast leefmilieu »;
- 5° in het gedeelte van de tekst van de bijlage over het buitengewoon onderwijs van vorm 3 worden de woorden « omvat twee fasen » vervangen door de woorden « omvat drie fasen »;
- 6° in het gedeelte van de tekst van de bijlage over het buitengewoon onderwijs van vorm 3 worden de woorden « Een derde fase, verbeteringsfase genoemd, mag ingezet worden » geschrapt;
- 7° in het gedeelte van de tekst van de bijlage over « De evaluatie en de klassenraad » worden de woorden « tijdens de eerste of de tweede fase » geschrapt;
- 8° in hetzelfde gedeelte van de tekst van de bijlage worden de woorden « een attest van wellukken op het einde van de eerste fase » vervangen door :
 - « een attest van slagen in een beroepssector op het einde van de eerste fase;
 - een attest van slagen in een beroepsgroep op het einde van de tweede fase;
 - een getuigschrift van het lager secundair onderwijs dat gelijk is aan het getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad op het einde van de derde fase »;
- 9° in hetzelfde gedeelte worden de woorden « tweede fase » vervangen door de woorden « derde fase »;
- 10° in hetzelfde gedeelte worden de woorden « een getuigschrift van bijkomende bekwaamheid op het einde van de derde fase; in dat geval wordt de klassenraad uitgebreid tot leden die geen deel uitmaken van het personeel van de inrichting en wordt dan een examencommissie voor kwalificatie » geschrapt.

Art. 306. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 oktober 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van de inspectiedienst belast met het toezicht op de inrichtingen voor buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 307. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 mei 1999 houdende toepassing van artikel 28 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 308. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 juni 1999 tot oprichting van de Examencommissie voor de bevordering tot het ambt van inspecteur algemene vakken in het lager secundair onderwijs, belast met de algemene pedagogische begeleiding van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de vormen 1 en 2 van het buitengewoon secundair onderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 309. In artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1999 tot verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Franse Gemeenschapsregering wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 310. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 juni 2000 waarbij toelating wordt gegeven een buitengewoon onderwijsafdeling van vorm 2 in te richten in een vestigingsplaats opgericht in afwijking van artikel 24, paragraaf 2, 8° van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 311. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 april 2001 tot toepassing van artikel 20^{quinquies} van de wet van 6 juli 1970 betreffende het geïntegreerd en buitengewoon onderwijs en van artikel 10^{bis} van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur van het secundair onderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 312. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 2001 houdende aanstelling van de leden en de secretarissen van de Adviescommissies voor het buitengewoon onderwijs wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 313. In artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 tot vaststelling van de wijze waarop overleg tussen de diensten voor de gezondheidspromotie op school en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra wordt gepleegd over de medische opvolging, bij toepassing van artikel 10, § 1 van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd »;
- 2° in het tweede lid worden de woorden « van de wet van 6 juli 1970 betreffende het geïntegreerd buitengewoon onderwijs » vervangen door de woorden « van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs ».

Art. 314. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 2002 houdende bevoegdheidsdelegatie inzake opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medische-sociale centra wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 315. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 september 2002 tot vaststelling van de vakantie en verlofdagen in het basis- en secundair onderwijs voor het schooljaar 2003-2004 wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 316. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 november 2002 houdende toepassing van artikel 15 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 317. In artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2002 tot oprichting van een begeleidingscomité en een opvolgingscomité bij het Strategisch Plan inzake de integratie van de informatie- en communicatietechnologieën in de schoolinrichtingen van het verplicht onderwijs en van het onderwijs voor sociale promotie wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 318. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 januari 2003 tot vaststelling van de normen betreffende het aantal betrekkingen van paramedisch medewerker en van het bestuurspersoneel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap belast met de gezondheidspromotie op school in de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 319. In het besluit van de Franse Gemeenschap van 15 juli 2003 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 320. In het ministerieel besluit van 12 april 1969 houdende de regelen tot staving van de nuttige ervaring bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 321. In de bijlagen 2 tot 6 en het opschrift van het ministerieel besluit van 25 april 1980 tot vaststelling van de in het buitengewoon onderwijs uitgereikte getuigschriften en attesten wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 322. In de bijlage en het ministerieel besluit van 1 augustus 1980 tot vaststelling van de inhoud en de geadresseerden van het inschrijvingsverslag bepaald in artikel 5 van de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de tekst en de bijlage van het besluit wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd »;

2° in het opschrift van het besluit en van de bijlage worden de woorden « in artikel 5 van de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs » vervangen door de woorden « in artikel 12 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs ».

Art. 323. In het ministerieel besluit van 19 mei 1982 tot vaststelling van het activiteitenprogramma van de psycho-medisch-sociale centra van het Rijk wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Art. 324. In het ministerieel besluit van 18 juni 1985 houdende aanstelling van de ordonnateurs en rekenplichtigen van de Rijksinrichtingen voor buitengewoon onderwijs met afzonderlijk beheer wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

Afdeling 6. — Opheffing

Art. 325. De wet van 6 juli 1970 betreffende het geïntegreerd buitengewoon onderwijs wordt opgeheven met uitzondering van de artikelen 17 en 20, eerste lid.

Art. 326. Het koninklijk besluit van 28 juni 1978 houdende de omschrijving van de types en de organisatie van het buitengewoon onderwijs en vaststellende de toelatings- en behoudsvoorwaarden in de diverse niveaus van het buitengewoon onderwijs wordt opgeheven.

Art. 327. Het ministerieel besluit van 10 december 1979 betreffende de bevoegdheid en de werking van de administratieve commissies der rijksinrichtingen voor secundair buitengewoon onderwijs wordt opgeheven.

Art. 328. Het ministerieel besluit van 12 december 1979 betreffende de bevoegdheid en de werking van de administratieve commissies der gesubsidieerde inrichtingen voor secundair buitengewoon onderwijs wordt opgeheven.

Art. 329. Het koninklijk besluit nr. 65 van 20 juli 1982 tot vaststelling van de wijze waarop de ambten van het bestuurs- en onderwijzend personeel worden bepaald in de inrichtingen voor buitengewoon onderwijs wordt opgeheven.

Art. 330. Het koninklijk besluit nr. 66 van 20 juli 1982 tot vaststelling van de wijze waarop de ambten van het administratief personeel en het opvoedend hulppersoneel worden bepaald in de inrichtingen voor buitengewoon onderwijs met uitzondering van de internaten of semi-internaten wordt opgeheven.

Art. 331. Het koninklijk besluit nr. 67 van 20 juli 1982 tot bepaling van de ambten van het paramedisch, het sociaal en het psychologisch personeel in de inrichtingen voor buitengewoon onderwijs, behalve de internaten en semi-internaten wordt opgeheven.

Art. 332. Het koninklijk besluit nr. 439 van 11 augustus 1986 houdende rationalisatie en programmatie van het buitengewoon onderwijs wordt opgeheven.

Art. 333. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 september 1991 houdende organisatie van de Verbeteringsraad voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap bij het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming wordt opgeheven.

Art. 334. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1991 houdende de modaliteiten en criteria voor de toepassing van artikel 17 van het decreet van 19 juli 1991 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs, onder meer inzake het buitengewoon onderwijs wordt opgeheven.

Art. 335. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992 tot vaststelling van het aantal prestatie-uren vereist voor de uitoefening van het ambt met volledige prestaties van praktijkleraar in de inrichtingen voor buitengewoon secundair onderwijs, vormen 1, 2 en 3 wordt opgeheven.

Art. 336. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 januari 1995 betreffende de blijvende integratie, in het gewoon onderwijs, van leerlingen die onder het buitengewoon onderwijs ressorteren wordt opgeheven.

HOOFDSTUK XVIII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 337. De studenten die regelmatig ingeschreven zijn tijdens het schooljaar 2003-2004, ofwel in de tweede fase, ofwel in het vierde of in het vijfde jaar in het onderwijs van vorm 3, kunnen toegang hebben tot een kwalificatie-examen op het einde van de tweede fase of van het vijfde jaar, uiterlijk op het einde van het schooljaar 2005-2006.

Art. 338. De scholen die de organisatie van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3, met toepassing van dit decreet, wijzigen, kunnen tijdens het schooljaar 2004-2005 sectoren organiseren die overeenstemmen met de vroegere afdelingen.

Na de wijzigingsperiode zullen de programmatieregels opnieuw van toepassing worden.

Art. 339. De personeelsleden die in vast dienstverband worden benoemd in een ambt van leraar beroepspraktijk of technische cursussen of technische cursussen en beroepspraktijk waarvan de opdracht tijdens het schooljaar 2003-2004 alsook tijdens het jaar dat voorafgaat aan de wijziging, cursussen van beroepspraktijk of technische cursussen of technische cursussen en cursussen van beroepspraktijk omvat in een afdeling die omgevormd wordt in een beroepssector overeenkomstig artikel 55 van dit decreet, worden geacht nuttige ervaring te hebben verworven voor de cursussen van dezelfde specialiteit georganiseerd in de enige nieuwe sector die voortvloeit uit de omvorming.

De personeelsleden die de in het vorige lid bedoelde gelijkstellingen genieten, behouden de weddeschaal die hun was toegewezen vóór de omvorming, als ze meer gunstig is dan deze waarop hun bekwaamheidsbewijzen hun recht geven.

Art. 340. In afwijking van de artikelen 26, § 4 en 47, § 3 van dit decreet blijven de leraars en onderwijzers die ten minste 3 schooljaren tijdens de laatste 10 jaren een cursus gebarentaal hebben gegeven, belast met de cursus gebarentaal zonder houder te zijn van het bekwaamheidsbewijs voor het ambt van onderwijzer belast met de taalbadcursussen.

Art. 341. Vanaf de inwerkingtreding van dit decreet beschikken de scholen die het gespecialiseerd onderwijs van type 7 organiseren, over een termijn van 5 schooljaren om zich aan te passen aan de bepalingen van de artikelen 26, § 4 en 47, § 3 van dit decreet.

Art. 342. Totdat de Regering, op voorstel van de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, vaststelt dat het aantal specifieke profielen goedgekeurd overeenkomstig artikel 47 van het decreet van 24 juli 1997 het geheel van de behoeften aan opleiding kan dekken, worden de thans georganiseerde opleidingen behouden.

De Regering stelt de lijst vast van deze waarvoor een kwalificatiegetuigschrift wordt toegekend.

Wanneer het profiel goedgekeurd is, vervangt een kwalificatiegetuigschrift het attest van verworven bevoegdheden bedoeld in artikel 57, 4°.

HOOFDSTUK XIX. — *Slotbepaling*

Art. 343. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2004, met uitzondering van hoofdstuk XIII, dat in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, van artikel 280, dat op 1 juli 2004 in werking treedt, en van de artikelen 54 tot 62, die op 1 september 2005 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 maart 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang
en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 490-1. — Commissieamendementen, nr. 490-2. — Verslag, nr. 490-3. — Vergaderingsamendement, nr. 490-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. - Vergadering van 17 februari 2004.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 1941

[C - 2004/29139]

31 MARS 2004. – Décret portant assentiment de l'Accord de coopération entre la Communauté française et la Commission communautaire française, en matière de soutien à l'intégration scolaire pour les jeunes en situation de handicap (1)

Le Parlement a adopté et nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Il est donné assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française et la Commission communautaire française en matière de soutien à l'intégration scolaire pour les jeunes en situation de handicap.

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* du dernier des deux actes d'approbation des parties contractantes.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 31 mars 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

 Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil. – Projet de décret, n° 506-1. – Rapport, n° 506-2.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 23 mars 2004.

ACCORD DE COOPERATION ENTRE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE ET LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE EN MATIERE DE SOUTIEN A L'INTEGRATION SCOLAIRE POUR LES JEUNES EN SITUATION DE HANDICAP

Vu les articles 1^{er}, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial et intégré;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er};

Vu le décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

Vu le décret du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Vu l'arrêté 99/262/C du 6 avril 2000 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services d'accompagnement, modifié par l'arrêté 2003/68 du 10 juillet 2003;